

6 octobre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2022/10/05/harcèlement-consentement-prescription-femicide-le-droit-bouscule-par-metoo_6144548_4355770.html

Harcèlement, consentement, prescription, féminicide : comment #metoo a obligé le droit à changer

Cinq ans après la vague de dénonciations des violences sexistes, certains éléments de droit ont évolué, mais d'autres restent inchangés.

Par [Iris Dercœur](#) et [Marie Pouzadoux](#)

Publié hier à 15h14, mis à jour à 09h00

Il y a cinq ans, le hashtag #metoo a ouvert la voie à une série de témoignages dans le monde entier dénonçant les violences sexuelles à l'encontre des femmes. En France, plusieurs vagues se sont succédé : #balancetonporc – précédée de #pourquoijenaipasportéplainte –, #metoomusique, #metooinceste et les témoignages dans l'affaire de la Ligue du LOL... Les collectifs féministes, les associations de défense des victimes et de protection de l'enfance ont alors déploré l'inadaptation de la justice. Depuis, quelques réformes ont été engagées, en particulier sur la protection des mineurs ou les violences conjugales, mais les choses bougent peu dans certains domaines, par exemple le traitement des viols : seules 12 % des victimes ont porté plainte en 2020, selon le ministère de l'intérieur ; et si le nombre de plaintes augmente, cela ne se traduit pas par une augmentation du nombre de condamnations. Voici un tour d'horizon de ce qui a changé en cinq ans et de ce qui est encore en discussion pour les quatre notions centrales suivantes du mouvement #metoo : le harcèlement sexuel ; le consentement ; la prescription ; les féminicides.

6 octobre (La Tribune)

<https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/plein-emploi-et-inflation-surprise-milton-friedman-avait-encore-une-fois-raison-923519.html>

Plein-emploi et inflation surprise : Milton Friedman avait (encore une fois) raison

OPINION. Dans la conjoncture actuelle, le choc inflationniste non-anticipé qui frappe les économies des Etats-Unis et de la zone euro conduit à une amélioration de l'emploi. Mais au regard de l'évolution du marché du travail, celle-ci ne peut être qu'éphémère car résultant d'une illusion monétaire, comme l'avait bien analysé le prix Nobel d'économie Milton Friedman.

Par Marc Guyot et Radu Vranceanu, Professeurs à l'ESSEC.

28 Juin 2022, 7:39



Marc Guyot et Radu Vranceanu. (Crédits : Reuters)

Si l'inflation ravage l'économie mondiale et détruit à petit feu le pouvoir d'achat, les adeptes de la relance par la dépense publique continuent de marteler que l'objectif de plein emploi a été atteint précisément grâce aux dépenses sans limite engagées lors de la crise du covid. La totale déconnexion des décisions de relance avec les réalités budgétaires est particulièrement incarnée par les chèques de 1.000 dollars signés par l'administration Biden ou encore par la « nationalisation des emplois » tout droit sortie du Métavers dans lequel vivait Emmanuel Macron en 2020. Les docteurs Diafoirus de cette hallucination collective ont eux-mêmes baptisés leur mouvement « Théorie Monétaire Moderne ». De notre point de vue, ce mouvement est essentiellement basé sur des postulats sans logique interne, avec comme affirmation centrale que le gouvernement américain était en mesure d'augmenter la dette indéfiniment puisque la banque centrale pouvait acheter cette dette, sans aucune contrepartie.

Le taux d'emplois vacants atteint un record

Cette revendication est abusive. Si la relance par la demande a pu stabiliser la chute de l'emploi en 2020 le temps que les stocks se vident, la situation actuelle est différente. La production et les perspectives d'augmentation de celle-ci sont largement compromises partout dans le monde. Dans le même temps, le marché du travail continue à se tendre. En effet, le nombre d'emplois vacants atteint des records, dans tous les secteurs et à tous les niveaux de qualification. Le taux d'emplois vacants atteint [les 3,1% en zone euro au premier trimestre 2022](#) et [7% aux Etats-Unis](#) en avril 2022. L'explication préférée des keynésiens pour cette situation serait le rétrécissement de l'offre de travail sur un fonds de « grande démission » des travailleurs affectés psychologiquement par le Covid-19.

La réalité est que l'inflation actuelle a pris par surprise, tant par son ampleur que par sa persistance dans le temps, presque tout le monde. En 2020, le peu d'économistes ou gérants financiers qui avaient évoqué [un possible retour de l'inflation](#) ont été moqués avec condescendance par leurs confrères comme des paléo-monétaristes ringards, n'ayant pas compris la disparition définitive de leur espèce et, avec elle, de l'inflation. Fin 2020, les [prévisionnistes professionnels](#) indiquaient avec la certitude de l'âne des taux d'inflation inférieurs à 2% pour 2022, et le marché financier leur emboîtait le pas avec des taux de couverture du risque d'inflation ridiculement bas. Aujourd'hui, c'est le temps des « mea culpa »,

et des excuses présentées officiellement par les dirigeants des principales banques centrale comme Jerome Powel ou Christine Lagarde, pour avoir sous-évalué le risque inflationniste.

Les salaires n'ont pas suivi

Si la hausse de prix est très forte depuis plusieurs mois, et s'est accéléré après la guerre en Ukraine, les salaires n'ont pas suivi, ni aux Etats-Unis, ni dans la zone euro. Le coût horaire du travail, rapporté au prix qu'une entreprise peut pratiquer, vient de diminuer, notamment dans les secteurs où la concurrence est faible. Selon [un indicateur publié](#) par la Fed de Saint Louis, aux Etats-Unis, le salaire réel hebdomadaire a diminué de 7,8% entre un maximum au premier trimestre 2020 et le quatrième trimestre 2022. Dans la zone euro, [la croissance des salaires sur un an](#) au premier trimestre 2022 est de seulement 2,7% face à une inflation de 8%. Cette baisse de la rémunération relative du travail incite les entreprises à recruter de la main d'œuvre, plutôt que délocaliser ou investir dans des machines à même d'augmenter la productivité d'un effectif existant. Malgré la crise économique qui se profile, malgré une demande de biens qui s'affaiblit inévitablement avec l'érosion du pouvoir d'achat par l'inflation, la baisse du salaire réel favorise le recours à plus d'heures de travail.

Cette explication à laquelle nous souscrivons n'est pas la nôtre mais est clairement exposée dans [le discours de Prix Nobel](#) de Milton Friedman en 1976, et dans [les écrits](#) de Robert Lucas en 1973, autre lauréat du Prix Nobel en Economie. Dans leur analyse, un choc inflationniste non-anticipé conduit à une amélioration de l'emploi, mais celle-ci ne peut être qu'éphémère, le temps que les anticipations-prix des employés s'alignent sur la nouvelle évolution des prix, et renforcent leurs revendications salariales. Aujourd'hui, nous sommes exactement dans ce cadre, au début du processus décrit par ces auteurs.

Il nous apparait que la leçon à tirer est que la seule solution pour lutter contre le chômage de masse qui frappe le sud de l'Europe a toujours été de baser l'évolution des salaires sur l'évolution de la productivité et la réduction de la fiscalité sur le travail. Si notre diagnostic est correct, l'embellie actuelle sur le marché du travail ne peut être que de courte durée - un an, maximum deux, car la modération salariale actuelle résulte d'une *illusion monétaire* sur le point de se dissiper. En effet, les indicateurs révèlent des anticipations d'inflation en forte hausse, aux Etats-Unis mais aussi dans la zone euro.

Réformer le marché du travail

En France, aucun politicien n'a eu le courage de réformer le marché du travail pour plus de flexibilité salariale, si ce n'est modestement Nicolas Sarkozy avec la défiscalisation des heures supplémentaires, François Hollande avec ses différentes usines à gaz et Emmanuel Macron avec l'encadrement de l'indemnité pour licenciement abusif. Il est à craindre que la dégradation que nous sentons venir du marché du travail attise la propension des populistes de tous bords à resservir les potions miracles de dépenses publiques façon quoi qu'il en coûte, blocage des prix, contrôle des licenciements ou baisse du temps de travail. Aucune de ces mesures n'a jamais créé la moindre valeur nouvelle. En revanche, elles peuvent aggraver la désorganisation, le chômage et les déséquilibres. Mais l'équilibre n'a jamais été un objectif pour les populistes.

6 octobre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/10/06/440122-le-monde-de-la-sante-est-malade>

Le monde de la santé est malade

[Denis Dupuy](#)

Le monde de la santé en France est désormais mis à mal par de nombreux problèmes.

J'ai le souvenir d'avoir échangé, sur [LinkedIn](#), avec un confrère. C'était en 2021 et un directeur m'avait confié ses craintes, quant au recrutement de personnel soignant. J'annonçais dans mon post les 15 000 démissions à venir, sujet encore peu traité par la presse et le confrère me qualifiait de complotiste, d'extrême machin bidulosceptique... Bref, ces anathèmes en vogue chez les ados des forums... Je me souviens qu'il était réanimateur urgentiste dans l'est de la France. J'ai cherché, depuis, dans mon historique mais impossible de déterminer s'il s'agissait bien de notre ministre. Point de calomnie, en l'absence de preuve mais l'hypothèse d'un ministre pareillement déconnecté serait-elle crédible ?

Un directeur de clinique, ayant intégré le [ministère de la Santé](#), la fameuse rue de Ségur, dernier choix des [énarques](#) qui se rêvent inspecteurs des finances, a assisté à cette scène singulière. Deux hauts personnages échangeaient, deux technocrates qui s'étonnaient que l'[Assurance maladie](#) verse des millions à des groupes de santé étrangers. Ces deux prodiges, supposés guider la stratégie, ignoraient jusqu'à l'écologie de notre système de santé.

Quand j'ai débuté mes études, en 1984, le système français trônait au sommet des classements et le citoyen français gagnait l'équivalent de son homologue suisse. Aujourd'hui, nous sommes au-delà de la dixième place et une infirmière suisse peut être rémunérée à hauteur de 4000 euros quand une française plafonne des années au SMIC.

Des évolutions du milieu de la santé

Le constat est alarmant mais dans ce pays n'est-ce pas la routine dans les domaines de la justice, la police, l'armée et la santé ?

Contrairement aux affirmations de mon confrère, les démissions ont été massives. La durée de vie professionnelle d'une infirmière est passée de 7 à 5 ans. Dans notre établissement, nous tenons chaque semaine des réunions de crise afin de déterminer si nous disposons de l'effectif nécessaire pour opérer et soigner. Récemment, j'écoutais, amusé, une amie de ma fille, que j'ai connue adolescente. Elle est aujourd'hui infirmière et, à 26 ans, elle a décidé de devenir [mixologue](#). Si j'ai appris, à cette occasion, le nom de baptême de ce précieux métier, je n'ai rien découvert concernant les démissions.

L'état d'esprit de notre jeunesse, sujet hautement sensible, a également évolué. Les infirmières le répètent, certaines, en tout cas : elles ne sont pas des bonnes sœurs. Soit, mais un dimanche récent, l'une d'elles, intérimaire supposée assurer la garde, ne s'est pas présentée et son téléphone est resté sur répondeur. Personne dans le service : je n'avais jamais vécu cela. La surveillante a dû se coltiner les soins et oublier l'organisation des blocs en urgence, reléguant la tâche à ceux qui restaient.

Durant la covid je me suis accroché avec une collègue réanimatrice hospitalière. Elle me reprochait mon manque d'empathie vis-à-vis des collègues. Mère célibataire, elle ne pouvait être à l'heure pour aller chercher sa gamine à l'école maternelle. Toute la communauté des confrères y allait de ses j'aime ou de sa furie, me clouant au pilori pour avoir fait remarquer que mon empathie allait aux 15 patients en train de mourir dans son service. Une paille... La féminisation, si elle n'est évidemment pas

contestable, apporte ses spécificités, ne serait-ce que par le biais des grossesses. Plus de la moitié de l'effectif est constituée de femmes. Si leurs revendications sont légitimes et leur liberté absolue, lesdites spécificités influent sur l'organisation du système de santé. Un grenelle va-t-il faire évoluer l'état d'esprit de ceux à qui on rappelle, depuis la maternelle, qu'ils ont tous les droits, y compris celui de changer de sexe mais relativement peu de devoir en contrepartie ? Pas certain.

Le poids de la technocratie

Évidemment, autre problématique, l'administration française ou plutôt [la myriade d'administrations](#) et de fonctionnaires que je serais bien en peine de citer sont supposées tracer la route et [les fameuses ARS](#) en sont l'étendard. Dans les années 1980 les urgences étaient le plus souvent assumées par les confrères généralistes. La haute fonction publique a pris la situation en main. On a commencé par dégommer les mandarins, tyrans des services... Eux, au moins, connaissaient la médecine. On a imposé ces technocrates méprisants, à l'occasion issus de la grande distribution et ils n'ont eu de cesse de rappeler qu'ils détenaient autorité. L'heure de la vengeance des rageux et des esclaves du ressentiment sonnait. Ah, la lutte des classes. Certes, les mandarins étaient parfois mauvais gestionnaires. Ils restaient sur l'élan des sweet sixties et de l'argent facile.

L'idéal eut été de combiner gestion scrupuleuse et maîtrise médicale mais non...

En France, le technocrate est l'envoyé du seigneur. Les hôpitaux ont eu droit à leur gestion façon supérette, tout comme les établissements privés non patrimoniaux, soit l'essentiel. Vous vous souvenez, ces fonds de pension étrangers que découvraient nos technocrates quinze ans après la bataille... Nos prodiges de fonctionnaires ont décrété dans les années 1990 que les urgences relevaient de l'hôpital public. Aujourd'hui vous pouvez apprécier les effets concrets de leurs choix calamiteux. La ministre Touraine a voulu imposer [une organisation identique concernant la cancérologie](#), alors que les confrères du public ne le souhaitent nullement. Nous verrons, mais je n'ose imaginer les conséquences. Le privé assume plus de la moitié de la cancérologie.

Hélas, autre problématique fondamentale, le pays s'enfoncé dans la dette.

L'équipe du président actuel a dépensé, tenez-vous bien, [424 milliards d'euros pour la covid](#). Aucun mandarin n'aurait osé se lâcher ainsi. Je pense qu'un médecin aussi incompetent que le président serait privé de patientèle. Mais lui a été réélu. 230 000 entreprises maintenues artificiellement sous perfusion d'argent public, soit notre argent, devront être liquidées, avant que ne suivent les victimes de la politique énergétique. Pas d'argent, pas de santé, évidemment. Le fameux Grenelle va peut-être nous inventer des milliards... Ils serviront à payer davantage d'agents, de commissions, d'administrations...

Sincèrement, je suis inquiet, non comme professionnel de santé, mais en tant que futur patient, car nous le serons tous un jour.

J'espère que la crise covid a démontré [combien l'administration était incompétente en médecine](#). On attendait l'intendance, que l'on n'a jamais eue, et le pouvoir est tombé dans tous les pièges qu'un étudiant en médecine apprend à éviter. Mais quant à l'intendance... L'administration a parfois suivi des confrères qui avançaient au jugé, puisque ne disposant d'aucune publication. Elle a également prétexté agir selon les recommandations que ces confrères n'avaient jamais approuvées. Bref, un chaos, une population démoralisée, des pathologies sévères négligées et les cancers historiques qui pleuvent, aujourd'hui, le tout pour une addition de 424 milliards d'euros. En répartissant intelligemment les rôles, l'État à l'intendance et les médecins au front et à la manœuvre, on aurait peut-être fait mieux. Trop tard...

Une fois encore, le privé a réagi plus efficacement que le pauvre État, proposant tests, immunoglobulines, vaccins... Ces derniers [sont décevants](#) mais l'épidémie s'achève et voilà l'essentiel. Comme annoncé depuis deux à trois ans, comme toutes les autres, l'épidémie a duré deux à trois ans, faisant un nombre de victimes proche de celles de [1957](#) et [1969](#) aujourd'hui oubliées.

Le fantasme BigPharma

Je profite de cette tribune pour glisser deux mots au sujet du monstrueux BigPharma.

Sachez que les dirigeants français réputés pour leur intégrité ont depuis lurette coupé les ponts pourtant essentiels entre médecins et industries pharmaceutique. Aucun contact entre le fabricant de la chimiothérapie et le prescripteur : elle est là, leur idée de génie ? Les célèbres congrès à Tahiti relèvent du fantasme, et pas d'hier. Nous les praticiens de base n'avons droit à rien venant d'un labo, ni post-it, ni stylo en plastique. Si je me rends au congrès français d'urologie aux frais d'un labo, ce que je fais rarement, ma femme n'a pas le droit de prendre le même avion ou de passer une nuit dans la chambre d'un hôtel alors que nous acquittons ses frais, bien évidemment.

Chaque collaboration avec un labo est signalée à l'Ordre. Les universitaires hospitaliers, supposés vendus à BigPharma, sont effectivement parfois rémunérés pour des études à hauteur de quelques milliers d'euros. Les résultats ne sont aucunement bidouillés pour faire plaisir et les comités d'éthique veillent. Pensez-vous que pour de telles sommes ou un voyage à l'étranger, ces professeurs universitaires mettraient en péril une réputation professionnelle qu'ils ont mis des années à bâtir ? Et, enfin, comment vous soigneriez-vous sans les laboratoires médicaux ? Avec la recherche publique qui ne produit rien ?

Certes, les dirigeants des labos ne sont pas des philanthropes mais l'êtes-vous dans votre activité ?

J'ai le souvenir de visiteuses en larmes, dans les années 1990-2000, alors qu'elles avaient perdu leur job. Des milliers d'emplois avaient été supprimés sous les applaudissements de la presse et des citoyens... Était-ce vraiment mérité ? Si, poussé par quelques illuminés, on en fait de même avec les salariés de l'automobile ou l'aéronautique, vous réjouirez-vous tout autant ? Moi pas...

Ne faites pas ce métier pour l'argent

Les médecins, enfin... Le [numerus clausus](#) revient souvent, dans les commentaires : il a été supprimé après 1968 et on a dû inventer [le MICA](#), afin de faire partir plus rapidement à la retraite les dizaines de médecins smicards. Je suis libéral. Je crois en une régulation issue des sociétés savantes et de la société civile. J'ai participé à une émission sur le burn-out des médecins, [50 victimes par an](#). Une jeune femme qui avait abandonné la chirurgie en onzième année, le disait : ne faites pas ce métier pour l'argent ou le prestige ou ça finira mal. Je le constate souvent. La tâche est insupportable dès que l'on perd la foi et les occasions de sombrer sont innombrables.

Financièrement, la comparaison des revenus du chirurgien français avec ceux de ses confrères de pays de même niveau est parlante. J'exerce en secteur un, zéro supplément. Les vasectomies ont augmenté de 270 % et un grand bravo, messieurs. Chiffre d'affaires pour le praticien : moins de 100 euros soit une trentaine d'euros de revenus, charges actées. Les vasectomies encombrant les programmes opératoires mais je soigne sans m'attarder sur les considérations financières. Un confrère m'a même demandé par quelle sorte de perversion j'agissais ainsi...

Idem pour ces actes pour lesquels nous sommes tant sollicités, à savoir les circoncisions. Trente euros de revenus : ce n'est pas pour cela que je les pratique mais pour soigner. La cystoscopie, élément clé du dépistage de cancer de vessie : moins de 30 euros de chiffre d'affaires soit un tiers de revenus. Je ne vais pas faire pleurer dans les chaumières mais vous l'aurez compris : l'argent n'est pas le moteur. La pression des administrations publiques ou des fonds de pension, puisque les cliniques patrimoniales font exception, s'accroît. La rentabilité est leur seule boussole.

Les patients sont-ils irréprochables ? 200 000 consultations non honorées, soit 200 000 PVPP par an, ces fameux « pas venus pas prévenu » à l'heure où communiquer est si simple. On prend trois rendez-vous chez des gynécologues, on se rend chez le plus accessible et les autres n'ont qu'à se débrouiller avec leurs agendas. Hé non, ça n'a pas débuté avec Doctolib... Au début de mon exercice dans le Jura, l'oublieux appelait le lendemain pour s'excuser. Autre siècle... Les patients deviennent des clients, prompts à vous maudire sur les réseaux sociaux pour un malheureux retard ou pour ce qu'ils estiment anormal, le secret vous interdisant de leur répondre. Ou à porter plainte pour à peu près n'importe quoi. Gare : je trouve essentiel qu'un patient ait connaissance de faits et soit indemnisé en cas de faute mais encore faut-il qu'il y ait eu faute.

Ne rêvons pas

Voilà... Je vieillis et je râle comme un vieux mais croyez-moi, j'ai gardé la foi. Si un passant s'effondre, mains sur la poitrine, le rictus de la mort aux lèvres, la foule radine et le cercle des hommes se forme, sans autre considération que la vie de ce malheureux. C'est précisément cet élan qui m'a fait médecin mais tout le reste pèse et aucune réunion n'y mettra un terme avant ma retraite. Il faudrait établir un diagnostic clair, porter une vision libérale, basée sur la confiance vis-à-vis des acteurs, soignants comme membres des laboratoires pharmaceutiques. Il faudrait dix ans d'efforts, des milliards et la coopération de tous, patients PVPP inclus, ce qui supposerait la révision des méthodes d'enseignement et d'éducation.

Ne rêvons pas...

Je ne sais pas si le ministre, qui n'en a certainement cure, fut celui qui m'a qualifié de complotiste alors que j'énonçais une vérité. Je gage que mon sort indiffère grandement l'intéressé. Chacun s'égare, moi le premier, mais je ne m'égarerai jamais au point de penser que cette grand-messe, prétexte aux guerres de chapelles et à l'habituelle exécution du « système privé pour les riches », débouche sur quoi que ce soit d'utile...

6 octobre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/10/06/440155-iran-le-combat-pour-la-liberte-commence-par-la-france>

Iran : le combat pour la liberté commence par la France

[Claire Libercourt](#)

La pression des intégristes se fait partout dans le monde, y compris en France, et les femmes comme les minorités en sont particulièrement victimes.



Des actrices et des chanteuses françaises, en signe de solidarité avec la révolte des femmes en [Iran](#), se coupent les [cheveux](#).

La classe politique n'est pas en reste. En coopération avec l'Union européenne, la diplomatie française veut sanctionner les responsables de la répression sanglante qui traverse l'Iran depuis maintenant plus de deux semaines. On parle d'au moins 92 personnes tuées sous les coups de la police religieuse depuis la mort à 22 ans de Mahsa Amini, le 16 septembre dernier.

Cette soudaine prise de conscience des élites françaises et européennes est heureuse, mais elle jure avec le silence convenu qui caractérise les atteintes portées aux droits de l'Homme par les franges les plus obscurantistes de l'Islam quand elles se manifestent en Europe et en France.

Pire, c'est souvent avec beaucoup de complaisance que certaines partis de la classe politique réagissent face aux coups portés à la démocratie et aux libertés publiques par les barbus, toutes obédiences confondues. Qui est sorti de son silence quand [Mila](#) a été doxxée jusqu'à finir déscolarisée et ostracisée ?

Le double standard de la gauche

Certainement pas la France Insoumise, qui tout en embrassant [le féminisme](#) quand il s'agit d'arriver à ses fins, se trouve beaucoup plus gênée aux entournures quand la pression religieuse se fait en France.

Le même double standard est aussi reproché aux écologistes, qui au fond ne défendent qu'une version améliorée du tiers-mondisme des années 1980. [Sandrine Rousseau](#) en a fait les frais récemment. L'élue écologiste, régulièrement accusée de complaisance vis-à-vis des manifestations les plus réactionnaires de l'Islam dans l'espace public par les militants laïques, a été copieusement huée lors d'une manifestation organisée dimanche dernier en soutien aux femmes iraniennes.

Mais la complaisance vis-à-vis des expressions les plus féodales de l'islamisme ne sont hélas pas limitées à la gauche de la gauche, et la Macronie n'a pas toujours fait montre d'une plus grande fermeté quand il s'agissait de répondre aux provocations des islamistes.

On se souvient de la réaction de [Nicole Belloubet](#), alors garde des Sceaux du gouvernement Macron, devant l'affaire Mila. Tout en condamnant les menaces de mort à son endroit, elle s'était empressée d'ajouter, contre toute évidence dans un État de droit, que l'insulte à la religion était aussi une atteinte à la liberté de conscience, là où elle participe de la liberté d'expression (avant de se rétracter quelques jours après).

Pour la gauche de la gauche, défendre le droit des femmes, y compris en reprenant ses codes les plus loufoques, n'a qu'un caractère instrumental, tout comme l'écologie : ce ne sont que des moyens à disposition pour critiquer et abattre le capitalisme tant honni, quitte à faire lit commun avec les pires gangsters de l'espèce humaine. Mais pour la Macronie et plus largement une partie de la classe politique social-démocrate, la politique d'accommodation avec l'extrémisme religieux laisse pantois. Que font-ils de l'héritage libéral des Lumières ? C'est cet esprit de renoncement qui a coûté la vie à [Samuel Paty](#).

Ce que le voile dévoile

La pression des intégristes se fait partout dans le monde, y compris en France, et les femmes comme les minorités en sont particulièrement victimes. C'est quelque chose que la classe politique française, en particulier la frange du féminisme la plus occupée à voir de l'oppression patriarcale et de la domination masculine systémique partout, sauf là où elles apparaissent avec le plus d'évidence doit garder à l'esprit en soutenant le combat des Iraniennes. La liberté de conscience est à ce prix, et des institutions démocratiques dignes de ce nom se doivent de la protéger.

6 octobre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/meinung/inklusion-gendersprache-frauenbadi-zunft-zwang-zu-gleichheit-ld.1704503>

KOMMENTAR

Inklusion als neues Dogma – Gleichberechtigung heisst noch lange nicht Gleichmacherei

Überall will man heute mitgemeint sein und dazugehören, von der Gendersprache über die Frauenbadi bis zur Zunft: Alle sollen alles dürfen, sonst fühlen sie sich diskriminiert. Doch es gibt auch ein Recht auf Abgrenzung.

Birgit Schmid

06.10.2022, 05.30 Uhr



Je mehr Unterschiede wir betonen, desto gleicher wollen wir sein. Im Sommer forderte eine Person Einlass in die Zürcher Frauenbadi, sie trug Bart und hatte eine tiefe Stimme, weshalb ihr die Leitung des Bads den Zutritt verwehrte. Diese hielt den Gast für einen Mann. Das f im Pass wies ihn aber als Frau aus. Es war eine Transfrau, die Anspruch auf den Ort erhob, an dem sich Frauen aufhalten. Exklusiv.

Sollen alle immer alles dürfen? Inklusion behauptet, Differenz zu ignorieren, tatsächlich wird sie dadurch betont.

Warum müssen Frauen mit Bart in die Frauenbadi?

Warum Männer ins Frauen-WC?

Warum müssen die Ampelmännchen durch schwangere Frauen ersetzt werden?

Warum wird der «Fussgängerstreifen» zum «Zebrastreifen»?

Warum wollen Frauen in die Zunft?

Warum muss jeder Zeitungstext für jede Person verständlich sein?

Warum müssen Männer in die Frauenbadi?

Der Rechtsausschuss der SVP forderte 2017 in einem Postulat, dass Männer in die Frauenbadi gehen dürfen. Begründet wurde der Vorstoss mit der Gleichstellung. Nicht nur Linke kämpfen also für Inklusion, sondern auch rechte Politiker, wenn sich damit politische Stimmung machen lässt.

Inklusion ist ein Begriff, der den Weg in eine gerechtere Gesellschaft weist. Wer alle mit einbezieht, schliesst niemanden aus. Wenn alle mitgemeint sind, wird niemand diskriminiert. Und benachteiligt fühlt man sich heute schnell und übersehen. Mehr als alles andere trägt diesem Gefühl die genderinklusive Sprache Rechnung. Die Sprache kommt dem Anliegen der Inklusion sogar mit einem alle und alles umarmenden Zeichen nach: mit Sternchen und Doppelpunkt.

Der Inklusionsgedanke durchdringt inzwischen jeden Lebensbereich. Dabei kann man eigentlich nichts einwenden gegen das Bemühen, alle immerzu einzubeziehen und für ausnahmslos jeden die Türen zu öffnen. Das Problem ist: Es gibt Unterschiede, die sich nicht ignorieren lassen.

Das gute Ansinnen der Inklusion führt zu einer Nivellierung und der Missachtung der Bedürfnisse, die mit Differenz verbunden sind. Frauen in der Frauenbadi wollen unter sich bleiben und geniessen die Freiheit von Männerblicken. Die Studenten in der Verbindung sprechen anders, als wenn Frauen dabei wären. Wäre es deshalb gut, Frauen wären dabei, damit die Männer wie die Frauen sprechen?

Warum müssen alle gleich sein und sich einander anpassen? Was soll diese Angst vor Unterschieden? Gibt es nicht sogar ein Recht auf Abgrenzung?

Gleichberechtigung heisst nicht Gleichmacherei

Gleichberechtigung ist nicht dasselbe wie Gleichheit. Zur Gleichberechtigung gehört, dass alle gleiche Rechte haben und die Freiheit des Einzelnen garantiert ist. Man respektiert die Meinung von anderen und zeigt gegenseitige Toleranz. Eine Demokratie schützt Minderheiten, aber sie macht nicht alle gleich.

Bevor Inklusion zum Modewort wurde, war sie als Begriff geläufig für Menschen mit einer Behinderung, denen damit ein hindernisfreier Zugang zu Bereichen des öffentlichen Lebens garantiert und gesellschaftliche Teilhabe ermöglicht wird. Menschen im Rollstuhl müssen in Gebäude mit Treppen gelangen können, im Zug werden Plätze für sie geschaffen, sie spielen Handball. Sehbehinderte ertasten den neuen Roman von Thomas Hürlimann, jede «Tagesschau» wird für Gehörlose übersetzt. Das ist richtig so.

Dann machte sich Inklusion einen Namen in der Schule. Lernschwache Schülerinnen und Schüler werden in Regelklassen unterrichtet und behandelt wie alle anderen. Sie sollen sich nicht anders

fühlen, sondern «ganz natürlich dazugehören», wie das inklusive Konzept beschrieben wird. Inzwischen wird der heilpädagogische Ansatz aber auch als Gleichmacherei kritisiert, als romantisierend. Besonderheiten lassen sich nicht weginkludieren. Das kann sich für das betroffene Kind sogar kontraproduktiv auswirken.

Bei der Inklusion geht es um das Versprechen, dass die unterschiedlichsten Menschen eines Tages nichts mehr unterscheidet. In erster Linie rechtlich. Immer öfter wird aber mit dem subjektiven Gerechtigkeitsempfinden argumentiert: Das, wovon man ausgeschlossen bleibt, wird als Verneinung der eigenen Person erlebt, als Ablehnung meiner Einzigartigkeit – als würde mir damit die Existenzberechtigung abgesprochen.

So wird Inklusion zum Dogma, und oft ist nicht ersichtlich, wer vom Einschluss wirklich profitiert. Die Hochschulen gehen voran. Die Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften (ZHAW) hat soeben einen Leitfaden für inklusive Sprache zuhanden ihrer Studentinnen und Studenten herausgegeben, in dem «Herr» und «Frau» aus der Anrede verschwinden sollen und «jedermann» zu «alle» wird.

An der Universität Basel wurden vor kurzem genderneutrale WC eingerichtet, oder, wie sie noch etwas inklusiver heissen: «All-Gender-WC». Die Frage, wer diese WC benutzen kann, beantworten die Leiter des Uni-Projekts Diversity and Inclusion auf ihrer Website philosophisch: «Alle sind willkommen, die Toiletten für alle Geschlechter zu benutzen.»

Die Inklusion ist eine paradoxe Folge der Identitätspolitik. Je stärker die Gesellschaft in klar definierte Identitäten fragmentiert wird, desto mehr pochen die Gruppierungen auf ihre Sichtbarkeit und Anerkennung durch Inklusion. Das Kürzel LGBTQIA+ wird aus gutem Grund um das Plus-Zeichen ergänzt. So geht auch keine sexuelle Orientierung oder Identität vergessen. Das Kürzel führt sich selber ad absurdum.

Gendersprache schliesst Leseschwache aus

Angeblich beweist Offenheit und Toleranz, wer für Inklusion kämpft. Laut Studien fühlen sich immer weniger Jugendliche «exklusiv» vom anderen Geschlecht angezogen und outen sich vielmehr als bisexuell. Noch inklusiver, und damit sozial gerechter, lieben die Pansexuellen – ihnen ist völlig egal, ob der andere ein Mann oder eine Frau ist, ob schwul, hetero, trans, nonbinär, asexuell. Inklusion als Fehlen jeder sexuellen Präferenz.

Inklusiv zu handeln, lässt einen sich selbst gut fühlen. Das gilt nicht nur für die Partnerwahl, sondern für jede andere Vorliebe. «Ich bin der inklusivste Hörer aller Zeiten», sagte der DJ und Musikproduzent Steve Aoki dem «Guardian», der ihn zu seinem Musikgeschmack befragte. Indem er von Abba bis ZZ Top jede Band gleich gerne hört, tut er gewiss niemandem weh, aber es tönt auch unglaublich langweilig.

Genauso leicht macht es sich, wer darauf pocht, nirgendwo ausgeschlossen zu werden. Er sieht sich als Opfer, statt die Differenz auszuhalten und sie als Teil einer komplexen Identität zu begreifen. Weil Opferidentitäten aber so mächtig geworden sind, werden geschlechtergetrennte Zonen im öffentlichen Raum aufgehoben und für alle zugänglich gemacht. Nur zeigt sich dabei auch die

Grenze des inklusiven Gedankens: Das Bad Utoquai in Zürich musste seine reinen Frauenabteile wieder öffnen, so heftig war der Protest der Frauen.

Die Grenze ist auch da spürbar, und zwar als Paradox, wo die Inklusion der einen Gruppe die andere ausschliesst. Die einfache oder leichte Sprache setzt sich in amtlichen Schreiben immer mehr durch. Damit sollen auch Menschen mit kognitiver Beeinträchtigung erreicht werden. In Museen werden Bilder mit einfacher Sprache beschriftet, auf manchen Redaktionen liest eine eigens dafür eingestellte Person mit Leseschwäche die Texte vorab, um sprachliche Hürden auszuräumen.

Gerade die Gendersprache ist aber voller solcher Hürden. Schon das Nennen der weiblichen neben der männlichen Form macht einen Text für diese Menschen unlesbar. Der Genderstern ist erst recht ein Stolperstein. Alle mit einzuschliessen, sperrt andere aus.

Wer Nein sagt, anerkennt Unterschiede

Man muss Minderheiten schützen, aber nicht so tun, als wären alle gleich. Das nützt auch den Betroffenen nichts. Das leistungsschwache Kind in der Regelschule merkt, dass es anders ist, und wird darunter erst recht leiden. Firmen schaffen heute Stellen für Menschen mit Handicaps, ohne dass klar definiert ist, was für Aufgaben diese erledigen sollen. Dabei möchte doch auch eine behinderte Person eingestellt werden, weil sie gut ist, und nicht, weil sie behindert ist.

Und manche Frauen ziehen es tatsächlich vor, sich im generischen Maskulin mitgemeint zu fühlen, statt so umständlich und sprachlich unästhetisch angesprochen zu werden.

Der Ökonom und frühere Spitzenschwimmer Alex Miescher schrieb kürzlich in der «NZZ am Sonntag»: Das undifferenzierte Einfordern der Inklusion im Sport kollidiert mit dessen Wesenskern, dem Wettbewerb. Zudem würden Menschen mit Behinderung manchmal im Sport auch unter sich bleiben wollen, und auch er könne weder am Lauberhornrennen teilnehmen noch an den Paralympics: Er sei einfach zu schlecht oder erfülle die Teilnahmebedingungen nicht: «Nein sagen zu dürfen, gehört auch zur Gleichstellung.»

Wer Nein sagt, anerkennt Unterschiede, ohne diese zu bewerten. Individualität wird heute hoch gewichtet, und statt diese als die Berechtigung anzuführen, überall Einlass und Einschluss zu fordern, könnte man sie auch positiv deuten: Ich bin wichtig als die, die ich bin, und gerade deshalb muss ich nicht überall dabei sein. Nicht überall dabei sein zu müssen, gibt einem auch ein Gefühl von Exklusivität.

Die Exklusion kann mir im Guten vor Augen führen, dass ich anders bin. Auch das bedeutet Freiheit. Die Inklusion hingegen verwischt die Differenz, die das Individuum auszeichnet. Aus Angst vor Unterschieden sollen alle gleich sein. Doch Gleichberechtigung heisst noch lange nicht Gleichmacherei.

6 octobre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/zuerich/meinung/oelpreis-steigt-opec-drosselt-foerderung-in-der-energiekrise-ld.1705786>

KOMMENTAR

Drosselung der Ölproduktion: Die Petrostaaten werfen dem Westen den Fehdehandschuh hin

Mitten in einer politisch motivierten Energiekrise kürzen die Opec und weitere Erdölländer die Förderung. Saudiarabien schlägt sich dabei auf die Seite von Russland und ignoriert die Wünsche aus Washington.

Gerald Hosp

05.10.2022, 17.00 Uhr



Die Erdölminister der Länder von Opec+ trafen sich zum ersten Mal seit längerem wieder von Angesicht zu Angesicht in Wien. Der saudische Erdölminister Abdulaziz bin Salman ist die dominante Figur.

Lisa Leutner / Reuter

Es half kein Bitten und kein Drohen von amerikanischer Seite: Die Petrostaaten, die als Opec+ bekannt sind, beschlossen eine Drosselung der Erdölproduktion um 2 Millionen Fass pro Tag. Dadurch soll der Ölpreis gestärkt werden. Das ist die grösste Kürzung seit 2020, als sich die Notierung wegen der Pandemie im freien Fall befand. Die Sitzung dauerte nur knapp eine halbe Stunde, was auch zeigte, wie gut vor allem Saudiarabien das Treffen vorbereitet hatte. Zusammen mit Russland ist das Königreich das dominierende Mitglied in dieser Gruppe.

Erdölpreis auf dem Vorkriegsniveau

Terminmarktpreis der Nordsee-Erdölsorte Brent, in \$ je Fass

Nov. 2021 Dez. 2021 Jan. 2022 Febr. 2022 März 2022 April 2022 Mai 2022 Juni 2022 Juli 2022 Aug. 2022 Sept. 2022 Okt. 2022 60801001201

1

Russische Invasion der Ukraine

Quelle: Bloomberg

NZZ / gho.

Und das ist ein Problem, das auch in der Pressekonferenz offenbar wurde. Russland nutze Energie als Waffe, hiess es in einer Frage. Kollaboriere man nun mit Moskau? Der saudische Energieminister Abdulaziz bin Salman antwortete etwas überrumpelt: «Das ist kein aggressiver

Schritt.» In einer Zeit, in der die USA und die EU versuchen, dass Russland so wenig wie möglich aus dem Energiegeschäft einnimmt, ist dies ein frommer Wunsch. Washington reagierte umgehend: «Der Präsident ist enttäuscht von der kurzfristigen Entscheidung von Opec+.»

Amerikanisches Grollen

Beim amerikanischen Präsidenten Joe Biden schwingt zudem noch die Sorge um erhöhte Benzinpreise einen Monat vor den wichtigen Zwischenwahlen mit. Hohe Preise an der Zapfsäule sind in der Regel keine Wahlempfehlung in den USA. Es könnte aber mehr kaputtgehen: Manche Kommentatoren sprechen bereits von einem Bruch in der jahrzehntelangen Allianz zwischen Saudiarabien und den USA. Die Opec+-Entscheidung ist aber auch ein Zeichen dafür, dass Biden und sein Stab keinen Draht zu den Herrschern in Saudiarabien und den Vereinigten Arabischen Emiraten gefunden haben.

Erdölproduktion im August, in Mio. Fass pro Tag

Tatsächliche Produktion

Opec+-Quote

0246810SaudiarabienRusslandIrakVereinigte Arabische
EmirateKuwaitIranMexikoKasachstanAngolaLibyenAlgerienNigeriaAndereOmanVenezuelaAserbaidshankongo
-BrazzavilleGabonÄquatorialguinea

Iran, Libyen und Venezuela

Quelle: Internationale Energieagentur

NZZ / gho.

Die Petrostaaten rechtfertigen ihr Vorgehen damit, dass die Lage der Weltwirtschaft und des Erdölmarktes unsicher sei. Rezessionsängste deuten auf weniger Nachfrage und geringere Ölpreise hin. Gleichzeitig ist aber derzeit das Angebot sehr ausgereizt. Saudiarabien argumentiert, dass es grössere freie Kapazitäten haben müsse, um auf plötzliche Nachfrage reagieren zu können. Höhere Preise würden zudem notwendige Investitionen stimulieren, um das Angebot zu erweitern.

Energie ist auch eine Waffe

Der saudische Erdölminister wies auch darauf hin, dass der Ölpreis seit dem russischen Angriffskrieg viel weniger stark gestiegen sei als die Notierung anderer Energiegüter. Beim Erdgas liegt der Anstieg aber auch daran, dass Kreml-Herrscher Wladimir Putin die Energie-Waffe gezückt hat. Den Petrostaaten dürften allerdings zwei Aktionen westlicher Länder aufstossen: Erstens bedient sich derzeit vor allem Washington der strategischen Erdölreserve, um den Ölpreis zu senken.

Zweitens darf ab dem 5. Dezember kein russisches Rohöl mehr über den Seeweg in die EU eingeführt werden. Zudem soll der Seetransport von Rohöl und Erdölprodukten aus Russland weltweit nur noch möglich sein, wenn das Erdöl unter einem bestimmten Preis gekauft wird. Die EU zusammen mit den USA und weiteren westlichen Verbündeten will dies durchsetzen, weil diese Länder das Versicherungsgeschäft und den Betrieb von Öltankern dominieren. Russland soll weniger einnehmen, ohne dass das russische Öl vom Markt verschwindet. Moskau hat schon angekündigt, kein Öl mit einem Preisdeckel verkaufen zu wollen. Auch andere Petrostaaten werden an einem solchen Mechanismus keine Freude haben.

Opec+ hat aber auch das Problem, dass die Kürzungen auf dem Papier grösser ausfallen müssen, weil einige Länder ihre Förderquote gar nicht erfüllen können. Umso mehr erstaunt es, dass Saudi Arabien gerade jetzt den Preis hochdrücken will, wenn hohe Inflation die Weltwirtschaft dämpft und Europa auch vermehrt Heizöl nachfragt, um mögliche Gasausfälle im Winter zu ersetzen. Riad wirft dem Westen unnötigerweise einen Fehdehandschuh hin.

6 octobre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/politique/antisemitisme-melenchon-ne-se-remet-pas-en-question-05-10-2022-2492652_20.php

Antisémitisme : « Mélenchon ne se remet pas en question »

INTERVIEW. La sociologue Illana Weizman tente de réintégrer la lutte contre l'antisémitisme dans les luttes antiracistes de la gauche et de l'extrême gauche.

Propos recueillis par [Saïd Mahrane](#) et [Clément Pétreault](#)



Paris, 18 janvier 2021. Portrait d'Illana Weizman. © Marie ROUGE / LIBERATION / Photo Marie Rouge pour Libération

Publié le 05/10/2022 à 17h00

Temps de lecture : 10 min

Un mystère plane sur les militants antiracistes. [Aurait-ils purgé la lutte contre l'antisémitisme de leur combat ou s'agit-il d'un malencontreux oubli ?](#) Avec son *Des blancs comme les autres ?* (Stock), la sociologue et essayiste Illana Weizman tente un numéro d'acrobatie à haut risque : réintégrer la lutte contre l'antisémitisme dans le panthéon de la gauche et de l'extrême gauche antiraciste... La tâche est ardue, tant un antisémitisme latent prospère à nouveau dans les rangs d'une gauche sans boussole.

[Après la gauche Corbyn anglaise \(qui s'est soldée par un échec\)](#), la gauche française semble à son tour prendre le chemin d'un combat antiraciste hémiplegique, obsédé par la race et l'identité. Fait curieux, Illana Weizman s'emploie à réhabiliter la lutte contre l'antisémitisme grâce à l'intersectionnalité, cette grille d'analyse qui ne perçoit le monde qu'en termes d'oppressions, de dominations et d'humiliations. Si cette approche aux influences marxistes et identitaires ne convainc pas toujours, les débats sont passionnants. Interview.

Le Point : Peut-on encore être juif et de gauche aujourd'hui en France ?

Illana Weizman : Oui ! J'en connais beaucoup. Effectivement, c'est une situation pas toujours très confortable, surtout dans les camps les plus radicaux. Pour avoir beaucoup échangé avec des militants activistes juifs de gauche, il n'y en a pas un qui ne m'énonce une ou plusieurs occurrences d'ambiguïté, de propos antisémites un peu feutrés ou parfois beaucoup plus frontaux... C'est quelque chose qui est très commun dans l'expérience juive, en tout cas pour les activistes de gauche.

Avec ce livre, n'avez-vous pas l'impression de demander la réintégration de vos combats à un panthéon de gauche qui, par nature, ne veut plus de ce combat-là ?

Moi, j'aime bien l'adversité. J'appartiens à ce camp-là et je ne vais pas me résigner à être mise dehors. Il y a des personnes de bonne volonté, il y a aussi des personnes très ignorantes de ces questions. Les personnes qui sont foncièrement antisémites ou qui ont des biais très ancrés, je sais que je ne les convaincrs pas, elles seront toujours dans le déni. Elles peuvent déclarer, par exemple, qu'elles sont contre l'antisémitisme et contre tous les racismes et estimer que ce que je décris relèverait de la paranoïa et de la victimisation... On affronte souvent un discours qui prétend que la lutte contre l'antisémitisme est quand même moins

importante que d'autres luttes antiracistes, ou que l'antisémitisme serait une haine un peu plus marginale. Sur les réseaux sociaux, où je suis très active, je reçois des réactions de gens qui me disent qu'ils ne s'étaient pas rendu compte que, parfois, ils ont certains biais et laissent passer certaines paroles... Il y a beaucoup de gens comme ça qui sont de bonne foi et que je peux toucher.

Donc vous pensez que l'antisémitisme de gauche est « rattrapable », à l'inverse de l'antisémitisme de droite qui serait plus ancré ?

Oui, l'antisémitisme de droite et d'extrême droite est vraiment originel et matriciel. Je n'ai évidemment aucun terrain de conversation ou de débat avec l'extrême droite. Je pense sincèrement, comme l'historien Michel Dreyfus qui parle d'« antisémitisme à gauche » et non d'« antisémitisme de gauche », car beaucoup moins structurant, que c'est une dérive, pas une nature.

On ne peut pas parler de racisme anti-Blanc en tant que système : les Blancs n'ont jamais été, en tant que groupe, colonisés, exploités, massacrés...

Vous considérez que l'on doit politiquement agglomérer toutes les souffrances au titre du fait que ce sont... des souffrances ?

Des souffrances racistes, oui. Les expériences de racialisation, qu'elles soient juives, noires, musulmanes, ou asiatiques, ont beaucoup de choses en commun. Quand on entend [Serge Klarsfeld](#) dire que le discours que l'on entend aujourd'hui sur les musulmans en [France](#) est le même narratif que celui que l'on entendait sur les juifs avant la Seconde Guerre mondiale, on voit bien qu'on vit des discriminations qui ont des traits communs. On peut apprendre de chacune de nos expériences pour lutter ensemble contre un ennemi commun qui est l'hégémonie blanche.

Quand vous dites que vous voulez lutter contre l'hégémonie blanche, n'est-ce pas une forme de racisme ?

Non, car il n'y a pas de racisme anti-Blanc ! On ne peut pas parler de racisme anti-Blanc en tant que système : les Blancs n'ont jamais été, en tant que groupe, colonisés, exploités, massacrés... La blanchité, comme elle est définie par les concepts de sciences humaines, n'est pas une couleur de peau. Je peux tout à fait entendre qu'il peut y avoir à certains instants des injures, des insultes, mais ce n'est pas un système. Rien à voir avec un racisme anti-juif plurimillénaire, avec des occurrences qui sont régulièrement réactivées dans le temps, par exemple comme on l'a vu avec la crise du Covid. Ce qui est intéressant à gauche, c'est que ce sont des choses qui sont quasiment inconscientes, qui s'appuient sur la mythologie du juif capitaliste, du juif perfide, du juif inassimilable. Ce n'est pas équivalent à des occurrences à des moments où les Blancs peuvent être insultés. Les Blancs n'ont pas été construits comme race de façon dépréciative. Regardez le racisme pseudoscientifique de la fin du XIXe siècle : les Blancs étaient en haut de l'échelle et puis il y avait les racisés, les sémites, etc.

Pour vous, toute expérience de minorité est une expérience de racisme ?

Oui, c'est mon propos. Nous sommes visés par une haine ou une hostilité qui a une essence commune.

Vous revendiquez une identité basée sur la différence et, en même temps, vous semblez vous étonner que l'on constate cette différence... C'est quand même paradoxal.

Quand on est défini et vu « en tant que », on doit se présenter « en tant que », expliquait la sociologue Kaoutar Harchi. Pour moi, l'identité est une émancipation. Quand j'exprime mes particularismes, ce n'est pas de manière vindicative, pas pour écraser un autre particularisme ou me sortir de la communauté nationale. Au contraire ! Je veux être reconnue pour ce que je suis et je fais partie de la communauté nationale.

Par exemple, je pense que Mélenchon peut tenir certains propos dont il ne mesure pas à quel point ils sont antisémites.

On a du mal à percevoir la différence entre votre identitarisme et celui d'une droite identitaire, par exemple.

La différence, c'est l'ouverture à l'autre. Plus je sais qui je suis et plus je me sens vraiment ancrée sur des appuis, je deviens capable de m'ouvrir davantage à tous les autres particularismes. Je ne cherche pas à effacer les particularismes... L'universalisme est une très belle vision. Moi, je suis universaliste !

Vous parlez d'un antisémitisme systémique, au même titre qu'il existerait un racisme systémique. Comment ce système fonctionne-t-il ?

Il faut voir cela comme un continuum, c'est-à-dire qu'il y a des occurrences faibles jusqu'à l'occurrence la plus lourde qui va être le meurtre antisémite. Typiquement, une occurrence faible, ça va être « ne fais pas ton juif », que j'ai entendu pendant toute ma scolarité pour dire « ne fais pas ton fourbe ». De petites phrases insinuant que j'aurais de l'argent parce que juive ou l'idée, très répandue d'ailleurs au sein de La France insoumise et de l'extrême droite, que les juifs auraient plus de pouvoir dans la finance, dans l'art, dans les médias... Toutes ces petites occurrences assez triviales qui peuvent paraître inconséquentes vont être permissives jusqu'à l'agression physique, voire au meurtre. Exactement comme dans un système sexiste qui s'étend de la blague grivoise au féminicide à l'autre bout. Il faut ajouter à cela la pérennité, la longévité. L'antisémitisme est le racisme le plus vieux, qui puise ses racines dans la psyché collective. Par exemple, je pense que Mélenchon peut tenir certains propos dont il ne mesure pas à quel point ils sont antisémites.

Dans le « continuum » que vous évoquez, incluez-vous l'antisémitisme islamique ?

Oui. C'est une nouvelle forme de forme de l'antisémitisme qui, depuis les années 2000, a pris une place aux côtés des autres. Et je ne veux pas fermer les yeux sur cet antisémitisme. On le combat sur tous les fronts, d'où qu'il vienne. Quand je parle de « système », les chiffres le montrent très bien : on a entre un tiers et un quart de la population française qui a des préjugés antisémites ; le problème est extrêmement présent et ancré. On voit également de plus en plus de violences antisémites à l'école : 74 % des juifs ont déjà vécu un acte antisémite et autour de 40 %, une agression physique. Tout cela montre quelque chose de global.

Pensez-vous qu'il y a une « corbynisation » de la gauche en France, c'est-à-dire, non pas un antisémitisme assumé, mais une passivité devant ses manifestations ?

J'ignore à quel point cette passivité est consciente. En revanche, il est vrai que Mélenchon se compare souvent à Corbyn. Il répète que les attaques contre lui, comme celles visant Corbyn, n'ont qu'un but : saper son programme social et radical. Corbyn a laissé passer l'antisémitisme dans son parti, n'a pas pris la mesure des dérives multiples, c'est une forme d'antisémitisme. [Ce qui frappe chez Mélenchon, c'est également sa passivité](#). Quand il reprend à son compte le mythe du peuple « décide », c'est énorme. On est dans le mythe fondateur de l'antisémitisme. C'est vraiment la matrice. Il a également dit au sujet de Zemmour qu'il n'est pas antisémite mais reproduit des schémas culturels. Pour moi, cela ne fait aucun doute : ces propos sont antisémites et je pense qu'il sait très bien ce qu'il dit. Il faut arrêter de le prendre pour le tonton qui pète des plombs de temps en temps, il sait ce qu'il dit. Il a un discours très construit. Après, il y a le déni caricatural. Mélenchon est dans le déclaratif. Il répète : « Moi, j'ai toujours lutté contre les racistes. » Cependant, quand on lui signale des propos antisémites, il laisse passer et ne se remet pas en question. Quand, sur [Twitter](#), je poste quelque chose autour de l'antisémitisme, j'ai 300 membres de la [LFI](#) ou de ses sympathisants qui viennent me dire que les juifs se victimisent et qui m'invitent à dénoncer l'antisémitisme à l'extrême droite. Comme si c'était l'un ou l'autre. Encore une fois, je parle d'un système qui est présent dans toutes les couches de la population, qui est présent dans tous les milieux politiques, y compris à gauche, depuis la fin du XIX^e siècle.

On ne peut pas exclure qu'il agisse ainsi aujourd'hui pour des motifs électoralistes...

Lorsqu'il était au [PS](#), il avait déjà eu des propos ambigus sur Pierre Moscovici. Je ne sais pas s'il y a une accélération de sa part, je n'en ai aucune idée. Moi, j'analyse un discours, j'analyse la personnalité et je crois sincèrement qu'il y a des personnes qui sont capables d'entendre mon propos et de se remettre en question. Je le vois sur le terrain.

Quels sont les ressorts de cet antisémitisme islamique ?

Il y a le conflit israélo-palestinien, avec une accélération après la seconde intifada. Il y a également le mal qu'a fait Dieudonné, qui est arrivé au début de l'Internet participatif et qui a importé les thèses de Nation of Islam avec ses théories du complot sur les juifs responsables de la traite esclavagiste transatlantique. Nous sommes ensuite entrés dans une compétition des souffrances. Certains considèrent encore que l'on parle plus de la Shoah que de l'esclavage ou de la colonisation. Tout cela fait énormément de mal, mais je crois que c'est rattrapable. Je note également que les personnes dans les camps antiracistes ne fréquentent pas – ou peu – de juifs. La parole des juifs de gauche est rare, même si des groupes comme le RAAR (Réseau d'actions contre l'antisémitisme et tous les racismes), les juifs et les juives révolutionnaires ou des groupes de juifs de gauche radicale émergent peu à peu. C'est la preuve qu'il y a une multiplicité des voix juives et qu'elles ne sont pas que conservatrices ou à droite.

Comment réagissez-vous en entendant l'extrême droite se présenter comme un bouclier contre l'antisémitisme ?

Cela me donne envie de vomir. La nature a horreur du vide et l'extrême droite s'est engouffrée sur ce terrain. Marine Le Pen, lors de la présidentielle, est même allée sur des chaînes communautaires juives pour se poser en rempart contre l'islamisme. J'y vois de l'hypocrisie et de l'instrumentalisation politique. L'ennemi, pour l'extrême droite, c'est désormais le musulman. Elle change de cible alors qu'en réalité les racines du RN restent les mêmes. Marine Le Pen occupe ce terrain de la lutte contre l'antisémitisme et on l'entend. Et on entend malheureusement beaucoup de juifs qui se laissent avoir.

Vous prônez une approche identitaire. Jusqu'ici, la réponse, pour de nombreux juifs dans l'histoire, s'est trouvée dans l'assimilation républicaine.

Je connais énormément de personnes dont les grands-parents, les arrière-grands-parents ont été très assimilés. Mais, le jour où un gouvernement raciste est en place, le jour où le nazisme est arrivé, les juifs étaient juifs, aussi assimilés fussent-ils. Que l'on soit dans une identité revendiquée ou complètement effacée, on reste juif aux yeux de l'antisémite. Sur l'approche identitaire, je pense que ce n'est pas malsain ou toxique de savoir qui on est, de dire qui on est. Je porte haut mon identité.

Zemmour est-il antisémite ?

Oui, complètement. Il était face à Rokhaya Diallo, lors d'un vieux débat, lorsqu'il lui a dit appartenir à « la race blanche ». Je lui dirais que, s'il avait vécu sous l'Allemagne nazie, on lui aurait rappelé qu'il n'appartient absolument pas à la « race blanche ».

« Des Blancs comme les autres ? » d'Ilana Weizman (Stock).

6 octobre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/europe/allemande-le-double-wumms-d-olaf-scholz-cree-la-zizanie-05-10-2022-2492624_2626.php

Allemagne : le « double wumms » d'Olaf Scholz crée la zizanie

Le plan allemand de 200 milliards d'euros pour aider les ménages et les entreprises à faire face à la flambée des prix de l'énergie passe mal en Europe.

De notre correspondante à Berlin, [Pascale Hugues](#)



Face aux critiques, Olaf Scholz affirme que son paquet énergétique est « justifié ». © MICHAEL KAPPELER / DPA / dpa Picture-Alliance via AFP

Publié le 05/10/2022 à 13h21 - Modifié le 05/10/2022 à 13h23

Olaf Scholz va avoir du mal à justifier son « double wumms » auprès de ses partenaires européens indignés, qui dénoncent le manque de solidarité de l'[Allemagne](#). Le « double wumms », c'est ainsi que le chancelier surnomme [la gigantesque enveloppe de 200 milliards d'euros](#) que sa coalition tripartite vient de débloquer pour aider les ménages et des entreprises à faire face à la hausse des prix du gaz et de l'électricité.

« Wumm » comme un moteur de voiture qui démarre au quart de tour. Une très grosse cylindrée, puisque la somme est plus importante encore que le premier « wumm » de 130 milliards d'euros qu'avait alloué au printemps 2020, pour amortir les effets de la pandémie, le même Olaf Scholz alors qu'il était encore ministre des Finances au sein du gouvernement d'[Angela Merkel](#). Une commission d'experts a été chargée d'élaborer un mode d'emploi pour la répartition de cette somme jusqu'en 2024. Elle devrait rendre ses conclusions dans le courant du mois d'octobre tandis que d'après négociations ont commencé pour savoir qui, des Länder et de l'État fédéral, paiera la facture.

La mise en garde de Thierry Breton

Ce cavalier seul est loin de réjouir les Européens. L'[Italie](#), l'[Espagne](#) et le Luxembourg protestent : ils ne sont pas en mesure de fournir un effort d'une telle ampleur pour soutenir leurs citoyens et surtout leurs économies et redoutent que ce geste sans précédent ne déstabilise la zone euro et ne creuse encore le fossé entre la puissante économie allemande, soutenue à bout de bras, et les autres, moins bien loties.

Réclamant la « transparence » et la « cohérence européenne », [le commissaire européen Thierry Breton met en garde](#) : « La Commission sera vigilante quant à l'impact de cette initiative sur les conditions de concurrence équitable dans le marché intérieur. » Dans le grand journal conservateur allemand, Frankfurter Allgemeine Zeitung, il plaide pour qu'une solution européenne soit trouvée pour les pays qui n'ont pas la marge de manœuvre fiscale de l'Allemagne.

Cette initiative allemande tombe par surprise tandis que les ministres européens de l'Énergie ont du mal à se mettre d'accord sur [un paquet de mesures communes pour protéger le marché intérieur de l'Union](#). Il y va de la solidarité et de l'unité en période de crise. C'est le Premier ministre hongrois Viktor Orban qui a eu les mots les plus durs en dénonçant « le début du cannibalisme au sein de l'Union européenne ».

[Olaf Scholz](#) contre-attaque

Accusé d'égoïsme en favorisant la stratégie nationale, Olaf Scholz se défend : l'Allemagne n'est pas la seule à défendre ses propres intérêts. « Certains pays européens sont déjà depuis longtemps en train de faire exactement la même chose en mettant en place toute une série d'importantes mesures nationales de soutien. » Il souligne aussi que cette enveloppe sera allouée progressivement jusqu'en 2024 et se félicite de ce « paquet très intelligent, très équilibré », destiné à juguler la hausse des prix.

Alors que les températures baissent et que l'hiver est sur le pas de la porte, l'inflation atteint déjà 10 % en Allemagne. Le ministre des Finances Christian Lindner a pour sa part également argumenté que ces mesures n'étaient aucunement « surdimensionnées », mais « semblables à celles mises en place dans le reste de l'Europe ».

Un air de déjà-vu

La situation a comme un air de déjà-vu. De même qu'au printemps 2020, quand elle décida sans consultations préalables avec ses voisins d'allouer 130 milliards d'euros pour amortir le choc de la pandémie, l'Allemagne est à nouveau montrée du doigt aujourd'hui. C'est pour combler cet écart qu'Angela Merkel et Emmanuel Macron avaient à l'époque brisé le tabou de [la mutualisation de la dette](#) pourtant si chère à Berlin et [créé un emprunt de 800 milliards d'euros](#) à distribuer entre les pays européens. Angela Merkel avait bien pris la peine de souligner à l'époque qu'il s'agissait d'une mesure tout à fait exceptionnelle.

L'Allemagne, fait-on remarquer à Berlin, se retrouve aujourd'hui dans une situation tout à fait similaire. Critiquée, isolée. De nouvelles discussions ont déjà commencé au sein de l'EU. Et certains estiment que la question de la contraction d'une nouvelle dette communautaire ne manquera pas d'être posée. Une mesure que l'Allemagne aimerait éviter à tout prix et qui risque de créer des tensions au sein de [la coalition tricolore \(sociaux-démocrates/ Verts/ libéraux\) au pouvoir à Berlin](#).

La « guerre » de Christian Lindner

Si les sociaux-démocrates et les Verts sont favorables à la contraction de nouveaux emprunts pour soulager les citoyens et éviter des tensions sociales et des faillites à la chaîne, le petit parti libéral, troisième roue puissante de la coalition, y est totalement opposé. Le ministre libéral des Finances Christian Lindner se retrouve dans une situation inconfortable. Pour mettre en place ce bouclier tarifaire, il doit à la fois contracter ce nouvel emprunt colossal hors budget régulier (le fonds de stabilisation de l'économie mis en place durant la crise du Covid a été réactivé) tout en rassurant sa clientèle : le budget régulier n'est pas affecté. Pas question de renoncer au « schwarzer Null », le zéro endettement qu'il s'est engagé à défendre. Le frein à l'endettement, ne cesse de rassurer Christian Lindner, entrera à nouveau en vigueur en 2023. Le vocabulaire martial employé par le ministre, qui parle de « guerre », traduit bien son embarras.

À situation exceptionnelle, mesure exceptionnelle. Christian Lindner doit justifier ce second « budget fantôme ». Au printemps déjà, un fonds spécial hors budget régulier de 100 milliards d'euros avait été créé pour financer la modernisation de la Bundeswehr, l'armée allemande en état de sous-équipement chronique. Ces deux caisses séparées ne remettent donc pas en question le frein à la dette inscrit dans les paragraphes 109 et 115 de la Constitution. Il y va de la crédibilité de Christian Lindner, qui n'a cessé au cours des dernières semaines de répéter à ses collègues européens qu'il était indispensable, pour éviter d'alimenter l'inflation, de faire des économies et qui, en même temps, contracte une dette sans précédent. L'opposition conservatrice menace déjà de saisir la Cour constitutionnelle de Karlsruhe.

5 octobre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/luc-ferry-quete-du-bonheur-et-declin-de-l-europe-20221005>

Luc Ferry: «Quête du bonheur et déclin de l'Europe»

Par Luc Ferry

Publié il y a 13 minutes, mis à jour il y a 13 minutes



Luc Ferry. Jean-Christophe MARMARA/Le Figaro

CHRONIQUE - Pour résister au monde qui vient, le Vieux Continent aura besoin de tout sauf de l'actuel individualisme narcissique.

À l'intérieur de nos démocraties comme à l'extérieur, je veux dire chez leurs ennemis, Poutine en tête, le diagnostic est au fond le même. Déclinologues, pessimistes et catastrophistes communiennent dans le même constat: ils nous assurent que notre vieille Europe, et avec elle l'Occident tout entier, sont entrés en décadence, que c'était «mieux avant», que nous sommes en déclin pour ne pas dire en voie d'extinction et que le monde de demain sera chinois, indien et russe. **J'ai passé des décennies à défendre l'idée contraire, à citer les travaux de ceux qui plaidaient pour une victoire de l'héritage des Lumières et de l'idée de progrès, qui montraient faits et arguments à l'appui que le monde allait infiniment mieux que dans les années 1930 et même 1950.**

Je dois pourtant avouer que le doute me saisit face à **ces milliers d'articles, de livres, de séminaires, d'applications et de magazines qui élèvent la quête du bonheur personnel au rang de seule et unique finalité de l'existence humaine. Je ne peux plus écarter l'hypothèse qu'une crise morale serait sur le point de nous livrer pieds et poings liés à des pays totalitaires qui travaillent à la reconstitution d'un monde dont la brutalité et la dureté se joueront du narcissisme douillet qui s'empare désormais de l'homo democraticus.** Acquis à l'idéal d'une «déconstruction» des valeurs et des autorités traditionnelles qui «gâchaient notre droit au bonheur», les ouvrages de psychologie positive et de développement personnel ne cessent de plaider pour qu'on se «foute la paix», **qu'on se débarrasse enfin de la valeur travail**, de la quête de l'excellence à l'école comme de l'esprit de sacrifice sous toutes ses formes. Le plus consternant peut-être dans cette littérature, c'est **la déconstruction de la vérité au nom de l'utilité.** Dans les *Antiséches du bonheur* de Jonathan Lehmann, un livre qui se présente comme fondateur de la psychologie positive, on trouve un chapitre intitulé: **«Je privilégie l'utilité sur la vérité».** L'auteur entend nous aider à nous émanciper enfin de la «tyrannie du vrai»: *«Le miracle se produit, nous assure-t-il, quand un jour, comme dans un dessin animé, une ampoule vient s'allumer au-dessus de nos têtes: eurêka! Soudain, on comprend que la plupart des idées qu'on considérerait comme vraies ne sont que des perspectives et que nous sommes libres de décider lesquelles choisir... Au lieu d'évaluer une pensée en fonction de sa vérité ou de sa fausseté, j'applique un nouveau prisme, je me demande si telle pensée est utile ou non...»* Entre la proposition $2 + 2 = 4$ et cette autre selon laquelle $2 + 2 = 5$, j'ai le droit de choisir librement, comme je peux choisir tout aussi librement entre

une thèse négationniste selon laquelle les chambres à gaz n'ont pas existé et celle qui prétend qu'elles ont servi à assassiner des millions de Juifs. Tout dépend du contexte, des personnes que j'ai en face de moi à qui je m'en voudrais de faire de la peine, Lehmann prenant lui-même l'exemple d'un chauffeur de taxi antisémite auquel il choisit, lui qui pourtant est juif, de ne pas répondre afin d'éviter un conflit douloureux qui gâcherait leur journée à tous les deux. Affaire d'utilité, donc, pas de vérité.

Bonheurisation du monde

Fort heureusement, *«si nous postulons que la fonction du mental est de nous permettre de vivre heureux et de partager ce bonheur dans le respect d'autrui, nous pouvons considérer qu'a priori tout ce qui va créer en nous et autour de nous du conflit et de la tristesse est inutile et qu'à l'inverse, nous pouvons appeler utiles toutes les pensées qui nous permettent de nous faire du bien à nous et à notre entourage.»* Se coucher au nom du bonheur face au mensonge, à la haine, à la calomnie? Tel est donc le nouvel idéal de la bonheurisation du monde.

Imaginez une seconde que l'on vive dans un univers où tous nos voisins, tous nos amis, tous nos concitoyens appliqueraient ce principe fondamental de la psychologie positive et du développement personnel: ne voit-on pas que ce serait une définition de l'enfer? **Parce que pour résister au monde qui vient, celui de la répression des femmes qui ont le courage d'ôter leur voile en Iran, celui d'une alliance entre les monstres illibéraux que sont la Chine, l'Inde, la Russie, la Corée du Nord et l'Iran, notre vieille Europe aura besoin de tout sauf de cet individualisme narcissique. Il lui faudra comme jamais faire preuve d'esprit de sacrifice, d'intelligence et de courage pour défendre des libertés menacées par des empires totalitaires et des religions fanatiques. Pas sûr qu'on soit bien partis...**

5 octobre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/voile-islamique-la-pluralite-des-musulmans-deboussole-la-gauche-francaise-20221005>

«Voile islamique: la pluralité des musulmans déboussole la gauche française»

Par Armand Erchadi

Publié il y a 24 minutes, mis à jour il y a 5 minutes



Armand Erchadi. *Fabien Clairefond*

TRIBUNE - L'enseignant-chercheur en littérature comparée à l'université du Luxembourg Armand Erchadi, spécialiste de littérature iranienne classique, invite à revoir le film *Cherchez la femme* (2017) de Sou Abadi pour comprendre les contradictions de la gauche en Occident face au voile islamique.

Sortie en 2017 dans les salles, la comédie *Cherchez la femme* de la scénariste et réalisatrice franco-iranienne Sou Abadi avait été saluée par la critique mais n'avait pas, en son temps, conquis un large public. Armand/Arman (le prénom existe en persan, où il signifie «but, dessein, idéal»), incarné par Félix Moati, fils d'intellectuels iraniens réfugiés en France après la révolution islamique (1979), aime Leïla, jouée par Camélia Jordana, orpheline maghrébine qui vit dans une cité. Le frère de cette dernière, Mahmoud, porté à l'écran par l'excellent William Lebghil, est un musulman récemment radicalisé, qui décide d'enfermer sa sœur à la maison. Pour voir sa petite amie, Armand imagine un stratagème: se faire passer pour une femme en revêtant le tchador, voile traditionnel quasi intégral porté par les femmes iraniennes pieuses et obligatoire sur les sites religieux (partout ailleurs en République islamique d'Iran, le vêtement imposé en public aux femmes est le hidjab, voile simple, accompagné du manteau). Le reste du film ne sera pas «divulgué» ici, mais il est l'héritier de la grande tradition des comédies de mœurs, de Molière et Beaumarchais à Billy Wilder et Gérard Oury.

Ce qui nous intéresse ici est le malentendu provoqué à la sortie du film, malgré la finesse de son écriture et de son dispositif: sur les réseaux sociaux, la bande-annonce fut vilipendée et accusée d'islamophobie - anathème régulièrement lancé par l'ayatollah Khomeyni et les dirigeants iraniens contre l'Occident depuis plus de quarante ans - par des internautes français d'origine maghrébine. Ceux-ci faisaient fi aussi bien de la réalité du film (qu'ils n'avaient pas encore vu et qu'ils ne virent pas ensuite) que de l'identité et des intentions de sa créatrice, militante de longue date pour l'accueil digne des réfugiés afghans en France, comme de ses comédiens, qui tous trois avaient un lien personnel avec l'Afrique du Nord ou la culture musulmane.

Que montre *Cherchez la femme* ? D'un côté, un Français d'origine iranienne de la classe moyenne, fasciné par le soufisme - le mysticisme musulman, quêtiste et étranger à tout prosélytisme agressif -

mais résolument laïque et attaché aux libertés individuelles ; de l'autre, un Français d'origine maghrébine vivant dans un quartier populaire, exprimant sa haine de la culture et de la sociabilité à la française et cédant à la tentation de ce qu'on appelle aujourd'hui le séparatisme. Or c'est précisément cette contradiction qu'est venue révéler l'affaire Mahsa (Jina) Amini et le massacre en cours de manifestants pour «*la femme, la vie et la liberté*» en Iran.

En Occident, et plus particulièrement en France, une partie importante de la gauche se trouve en difficulté: alors qu'elle soutenait autrefois le combat des femmes pour leurs libertés dans les pays musulmans - c'est encore le cas au PCF, mais guère plus ailleurs à gauche, chez les Verts ou à La France insoumise - elle en est venue, par électoralisme autant que par l'influence d'une vision identitaire de la politique importée des pays anglo-saxons, à défendre le voile islamique, la mode modeste et les revendications communautaires des musulmans les plus traditionalistes.

D'un côté, défendre le voile en Occident, de l'autre, le dénoncer en Orient.

La contradiction est frappante, mais elle doit être expliquée. Sociologiquement, les musulmans en France sont plus jeunes, plus pauvres et plus portés à voter à gauche que le reste de la population ; issus pour la plupart d'anciennes colonies françaises, ils éprouvent plus fréquemment une forme de rancœur envers leur patrie d'accueil, en même temps l'ancien État colonial, ce qui est source d'une dissonance cognitive et d'une souffrance bien réelles, et hélas non réglées à ce jour, alors que nombre de familles musulmanes sont françaises depuis des générations. À l'opposé, la première vague d'immigrés iraniens en Occident, consécutive à la révolution de 1979, est constituée d'individus éduqués, membres de la classe moyenne, admiratifs de la France des Lumières et de la Révolution française et profondément anticléricaux.

De fait, Algériens, Marocains, Tunisiens, Turcs, Iraniens, etc. ont beau avoir la même peau mate, ils n'ont ni la même culture, ni les mêmes attentes, ni la même histoire, ni le même rapport à l'islam. La complexité ne s'arrête pas là, nul groupe ne se résume à une caricature communautaire: un monde sépare le Franco-Algérien admirateur de Kateb Yacine - l'un des plus grands auteurs de la seconde moitié du XX^e siècle - ou de Kamel Daoud, de celui dont les lectures se résument aux sites de propagande intégriste et aux appels à la haine sur Twitter et Instagram.

Vision simpliste et fragmentée

La gauche américanisée et anti-universaliste, après avoir abandonné valeurs et principes au profit d'une vision simpliste et fragmentée de la société, se trouve soudain fort dépourvue lorsqu'elle réalise que tous ceux qu'elle perçoit comme des «bronzés» n'ont pas vocation à subir le joug des traditions théologico-politiques - et qu'ils peuvent au contraire aspirer à l'émancipation, à l'égalité et au progrès. L'antiracisme autoproclamé de cette gauche déboussolée se retourne ainsi paradoxalement en un néo-racisme qui fige les individus dans une identité particulière et les assigne à résidence. Étrange retour de l'obscurantisme.

Alors, que faire?

Tout simplement revenir aux traditions fondatrices de la République en France: être intransigeant sur les libertés individuelles, piliers de la loi de 1905 (article premier: «La République assure la liberté de conscience.») et refuser toute stigmatisation de la foi des musulmans de France ; mais, tout autant, réaffirmer l'universalité, fondée en raison, des principes de 1789, qu'aucune particularité économique, sociale, culturelle ou géographique ne saurait atténuer ou remettre en cause. Bref, cesser de faire de la politique fondée sur le nihilisme, le ressentiment et la déconstruction, et renouer avec l'idéal.

*«Respecte la religion,
mais avec prudence,
Elle peut produire la rage
et l'intolérance.»*

Ce ne sont pas des vers de Voltaire, mais de Ferdowsi, le poète épique national de l'Iran. Ils ont plus de mille ans.

5 octobre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/klima-nachhaltigkeit/die-grenzen-des-wachstums-daly-ist-fuer-verzicht-auf-nachwuchs-18349869.html?GEPC=s5&premium>

WACHSTUM VERSUS VERZICHT:

„Die ‚Grenzen des Wachstums‘ haben sich als richtig erwiesen“

VON [PHILIPP KROHN](#)

-AKTUALISIERT AM 04.10.2022-21:14



Der US-Ökonom Herman Daly hat schon vor einem halben Jahrhundert den Bericht über „Die Grenzen des Wachstums“ inspiriert. Hier erläutert der 84-Jährige, warum er für Verzicht auf „frivole Produkte“ und auf Nachwuchs ist.

Professor Daly, Sie beschäftigen sich seit sechs Jahrzehnten mit den ökologischen Herausforderungen. Wie können wir unser [Klimaproblem](#) lösen?

Ich denke, der erste Punkt ist: Es ist ein Problem, aber ein Symptom eines größeren Problems. Es scheint, als ob wir versuchen würden, einen Fuß von zwölf Fuß Länge in einen Zehn-Fuß-Schuh zu quetschen. Wir könnten leichter damit durchkommen, wenn die Welt leer wäre.

Der Klimawandel ist bei Weitem nicht das einzige ökologische Problem. Wie hängt er mit dem Verlust der [biologischen Vielfalt](#) und der Verschlechterung der Wasserreserven zusammen?

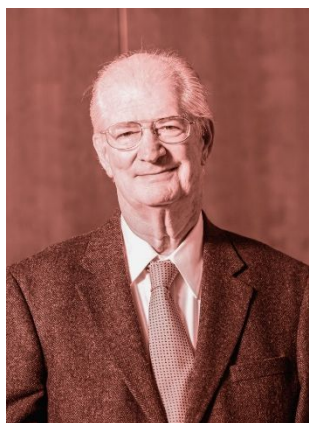
All dies sind Folgen dieser Überschreitung. Selbst wenn wir den Klimawandel auf magische Weise lösen könnten, müssten wir uns immer noch mit dem Problem der biologischen Vielfalt befassen. Wir haben ein Teilsystem des Wirtschaftssystems gegenüber dem ökologischen System ausgeweitet. Das führt zu Verkehrsstaus, Umweltverschmutzung und anderen Problemen. Nach so vielen Jahren kommt es zu einer Implosion. Ein Teil des Problems ist das Bevölkerungswachstum. Aber wir müssen auch über Konsummuster nachdenken.

Sie haben schon die Autoren des Buches „Die Grenzen des Wachstums“ inspiriert, das dieses Jahr 50 Jahre alt geworden ist. Wie haben sich die Herausforderungen seither entwickelt?

50 Jahre sind eine lange Zeit. Aber ich weiß, dass ich mit Donella und Dennis Meadows in Kontakt gekommen bin, nachdem ich einen Artikel in der [New York Times](#) geschrieben hatte. Sie haben mich in „Die Grenzen des Wachstums“ zitiert. Als das Buch herauskam, schlug es hohe Wellen und löste eine große Diskussion aus. Ich fand es vernünftig. Ihre Argumente stammten direkt von den britischen Wirtschaftswissenschaftlern des 19. Jahrhunderts, John Stuart Mill und Thomas Robert Malthus. Die neoklassischen Ökonomen hassten sie. Aber das war ein Problem der neoklassischen Ökonomen. Im Gegensatz zu ihnen war ich von meinem Professor Nicholas Georgescu-Roegen beeinflusst worden, der über das Entropiegesetz geschrieben hatte. Wir stießen auf sehr starken Widerstand. Aber heute müssen wir sagen: Die „Grenzen des Wachstums“ haben sich in ihrer Vorhersage als richtig erwiesen.

Was verstehen Sie unter einer [nachhaltigen](#) Wirtschaft?

Ich greife auf das zurück, was John Stuart Mill Mitte des 19. Jahrhunderts mit dem Konzept des stationären Zustands entwickelt hat. Das war meine ursprüngliche Inspiration. Er hatte recht mit seiner Auffassung. Es beschreibt eine Situation, in der die Bevölkerung nicht mehr wächst und auch nicht der Kapitalstock. Es gibt eine konstante Anzahl von Menschen. Menschen sterben und müssen ersetzt werden und Produkte ebenso. Die Geburtenrate sollte auf niedrigem Niveau gleich der Sterberate sein, da wir eine lange Lebenserwartung und eine hohe Langlebigkeit der Produkte haben. Der physische Durchsatz im stationären Zustand sollte niedrig bleiben.



Herman Daly wurde unter dem Eindruck der Professoren Kenneth Boulding und Nicholas Georgescu-Roegen zum Wachstumskritiker und Ökologischen Ökonomen. :Bild: Daly

Unsere Welt der globalen ökologischen Probleme haben Sie als eine volle Welt beschrieben. Gibt es eine Möglichkeit, sie zu leeren?

Im Falle der Bevölkerung ist eine niedrigere Geburtenrate besser als eine Erhöhung der Sterberate. Die Menschen brauchen einfache Verhütungsmethoden und einen Anreiz, auf die Fortpflanzung zu verzichten. Bei der Kapitalausstattung sollten wir darauf achten, dass die Dinge langlebig sind, und wir sollten auf frivole Produkte verzichten. Vieles von dem, was wir heute produzieren, muss mit großem Aufwand beworben werden. Die Leute wollen den Mist nicht. Wenn wir den Preis der Ressourcen erhöhen, werden wir einen Vorteil durch weniger Umweltverschmutzung erzielen. Der Preis dafür ist relativ gering. Der Konsum armer Leute ist nicht betroffen. Und wir brauchen Umverteilung: Es sollte ein Mindesteinkommen und ein Höchsteinkommen geben. Ich weiß, dass meine Überlegungen utopisch klingen. Aber die Alternative ist zu wachsen, bis wir zusammenbrechen.

Würde es helfen, für alle Ressourcen Preise festzulegen, die sich an den tatsächlichen Knappheiten orientieren?

Ja, ein Preis für Wasser und Grundstoffe sollte sich daran orientieren. Aber Energie ist der beste Ausgangspunkt, denn für jedes Produkt wird viel Energie benötigt. Es gibt eine Hebelwirkung auf alle, wenn man den Energiedurchsatz reduziert. Um die CO₂-Emissionen zu senken, müssen wir mehr aktuelle Sonnenenergie nutzen. Aber es gibt Grenzen.

Georgescu-Roegen sah das Entropiegesetz als eine Grenze. Es besagt, dass jede Umwandlung von Energie zu einem geringeren Grad an jemals nutzbarer Energie führt. Stimmt das noch, wenn das Energiesystem auf Windkraft und Solarenergie angewiesen ist?

Einige Physiker sagen: Das Gesetz gilt nur für Energie, also können wir ein vollständiges Recycling von Material haben. Aber die Schriften von Max Planck, einem der Begründer der Thermodynamik, zeigen: Er gilt sowohl für die Materie als auch für die Energie. Die große Frage, die Georgescu-Roegen aufwirft, lautet: Nutzen wir Windmühlen und Sonnenenergie, aber befreit uns das von Grenzen? Er sagt: Nein, sie müssen eines Tages ersetzt werden. Aber kann man eine Windkraftanlage nur durch

erneuerbare Energien ersetzen? Wissenschaftlich begleitete Projekte zeigen: Ja. Eine Kreislaufwirtschaft zu etablieren bedeutet: Man wird so viele Materialien wie möglich recyceln, aber man kann keine Energie recyceln. Und Material kann nur in einem begrenzten Bereich recycelt werden. Es ist nicht vernünftig zu glauben, dass wir zu einer vollständigen Kreislaufwirtschaft übergehen werden. Niedrige Entropie führt zu hoher Entropie. Das ist die Richtung.

Ökologische Ökonomen orientieren sich an biophysikalischen Größen, konventionelle Ökonomen an Wertgrößen. Warum verrät Durchsatz mehr als das Bruttoinlandsprodukt?

Es gab erheblichen Widerstand gegen das Konzept, das der britisch-amerikanische Ökonom Kenneth Boulding 1966 in einem Artikel vorstellte. Er sprach vom physischen Durchsatz der Volkswirtschaften. Das ist etwas anderes als das Bruttoinlandsprodukt. Ich erinnere mich an eine Vorlesung an der Yale University, in der ich die Bedeutung des Durchsatzes betonte und einen Einwand von [William Nordhaus](#) erhielt, der später den Nobel-Gedächtnispreis 2018 erhielt. Er sagte, Boulding habe mit der Einführung des Konzepts einen negativen Beitrag geleistet. Aber Boulding hatte recht. Das Konzept des Durchsatzes wirft Fragen auf, die für Ökonomen schwer zu beantworten sind. Sie wollen am Wert festhalten, um andere Wertmaße leichter vergleichen zu können.

Mainstream-Ökonomen betrachten das ökologische Problem als gelöst, sobald ein klimaneutrales Energiesystem etabliert ist. Was meinen Sie dazu?

Ich glaube auch an das System des Emissionshandels, weil man zuerst eine physikalische Grenze festlegt und das System sich daran anpassen lässt. Das Ökosystem interessiert sich für physische Mengen und nicht für Preise. Es ist also sicherer, eine mengenmäßige Obergrenze festzulegen und dann den Markt sich daran anpassen zu lassen. Aber Ökonomen mögen das nicht. Sie bevorzugen eine Preisgrenze. Das ist in Ordnung, wenn man eine Kurve auf ein schwarzes Brett zeichnet. Aber in der realen Welt kennt man die Nachfragekurve nicht. Sie verschiebt sich ständig. Preisschwankungen sind besser als Mengenschwankungen. William Stanley Jevons war der Erste, der ein Paradoxon beobachtete: Nachdem man einen höheren Wirkungsgrad einer Ressource erreicht hat, verbraucht man mehr von ihr.

Der sogenannte Rebound-Effekt . . .

Wenn man mit einem CO₂-Preis beginnt, werden die Mengen schwanken, und es kommt zu Rebound-Effekten. Wenn man die Menge im Voraus festlegt, wird der Rebound-Effekt ausgeschaltet.

Das sind technische Überlegungen. Aber wenn der Klimawandel nur ein Symptom der ökologischen Krise ist, was würde das für das Problem der biologischen Vielfalt, des Bodens und des Wassers bedeuten?

Sie sind alle ziemlich eng miteinander verbunden. Aber wenn man in der Input-Output-Matrix einer Wirtschaft sehr wichtige Ströme kontrolliert, werden auch die anderen eingeschränkt. Es ist sinnvoll, sich zunächst auf fossile Energieträger, Wasser und einige Grundstoffe zu konzentrieren: Sie werden erhebliche Auswirkungen haben. Aber ich glaube, das Grundproblem ist, dass man immer weiter wachsen kann, wenn man die Dinge effizienter macht. Und ich sage Nein. Man kann eine optimale Allokation erreichen und trotzdem die Wirtschaft ruinieren, wenn sie zu groß ist und man das Ökosystem überschwemmt. Wir müssen über eine Begrenzung des Wachstums nachdenken und die Verteilung dem Markt überlassen.

Andrew McAfee, ein MIT-Wissenschaftler, sagt, dass sich die Wirtschaft schon entkoppelt hat, was bedeutet, dass wir ewig weiter wachsen können. Warum stimmen Sie dem nicht zu?

Wenn man die Produktivität eines gegebenen Inputs erhöhen und Durchsatz und Wachstum entkoppeln kann, dann werde ich applaudieren und sagen: Ich ziehe meinen Hut. Aber es sind die Steigerungen des Durchsatzes, die der Umwelt Schaden zufügen.

Wenn wir ein globales System des Emissionshandels einführen würden, was würde das für das wirtschaftliche Verhalten der Menschen bedeuten?

Das ist eine große Frage. Wenn es dazu käme, würden die Menschen es akzeptieren. Wir hatten in einigen Staaten Systeme zur Begrenzung und zum Handel mit bestimmten Ressourcen. Generell wollen wir als Gesellschaft Wachstum. Wir wollen immer mehr. Erinnern Sie sich an die „Gelbwesten“-Proteste in Frankreich: Die französische Regierung hatte den Preis für Erdöl ein wenig angehoben. Selbst wenn man versprach, das Geld zurückzuverteilen, wurde das nicht akzeptiert. Eine Verringerung des Durchsatzes erfordert eine Senkung unseres Lebensstandards. Wenn man glaubt, dass die Folgen des Wachstums katastrophal sind, sollte man bereit sein, sich zu ändern. Zu dieser erzieherischen Frage kommt noch ein moralischer Aspekt. Selbst wenn Sie verstehen, dass die Welt immer schlechter wird: Kümmert Sie das, und was ist die Grundlage dafür? Woher nehmen die Menschen ihre Werte?

Aber es klafft eine Lücke zwischen ethischen Debatten und Alltagserfahrung von Menschen, die um der Reduzierung fossiler Brennstoffe willen nicht mehr zu ihren Verwandten fliegen können.

Stattdessen könnten sie auch näher bei ihren Familienmitgliedern wohnen, wenn sie es einrichten können. Das ist ein echtes Problem. Eine große Quelle von Wohlfahrtsverlusten ist die Trennung von Familienmitgliedern. Aber diese Kosten werden bei der Effizienz des Arbeitsmarktes nicht berücksichtigt. In einem kürzlich erschienenen Artikel habe ich über ethische Fragen geschrieben. Ich habe keine Antworten. Aber wir werden sicherlich keine technischen Antworten auf unsere grundlegenden moralischen Probleme finden.

Wie definieren wir Wohlfahrt in der ökologischen Transformation?

Daran habe ich mit John und Clifford Cobb gearbeitet. Wir haben das BIP genommen und die Konten neu geordnet. Das BIP misst die Aktivität und nicht die Wohlfahrt. Es misst alle Aktivitäten, als ob sie positiv wären. Wir haben alle kostspieligen Aktivitäten aussortiert und einen Nettowert ermittelt. Andere Leute haben das empirisch ausgewertet. Wenn das Inlandsprodukt steigt, steigt auch der Wohlstand bis etwa ins Jahr 1980. Dann pendelt es sich ein, während das BIP weiter ansteigt. Bei einem niedrigeren BIP besteht eine recht gute Korrelation, da die Grundbedürfnisse befriedigt werden. Viele Menschen haben versucht, das BIP zu einem besseren Maß zu machen. Mit Ausnahme von Bhutan, wo das Konzept des Bruttonationalglücks eingeführt wurde, ist es nicht ernst genommen worden.

Sie wurden berufen, um den Vatikan mit einer Gruppe von Wirtschaftsältesten zu beraten. Was haben Sie gelernt?

Wir haben uns von dem Memorandum „Laudato si“ inspirieren lassen. Ich war auf der Suche nach einer Grundlage für die Bewahrung der Schöpfung und der Gerechtigkeit. Wir haben versucht, den Vatikan zu überzeugen, dass die ökologische Ökonomie dem mehr Beachtung schenkt als die neoklassische Ökonomie. Aber ich habe ein Problem mit dem Vatikan: Es gibt eine mangelnde Bereitschaft, sich mit dem Bevölkerungswachstum auseinanderzusetzen, und eine Ignoranz gegenüber der Empfängnisverhütung. In den USA ist es heute wieder eine Klassenfrage, ob man Zugang zu Verhütungsmitteln hat. Die katholische Kirche hat in dieser Frage keine positive Rolle gespielt.

Was ist nach so vielen Jahren von Ihrem Konzept des stabilen Zustands erfüllt?

Es hat eine alternative Vision zur Perspektive des kontinuierlichen Wachstums gebracht. Jetzt haben wir sogar eine Degrowth-Bewegung. Eine andere Gruppe sagt, wir müssen ewig wachsen. Und dazwischen gibt es noch die Steady-State-Fraktion, zu der ich gehöre. Der von Brian Czech vorgeschlagene vereinheitlichende Slogan lautet „Degrowth to a steady state economy“. Die Steady-State-Anhänger wollen nicht versuchen, das derzeitige nicht nachhaltige Ausmaß in einem stabilen Zustand beizubehalten, sondern ein kleineres nachhaltiges Ausmaß. Degrowth wollen nicht bis zum

Aussterben schrumpfen, sondern vermutlich nur bis zu einem nachhaltigen Maßstab, der dann in einem stabilen Zustand gehalten werden kann.

5 octobre (FAZ)

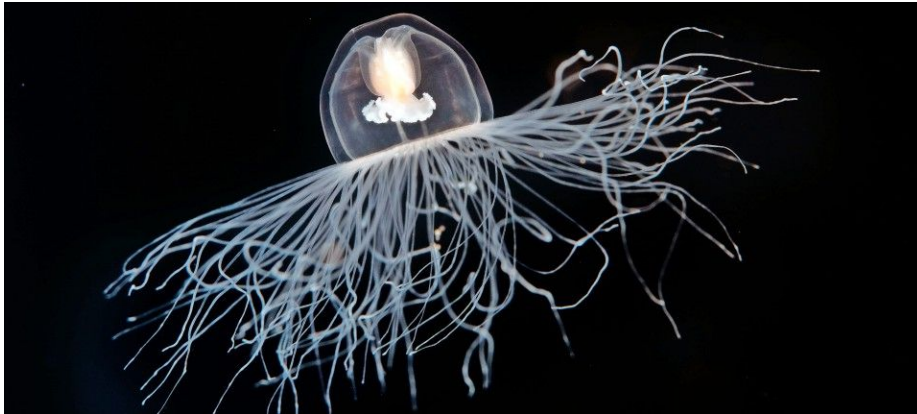
<https://www.faz.net/aktuell/karriere-hochschule/buero-co/altersforschung-wir-werden-mit-80-und-90-jahren-noch-arbeiten-18350846.html?premium=0x76ff04690a3abdbf6cb6b215ff0afc33&GEPC=s5>

ALTERSFORSCHUNG:

„Wir werden mit 80 und 90 Jahren noch arbeiten“

VON [ROLAND LINDNER](#)

-AKTUALISIERT AM 02.10.2022-15:16



Turritopsis nutricula gehört zu einer Gattung der „unsterblichen Qualle“.

Ist die Steigerung der Lebenserwartung ein „Pakt mit dem Teufel“? Der Altersforscher Nir Barzilai spricht über die Chancen, sie weiter zu verlängern – und die finanziellen Konsequenzen für die Gesellschaft.

Das ist schon möglich, und es wird an Wegen geforscht, um das zu schaffen. Es wird aber noch einige Zeit vergehen, bis wir Gewissheit darüber haben. Heute liegt das maximale Lebensalter statistisch gesehen bei 115 Jahren, auch wenn es immer wieder einzelne Fälle von Menschen gibt, die älter als 120 werden.

Sie haben eine viel beachtete Langzeitstudie mit Menschen gemacht, die hundert Jahre und älter werden, sogenannten „Centenarians“. Was ist denn deren Geheimnis?

Es sind die Gene und nicht der Lebenswandel. Mehr als die Hälfte der Teilnehmer an der Studie sind oder waren übergewichtig, wir hatten gerade einmal zwei Prozent Vegetarier. Viele haben stark geraucht, weniger als die Hälfte hat sich auch nur moderat körperlich betätigt. Die Leute haben also nicht gemacht, was immer gepredigt wird, wenn man gesund bleiben will. Ich hatte vier Geschwister in der Studie, eine von ihnen habe ich einmal in ihrer New Yorker Wohnung besucht, als sie 100 war. Sie hat die Tür mit einer Zigarette in der Hand aufgemacht und gesagt, alle vier Ärzte, die ihr gesagt hätten, sie solle mit dem Rauchen aufhören, seien mittlerweile tot.

Aber rüstige Hundertjährige sind bis heute die Ausnahme.

Das ist richtig, und grundsätzlich gilt: Altern macht Menschen krank, ich sage manchmal, Altern ist die Mutter von Krankheiten. Wir haben es in den letzten 150 Jahren geschafft, die Lebenserwartung enorm zu verlängern, sie liegt jetzt im Schnitt um die 78 Jahre. Das ist dem medizinischen Fortschritt zu verdanken und auch besserer Infrastruktur, also zum Beispiel dass wir Zugang zu sauberem Wasser haben. Aber es war in gewisser Weise ein Pakt mit dem Teufel. Früher sind die Menschen normalerweise nicht an Krebs, Alzheimer, Herzschwäche oder Diabetes gestorben, weil sie gar nicht alt genug geworden sind, um daran zu erkranken. Diese Krankheiten sind der Preis dafür, dass wir älter werden.

Ihre Studie legt den Schluss nahe, dass Menschen, die nicht in der Genlotterie gewonnen haben, nur begrenzte Möglichkeiten haben, sich selbst zu einem längeren Leben zu verhelfen.

Sicher kann man etwas tun: Sport, eine gesunde Ernährung und ausreichend Schlaf. Das erhöht die Chancen, es über den Durchschnitt von 78 Jahren hinaus zu schaffen. Aber das wird nicht reichen, um 100 zu werden, wenn man dafür nicht die Gene hat. Dafür wird man die Medizin brauchen.



Nir Barzilai :Bild: Albert Einstein College of Medicine

Wenn Altern so stark mit Krankheiten zusammenhängt, wollen wir dann überhaupt 100 Jahre alt werden?

Wenn länger leben bedeutet, länger krank zu sein, dann würden wir das tatsächlich nicht wollen. Aber eine interessante Erkenntnis in meiner Studie ist ja, dass die Teilnehmer nicht nur viel länger leben als der Durchschnitt, sondern auch gesünder sind. Gewöhnliche Menschen werden üblicherweise krank, wenn sie zwischen 60 und 80 Jahre alt sind, die Centenarians erst Jahrzehnte später. Am wichtigsten ist: Bei ihnen gibt es eine Verkürzung der sogenannten Morbidität, sie sind gegen Ende ihres Lebens kürzer krank. Die Mutter meines Schwiegervaters zum Beispiel ist 102 Jahre alt geworden, und sie war nur die letzten zwei Wochen ihres Lebens krank. Es gibt Studien, wonach Menschen, die mehr als 100 Jahre alt werden, weniger Kosten für das Gesundheitssystem verursachen, als solche, die im Alter zwischen 60 und 70 Jahren sterben.

Rein finanziell muss es also keine Belastung für die Gesellschaft sein, wenn Menschen immer älter werden?

Im Gegenteil, wir Altersforscher sprechen sogar von einer Langlebigkeitsdividende. Und es geht dabei nicht nur um die Kosten im Gesundheitswesen. Der britische Ökonom Andrew Scott hat in einer Studie ausgerechnet, dass es allein in den USA einen finanziellen Nutzen von 38 Billionen Dollar bringen würde, wenn man das Altern bremsen und damit die Lebenserwartung um ein Jahr verlängern könnte. Bei einer Verlängerung um zehn Jahre wären es mehr als 360 Billionen Dollar. Ältere Menschen, die nicht krank sind, können mehr am Wirtschaftsleben teilnehmen. Sie verreisen und kaufen ein.

Aber würden andererseits nicht enorme Kosten auf die Sozialversicherungssysteme zukommen?

Diese Systeme müssten und werden sich ändern. Das Alter, in dem Menschen in Rente gehen, wird steigen. Viele Menschen sind schon heute mit 65 Jahren nicht bereit für die Rente. Ich bin 67 und habe keinerlei Absichten, mit dem Arbeiten aufzuhören. Mein Großvater war 68, als er gestorben ist, und er sah in meinem Alter dreißig Jahre älter aus als ich.

Also angenommen, die Medizin schafft es, ein viel längeres und gleichzeitig gesundes Leben möglich zu machen: Wird es dann normal, dass Menschen noch arbeiten, wenn sie 80 oder 90 sind?

O ja, absolut. Ich hatte diesen 107 Jahre alten Hedgefonds-Gründer in meiner Studie, der keine Lust hatte, mit dem Arbeiten aufzuhören. Es gibt viele Professoren, die nicht in Rente gehen, auch wenn sie es könnten. Warum auch, wenn man gesund ist und seine Arbeit liebt?

Für Menschen mit körperlich anstrengenden Berufen wird das vielleicht anders aussehen.

Sicher, und deshalb sollte auch sorgfältig darüber nachgedacht werden, was zum Beispiel Fabrikarbeiter von einem gewissen Alter an tun könnten. Sie können weiter aktiv sein, zum Beispiel als Ausbilder oder freiwillige Helfer. Das ist nicht wirklich mein Fachgebiet, aber man kann sich viele Möglichkeiten vorstellen, wie Menschen etwas zum Nutzen der Gesellschaft tun, wenn sie älter werden und dabei länger gesund sind.

Unter dem Strich würden Sie also sagen, es ist im Interesse der Gesellschaft, wenn Menschen immer länger leben?

Nach einem Vortrag auf dem Weltwirtschaftsforum in Davos hat mich einmal jemand gefragt, warum wir nicht alle Menschen über 65 umbringen. Das war natürlich ein Scherz, und das wollen wir allein deshalb nicht, weil ältere Menschen ein wichtiger Wirtschaftsfaktor sind. Ich will nicht sagen, es sei grundsätzlich im Interesse der Gesellschaft, dass Menschen älter werden, schließlich ist es immer gut, wenn jüngere Menschen nachkommen. Aber wenn es uns gelingt, dass ältere Menschen gesünder werden, dann können wir uns eine ältere Gesellschaft auch leisten.

Was also tut die Forschung, um das für Menschen zu erreichen, die nicht mit Langlebigkeitsgenen gesegnet sind?

Ich teile das in drei verschiedene Kategorien ein. Ein Szenario ist „Dorian Gray“ nach der Romanfigur von [Oscar Wilde](#), die ihre Gesundheit erhält. Dann gibt es den Jungbrunnen, der ältere Menschen wieder jung macht, also den Alterungsprozess umkehrt. Und schließlich „Peter Pan“, das heißt, jüngere Menschen lassen sich regelmäßig behandeln, um jugendlich zu bleiben. Wir arbeiten an all diesen Dingen, und ich denke, es wird einmal eine Mischung verschiedener Instrumente geben. Und genetische Erkenntnisse zur Langlebigkeit, wie wir sie zum Beispiel in meiner Studie gewinnen, werden dabei helfen, Arzneimittel zu entwickeln.

Wie weit sind wir denn auf diesen verschiedenen Wegen, das Altern zu bremsen?

„Peter Pan“ liegt vermutlich am weitesten in der Zukunft, wahrscheinlich um die 50 Jahre. Wenn das Realität wird, dann wird es wohl die bevorzugte Methode, Tierversuche gibt es schon. In die Richtung eines Jungbrunnens könnten Senolytika gehen, eine Klasse von Arzneimitteln, an denen heute gearbeitet wird. Damit kann man bestimmte Zellen zerstören, die sich im Alter anhäufen. Tiere haben in Experimenten zwar nicht länger gelebt, sind aber gesünder geworden. Und einige Medikamente, die „Dorian Gray“-Potential haben, sind heute schon auf dem Markt, zum Beispiel Metformin und Rapamycin. Ich nehme Metformin selbst.

Metformin wird ja eigentlich zur Behandlung von Diabetes eingesetzt, aber Sie versuchen seit einigen Jahren, eine Studie auf den Weg zu bringen, mit der Sie die US-Gesundheitsbehörde FDA überzeugen wollen, das Präparat auch als Arzneimittel gegen das Altern zuzulassen. Woran ist das bisher gescheitert?

Diese Studie heißt „TAME“ und soll vor allem als eine Art Muster dienen, um die FDA dazu zu bewegen, das Altern selbst und nicht nur einzelne Krankheiten als medizinische Indikation zu akzeptieren. Und wenn wir das schaffen, dann kann unsere Studie auch zur Basis für weitere Studien rund um Medikamente zum Bremsen des Alterns werden. Meine große Herausforderung war es, das Geld für die Finanzierung der Studie aufzutreiben. Ich habe heute ungefähr ein Drittel der Summe, die ich bräuchte, mir fehlen noch bis zu 50 Millionen Dollar. Die Pandemie hat die Studie weiter verzögert. Ich bin aber zuversichtlich, dass wir die Studie noch in diesem Jahr oder bis Anfang nächsten Jahres beginnen können.

Warum unterstützen große Pharmakonzerne so eine Studie nicht?

Wir reden schon mit denen, aber die sind da unentschlossen. Viele wollen erst mal abwarten, bis die TAME-Studie läuft. Ich habe mal Albert Bourla getroffen, den Vorstandschef von Pfizer. Der hat erzählt, wie er künftig daran arbeiten will, bestimmte altersbedingte Krankheiten zu verhindern. Als ich ihm gesagt habe, dass wir genau das tun, indem wir auf das Altern an sich abzielen, hat er zwar erst noch gesagt, das höre sich interessant an, ging dann aber auch nicht wirklich drauf ein. Viele Leute verstehen unseren Ansatz erst einmal nicht, das ist sehr frustrierend.

Im Silicon Valley gibt es ja großes Interesse an dem Thema. Google hat vor einiger Zeit das Gesundheitsunternehmen Calico gegründet, das daran forscht, Menschen ein längeres und gesünderes Leben zu ermöglichen. Was halten Sie von solchen Projekten?

Grundsätzlich ist das schon gut und bringt finanzielle Ressourcen in unser Feld. Bislang scheint bei Calico aber noch nicht allzu viel herausgekommen zu sein. Mir gefällt auch nicht, wie die auftreten. Die sind geheimniskrämerisch und machen ihr eigenes Ding. Im Umgang mit uns fand ich sie arrogant, sie haben kein Interesse gezeigt, mit uns zusammenzuarbeiten. Calico war eine Hoffnung für uns, die hätten auch die TAME-Studie unterstützen können. Aber ich fand sie bisher nicht hilfreich.

Auch einige bekannte Milliardäre wie Jeff Bezos und Peter Thiel investieren in das Gebiet.

Es gibt viele reiche Menschen, die sich engagieren wollen. Vor ein paar Monaten war ich zusammen mit anderen Wissenschaftlern auf einem Treffen mit einer Gruppe von Multimillionären, die sich sehr interessiert gezeigt haben, Altersforschung zu unterstützen. Viele von ihnen waren aus der Kryptowelt und noch keine 30 Jahre alt. Einer hat uns einen Millionenbetrag für neue Studien mit Centenarians gegeben.

Produkte mit dem Versprechen, das Altern zu bremsen, sind ja ein gigantisches Geschäft, und es gibt einige Scharlatane, die vermeintliche Wundermittel anpreisen. Werden Sie als Wissenschaftler bisweilen mit der Anti-Aging-Industrie in einen Topf geworfen?

Ja. Wenn Leute über uns Wissenschaftler sprechen, dann manchmal in einem Atemzug mit der Anti-Aging-Industrie. Ich sage gerne, viele von den Produkten im Markt helfen nur der Wirtschaft. Sie sind im Wesentlichen nutzlos und halten nicht, was sie versprechen. Manche können sogar gefährlich sein.

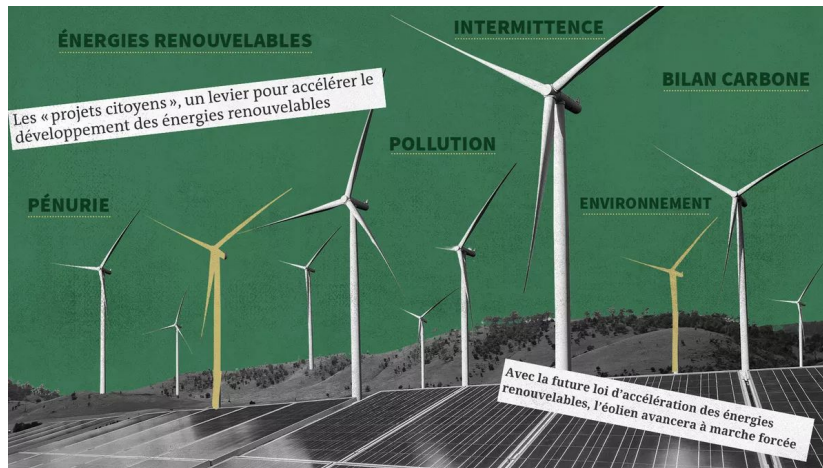
5 octobre (Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/les-energies-renouvelables-sont-elles-vraiment-utiles-a-la-france-20221005>

Les énergies renouvelables sont-elles (vraiment) utiles à la France ?

Par [Guillaume Guichard](#)

Publié il y a 1 heure, mis à jour il y a 35 minutes



Le débat entre énergies est éminemment politisé. *Charlotte Paroïelle/Le Figaro*

LA CONTROVERSE - Un débat très politisé oppose l'électricité atomique décarbonée à l'éolien et au solaire. Pour que chacun se fasse son avis, *Le Figaro* en revient aux faits.

Elles sont promises à une croissance phénoménale ces prochaines décennies par les uns, vouées aux gémonies par les autres. Les énergies renouvelables, éoliennes et solaires, sont construites en masse dans la plupart des pays du globe, afin de décarboner leur production d'électricité dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique. **Mais la France, avec son parc nucléaire unique au monde, qui produit 70% des kilowattheures français, en a-t-elle vraiment besoin ?** Le gouvernement jure que oui. Il a présenté à la rentrée un projet de **loi «accélération des renouvelables»**. Avant même de dévoiler un texte similaire sur le nucléaire.

«Le déploiement massif des énergies renouvelables est essentiel pour amplifier notre lutte contre le dérèglement climatique et diminuer notre dépendance aux produits énergétiques importés qui représentent deux tiers de notre consommation», a avancé la ministre de la Transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher, en présentant le texte. **«Le président Macron propose surtout plus d'éoliennes pour défigurer la France et je ne crois pas que ce soit l'urgence»**, a rétorqué le chef de file des députés LR, Olivier Marleix.

Nucléaire contre éoliennes (et, dans une moindre mesure, solaire) : le débat entre énergies est éminemment politisé. Qui a raison ? Qui a tort ? Voici les éléments qui vous permettront de **dépasser les oppositions caricaturales** et de répondre à cette question : les énergies renouvelables sont-elles (vraiment) utiles à la France ?

Les faiblesses de l'éolien et du solaire

Tout oppose nucléaire et renouvelable, hormis le fait que tous deux dégagent très peu de CO₂. **Éoliennes et panneaux solaires prennent ainsi énormément de place pour produire relativement peu d'énergie.** Corollaire : il faut en installer beaucoup, sur de grandes surfaces, pour

générer des volumes notables d'électricité. De quoi démultiplier les querelles de voisinage et les nuisances visuelles.

«En 2021, environ 2,7 millions de personnes étaient susceptibles de percevoir une éolienne depuis leur résidence principale (dans un rayon de 5 km autour d'un parc éolien), soit moins de 4 % de la population française», chiffre RTE, le gestionnaire du réseau haute tension et chargé de la prospective, dans son rapport de référence «Futurs énergétiques 2050». **Surtout, il y a vingt ans, les éoliennes étaient quasiment absentes du paysage. Leur développement entraîne par conséquent une mutation profonde de certains paysages**, particulièrement là où la densité est la plus importante, comme dans le nord de la France.

Autre conséquence néfaste du caractère extensif de cette énergie, **son développement nécessite de grandes quantités de matières**. Que ce soit du cuivre pour raccorder les parcs, du silicium pour les panneaux solaires, ou des terres rares. Les aimants permanents des éoliennes - technologie de moins en moins utilisée - ont besoin de néodyme. **Le nucléaire**, énergie très dense, **fait appel à beaucoup moins de matériaux** et nécessite à peine 450 tonnes de matière par mégawatt, d'après les chiffres de l'Ademe. Pour la même puissance en éolien, il faut 600 tonnes de matériaux, principalement du béton et de l'acier. Le photovoltaïque en demande entre 650 et 1400 tonnes par mégawatt, selon la technologie. De plus, le service rendu par les énergies renouvelables est bien moindre que celui apporté par le nucléaire. **Elles ne produisent que quand les conditions de vent et de soleil sont réunies**. Concernant les éoliennes, si elles tournent entre 75% et 95% du temps, elles ne produisent au maximum de leur capacité que 25% du temps.

Le temps long du nucléaire

Éolien et photovoltaïque font en réalité office d'énergie *low cost*. Elles rendent un service moindre que le nucléaire, qui est « *pilotable* », mais l'électricité qu'elles produisent est devenue peu chère en comparaison des réacteurs, plus complexes, de nouvelle génération. **En dix ans, le coût de production du solaire a baissé de plus de 80%. Celui de l'éolien, de plus de 50%**. C'est le résultat de leur déploiement massif à **coups de subventions** depuis plus d'une décennie. Les énergies renouvelables sont par ailleurs très rapides à installer. L'énergéticien Vattenfall a ainsi réussi à mettre en service un parc offshore de 72 éoliennes de 180 mètres de haut seulement cinq ans après avoir remporté l'appel d'offres, dans la Baltique.

Le nucléaire se caractérise - du moins avec les gros réacteurs proposés jusqu'ici - par un rythme de construction beaucoup plus lent. En outre, l'atome civil traverse un véritable «hiver» à cause de l'accident de Fukushima de 2011 au Japon et de choix politiques. **En France, tout est fait depuis 2012 pour en réduire le poids**. Ce n'est qu'en février dernier qu'Emmanuel Macron a décidé de relancer l'atome civil. **Résultat, faute de commande depuis dix ans, le premier des six futurs EPR 2 ne tournera pas avant 2035**. S'il ne rencontre pas de difficulté de construction. **Les déboires de l'EPR de Flamanville, qui démarrera en 2023 onze ans après la date prévue, sont dans toutes les têtes**, tandis que le chantier de l'EPR d'Hinkley Point, au Royaume-Uni, a déjà engrangé un retard de quinze mois.

Or, la France devra avoir augmenté de plus de 15% sa production électrique d'ici à 2035 pour faire face aux nouveaux besoins. Décarbonation de l'industrie lourde et développement de la **mobilité électrique** entraîneront en effet une hausse de 14 à 20% de la consommation de kilowattheures en France, d'après RTE. «*Il nous faudra compenser cet écart avec les énergies renouvelables*», en déduit Thomas Veyrenc, directeur exécutif chargé de la stratégie chez RTE.

Un débat bousculé par la crise

Sans attendre 2035, **la crise énergétique provoquée par la guerre en Ukraine** exige le développement de nouveaux moyens de production d'énergie en Europe, de toute urgence. Dans ce contexte, tout

kilowattheure est bon à prendre. *«Les renouvelables, à défaut de pouvoir se substituer aux réacteurs nucléaires indisponibles ou aux centrales à gaz en pénurie, ne seront pas inutiles pour autant»,* note sur Twitter Tristan Kamin, ingénieur en sûreté nucléaire et fervent défenseur de l'atome sur les réseaux sociaux.

«Schématiquement, cet hiver, chaque jour venteux sera un jour où la centrale au charbon de Saint-Avold ne produira pas, chaque après-midi ensoleillé se traduira par un peu moins de charbon brûlé. La complémentarité entre énergies renouvelables et fossiles va pouvoir s'exprimer pour limiter le recours aux seconds», poursuit Tristan Kamin. D'après les industriels, pas moins de 10 gigawatts de projets éoliens et solaires sont en attente d'autorisation en France.

Faut-il pour autant tout miser sur les renouvelables ? A contrario, lorsque la filière nucléaire sera relancée, aura-t-on encore besoin d'éoliennes et de panneaux photovoltaïques ? D'ici à 2050, la production électrique devra en effet bondir de 35% - au bas mot - afin de remplacer un maximum d'énergie fossile. **À ce stade, le consensus des experts estime qu'il faudra de l'atome civil et des renouvelables. Le nucléaire ne pourra pas, seul, tenir le rythme.** D'abord, parce que les futurs EPR 2 auront déjà fort à faire pour remplacer les vieux réacteurs de plus de 60 ans qui, construits en un temps record dans les années 1970-1980, seront très nombreux à atteindre leur fin de vie à horizon 2040. Il faudra lui adjoindre éoliennes (probablement en mer) et panneaux solaires partout où il sera acceptable d'en poser. C'est en tous les cas les prévisions faites au vu des capacités industrielles françaises d'aujourd'hui.

Aucun pays ne vise d'ailleurs un mix 100% nucléaire. En 2060, le système **chinois** devrait, par exemple, se composer de 16 % de nucléaire et 60% d'énergies renouvelables, d'après la Chinese Society for Electrical Engineering (le solde étant comblé par l'hydroélectricité, un peu de gaz et un reliquat de charbon). Le très pragmatique **Royaume-Uni** suit le même chemin, et veut disposer d'une production de base nucléaire, à hauteur d'environ 25%, et d'énergie renouvelable principalement offshore.

Il n'y a pas d'énergie parfaite

A contrario, un mix 100% éolien et solaire n'est envisagé par aucun grand pays. Et pour cause, à partir d'une certaine part de renouvelable dans le mix électrique, les coûts de réseau explosent. Pour la France, RTE a ainsi démontré que le scénario comportant le plus de nucléaire, soit 50% du mix en 2050, serait le moins coûteux à développer que ceux prévoyant davantage de renouvelables.

«Tant que la proportion d'énergies renouvelables dans le système interconnecté reste limitée, on peut faire fonctionner le système électrique en s'appuyant sur les moyens de production existants et un développement modéré de la flexibilité de la demande, prévient Thomas Veyrenc, directeur exécutif en charge de la stratégie chez RTE. Au-delà, nous prévoyons des effets de seuil.

Dès que la part de l'éolien et du solaire devient conséquente, il faut développer des moyens de stockage d'électricité de manière beaucoup plus significative.» Via des batteries pour emmagasiner l'énergie durant quelques heures, mais aussi la production d'hydrogène vert pour la stocker durant plusieurs jours voire plusieurs mois.

«Vu les enjeux et la consommation électrique projetée en hausse pour décarboner notre économie, nous avons besoin de mobiliser toutes les formes d'énergie, résume Philippe Stohr, directeur des énergies au CEA. Il faut donc que la logique de cet équilibre proposé entre nucléaire et renouvelables soit bien comprise afin que la société adhère à ce bouquet énergétique répondant à l'atteinte du zéro carbone en 2050. Il n'est plus temps d'opposer les énergies. Il faut les faire converger.»

À court et moyen terme, les défauts des énergies renouvelables font figure de moindre mal devant l'urgence de la situation énergétique. On peut déplorer leur laideur au milieu des bocages, mais repousser d'un bloc les énergies renouvelables, c'est risquer de laisser brûler les paysages sous

les assauts du réchauffement climatique. **Quant au très long terme, la place allouée aux différentes sources d'énergie reste incertaine.**

Comme le glisse ce haut dirigeant du secteur, **«dans l'énergie, nous faisons des plans à 50 ans, mais nous en changeons tous les 10 ans».**

5 octobre (Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/politique/thierry-lentz-nos-gouvernants-aiment-ils-les-francais-20221003>

Thierry Lentz: «Nos gouvernants aiment-ils les Français?»

Par Thierry Lentz

Publié le 03/10/2022 à 19:49, mis à jour hier à 14:28



Thierry Lentz. *Fabien Clairefond*

TRIBUNE - Le pessimisme profond de nos compatriotes ne vient pas seulement de la situation du pays, mais aussi du comportement dilettante et nonchalant de nos gouvernants, parfaits représentants de la génération «j'ai le droit», estime l'historien.

Historien de la Révolution et de l'Empire, professeur associé à l'Institut catholique d'études supérieures (ICES), Thierry Lentz est l'auteur ou le coauteur de plusieurs dizaines d'ouvrages. Il a notamment publié «Sainte-Hélène, île de mémoire» (Fayard, 2005), «Quand Napoléon inventait la France. Dictionnaire des institutions politiques, administratives et de cour du Consulat et de l'Empire» (Tallandier, réédité en 2017), et, avec Fanny Farieux, «Napoléon. La biographie inattendue» (Passés composés, 2021). L'historien publie en cette rentrée «Les Mythes de la Grande Armée» (Perrin, 448 p., 23 €).

Qu'est-ce que gouverner? C'est bien sûr prévoir, agir, gérer et savoir compter. C'est aussi diriger, ordonner, tenir bon pour atteindre un but bien défini et stable. On peut dire que n'importe quel technocrate devrait pouvoir s'en sortir. Le système représentatif réclame cependant d'autres qualités. Les fonctions auxquelles il désigne ne peuvent être occupées que par des dirigeants qui, en plus de l'indispensable bagage qui précède, savent, après avoir séduit, entraîner et donner au moins de l'espoir. Napoléon l'avait déjà dit: «*On ne gouverne un peuple qu'en lui montrant un avenir: un chef est un marchand d'espérance.*» Or, l'exécutif français actuel, qui a fait naître quelques doutes sur ses compétences, semble avoir choisi non pas de colporter des espérances mais bien de créer des désespérances chez les Français.

On a déjà beaucoup disserté sur le «gouvernement par la peur» qui a acquis chez nous ses lettres de noblesse pendant la pandémie et les confinements. Ses limites sont aujourd'hui dépassées par une «père-fouettardisation» tous azimuts: crise de l'énergie, guerre en Ukraine, inflation, etc. On nous demande toutefois d'avoir peur en confiance: l'État-nounou sera là quoi qu'il en coûte. Et, désormais, deux ingrédients sont ajoutés à la démarche.

Le premier consiste à «abandonner la langue de bois». Du moins parfois. Lorsque, dans un ouvrage paru en 2006, Jean-François Copé le promettait, c'était pour dire qu'il s'emploierait désormais à n'exprimer que des vérités, même à son détriment. Mais les dirigeants d'aujourd'hui, eux, ont choisi de

dépasser la langue de bois: ils énoncent la «post-vérité». Ainsi, contre toutes les évidences, M. Darmanin n'a vu que des supporters anglais parmi les délinquants au Stade de France le 28 mai. Ainsi, alors que ses discours précédents sont encore en ligne, M. Macron affirme qu'il n'est pour rien dans la programmation des fermetures de centrales nucléaires. Ainsi, M. Philippe ne se rappelle plus qu'il était premier ministre lorsqu'on liquida Fessenheim. Ainsi, MM. Attal et Le Maire nous serinent qu'ils maîtrisent les déficits alors que tous les experts disent le contraire. Les communistes de l'époque Georges Marchais appelaient cela des contre-vérités et les enfants, des mensonges.

Le seul projet original que nos ministres aient eu depuis des mois concerne la fin de vie et l'euthanasie. On dirait, si l'on était méchant, que ce projet leur va comme un gant

Admettons qu'on puisse pardonner quelques faussetés pour des raisons d'intérêt politique (il faut un peu se forcer tout de même). Mais à la désespérance de ce qu'ils disent et font s'ajoute celle du comportement de nos gouvernants. Avec leurs permanentes têtes d'enterrement, ils complètent leur composition de croque-mitaine d'un zeste de croque-mort, comme pour nous dire qu'ils portent dans leur sac à dos le secret d'un malheur certain. Leur physique (dont ils prennent d'ailleurs grand soin) n'est pas en cause, mais bien leur air. Pas étonnant que dans ces conditions le seul projet original qu'ils aient eu depuis des mois concerne la fin de vie et l'euthanasie. On dirait, si l'on était méchant, que ce projet leur va comme un gant.

Plus grave encore, ils donnent une fâcheuse impression: ils ne nous aiment pas. Sinon, un ministre ne donnerait pas le sentiment de se moquer de nous en disant que si l'on a froid, il faut mettre un col roulé, comme Marie-Antoinette aurait dit, d'après sa légende noire, que puisqu'il n'y avait pas de pain, nous devons nous rabattre sur la brioche ; une autre ne prétendrait pas qu'en renvoyant le courant de nos voitures électriques sur le réseau on sauverait notre hiver ; un troisième n'irait pas aux États-Unis dire qu'il ne croit pas aux valeurs républicaines françaises ; un de leurs amis ne porterait pas l'art de gouverner jusqu'à des conseils d'utilisation des sèche-linge, etc., etc. Quand on n'aime pas quelqu'un, on préfère souvent, plutôt que de le lui dire en face, le traiter comme un imbécile.

La désespérance du pays ne vient pas seulement des situations: les Français en ont vu d'autres et notre peuple a montré qu'il avait de la ressource. Elle prend sa source dans des comportements dilettantes de cette génération «j'ai le droit» ou, pour les plus âgés, de déconstructeurs, aujourd'hui au pouvoir. Les vieux ministres d'autrefois, en trois-pièces et cravates, légèrement ventrus et qui ne refusaient jamais les cadeaux, aimaient au moins leur peuple.

On en reviendra à Napoléon (encore lui, lui partout), qui considérait que c'est avec *«raison et politique»* que l'on gouverne, *«non avec une lymphe âcre et viciée»*.

5 octobre (NYT)

<https://www.nytimes.com/2022/10/05/opinion/ukraine-russia-nuclear-war.html>

GUEST ESSAY

Nuclear Annihilation Is a Threat Again

Oct. 5, 2022, 5:00 a.m. ET



President John Kennedy and national security officials during the Cuban missile crisis in October 1962. Credit... Cecil Stoughton/White House Photographs, via John F. Kennedy Presidential Library and Museum

By Michael Dobbs

Mr. Dobbs is a former foreign correspondent who covered the collapse of communism and the author of “One Minute to Midnight: Kennedy, Khrushchev and Castro on the Brink of Nuclear War.”

Sign up for the Russia-Ukraine War Briefing. Every evening, we'll send you a summary of the day's biggest news. [Get it sent to your inbox.](#)

Two nuclear-armed states on a collision course with no obvious exit ramp. An erratic Russian leader [using apocalyptic language](#) — “if you want us to all meet in hell, it’s up to you.” Showdowns at the United Nations, with each side accusing the other of essentially gambling with Armageddon.

For six decades, the Cuban missile crisis has been viewed as the defining confrontation of the modern age, the world’s closest brush with nuclear annihilation. The war in Ukraine presents perils of at least equal magnitude, particularly now that Vladimir Putin has backed himself into a corner by [declaring](#) large chunks of neighboring Ukraine as belonging to Russia “forever.”

As two countries proceed up an escalatory ladder, mistakes become increasingly likely — as the Cuban missile crisis made clear. In a conventional war, it is possible for political leaders to make significant mistakes and for the human race to survive, battered but intact. In a nuclear standoff, even a minor misunderstanding or miscommunication can have catastrophic consequences.

In October 1962, it was President John Kennedy who declared a naval blockade, or quarantine, of Cuba to prevent reinforcement of the Soviet military position on the island. This put the onus on his Kremlin counterpart, Nikita Khrushchev, to either accept the clearly signaled American condition for ending the crisis (a full withdrawal of Soviet missiles from Cuba) or risk nuclear war.

This time, the roles are reversed: Mr. Putin is seeking to enforce a red line by insisting he will use [“all available means,”](#) including his nuclear arsenal, to defend the newly, unilaterally expanded

borders of Mother Russia. President Biden has [promised to support](#) Ukraine's attempts to defend itself. It is unclear how Mr. Putin will react to his red line being ignored.

Even if we assume Mr. Putin is a rational actor who wishes to avoid nuclear annihilation, that is not necessarily reassuring. Contrary to popular belief, the biggest danger of nuclear war in October 1962 did not arise from the so-called [eyeball-to-eyeball](#) confrontation between Khrushchev and Kennedy but from their inability to control events that they themselves had set in motion.

As I discovered when I assembled a minute-by-minute chronology of the most dangerous phase of the crisis, there were times when both leaders were unaware of developments on the battlefield that assumed a logic and momentum of their own.

Khrushchev never authorized the shooting down of an American U-2 spy plane over Cuba by a Soviet missile on Oct. 27, 1962, the most dangerous day of the crisis. Kennedy was unaware that another U-2 strayed over Russian airspace the same day, triggering Soviet air defenses. "There's always some sonofabitch that doesn't get the word," was how he put it later.

While the war in Ukraine is obviously different from the Cuban missile crisis, it is not hard to imagine comparable failures and miscalculations. A stray shell from either side could cause an accident at a nuclear power plant, spewing radioactive fallout over much of Europe. A bungled attempt by Russia to interdict Western military supplies to Ukraine could spill over into NATO countries like Poland, triggering an automatic U.S. response. A Russian decision to use tactical nuclear weapons against Ukrainian troop formations could escalate into a full-blown nuclear exchange with the United States.

While the U.S. intelligence community has chalked up some impressive successes in Ukraine, most notably its accurate prediction of Russia's invasion, which occurred on Feb. 24, the 1962 crisis should serve as a reminder of the limits of intelligence gathering. Kennedy was belatedly informed about the deployment of medium-range Soviet missiles to Cuba, but was left in the dark about other equally important matters. He was unaware, for example, of the presence of nearly 100 Soviet tactical nuclear missiles in Cuba targeted on the Guantánamo naval base and a potential American invading force. The C.I.A. underestimated Soviet troop strength on the island and was unable to track the movement of any of the nuclear warheads.

What both Kennedy and Khrushchev did possess was an intuitive understanding of the peril confronting not just their own countries but the entire world if the crisis was allowed to escalate. That is why they maintained a back channel to communicate with each other privately (through the president's brother, Attorney General Robert Kennedy, and the Soviet ambassador to Washington, Anatoly Dobrynin) even as they denounced each other publicly. It is also why they acted swiftly to reach a compromise deal (kept secret for decades) that involved the dismantling of U.S. medium-range missiles in Turkey in exchange for a Soviet nuclear withdrawal from Cuba.

Like Kennedy, Khrushchev had experienced the horror of World War II. He knew that nuclear war would be many times more destructive. Kremlin archives show that for all his bloodcurdling rhetoric, Khrushchev was determined to find a peaceful solution as soon as it became clear that his nuclear gamble had failed. Mr. Putin, by contrast, has chosen to raise the stakes at every critical point. Escalation has become his preferred tactic.

All this is taking place against the background of a communications revolution that has sped up the pace of warfare and diplomacy, resolving some of the technological challenges faced by Kennedy and Khrushchev but creating new ones in their place. It no longer takes [12 hours](#) to transmit a coded telegram from Washington to Moscow. These days, news travels from the battlefield almost instantaneously, putting pressure on political leaders to make hasty decisions. A U.S. president no longer has the luxury that Kennedy enjoyed in October 1962 of taking six days to consider his response to the discovery of Soviet nuclear missiles in Cuba.

We have not begun to approach the nuclear alert levels that characterized the Cuban missile crisis. While Mr. Putin has talked about putting his nuclear forces on [heightened alert](#), there appears to be no confirmation of unusual movements in that direction. The most dangerous phase of the Cuban missile crisis lasted just 13 days; we are already in the eighth month of the war in Ukraine, with no end in sight. The longer it drags on, the greater the threat of some terrible miscalculation.

Michael Dobbs is a former foreign correspondent who covered the collapse of communism and is the author of "One Minute to Midnight: Kennedy, Khrushchev and Castro on the Brink of Nuclear War."

5 octobre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/campus/article/2022/10/05/marquage-a-gauche-qui-s-accentue-culture-de-la-protestation-dans-la-tete-d-un-etudiant-de-sciences-po_6144428_4401467.html

Dans la tête d'un étudiant de Sciences Po

Dans « Une jeunesse engagée », enquête à paraître jeudi 6 octobre, le professeur de sciences politiques Martial Foucault et la sociologue Anne Muxel décrivent l'évolution du profil socio-politique des étudiants de l'école parisienne, à vingt ans d'intervalle avec une première étude.

Par [Soazig Le Nevé](#)

Publié aujourd'hui à 05h15, mis à jour à 08h37



Des étudiants de Sciences Po écoutent le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, qui s'exprime par vidéoconférence à l'Institut d'études politiques de Paris, le 11 mai 2022. YOAN VALAT / EPA

Scrutés, raillés ou fantasmés, les élèves de Sciences Po laissent rarement indifférent. La majorité d'entre eux exercera des responsabilités à la tête de l'Etat comme au sein du secteur privé – plus de 70 % choisissent d'y faire carrière –, et à ce titre, ils figurent parmi les étudiants les mieux identifiés dans la vaste communauté de l'enseignement supérieur.

Leur école, rue Saint-Guillaume, à Paris, du haut de ses 150 ans, est une institution française dont l'attractivité n'a cessé de croître : en 2021, année de son entrée [sur la plate-forme Parcoursup](#), le nombre de candidats lycéens a bondi de 100 %, atteignant 18 000 pour un taux de sélectivité oscillant autour de 10 %. En vingt ans, Sciences Po a triplé ses effectifs (plus de 12 000 étudiants en bachelor, master et doctorat) et ouvert pas moins de sept campus, hors de Paris.

Qu'est-ce qui caractérise ces nouvelles recrues ? En quoi diffèrent-elles des précédentes mais aussi du reste de la jeunesse du pays ? Dans leur ouvrage *Une jeunesse engagée* (Presses de Sciences Po, 240 pages, 17 euros), qui sort en librairie jeudi 6 octobre, le professeur en science politique Martial Foucault et la sociologue Anne Muxel proposent une radiographie des étudiants au regard de la précédente enquête menée en 2002, par Anne Muxel, passant au crible leurs modes de vie, idées, valeurs et cultures politiques.

L'appartenance à une élite

En vingt ans, « l'individualisation du rapport à la politique a progressé ainsi que la défiance à l'égard des responsables politiques », observent le professeur, également directeur du Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) et sa consœur sociologue, directrice de recherche CNRS au Cevipof.

Le portrait qui ressort des quelque 5 000 réponses donne à voir des jeunes toujours plus engagés à gauche et dans la vie de la cité. Près de 36 % appartiennent à une association humanitaire ou caritative, une proportion qui a presque doublé en vingt ans. La double emprise de « *la disruption électorale du macronisme* » et de « *la tentation de la radicalité* » caractérise cette génération « *prompte à se mobiliser tout en sachant adapter son répertoire d'actions* », souligne Anne Muxel. « *Ils savent mieux que les autres jeunes emprunter différentes formes de participation politique et de citoyenneté, détaille-t-elle. Ils sont capables d'adopter des postures contestataires, jusqu'à des actions de blocage, mais en même temps, ils vont voter en très grand nombre [plus de 90 % lors de l'élection présidentielle] et l'abstention n'est pas compréhensible pour eux car ils font confiance à la démocratie représentative.* »

Premier changement de taille en vingt ans : la représentation de la fabrique des « élites dirigeantes ». Près de 70 % des étudiants considèrent appartenir à une élite contre 53 % en 2002, et pour en être, le premier critère cité est le réseau (36 %) contre les diplômes (36 %) il y a vingt ans. La naissance arrive deuxième, citée par 19 % des élèves, contre 4 % en 2002. Se prévaloir de connaissances et de compétences validées par un diplôme ne suffirait plus à justifier l'intégration au sein de cercles décisionnaires. « *Cela doit nous interpeller, estime M. Foucault. Nous, enseignants, sommes convaincus de délivrer du savoir et ainsi d'élever des esprits critiques, mais si les étudiants regardent cette accumulation de savoirs comme de peu d'importance dans leur insertion professionnelle, c'est tout le système éducatif qui est bousculé.* »

Une origine sociale encore marquée

Malgré les efforts de l'établissement pour s'ouvrir, initiés avec les « conventions ZEP » par l'ancien directeur Richard Descoings en 2001, « *le profil de l'étudiant de Sciences Po n'est pas à l'image de celui d'un étudiant de l'université. La naissance reste donc pour eux un profond facteur d'inégalité* », analyse Martial Foucault. Sur les bancs de l'école, l'origine sociale apparaît encore marquée : si la proportion d'enfants d'ouvriers et d'employés est passée de 3 % à 14 %, celle des enfants de cadres et de professions intellectuelles a progressé elle aussi, de 53 % à 58 %.

Sur l'échiquier politique, le positionnement des élèves s'est sensiblement affirmé à gauche, grimpa de 57 % à 71 %, alors que les 18-26 ans ne sont que 41 % à se définir de gauche. Déjà minoritaire en 2002, l'univers culturel et politique de la droite s'est totalement effacé et l'extrême droite demeure quasi-inexistante (1 %). Lors de la dernière élection présidentielle, le candidat de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, est arrivé premier, avec 55 % des suffrages. « *La politisation forte est une constante à Sciences Po mais vingt après, elle est plus affirmée, notamment chez les femmes* », souligne Anne Muxel. C'est le deuxième changement notable : une étudiante sur deux présente un indice fort de politisation, contre un étudiant sur trois. Le ratio était inverse en 2002.

Parmi tous, les étudiants étrangers (principalement allemands, américains et italiens), qui constituent la moitié des effectifs, sont ceux qui se positionnent le plus souvent à gauche (76 %) et présentent un potentiel protestataire supérieur, prêts à 50 % (contre 45 % des élèves français) à manifester pour défendre leurs idées. A 67 % (contre 41 %), ils pensent qu'il existe en France un « *racisme institutionnel* » et un racisme perçu tel un « *rapport social* ».

Vision catastrophique du futur

[Le « wokisme »](#) d'une certaine jeunesse anglo-saxonne aux revendications catégorielles et adepte de la « cancel culture » ne trouverait-il pas naturellement sa place sur les bancs de Sciences Po ? « *Les résultats sont plus nuancés, prévient Martial Foucault. Pour 53 %, le wokisme soulève une appréciation négative.* » Le terme partage la communauté en deux, au profit d'une « *prudence critique* », relève Anne Muxel. « *Ils sont mitigés sur cette notion, probablement parce qu'elle enferme et qu'elle est instrumentalisée, soit pour la dénoncer soit pour fournir une sorte de prêt-à-penser* », complète la sociologue.

Plus palpable cette fois, le pessimisme qu'expriment les élèves a de quoi inquiéter. Interrogés sur leurs « *imaginaires du futur* », les deux tiers ont livré des verbatim désespérés, centrés sur le réchauffement

climatique et le retour de la guerre en Europe. « *C'est une vision catastrophique à l'horizon 2050, relate Anne Muxel. "No future" est un slogan punk des années 1980 qui retrouve toute sa vigueur. »*

Leur conscience d'appartenir à une élite les conforte pourtant dans l'idée qu'ils vont « *apporter leur pierre à l'édifice, dans cette situation préoccupante* », poursuit Anne Muxel. « *Les étudiants de Sciences Po sont parfois perçus comme hors sol. Là, on ne pourra pas leur faire ce reproche* », conclut Martial Foucault. Face au poids de la contrainte actuelle et à venir, il leur reste une tâche des plus compliquées, selon lui : « *Savoir comment construire et impulser davantage d'audace politique.* »

5 octobre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/10/05/la-france-compte-deux-fois-moins-de-juges-par-habitant-que-les-autres-pays-du-conseil-de-l-europe_6144504_3224.html

La France compte deux fois moins de juges par habitant que les autres pays du Conseil de l'Europe

Selon la Commission européenne pour l'efficacité de la justice, la France dépense 72,53 euros par an et par habitant pour son système judiciaire, bien moins que l'Allemagne, qui y consacre 141 euros.

Par [Jean-Baptiste Jacquin](#)

Publié aujourd'hui à 12h00, mis à jour à 12h00



Manifestation de magistrats, le 30 janvier 2020, au palais de justice de Lyon. JEFF PACHOUD / AFP

Réparer la justice prendra du temps. Les chiffres comparant les moyens de la justice et son fonctionnement dans les 46 Etats du Conseil de l'Europe, publiés mercredi 5 octobre, restent cruels pour la France. **Selon le rapport 2022 de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (Cepej), basé sur les données de l'année 2020, la France dépense 72,53 euros par an et par habitant pour financer son système judiciaire (hors prisons, protection judiciaire de la jeunesse et fonctionnement du ministère), là où la moyenne européenne est de 78 euros. Une moyenne tirée par le bas par les pays d'Europe centrale.**

Par rapport à ses voisins directs comme l'Italie (82 euros par an et par habitant), l'Espagne (88 euros) ou l'Allemagne (141 euros), le fossé est impressionnant. Il ne s'est pas comblé malgré la hausse de 10 % de 2016 à 2020 du budget alloué au système judiciaire tricolore. Car les moyens de la justice ont aussi augmenté dans les autres pays européens. **Les 26 % de hausse de budget du ministère de la justice en trois ans (2021-2022-2023) devraient néanmoins commencer à se voir lors de la prochaine étude européenne en 2024.**

Ce constat vient conforter le diagnostic posé par les Etats généraux de la justice en juillet. Mais il n'est pas sûr que la promesse d'Emmanuel Macron de créer 1 500 postes de magistrats au cours du quinquennat suffira à combler le retard. **Selon la Cepej, la France comptait 11,2 juges pour 100 000 habitants en 2020, contre 22 en moyenne en Europe, et 3,2 procureurs (contre 11,8).**

De plus, les autres personnels, pourtant indispensables au fonctionnement de la justice que sont les greffiers, les fonctionnaires et les assistants spécialisés autour du juge, sont moins nombreux qu'ailleurs. Ce qui peut expliquer les difficultés de la France, car cela contredit la règle observée par la Cepej selon laquelle lorsque chaque juge est assisté par un plus grand nombre de personnels non juges, moins de juges sont nécessaires.

Justice civile embolisée

C'est l'un des défis auxquels le système français est confronté. « L'équipe autour du juge », censée l'aider pour les recherches juridiques et préparer les décisions, annoncée depuis longtemps comme une solution pour gérer tant les contentieux de masse que les litiges extrêmement complexes, tarde à devenir une réalité.

« *L'existence, aux côtés des juges, d'un personnel compétent exerçant des fonctions bien définies et doté d'un statut reconnu est une condition essentielle au fonctionnement efficace des systèmes judiciaires* », note la Cepej. **La France compte en moyenne 36 personnels non juges pour 100 000 habitants, bien en dessous d'une moyenne européenne située à 58.** La conséquence est une justice civile embolisée dont l'efficacité mesurée par la Cepej est parmi la plus mauvaise d'Europe en matière de taux de couverture et d'importance des stocks d'affaires.

Le ministre de la justice, Eric Dupond-Moretti, qui participait, mardi 4 octobre, à un débat organisé au Sénat sur les Etats généraux de la justice à la demande du groupe Les Républicains, a assuré que les choses s'étaient améliorées en 2021. Grâce, notamment, aux contractuels embauchés à cet effet. « *Le stock des affaires civiles a baissé de 28 % en moyenne au niveau national* », a-t-il annoncé.

Arlésienne depuis vingt ans

Alors qu'il promet pour les prochaines semaines l'annonce d'un plan d'action détaillé pour mettre en œuvre les « *mesures consensuelles* » issues des Etats généraux, il indique déjà que le recours à la médiation, notamment au moyen d'une césure dans le procès civil, est l'un des leviers qu'il compte utiliser. « *Une décision coconstruite est mieux acceptée par le justiciable* », plaide l'ancien avocat. Et cela permet au juge de se consacrer à d'autres dossiers.

Répondant à une question d'Hussein Bourgi, sénateur socialiste de l'Hérault, sur l'adéquation des effectifs, M. Dupond-Moretti a indiqué que le référentiel sur la charge de travail des magistrats sera disponible en décembre pour « *permettre à la direction des services judiciaires d'affiner les besoins des juridictions* ». Véritable arlésienne depuis plus de vingt ans, il était réclamé par les magistrats.

Les sénateurs ne se sont pas trompés en dénonçant, mardi, les retards considérables pris par le chantier numérique de la justice. **Les chiffres publiés le lendemain par le Conseil de l'Europe révèlent que les technologies de l'information et de la communication sont sous-utilisées dans les tribunaux français, que ce soit pour communiquer avec les juridictions ou comme outil d'aide à la décision. Seules les juridictions administratives font mieux que leurs homologues européennes. Preuve que c'est possible.**

Jean-Baptiste Jacquin

5 octobre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/10/05/440026-pour-un-retour-a-la-democratie-liberale-assise-sur-la-souverainete-de-lindividu>

Pour un retour à la démocratie libérale assise sur la souveraineté de l'individu

[Matthieu Creson](#)

Un plaidoyer pour une redécouverte de la place et du rôle respectifs de l'individu et de l'État qu'implique ou devrait impliquer toute démocratie libérale digne de ce nom.

Selon les Marcheurs du parti [LREM](#), le traditionnel clivage gauche/droite appartiendrait au passé, dans la mesure où les Français se moqueraient de savoir si une idée censée être salutaire pour eux relève de la gauche ou de la droite, du moment qu'elle donne de bons résultats. Si l'on peut en effet remettre en question la pertinence de catégories politiques figées comme droite et gauche – le grand penseur et économiste libéral du XIXe siècle, député des Landes sous la IIe République, [Frédéric Bastiat](#), ne siégeait-il pas à gauche à l'[Assemblée](#) ? -, reste **que la vraie « Révolution » – pour reprendre le titre de l'essai d'Emmanuel Macron (Paris, XO Éditions, 2016) – consisterait à libérer les Français du poids de l'étatisme, et non à continuer de faire croire que nous résoudrons nos problèmes par telle ou telle intervention ou réglementation étatique supplémentaire.**

Dans une démocratie véritablement libérale – laquelle diffère complètement d'une démocratie où une majorité tyrannique a tous les droits, y compris celui d'écrabouiller l'individu dans sa sphère d'autonomie propre -, **les citoyens n'ont pas à attendre passivement que leur situation s'améliore grâce à l'intervention de l'État, ou du fait de la survenue de quelque supposé homme politique providentiel que ce soit ; les solutions aux problèmes qui se posent à eux ne peuvent se trouver qu'en eux-mêmes**, que dans l'usage qu'ils font de leurs ressources personnelles, ressources qu'ils peuvent librement choisir de mettre en commun avec d'autres s'ils le souhaitent, par convergence d'intérêts licites. **Dans une démocratie libérale, c'est-à-dire une démocratie assise sur le respect des droits individuels inaliénables, et sur la circonscription du pouvoir étatique dans des limites nettement définies, ce sont les individus qui sont les principaux acteurs de leur propre destinée, de leurs réussites comme de leurs échecs, de leur bonheur comme de leur malheur.**

Dans une société pleinement libre, l'individu peut certes connaître le succès comme l'insuccès – un, voire plusieurs échecs, étant parfois le prélude à sa réussite future -, mais dans un cas comme dans l'autre il ne s'appartient, ou devrait ne s'appartenir qu'à lui-même. C'est dans les sociétés anciennes, tribales ou féodales, que les individus, considérés comme la propriété du chef ou de la collectivité, dépossédés ainsi d'eux-mêmes, n'ont d'autre rôle que celui qui leur est imparti d'en haut, sans réelle possibilité pour eux de décider ou d'agir pour leur propre compte, en leur âme et conscience. **A contrario, dans une démocratie libérale, les dirigeants doivent pour l'essentiel se borner à garantir le respect de l'État de droit, cadre législatif nécessaire, sans lequel il ne saurait sans doute y avoir de libre accomplissement des individus par eux-mêmes** ; or bien souvent nos dirigeants tentent de nous faire croire qu'eux seuls sont à même de nous fournir les « recettes » propices au succès et au bien-être des individus, ce qui revient alors à entretenir le mythe selon lequel ces derniers ne peuvent réellement exister que dans ou par l'État.

Dans une démocratie libérale, le rôle premier du politique ne consiste pas à prendre des « mesures » ou à établir des « dispositifs » en tous genres ; il ne consiste pas à légiférer à tour de bras sous prétexte qu'il y va de l'intérêt général, mais à garantir l'autonomie de la société civile, condition *sine qua non* au développement et à l'épanouissement et des individus qui la composent.

À cet égard, notre État doit cesser d'être un État encore largement guidé par les idées collectivistes, et doit devenir un **État libéral** : un État faisant respecter l'État de droit, mais laissant le soin aux

individus de se déterminer eux-mêmes, de créer et d'innover librement, d'accroître les limites de leur champ d'action, sans jamais chercher à se substituer à eux dans leurs choix ou la conduite de leur existence. En d'autres termes, notre État doit cesser d'être, comme dit Max Stirner dans *L'Unique et sa propriété* (1844), « *l'ostracisme organisé des Moi* » ; et il doit aussi savoir revenir aux **principes fondateurs de 1789 que sont le respect de la liberté individuelle et de la propriété privée**¹.

De cet État libéral – contradiction qui n'est en fait qu'apparente -, nous sommes encore bien trop éloignés, sans doute parce que **l'expérience socialiste faite au XXe siècle, à laquelle nombre de pays de par le monde se sont livrés avec les résultats catastrophiques que l'on sait, aura, en dépit de ses échecs patents, durablement marqué notre perception du rapport souhaitable entre l'État et les individus. Les « progressistes » n'ont en effet cessé de vanter les mérites supposés de notre (coûteux) « modèle social », ensemble d'acquis auxquels les Français ne renonceraient dit-on pour rien au monde, sous peine de devoir à nouveau sombrer dans le capitalisme « sauvage » du XIXe siècle et la « tyrannie » du marché libre. Ce à quoi nous répondrons que la plupart des problèmes auxquels la France est confrontée depuis des décennies, que ceux-ci soient notamment d'ordre économique ou social, tient justement au fardeau accablant du progressisme et de l'interventionnisme étatiques, incompatibles avec les principes fondamentaux d'un État libéral. La seule « révolution » que nous pouvons donc souhaiter voir advenir est celle qui nous délivrerait enfin une fois pour toutes de la tyrannie étouffante de l'expansionnisme étatiste, chose qui impliquerait alors une mue complète de notre État, dont le fonctionnement est encore trop marqué par les principes collectivistes, en un État authentiquement libéral.**

Les « progressistes » auto-proclamés ne manqueront pas de voir dans ces lignes la marque d'un « conservatisme » étriqué et « réactionnaire ». Or quels sont les vrais progressistes et quels sont les vrais conservateurs ? L'essayiste américain Dinesh D'Souza a écrit qu'être « conservateur » (au sens américain du terme, c'est-à-dire l'opposé de *liberal*, qui désigne paradoxalement en anglais le soutien accordé à l'interventionnisme étatique), c'est vouloir préserver les acquis de la Révolution américaine – que, soit dit en passant, nombre de démocrates radicaux, adeptes du politiquement correct *woke*, s'efforcent actuellement de détricoter. Il serait peut-être enfin temps d'établir en France un véritable conservatisme de cette nature, c'est-à-dire un conservatisme entendant conserver précisément les acquis fondamentaux de notre Révolution, laquelle fut foncièrement libérale, en dépit de son dévoiement mortifère que constitua la dictature jacobine.

Ce n'est qu'en redécouvrant ces apports, ce n'est qu'en reprenant conscience de l'existence **d'une riche et puissante tradition intellectuelle libérale française, remontant aux XVIIIe et XIXe siècles (Montesquieu, les physiocrates, Turgot, Condorcet, Sieyès, Jean-Baptiste Say, Germaine de Staël, Benjamin Constant, Frédéric Bastiat, Tocqueville, Gustave Le Bon, etc.)**, que les Français pourront alors peut-être renouer avec le goût de la liberté individuelle, et ainsi avancer dans la direction souhaitable du recouvrement de leur propre autonomie économique et culturelle. Mais ces derniers n'y arriveront pas s'ils continuent de croire que leur destin est entre les mains **des dirigeants politiques, lesquels, ne l'oublions jamais, entendent accroître toujours davantage la sphère de l'État au détriment de celle des individus.**

Article initialement paru sur le site de la Revue Politique et Parlementaire. Lien vers [l'article original](#).

1. Sur les principes fondamentaux de la Révolution française, voir par exemple *Aux sources du modèle libéral français*, sous la direction d'Alain Madelin, Paris, Perrin, 1997.

5 octobre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/10/05/440059-la-france-insoumise-trop-radicale-pour-les-francais>

La France Insoumise trop radicale pour les Français

[Alexandre Massaux](#)

Le comportement de la France Insoumise à l'Assemblée nationale est de plus en plus impopulaire, là où le Rassemblement national (RN) tire de plus en plus son épingle du jeu.

À l'heure où la députée de la France Insoumise (LFI) Obono sort « mangez vos morts » sur [twitter](#), on peut se poser la question de la popularité de son parti.

[L'enquête annuelle](#) d'Ipsos et Sopra Steria pour Le Monde, la Fondation Jean Jaurès et le CEVIPOF met en avant les divergences des Français et leur opinion des [partis politiques](#). L'un des éléments clés de l'édition septembre 2022 de ce sondage est leur vision de l'Assemblée nationale et de sa composition actuelle. Force est de constater que le comportement de la France Insoumise est de plus en plus impopulaire, là où le [Rassemblement national](#) (RN) tire de plus en plus son épingle du jeu.

Les Français indifférents à l'absence d'une majorité absolue à l'Assemblée

Un Français sur deux estime que l'absence de majorité absolue à l'Assemblée nationale n'a pas d'impact significatif sur le fonctionnement de la démocratie. En effet, 48 % des Français jugent cette situation comme étant « ni mieux, ni moins bien ». De plus, 21 % considèrent que la situation actuelle est meilleure.

Ce sondage démontre que la majorité absolue au sein de l'Assemblée n'est pas une nécessité pour les Français.

La France insoumise : le parti d'opposition le plus impopulaire

Quand il s'agit de l'opinion de la population sur le comportement à l'Assemblée nationale des différents partis d'opposition, la France Insoumise est le plus impopulaire. Seuls 24 % approuvent LFI. Inversement le RN et les républicains sont les deux partis les plus appréciés avec 35 % d'approbation. Les formations socialistes, communistes et écologistes ont entre 27 et 29 % de popularité.

En cause, 53 % des Français trouvent que l'opposition de LFI est trop radicale, contre 34 % pour le RN.

La France Insoumise plus haïe que le Rassemblement national

En 2022, 57 % des Français estiment que LFI est dangereuse pour la démocratie. Ce pourcentage était de 51 % en 2020. Inversement, si le RN était considéré comme une menace par 61 % des Français en 2020, ils ne sont plus que 54 % à le voir comme tel en 2022.

De même, 59 % voient LFI comme un parti qui attise la violence contre 57 % pour le RN.

À certains égards, le RN parvient peu à peu à réussir sa dédiablement là où LFI est en passe de devenir la force la plus crainte par les Français.

Une ouverture pour Les républicains ?

Les Républicains sont perçus comme les moins dangereux pour la démocratie parmi tous les partis (y compris LREM). Le fait qu'ils aient une relative popularité à l'Assemblée peut leur donner une ouverture politique en tant que modérateur.

La question qui se pose : vont-ils accomplir leur tournant libéral ?

5 octobre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/feuilleton/annalena-baerbock-behauptet-gewalt-gegen-iranische-frauen-habe-nichts-mit-religion-zu-tun-ein-gefaehrlicher-irrtum-ld.1705590>

Annalena Baerbock behauptet, Gewalt gegen iranische Frauen habe nichts mit Religion zu tun. Ein gefährlicher Irrtum

Iranische Frauen kämpfen gegen das Mullah-Regime, Intellektuelle im arabischen Raum drängen auf eine Reformierung des Islam. Im Westen werden diese Debatten verhindert – auch weil führende Politikerinnen Zusammenhänge nicht sehen wollen.

Ahmad Mansour 05.10.2022, 05.30 Uhr



Bloss nicht den Islam kritisieren: Verhüllte Frauen in Isfahan.

Tuul & Bruno Morandi / The Image Bank / Getty

Sie sind mutig, sie sind klar, sie sind bereit, Opfer zu bringen: Derzeit gehen vor allem Frauen in Iran auf die Strasse, um sich der engen Regeln und des Bestrafungssystems zu entledigen, das ihnen die Mullahs auferlegt haben – legitimiert durch eine Religion. Die deutsche Aussenministerin Annalena Baerbock (Grüne) hat dagegen in einer Bundestagsrede behauptet, die Gewalt gegen Frauen in Iran – angeordnet von einem islamistischen Regime – habe mit Religion und Kultur «nichts, aber auch gar nichts zu tun». Das ist ein neuer Tiefpunkt in der Unfähigkeit, die Ursachen für Terror, Unterdrückung und Ungleichberechtigung zu erkennen. Und zeigt: Debatten um den Islam und seine Ausprägungen sind im Westen nicht gewollt.

Laut den französischen Publizistinnen und Feministinnen Caroline Fourest und Fiammetta Venner wurden in Iran schon direkt nach der Revolution von 1979 all jene Iranerinnen, die die strengen Bekleidungsregeln kritisierten, als «islamophob» bezeichnet. Dem iranischen Regime diene dieser Terminus als Kampfbegriff, um seine Gegner zu diffamieren. Das funktioniert auch heute, hier in Europa. Der Vorwurf der Islamophobie wird inzwischen so schnell erhoben, dass aus Angst davor, rassistisch zu sein, lieber gar keine Kritik am Islam geübt wird.

Polizisten suchen nach «unislamischem Verhalten»

Aus genau dieser Angst fällt die deutsche Aussenministerin mit ihrer Aussage vielen Frauen in den Rücken. Dies nicht nur in Iran, sondern auch in anderen muslimischen Ländern und in Europa. Sie verbreitet ungewollt islamistische Propaganda. Eine feministische Aussenpolitik, für die Annalena Baerbock offiziell eintritt, sollte anders aussehen. Die iranischen Frauen kämpfen gegen antiemanzipatorische Vorschriften, gegen ein System der Unterdrückung im Namen des Islams. Sie wollen sich ihre Freiheit vom Kopftuch erkämpfen, ohne dass sie von religiösen Autoritäten, Nachbarn, Freunden, Eltern oder Brüdern als unislamisch und unmoralisch bezeichnet werden.

Neben ihrer obsessiven Fixierung auf das Kopftuch sucht die iranische Sittenpolizei auch im privaten Raum nach «unislamischem» Verhalten. Sie geht gegen Jugendliche vor, die Untergrundpartys feiern, gegen unverheiratete Paare und gegen alles, was ihrer Meinung nach gegen islamische Regeln verstösst. Jeder kleine Fehltritt zieht hohe Strafen nach sich. Im Untergrund, etwa im Darknet, in den sozialen Netzwerken und geschützten Räumen von Universitäten, wird Kritik an diesem System seit Jahren klar und deutlich geäussert.

Das, was wir gerade in Iran erleben, ist nur eine Konsequenz aus diesem Unmut. Viele Menschen wollen kein Regime mehr finanzieren, das überall im Nahen Osten Terror verbreitet. Sie wollen nicht gezwungen werden, nach den Regeln der Mullahs zu leben, sie wollen keinen Staat, kein System, kein Religionsverständnis haben, das ihre Menschenrechte systematisch unterdrückt.

Unterschiedliche Strategien, ähnliche Ziele

Im Westen distanziert sich die grosse Mehrheit der Muslime deutlich vom iranischen Regime und zeigt sich solidarisch mit den Frauen in Iran. Das gilt auch für Politiker, Medien und Intellektuelle. Muslime und Nichtmuslime gehen auf die Strasse und protestieren für Freiheit und Emanzipation. Gleichzeitig werden viele Muslime nicht müde zu betonen, dass die Unterdrückung und der Zwang, die in Iran herrschen, mit dem Islam – mit ihrem Islam – nichts zu tun haben. Das ist gut und muss so sein. Aber reicht das aus?

Ich meine: nein. Seit dem 11. September 2001 diskutieren Medien, Politik und Wissenschaft über den Islam, wir Muslime aber drehen uns im Kreis. Wir geben uns damit zufrieden, eine Distanzhaltung einzunehmen: «Das hat mit dem Islam nichts zu tun.» Wer so spricht, traut sich nicht zu fragen, warum von muslimischen Kreisen derart viel Terror und Unterdrückung ausgeht. Der Islamische Staat, die Hamas, der saudische Wahhabismus, die Muslimbruderschaft, das iranische Regime, der türkische Präsident Erdoğan, die Terrororganisationen al-Shabab, Boko Haram, al-Kaida und die Taliban – es gibt eine Vielzahl von islamistischen Strömungen mit unterschiedlichen Ausprägungen, Intensitäten und Strategien.

Aber ihre Ziele und Visionen gleichen sich: Sie verstehen ihre Religion nicht nur als spirituelle Angelegenheit, sondern als umfassende Ideologie. Der Islam regelt demnach religiöse Rituale genauso wie den politischen Alltag, die Persönlichkeitsrechte, den Umgang mit Minderheiten, mit Frauen und mit der Familie. Er regelt Krieg und Frieden und umfasst jeden Bereich des Lebens. Auf diese Art herrschte bereits der Prophet Mohammed vor 1400 Jahren. Und daraus ziehen Islamisten von heute die Legitimation, es ihm gleichzutun.

Gemeinsame Feindbilder

Imame, auch solche, die in Europa praktizieren, stellen Muslime in Predigten als Opfer dar. Man pflegt Feindbilder, predigt gegen den bösen Westen, die Demokratie, die Nichtmuslime, die nicht praktizierenden Muslime, die Islamkritiker. «Gut» sind in dieser Weltsicht nur die eigenen Anhänger, die der reinen Lehre des Islams in all seinen Geboten folgen. Die beiden, der Imam von nebenan und der Ayatollah in Iran, teilen viele Werte, Ängste, Tabus, Abwehrstrategien, Ideale. Ihre Haltung zum Umgang mit «Ungläubigen» oder zur Rolle von Mann und Frau unterscheidet sich nur graduell, nicht prinzipiell. Die Basis ist die gleiche. Es sind diese veralteten Inhalte, die mit der aufgeklärten Moderne derart in Kollision geraten, dass aus der Reibung Islamismus entstehen kann. Gefährlich sind die radikalen Strömungen nicht etwa, weil sie so anders sind als der vom «Mustafa»-Normalbürger gelebte Islam – es ist vielmehr die Ähnlichkeit mit diesem Islam, der sie gefährlich macht.

Mit der Behauptung, die absolute und einzige Wahrheit zu besitzen – die auch von evangelikalen Fundamentalisten zu hören ist –, geht das Verbot einher, Aussagen zu hinterfragen und kritisch zu denken. Neue, zeitgemässe Deutungen des Korans und wissenschaftliche Erkenntnisse zur Geschichte des Islams dürfen weder gelesen noch diskutiert werden. Hinzu kommt die Unterdrückung und Tabuisierung der Sexualität, die sich auch in Kopftuchvorschriften manifestieren kann. All dies ist Teil einer einschüchternden Pädagogik, die Hand in Hand geht mit der Angst vor der Hölle und einer gleichzeitigen Heroisierung des Todes.

Nur eine offene Debatte hilft dem Islam

Diese Aspekte werden von vielen Muslimen in Iran, aber auch in Saudiarabien, in Jordanien oder in Ägypten diskutiert. Die Kritik wird lauter, vor allem in sozialen Netzwerken. Mehr und mehr Menschen trauen sich, öffentlich ihre Zweifel zu äussern, deutliche Worte zu finden und die heiligen Texte zu kritisieren. Sie tun es, anders als in Europa, unter Lebensgefahr. Umso dringender braucht es genau jetzt Vorbilder: demokratische und liberale Muslime, die vorleben, dass der Islam auch ohne traditionelle Doktrin möglich ist. Die ihre Religion ohne Wenn und Aber mit Demokratie und Menschenrechten vereinbaren und in der Religion für sich Stärke, Identität und eine Bewältigungsstrategie finden – und die vom Westen darin unterstützt werden.

Doch statt eine innerislamische Debatte in Europa zu fordern, verlieren sich die meisten Muslime im innereuropäischen Kampf zwischen links und rechts. Die einen wollen Muslime und ihre Religion kollektiv verteufeln, die anderen wollen sie kollektiv als (Rassismus-)Opfer beschützen. Doch Muslime werden nicht dadurch geschützt, dass bitter notwendige Debatten verhindert werden und ihnen die Eigenverantwortung genommen wird.

Wer also «den Islam» schützen will, sollte sich fragen: wovor? Vor der Reform, die er so dringend braucht? Je offener die Debatte werden darf, desto mehr wird für den Islam getan. Und dazu gehört auch die Erkenntnis, dass Reformen, Kritik, Hinterfragen und Zweifeln nicht länger ignoriert werden dürfen. Weghören und wie Annalena Baerbock religiöse Hintergründe ausblenden, schützt den Islam so wenig, wie die Islamisten mit ihren Regimen den Islam schützen. Es ist Zeit, endlich das zusammenhängende Bild zu erkennen.

Ahmad Mansour ist Diplom-Psychologe und Autor aus Berlin. Er arbeitet in der Extremismusprävention und im Integrationsbereich. Im Verlag S. Fischer ist gerade sein neues Buch erschienen, «Operation Allah. Wie der politische Islam unsere Demokratie unterwandern will».

•

5 octobre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/postillon/gaspard-koenig-pour-en-finir-avec-le-president-04-10-2022-2492424_3961.php

Gaspard Kœnig : pour en finir avec le président !

Dans un livre, l'essayiste libéral prône la suppression de l'élection du chef de l'État au suffrage universel. Bruno Retailleau et Éric Ciotti réagissent.

Par [Jérôme Cordelier](#)



L'essayiste libéral Gaspard Kœnig. © ROLF VENNENBERND / DPA PICTURE-ALLIANCE VIA AFP

Publié le 04/10/2022 à 16h00

À force [de vouloir tout simplifier, le libéral Gaspard Kœnig](#) veut désormais couper la tête au président de la République. Pour le créatif essayiste, [qui n'a pu se présenter à la présidentielle faute de signatures](#) d'élus, le présidentielisme exacerbé auquel conduit la pratique de la Ve République post-gaullienne ruine la dynamique de la nation. Dans le système institutionnel Kœnig, décrit dans son nouvel essai, *Contr'un – clin d'œil à La Boétie* –, le chef de l'État, non élu au suffrage universel, se bornerait ainsi à délivrer « des avis, parfois fermes, mais non des instructions », selon la formule du constitutionnaliste Georges Vedel ; et le gouvernement tiendrait la barre de l'exécutif.

Gaspard Kœnig propose un retour à un régime d'assemblée, tel que le voulait le projet Debré de 1958, mais tempéré par une démocratie locale puissante, notamment en ouvrant le recours au référendum d'initiative citoyenne (RIC). Le cavalier Kœnig déboulonne de Gaulle et s'entiche du mythique [Pierre Mendès France](#), parce que ce dernier prônait la « dépersonnalisation du pouvoir » et une « démocratie généralisée », favorisant l'action des citoyens et les libertés locales.

Selon un sondage Ifop commandé par Génération libre, le think tank de Gaspard Kœnig, et son éditeur, L'Observatoire, 60 % des Français seraient favorables à ce que l'élection présidentielle au suffrage universel soit remplacée par des formes démocratiques plus participatives. Et les politiques, qu'en pensent-ils ? Nous avons demandé à [Éric Ciotti](#) et à [Bruno Retailleau](#), les deux challengers du match politique du moment, [celui pour la présidence des Républicains](#), de réagir. Le débat reste ouvert.

GASPARD
KœNIG

CONTR'UN
POUR EN FINIR AVEC
L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE



Contr'un. Pour en finir avec l'élection présidentielle, de Gaspard Kœnig (Éditions de l'Observatoire, 224 p., 20 €).

Extraits

Halte à l'hyper-présidence

Ma conviction est que l'élection du président au suffrage universel direct, approuvée en 1962 par moins de la moitié des inscrits, représente une rupture majeure dans notre histoire républicaine, faisant d'un homme non plus la clé de voûte, mais le pilier central de nos institutions. Cette concentration de la légitimité démocratique en un seul et unique point transforme le débat public en un pugilat de personnalités qui ne peuvent avoir d'autres objectifs que la présidence. Voilà qui désespère les responsables politiques, dont la carrière est inévitablement (sauf miracle) un échec ; irrite les citoyens qui sont toujours déçus par leur champion ; et condamne la société civile à plaider sa cause auprès du prince. Ce n'est pas seulement une question de mécanique constitutionnelle. Notre mentalité collective est façonnée par ce système électoral. L'objectif ultime des directeurs de think tank, univers qui m'est familier depuis une dizaine d'années, est d'être reçus par un conseiller de l'Élysée, extension de la personne divine à même d'apporter le bon parapheur, avec la bonne recommandation, sur le bureau sacré. Le premier réflexe des associations ou de collectifs ayant une cause à défendre est de publier une « lettre ouverte au président » en titillant ses sentiments, en lui offrant une opportunité, voire en flattant son désir de postérité, bref en jouant sur tout ce qui devrait être laissé hors du champ de l'argumentation démocratique. Les particuliers eux aussi s'adressent massivement à leur souverain. (...)

Nous ne nous considérons plus comme des citoyens capables de discuter de nos affaires et d'en décider, mais comme des quémandeurs à la recherche d'une faveur ou d'un signe de reconnaissance. Nous avons intégré l'arbitraire comme principe de la décision publique. Tout ce qui sort de la bouche du président élu semble, par la vertu d'un plébiscite quinquennal, marqué du sceau de la démocratie.

Plus de démocratie locale

La décentralisation à l'œuvre depuis les années 1980 a paradoxalement dépouillé les communes françaises de leurs pouvoirs comme de leurs moyens d'action. (...) Il faut inverser cette logique et instaurer une « subsidiarité ascendante » où le plus petit échelon local détermine ses propres compétences, règle lui-même ses affaires et délègue ce dont il ne veut ou ne peut se charger à l'échelon supérieur – et ainsi de suite jusqu'à l'État, voiture-balai pour les problèmes complexes, comme c'est son rôle. Ce principe permettrait à chaque collectivité territoriale de s'autodéfinir et de se saisir des politiques publiques qu'elle souhaite mettre en œuvre, dans la limite bien sûr des libertés fondamentales et des prérogatives régaliennes (une commune ne pourrait pas constituer sa propre armée...). Ainsi émergerait non pas une nouvelle organisation

territoriale, mais une large variété d'organisations différentes suivant les régions, de l'autonomie quasi complète au statu quo. (...)

Plutôt que de militer et de protester, on tâcherait de persuader ses voisins. Gaspard Kœnig

Subsidiarité ascendante et RIC [référendum d'initiative citoyenne, NDLR] : ainsi naîtraient partout en [France](#) des assemblées citoyennes, physiques ou virtuelles, prenant en main les sujets de proximité les plus concrets ou essayant d'élaborer des projets alternatifs. Il y en aurait pour tous les goûts : la Corse pourrait expérimenter le revenu universel, tel village lancer sa monnaie verte ou, plus modestement, telle association de riverains proposer la modification du plan de circulation. Plutôt que d'écrire des lettres au président de la République, on organiserait une pétition référendaire. Plutôt que de militer et de protester, on tâcherait de persuader ses voisins. Ainsi pourrait-on, comme le rêvait Tocqueville, « donner une vie politique à chaque portion du territoire, afin de multiplier à l'infini, pour les citoyens, les occasions d'agir ensemble ».

Ils ont lu Kœnig, leur réaction

Bruno Retailleau : « Ne revenons pas à l'entre-soi des élus de la IV^e République »



Bruno Retailleau. © JOEL SAGET / AFP

Le souverain, c'est le peuple, et supprimer l'élection présidentielle au suffrage universel direct ne ferait que renforcer ce sentiment grandissant d'une démocratie sans le peuple. Ne revenons pas à l'entre-soi des élus de la IV^e République. Ne créons pas une nouvelle blessure à la souveraineté populaire. Réaffirmons au contraire le devoir, pour le chef de l'État, de renforcer le lien direct qui l'unit au peuple français par le référendum. C'est aujourd'hui une nécessité politique, pour sortir de l'impuissance. Sur la question migratoire notamment : seul un référendum sur l'immigration permettra de surmonter les hésitations et d'affronter les juridictions qui nous empêchent d'expulser et de réguler. À condition, bien sûr, que le chef de l'État respecte la volonté populaire. Raison pour laquelle je n'avais pas voté le traité de Lisbonne qui reniait le « non » souverain des Français au référendum de 2005. Reste le problème de l'hyper-présidentialisation. Il ne tient pas à l'élection présidentielle mais à sa concomitance, depuis le quinquennat, avec les élections législatives, comme si la légitimité des députés procédait de celle du président. Ce n'est pas l'esprit originel de la Ve République. Sans doute faudra-t-il soit allonger le mandat présidentiel, soit réduire à quatre ans celui des députés, afin de rééquilibrer les pouvoirs. Réaffirmer la souveraineté populaire et renouer avec l'esprit fondateur de la Ve République : telle est l'exigence gaulliste que la droite doit porter.

Éric Ciotti : « Le problème n'est pas l'élection mais ceux que nous avons élus »



Éric Ciotti.© THOMAS COEX / AFP

Gaspard Koenig alimente encore une fois le débat. Mais il oublie que l'élection au suffrage universel confère au chef de l'État une stature que les Français demandent. Notre Constitution telle que l'a souhaitée le général de Gaulle garantit cette autorité supérieure. C'est la clé de voûte de la Ve République. La forte abstention à l'élection présidentielle ne vient pas du pouvoir d'un seul chef mais bien de l'usage qu'en font des chefs incapables de mener une politique véritablement courageuse pour la France. Cette défiance est le fait des politiciens de circonstances François Hollande et [Emmanuel Macron](#), qui ont mis un pouvoir fort au service de l'immobilisme. Le problème n'est donc pas l'élection mais ceux que nous avons élus. Enfin, j'approuve l'analyse de Gaspard Koenig concernant la spirale de l'émotion et de la communication, devenue omniprésente dans l'élection présidentielle. Elle se fait aux dépens des convictions. Si je suis élu à la tête des Républicains, je compte mettre toutes mes forces pour favoriser le débat et l'émergence d'un corpus idéologique de droite. Je souhaite par ailleurs en finir avec le système des primaires pour désigner le plus rapidement possible notre chef. En évitant le combat de coqs, je veux justement favoriser l'émergence du projet.

5 octobre (Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/l-ecole-desemparee-face-aux-vetements-islamiques-20221004>

L'école désarmée face aux vêtements islamiques

Par [Aude Bariéty](#) et [Caroline Beyer](#)

Publié hier à 19:33, mis à jour hier à 20:15



Une lycéenne devant un établissement secondaire, à Orléans. *Eric MALOT/PHOTOPQR/REPUBLIQUE DU CENTRE*

DÉCRYPTAGE - Sujet tabou il y a quelques mois, le ministre de l'Éducation Pap Ndiaye reconnaît désormais une augmentation du port des abayas et des qamis.

«Il est vrai que depuis un an, le nombre de signalements relatifs à des tenues, disons islamiques, augmente. Il y a le fameux phénomène des abayas.» Ce mardi matin sur France 2, le ministre de l'Éducation nationale, Pap Ndiaye, s'est décidé à aborder un sujet encore totalement tabou il y a quelques mois. Celui du port des abayas, ces longues robes islamiques, et dans une moindre mesure des qamis, leur pendant masculin, qui s'impose peu à peu comme un phénomène bien réel dans les établissements scolaires. En attendant des données chiffrées qui devraient être rendues publiques mi-octobre.

Un phénomène qui *«peut être en effet sous-tendu par des agitateurs professionnels, qui ne veulent ni de bien à l'école, ni de bien à la République. Nous ne sommes pas naïfs là-dessus. Il s'agit d'appliquer fermement la loi de 2004»*, a ajouté celui qui, en juin, affichait la prudence et la nécessité d'*«évaluer à l'échelle nationale»* ce phénomène dont les médias s'étaient faits l'écho. À l'époque, plusieurs académies, notamment celle de Paris, ainsi que le Comité national d'action laïque (Cnal) avaient relevé la multiplication de ces tenues religieuses au moment du Ramadan.

Des propos sans ambiguïté

Il y a trois jours, la secrétaire d'État à la Citoyenneté, Sonia Backès, s'est emparée du sujet, avec ces propos sans ambiguïté sur Franceinfo: *«Est-ce que quand on n'est pas de religion musulmane, on porte des abayas? La réponse est non. (...) Bien sûr que les abayas sont des marqueurs religieux. Celles qui (les portent) le font en provocation.»* Venue de la droite, celle qui a succédé à Marlène Schiappa aux côtés du ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, a fermement rappelé la loi de 2004 - qui interdit les signes religieux dans les établissements scolaires -, s'opposant à toute *«tolérance»*.

Révélee par *L'Express*, la note du Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR) s'inquiétant, fin août, du port de certaines tenues religieuses dans les écoles, collèges et lycées, a remis le sujet sur le devant de la scène. Cette note faisait état d'une recrudescence de discours islamistes sur les réseaux sociaux remettant en cause la loi de 2004. Le 16 septembre, le ministère de l'Éducation nationale invitait ses recteurs à la vigilance sur le port de «*tenues susceptibles de manifester ostensiblement une appartenance religieuse*». Cette missive évoquait clairement l'abaya et le qamis, «*habituellement portés dans les mosquées*», à qui «*les élèves, et parfois leurs familles, dénie fréquemment toute dimension religieuse, mettant en avant leur caractère culturel*». «*Ces discours peuvent masquer une volonté de contournement de la loi*», poursuivait le texte, qui appelait les recteurs à «*une réponse unifiée*».

Loin de moi l'idée de généraliser. Mais il y a quelques élèves qui sont en cours de radicalisation et qui ont tendance à être des sortes de censeurs des autres sur le plan de la religion musulmane, qui vérifient et qui dénoncent

Une enseignante d'un lycée de banlieue parisienne classé Réseau d'éducation prioritaire (REP)

Mais selon Indépendance et direction-FO (ID-FO), deuxième syndicat des personnels de direction de l'Éducation nationale, cette alerte n'aura pour l'heure pas été réellement suivie d'effet dans les académies. Les chefs d'établissement attendent des consignes claires, alors que depuis quelques mois, des incidents se sont produits dans des établissements parisiens. En septembre, les policiers avaient interpellé un jeune homme qui menaçait une enseignante du lycée Simone-Weil (Paris 3^e), car celle-ci avait demandé à sa sœur de retirer son voile durant une sortie scolaire. En juin, au prestigieux lycée Charlemagne (Paris 4^e), une conseillère principale d'éducation avait eu une altercation avec une élève qui aurait refusé de retirer son voile pour passer l'examen du baccalauréat. Cible de menaces de mort, la fonctionnaire avait porté plainte. Au collège Condorcet, deux jeunes garçons avaient tenté de venir en cours revêtus de qamis. Ils avaient été exclus pour 8 jours. Une action forte, menée sans aucune publicité.

«Une vraie recrudescence»

Événements isolés ou partie émergée de l'iceberg? Les derniers chiffres, qui datent du printemps, faisaient état de 627 atteintes à la laïcité entre décembre 2021 et mars 2022. Les «ports de signes et tenues», eux, représentaient les atteintes les plus fréquentes (22 %), en hausse de 7 points depuis le précédent bilan. Mais ces statistiques, basées sur des signalements par les chefs d'établissements, posent le problème de l'exhaustivité. Et force est de constater que le sujet reste difficile à évoquer. Peu d'acteurs de terrain acceptent de s'exprimer, et presque aucun à visage découvert. «*Je remarque une vraie recrudescence des problèmes liés aux tenues, surtout depuis deux ou trois ans*», témoigne une enseignante d'un lycée de banlieue parisienne classé Réseau d'éducation prioritaire (REP). «*Loin de moi l'idée de généraliser. Mais il y a quelques élèves qui sont en cours de radicalisation et qui ont tendance à être des sortes de censeurs des autres sur le plan de la religion musulmane, qui vérifient et qui dénoncent. Je le vois en classe comme sur les réseaux sociaux.*» Mêmes échos du côté d'un autre professeur francilien, très expérimenté. «*Il y a quinze ans, la question des abayas, par exemple, ne posait pas de problèmes, alors qu'aujourd'hui c'est le cas. Et dans certains établissements, des collègues préfèrent être coulants sur ces questions de tenues religieuses*», rapporte celui qui vient de publier - anonymement - l'ouvrage *Ces petits renoncements qui tuent* (Plon, septembre 2022).

«*Et quand parle-t-on des lycées professionnels?*» interroge de son côté un troisième enseignant. *Les actuels débats donnent l'impression que la laïcité ne concerne pas ces élèves. Pourtant, le développement de l'apprentissage voulu par le président Macron devrait interroger*», ajoute-t-il. Les centres de formation des apprentis (CFA), ces organismes essentiellement privés appelés à se développer, ne prohibent en effet pas les signes religieux.

5 octobre (Figaro)

Eugénie Bastié: «Genre, voile, méthodes... Cinq ans après #MeToo, la grande fracture du féminisme»

Par [Eugénie Bastié](#)

Publié hier à 20:11, mis à jour hier à 20:39



Une marche #MeToo à Hollywood, en Californie, le 10 novembre 2018. SARAH MORRIS/Getty Images via AFP

ANALYSE - Derrière l'unité de façade qu'avait provoquée la révolution #MeToo, les divisions du néoféminisme éclatent au grand jour.

Il y a cinq ans, le visage d'Harvey Weinstein apparaissait en une du *New York Times*. Le journal révélait le système de prédation sexuelle mis en œuvre par le producteur auprès d'actrices hollywoodiennes. S'ensuivait une déferlante de témoignages sur les réseaux sociaux sous le mot dièse #MeToo. Cette clameur numérique devait ouvrir une nouvelle ère: la révolution néoféministe pouvait commencer sous la bannière d'une sororité mondialisée.

Cinq ans après, et alors qu'une véritable révolte féministe a lieu en Iran, jamais le féminisme occidental n'a été aussi divisé. Chef de file du féminisme beauvoirien, Élisabeth Badinter est conspuée par la nouvelle génération après son intervention sur France Inter. Sandrine Rousseau, meneuse de l'écoféminisme, est huée à la manifestation de soutien des femmes iraniennes. Julien Bayou, figure des très progressistes verts appelle à ne pas confondre «féminisme et maccarthysme». Comment en est-on arrivé là?

Derrière l'unité de façade qu'avait provoquée la révolution #Me Too, les divisions du néoféminisme éclatent au grand jour. Deux concernent le fond: le rapport à la question trans et le rapport au voile. Sur ces sujets, on assiste à l'explosion du paradigme central du néoféminisme: l'intersectionnalité. L'intersectionnalité postule une convergence des luttes entre LGBT, femmes et minorités «racisées» contre le mâle blanc hétérosexuel occidental.

L'alliance entre féministes et LGBT, centrale dans les années 1970, bute désormais sur la question transgenre, certaines féministes restant attachées au fondement biologique de la différence des sexes. Elles dénoncent le fait qu'on puisse désormais définir ce qu'est une femme par le simple ressenti. La créatrice d'*Harry Potter*, J.K. Rowling, victime d'une cabale ultra-violente au Royaume-Uni pour avoir dit qu'il existait une différence des sexes biologique, en a fait les frais.

L'alliance entre la minorité musulmane et les féministes se heurte quant à elle à la question du foulard. Comment être féministe et défendre le port d'un objet d'oppression patriarcale? Comment se battre à la fois pour les jeunes Iraniennes qui brûlent leurs tchadors et les tiktokeuses françaises qui expliquent comment contourner l'interdiction du voile à l'école? Les tenantes de l'universalisme républicain se fâchent avec les néoféministes identitaires et postcoloniales.

La révolte des femmes iraniennes révèle le décalage indécent d'un néoféminisme qui se bat en Occident pour dégenrer les barbecues et remodeler le langage, tout en feignant de croire que la révolution féministe n'a pas déjà eu lieu.

Une troisième rupture provoquée par le néoféminisme concerne la méthode employée pour s'attaquer au problème des violences sexuelles. Dans le sillage du mouvement #MeToo, certaines féministes exigent désormais que la parole des femmes soit crue a priori, et, face aux défaillances de l'institution judiciaire à traiter le phénomène des violences sexuelles, veulent y substituer le tribunal médiatique ou des outils de justice privée. Déjà dans une tribune publiée dans *Le Monde* en 2018, un collectif de 100 femmes, parmi lesquelles l'actrice Catherine Deneuve dénonçait une «*vague purificatoire*» qui «*ne sembl(ait) connaître aucune limite*». Julien Bayou en a été la victime. Le responsable d'EELV persiste à y voir non pas un «excès» du féminisme mais un «*dévoiement*». Il pose là une question intéressante. Où se situe la rupture entre féminisme et néoféminisme? Quand est-ce que les choses ont commencé à dérailler?

Les néoféministes ont la parade pour disqualifier leurs adversaires: vous nous résistez aujourd'hui comme vous résistiez hier à nos mères et nos grands-mères ; la révolution féministe a toujours suscité une opposition du patriarcat, et l'histoire a prouvé que la radicalité est nécessaire pour faire bouger les choses. Si vous n'êtes pas d'accord, «*allez manger vos morts*», comme dirait la députée Danièle Obono.....

Pourtant il semble qu'il y ait une différence de nature entre féminisme et néoféminisme, c'est tout simplement le contexte historique et socioculturel dans lequel il se déploie: le patriarcat a quasiment disparu d'Occident, et les inégalités résiduelles qui demeurent, les violences inacceptables qui continuent d'exister ne sont pas le fruit d'un système de domination fondé sur l'appropriation du corps des femmes par les hommes. Comme le résumait le chercheur Emmanuel Todd dans nos colonnes: «*Parler de patriarcat de façon indifférenciée pour évoquer la situation des femmes à Kaboul et dans la région parisienne n'a aucun sens.*» La révolte des femmes iraniennes révèle le décalage indécent d'un néoféminisme qui se bat en Occident pour dégenrer les barbecues et remodeler le langage, tout en feignant de croire que la révolution féministe n'a pas déjà eu lieu.

Non Julien Bayou et les gardiens de la police des mœurs de Téhéran n'ont rien en commun, et il serait temps de s'en souvenir.

5 octobre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/meinung/gleichstellung-gegen-das-opfer-lamento-von-links-ld.1705540>

GASTKOMMENTAR

Gleichstellung: gegen das Opfer-Lamento von links

Als bürgerliche Frauen machen wir uns für eine verbesserte Integration der Frauen im Erwerbsleben stark. Als moderne Frauen müssen wir aber weder belehrt noch gefördert werden. Das Narrativ der allüberall benachteiligten Frau ist kontraproduktiv.

Béatrice Acklin Zimmermann und Jill Nussbaumer 0 Kommentare 05.10.2022, 05.30 Uhr



SP, Grüne und Gewerkschaften geben vor, die Interessen «der Frauen» an sich zu vertreten. Das stösst bürgerlichen Frauen sauer auf.

Peter Schneider / Keystone

Wir bekennen: Wir haben für die Erhöhung des Frauenrentenalters gestimmt. Wir sind keine alten weissen Männer, sondern Frauen unterschiedlichen Alters.

Sind wir dem Patriarchat auf den Leim gegangen? Haben wir Verrat an der Sache der Frau begangen? Sind wir gar keine richtigen Frauen? Die Abstimmung bedeute einen Schlag ins Gesicht der Frauen, wetteten linke Frauen. Frauen, die der Angleichung des Rentenalters zugestimmt haben, auch weil sie darin einen weiteren Schritt in Richtung Gleichberechtigung sehen, passen offensichtlich nicht in ihr Bild.

Frauensolidarität und Stallgeruch

Frauen seien Opfer, versuchen sie uns weiszumachen. Wenn schon nicht Opfer eines spezifischen Mannes, dann halt Opfer des immer und überall wütenden Patriarchats. Frauen seien permanenter Benachteiligung ausgesetzt. Frauen hätten es schwer im Leben. Sie krampften und kämpften. Sie litten unter tieferen Löhnen, unbezahlter Familienarbeit und Doppelbelastung.

Aus diesen Gründen könne man ihnen nicht auch noch zumuten, ein Jahr länger zu arbeiten, lautet der Tenor linker Frauen, die – entgegen ihrer Doktrin von der Erwerbstätigkeit der Frauen – Frauen über 64 offensichtlich lieber beim Hüten der Enkelkinder als im Büro sehen wollen.

Wer sich als Frau dem Narrativ der von Ewigkeit zu Ewigkeit benachteiligten Frau widersetzt und nicht bereit ist, in den Chor der Opfer einzustimmen, erntet von linken Frauen im besten Fall Unverständnis, im schlechtesten Fall Verachtung und Hass, wie die Reaktionen nach der AHV-Abstimmung gezeigt haben.

Ist es mit der anlässlich der Frauensession im vergangenen Jahr vielbeschworenen Frauenpolitik als überparteilichem Anliegen bereits aus und vorbei? Ist die vermeintliche Einigkeit von Frauen in Sachen Gleichstellungspolitik mit der AHV-Abstimmung gewissermassen frühzeitig in Rente geschickt worden?

Gilt Frauensolidarität nur jenen, denen der eigene Stallgeruch anhaftet? Auf die Frage, ob denn eine Feministin immer links sein müsse, antwortete kürzlich die prononciert linke und mittlerweile zur Star-Feministin avancierte britische Journalistin Laurie Penny: «Es gibt natürlich auch Feministinnen rechter Parteien. Ich halte sie einfach nicht für besonders nützlich.»

Sind bürgerliche Feministinnen bei linken Frauen also nur geduldet, solange sie deren politischen Anliegen nützen? Statt abweichende Meinungen als frauenfeindlich zu brandmarken, sollten sich linke Frauen eingestehen, dass die Gleichstellungspolitik von Frauen womöglich vielfältiger und weniger ideologisch ist, als sie es sich wünschen.

Als bürgerliche Frauen, die den bürgerlichen Ursprung der Frauenbewegung hochhalten, kämpfen wir für gleiche Rechte, Freiheiten und die Selbstbestimmung von Frauen. Statt neuer Vorschriften und Zwänge durch Quoten und staatliche Übergriffe wollen wir mehr Freiheiten und Möglichkeiten für Frauen, beispielsweise durch die Einführung der Individualbesteuerung, flexiblere Arbeitsmodelle und durch ausgebauten Tagesschulstrukturen.

Gleichstellung mit Gendersternchen und Gratistampons?

Wir glauben nicht daran, dass die Gleichstellung mit Gendersternchen und Gratistampons vorangetrieben werden kann und eine gendergerechte Sprache Frauen im Tieflohnsektor zu einem besseren Leben verhilft.

Der Forderung linker Frauen, im Rahmen der bevorstehenden BVG-Revision darauf hinzuarbeiten, dass die massgeblich von Frauen geleistete Care-Arbeit in der beruflichen Vorsorge anrechenbar wird, können wir wenig abgewinnen, weil sie geschlechtsspezifische Zuordnungen verfestigt und Frauen vom (Wieder-)Einstieg ins Berufsleben abhält. Diese Problematik hat übrigens mit Iris von Roten eine bürgerliche Feministin bereits Ende der fünfziger Jahre erkannt, als sie vor einer bezahlten Reproduktionsarbeit warnte.

Als bürgerliche Frauen machen wir uns vielmehr stark für eine verbesserte und nachhaltige Integration der Frauen ins Erwerbsleben und für Chancengleichheit im Bildungswesen, weil Bildung der Schlüssel zur Selbstbestimmung der Frau ist. Als moderne Frauen im 21. Jahrhundert müssen wir weder belehrt noch gefördert werden. Wir denken selber und brauchen kein «Lehramt von links», das uns sagt, was wir als emanzipierte Frauen zu denken und zu tun haben.

Béatrice Acklin Zimmermann ist Theologin und Geschäftsführerin des Think-Tanks Liberethica; Jill Nussbaumer ist Volkswirtschaftlerin und Vizepräsidentin der Jungfreisinnigen Schweiz.

•
•

4 octobre (The Economist)

<https://www.economist.com/britain/2022/10/01/how-leninism-conquered-british-politics>

Britain | Bagehot

How Leninism conquered British politics

From Kwasi Kwarteng to Dominic Cummings to the Labour Party, **catastrophilia** is in vogue



Oct 1st 2022

“The worse, the better” is an old Leninist creed. Vladimir Lenin stole the concept from **Nikolay Chernyshevsky**, a 19th-century Russian author who spelt out his worldview in the novel “**What is to be done?**”. Lenin read it five times in one summer and named his own manifesto after it. Others are less keen. Martin Amis, an author, labelled it “**insuperably talentless**” and yet “**the most influential novel of all time**”. It still is. **The nihilistic cynicism that shaped Russia’s miserable 20th century now rules British politics.**

A Leninist fervour has gripped many of Britain’s leaders. For things to improve, runs this strand of thinking, they must first become so dreadful people are driven into action. It starts with the new government. Liz Truss, the new prime minister, has suffered a catastrophic start to her time in office. Markets have plunged, along with the party’s ratings; one poll puts the Conservatives a staggering 33 points behind Labour.

Yet cheerleaders applaud the chaos. A market slump is a form of cleansing, on this telling, after years of cheap money. Such turmoil is a “necessary transition” in the view of Allister Heath, a columnist at the *Telegraph*, which once prided itself on its bourgeois conservatism but now teems with revolutionary zeal. Mr Heath labelled the Conservative budget on September 23rd the “best I have ever heard”. True, he admitted, the transition from cheap to rational money “will be traumatic and could trigger a vicious global recession, higher unemployment and bankruptcies”. But, as any good Leninist knows, ends trump means.

Misery was seen as necessary, by Ms Truss and her allies. Margaret Thatcher’s own bumpy start was taken as a blueprint rather than something to be avoided. Kwasi Kwarteng, the chancellor of the exchequer, even wrote a short book about 1981, Thatcher’s *annus horribilis*. That year featured an unpopular budget, which triggered a letter from 364 economists calling on the government to change course, and dire poll ratings. Thatcher became Britain’s most unpopular post-war leader. Yet she won a large majority two years later. And, lo, a fallacy was born: Ms Truss would put forward an unpopular budget, endure dire poll ratings and therefore win a majority two years later. It would hurt, but it would work.

Some rebels in the Conservative Party have adopted their own Leninist pose of “revolutionary defeatism”, hoping that things will go so badly that the ruling classes can be overthrown. “During a reactionary war a revolutionary class cannot but desire the defeat of its government,” wrote Lenin in 1915. Grumpy “One Nation” Tories make for an unlikely vanguard but given the shocking state of the polls they may move against Ms Truss sooner rather than later.

Leninist logic was at the heart of the Brexit debate. While some on the campaign for Leave in 2016 thought it would be sunlit uplands from the off, the cannier were quite prepared for things to get very rocky if Britain exited the eu. The old system could not be reformed, argued Dominic Cummings, Vote Leave’s main strategist; it had to be smashed up. David Cameron called Michael Gove a “Maoist” even before they fell out over the referendum. Mr Gove revelled in this reputation; he had a poster of Lenin in his old office at the Department for Education.

The current woes of the Conservatives have been cheered on by some revolutionary veterans of Vote Leave, including those who went into government under Boris Johnson. “This is a great moment,” tweeted Mr Cummings when Mr Johnson was booted from office, even though he helped run the 2019 general-election campaign which won the Conservatives an 80-seat majority. “They’re truly screwed. The challenge is ‘plough the Tories into the earth like Carthage’”. That Mr Cummings worked relentlessly to put a party he held in contempt into power, under the leadership of a man he knew to be useless, is a fine example of 21st-century vanguardism.

Ardent Remainers fall prey to the same yearning for disaster. For Brexit to be undone, things must go abjectly wrong. It is not enough for the British economy to grow sluggishly; it must crumble. They fall victim to a version of the catastrophism employed by Brexiteers who argue that the entire European project is doomed whenever the eu hits a sticky patch. Many of the Remainers’ predictions have come true. Trade with the eu is more difficult; the benefits of leaving are few. But if Britain is to return to the European fold, things have to become much more painful.

Things Can Only Get Better...but first they must get worse

Labour’s catastrophilia is more rational. The sooner the Conservatives crash, the sooner Labour can take over and start piecing together the wreckage. For years Labour’s pitch has been that people’s lives were awful under the Conservatives. But this was only true for a small segment of British voters. Those who relied on benefits and on public services had a rough time of it; those who did not were fine. Now things are equally terrible for all. Inflation cuts across income groups and a mortgaged-up middle class faces a leap in bills. The economic circumstances could not be more different from the healthy ones that Labour inherited when Tony Blair won power in 1997. But the majority might be rather similar. Hooray!

Leninism was an elite project, and so is its British version. Voters, petrified about rising energy bills and mortgage costs, have far less interest in the creative destruction being pursued in their name. Yet this is precisely the problem, according to even the greyest figures from the *ancien regime* who have succumbed to this new ideology. “You can only really change course, make a step change, off the back of a burning platform,” remarked one former cabinet minister, blithely. **“People are living relatively comfortable lives. Why would they accept the need for radical change?” The worse, the better.**

4 octobre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/wirtschaft/gerhard-schwarz-wir-sollten-mit-rezessionen-leben-lernen-ld.1705028>

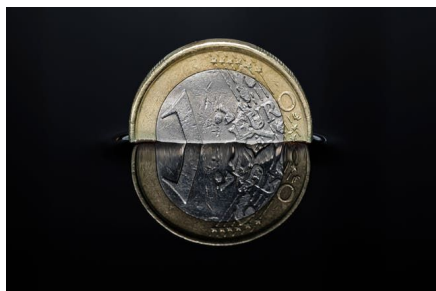
KOLUMNE

Wir sollten mit Rezessionen leben lernen

In der Politik dominiert die Ansicht, Rezessionen müssten mit allen Mitteln bekämpft werden; wenn das nicht gelinge, seien zumindest die Menschen vor deren Folgen zu schützen. Doch in einem gewissen Ausmass sind Konjunkturschwankungen normal und sollten gelassen hingenommen werden. Nur besonders grossen Ausschlägen und der Chronifizierung von Rezessionen sollte man beherzt entgegenreten.

Gerhard Schwarz

04.10.2022, 05.30 Uhr



Bei anhaltender Inflationsrate wie in Deutschland wäre das Geld innerhalb von sieben Jahren noch halb so viel wert.

Die Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD) erwartet für ihre mehrheitlich wohlhabenden Mitgliedsländer eine Phase «gedämpften Wachstums». Das ist euphemistisch, denn die Medien sind voll mit Rezessionsprognosen. Es ist kaum vorstellbar, dass die zumal im Euro-Raum zunächst verschlafene Bekämpfung der Inflation nun ohne Konjunkturunbruch abgehen könnte. Die Inflation weist nämlich fast galoppierende Züge auf. Für Deutschland rechnen Experten mit bald zweistelligen Teuerungsraten. Würden sie anhalten, wäre das Geld innerhalb von sieben Jahren noch halb so viel wert.

Eine solche Dynamik muss man beherzt bremsen, unter Inkaufnahme konjunktureller Kollateralschäden. Die Schweiz steht zwar besser da als ihre Nachbarn, aber angesichts ihrer Offenheit und Aussenhandelsorientierung wird sie vom Sog der Rezession mit erfasst werden.

Doch wäre eine Rezession so schlimm? Ist es sinnvoll, mit allen erdenklichen staatlichen Interventionen die Rezession zu bekämpfen oder Wirtschaft und Bevölkerung so sehr in Watte zu packen, dass sie von der Rezession fast nichts spüren? Die Fragen stellen, heisst, sie verneinen. Erstens muss man derzeit zwischen Rezession und Inflation abwägen. Da, wie die Erfahrung lehrt, aus jeder Inflation leicht eine unkontrollierbare Hyperinflation werden kann, gebührt der Inflationsbekämpfung der Vorrang.

Zweitens darf man nicht glauben, der Versuch der Staaten, mit Zuschüssen, Preisdeckelungen, 9-Euro-Tickets und Ähnlichem Kaufkraft und Nachfrage zu stabilisieren, sei gratis. Die Annehmlichkeiten der lockeren Geldpolitik kamen entgegen manch marktfeindlicher Propaganda fast allen zugute, und das Sicherungsnetz der Wohlfahrtsstaaten sorgt dafür, dass selbst die Schwächsten in einer Rezession nicht abstürzen. Vor diesem Hintergrund sollten auch alle die Last der Rezession tragen.

Drittens bringen Rezessionen eine Strukturbereinigung. Unternehmen, die schon vorher kaum über die Runden kamen, müssen in solchen Phasen redimensionieren oder ganz schliessen. Ihre Belegschaft wird zumal in einem Land wie der Schweiz, deren Arbeitsmarkt ohne Zuwanderung austrocknen würde, rasch andernorts Arbeit finden. Zugegeben: Pandemie, Energiepreisschock und Rezession kurz nacheinander können selbst gesunde Betriebe ins Schlingern bringen, so dass eine gewisse pragmatische Grosszügigkeit angebracht scheint. Aber deswegen jegliche Bereinigung zu torpedieren, wäre gleichwohl verheerend.

Viertens gab es in den letzten 40 Jahren in der Schweiz vier grössere Rückgänge des realen Bruttoinlandprodukts (zwischen 1 und 3 Prozent). Trotzdem hat sich die gesamtwirtschaftliche Wertschöpfung im gleichen Zeitraum verdoppelt. Diese längerfristige Perspektive relativiert die jeweilige kurzfristige Panik. Konjunkturschwankungen um einen Wachstumspfad gehören fast naturgesetzlich zu einer dynamischen Wirtschaft. Gefährlich sind sie nur, wenn sie zu gross oder chronisch werden. Das sollte man verhindern. Mit kleineren und kürzeren Rezessionen sollte man dagegen gelassener zu leben lernen.

4 octobre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/10/04/439958-nucleaire-promettre-lintenable>

Nucléaire : promettre l'intenable

André Pellen

Que reste-t-il de la variété et du nombre des savoir-faire de pointe qui légèrent au pays un outil industriel parmi les plus sophistiqués du monde 30 années durant ?

Il était une fois l'épopée industrielle connue sous le nom de [Programme Messmer](#).

En ce temps là, un conflit israélo arabe menaçait l'approvisionnement pétrolier du monde, conduisant nombre de pays à recourir dans la précipitation à un nucléaire dont le coût s'envolait aux États-Unis. Tout juste sorti de ses ruines de guerre, l'un d'eux proclama qu'il ferait mieux qu'à Fessenheim et à Bugey ce que personne n'avait fait avant lui : [construire 54 réacteurs en série](#). La suite montra sans équivoque que l'organisation industrielle inédite qui en naquit permet de maîtriser délais et coûts de construction, de maintenance et d'exploitation.

Nous étions en France, au début des années 1970

De fait, les Français construisirent vite et bien plus tard, leurs 58 tranches n'avaient toujours connu aucun incident grave au moment où Fessenheim fut assassiné. Près de 40 années durant, en revanche, ces tranches avaient gratifié le pays d'une certaine indépendance énergétique et ses habitants d'une électricité abondante et bon marché.

Comment tout ceci a-t-il été possible ? Lorsqu'un ménage fait construire son pavillon, il comprend vite que le choix du maître d'œuvre est capital pour le coût final et pour la date de livraison. De même, il entrevoit rapidement la nécessité d'un architecte chef d'orchestre organisant correctement la construction. Il en va rigoureusement ainsi de tout grand projet industriel, tel qu'aéroport, tunnel, gazoduc... ou centrale électrique. Le rôle parfois méconnu des architectes de tels projets est essentiel. Ils sont capables de découper ces derniers en multiples marchés, sélectionner les différentes entreprises qui apporteront leur contribution, organiser leur intervention, contrôler la qualité de leur travail et veiller au respect des délais et des coûts. Lorsque l'architecte faillit à cette tâche, comme lors de la construction de l'aéroport Willy Brandt de Berlin, la catastrophe est assurée, avec explosion des prix et retards démesurés.

C'est à une EDF avec laquelle celle d'aujourd'hui n'a plus rien à voir que fut tout naturellement confié la maîtrise d'œuvre du programme nucléaire historique, mais également – une singularité – celle d'architecte industriel de ses propres centrales. EDF-Équipement, le bras armé de l'entreprise, fut cet architecte opérationnel.

Ce dernier devait commander à un autre grand industriel pour construire l'ilot nucléaire, en partenariat étroit avec lui. Ce fut Framatome qui, peu d'années auparavant, n'était encore qu'une grosse PME. L'entreprise assumait les risques financiers et techniques considérables de la fourniture de l'ilot nucléaire des 54 réacteurs. Toutefois, palier après palier, le nombre d'unités mises en service permit d'améliorer substantiellement le modèle Westinghouse, les innovations apportées permettant de s'en éloigner régulièrement pour finir par « franciser » la filière. Débarrassée des brevets américains, l'industrie nucléaire française pouvait exporter ses propres réacteurs.

D'autres grandes entreprises vinrent enrichir le complexe industriel de leurs contributions spécialisées, Alstom pour la salle des machines et le groupe turbo alternateur, Bouygues et Vinci pour le génie civil, auxquels se joignirent une myriade de sous-traitants dans d'innombrables domaines techniques et technologiques.

Le succès du programme français ne tarda pas à être remarqué dans le monde entier, le couplage au réseau de 8 tranches dans la seule année 1982 – record mondial toujours inégalé – ne passant pas inaperçu. En découla une large adoption planétaire de la construction en série par paliers successifs et le début des exportations de la technologie française. Aujourd'hui, comme l'écrit *World Nuclear News*, le réacteur vedette chinois *Hualong One* est « d'ascendance française ».

Un temps écarté à cause de son choix malheureux de la technologie graphite-gaz, le CEA ne tarda pas à être remis en selle, grâce au remarquable travail du ministre André Giraud. Ce CEA est aujourd'hui l'un des leaders mondiaux du cycle du combustible nucléaire, tout en ayant la charge du perfectionnement des moteurs nucléaires marins et de la préparation des réacteurs du futur.

Nous sommes en France, cinquante ans plus tard

Que reste-t-il de la variété et du nombre des savoir-faire de pointe qui léguaient au pays un outil industriel parmi les plus sophistiqués du monde, dont on réalise aujourd'hui qu'ils sont vitaux après avoir livré ce dernier aux chiens, 30 années durant ?

Laissons le soin à l'ancien PDG de PSA, Jean-Martin Folz, de [répondre à cette question dans son analyse](#) des moyens et des compétences déployées sur le chantier EPR de Flamanville, résumant, à elle seule, ce qu'il nous reste des uns et des autres.

Avec l'extrait suivant du préambule, cette analyse commence fort :

« ... En 1997 et 1998 interviennent des changements de majorités politiques amenant au pouvoir des gouvernements, l'un très réticent au développement de l'énergie nucléaire en France, l'autre résolument hostile à celle-ci en Allemagne... »

Passant ensuite en revue les motifs de la dérive abyssale du coût d'un chantier qui n'en finit pas, J.M Foltz n'épargne personne, quant aux responsabilités en la matière et surtout pas l'intouchable, inédite et souvent hors sol ASN :

« Les impacts réglementaires correspondant à des impositions qui n'étaient pas connues ou ne pouvaient être estimées au moment du lancement du projet et ayant conduit à d'importantes modifications durant sa réalisation (interprétations de l'arrêté ESPN dont l'histoire du couvercle de cuve est une bonne illustration, traitement des agressions externes...) ont eu un coût de l'ordre de 12% des surcoûts, aggravés par celui de la dérive des dépenses d'ingénierie de l'ordre de 20 %... »

Viennent ensuite les études insuffisamment avancées au lancement du chantier :

« Si le basic design de l'EPR était bien achevé en 2006 au lancement du projet, les travaux d'ingénierie de détail étaient à peine entamés et les études de sûreté, d'incendie, d'agressions, de qualification des matériels peu engagées [...] l'avancement progressif des études de sûreté et les aléas de chantier ont généré un nombre de modifications qui n'a cessé de croître pour atteindre quelque 4500 !... »

Cerise sur le gâteau :

« Chez EDF, les capacités de maîtrise d'œuvre d'un grand projet et l'aptitude à gérer un très gros chantier ont été pour le moins érodées. La compétence technique des bureaux d'études paraît dans plusieurs cas coupés des réalités du monde industriel, car émettant des spécifications irréalisables ou tombant dans les excès de l'over-engineering. Chez les industriels fabricants de composants, les pertes de compétences nucléaires sont d'autant plus fortes que ce secteur d'activité a vu sa place très fortement diminuer voire disparaître dans les plans de charge. La relance des activités nucléaires aura été d'autant plus difficile que l'évolution de la réglementation, en particulier pour la qualification des matériels, s'avèrera apporter une charge nouvelle et pesante... »

Conclusion sans appel :

« Force est de constater que c'est une bonne part du tissu industriel de la filière nucléaire qui a montré de réelles insuffisances au cours de la construction de l'EPR de Flamanville, et un effort de reconstitution et de maintien de ses compétences doit être engagé ; celui-ci doit faire l'objet d'une véritable politique industrielle que seul peut conduire le groupe EDF... »

C'est donc à l'aide d'un complexe industriel anémié par des décennies de relégation que, sans rien en changer, le plus prétentieux et le plus amateur des monarques républicains dont la France s'est dotée depuis 1958 prétend amorcer la réitération de l'exploit décrit plus haut. Alors que l'EDF des Trente glorieuses n'a eu besoin que d'un emprunt de l'ordre de 82 milliards d'euros actuels pour parvenir à placer une soixantaine de réacteurs sur le réseau national, en guère plus de 20 ans, 15 ans de travaux et 13 milliards d'euros investis ne sont toujours pas parvenus à venir à bout du chantier EPR de Flamanville ! Vampirisée par 30 années d'un écolo socialisme ayant réduit à néant ses respirations industrielle et intellectuelle, ladite EDF n'est plus que l'ombre d'elle-même.

On apprend que Luc Rémont s'est vu confié le sauvetage du nucléaire français et la mission de l'amener à construire de 6 à 14 EPR. Comment imaginer qu'un tel challenge ait la moindre chance de succès sans commencer par s'atteler à la reconstruction des écosystèmes industriel et intellectuel anéantis par des décennies de clientélisme électoral et de nihilisme idéologique et, surtout, sans jeter les bases d'un nouveau plan Messmer incluant la reconfiguration idoine d'EDF ?

Hélas, on ne l'imagine pas, car les considérables capitaux requis par un projet de cette dimension ont déjà été engloutis dans l'éolien, faisant que les Français n'auront guère à attendre pour constater que, du gouvernement Bérégovoy à celui d'Élisabeth Borne, des politiciens malhonnêtes et incompétents ont financé à prix d'or deux promesses intenables : la transition énergétique verte et la prétention de faire d'un nucléaire très abîmé le nucléaire que les fossoyeurs ne savent pas faire. En définitive, cette double promesse n'est que celle de notre ruine...

4 octobre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/10/04/439973-le-tabou-du-nombre-des-fonctionnaires>

Le tabou du nombre des fonctionnaires

[Alain Mathieu](#)

Dans la concurrence internationale, la France manque d'un atout essentiel : des dirigeants politiques prêts à appliquer à leur pays les réformes qui ont fait leurs preuves en Allemagne

Bruno Le Maire [déclarait à Radio Classique](#) le 14 mai 2019 :

Je reste déterminé à ce que nous tenions nos engagements de réduction du nombre de fonctionnaires.

L'engagement était une baisse de 120 000 postes pendant le quinquennat 2017-2022. La détermination de Bruno Le Maire était louable mais selon les chiffres officiels, la réalité est une hausse de 176 000.

Il n'y a pas eu de réaction à cette rupture d'engagement, car le nombre des fonctionnaires est un sujet tabou. Certes il est bien connu : **5,6 millions de fonctionnaires de l'État, des collectivités locales et des hôpitaux. Mais** il faut bien chercher dans une annexe du budget de l'État voté par le Parlement pour trouver le nombre des « quasi-fonctionnaires ». **Contrairement à ce que croient la plupart des Français, les enseignants du privé, les salariés des universités, du CNRS, de Pôle Emploi, de la Sécurité sociale, de La Poste, de la Caisse des dépôts et des autres « opérateurs de l'État » ne sont pas fonctionnaires.** Le personnel des associations à financement majoritairement public n'est pas davantage fonctionnaire, **ni celui des entreprises publiques comme EDF ou la SNCF.** Le nombre officiel des quasi-fonctionnaires figurant dans cette annexe du budget est, sans y inclure les entreprises publiques, de 1,4 million. **Le nombre total de fonctionnaires et quasi-fonctionnaires français est donc de 5,6 + 1,4 = 7 millions.**

Le chiffre officiel des fonctionnaires allemands est de 4,6 millions. Pour être à égalité avec l'Allemagne, à population égale, la France devrait compter 3,6 millions de fonctionnaires, soit 3,4 millions de moins. La rémunération des fonctionnaires allemands est ainsi inférieure de 5,6 % du PIB à celle des français.

Certes l'Allemagne a 3 millions d'enfants d'âge scolaire de moins que la France. Mais la part des écoles publiques y est plus forte qu'en France (sauf pour les maternelles), les autoroutes y sont publiques, comme la distribution d'eau et l'assainissement et la plupart des maisons de retraite. De plus elle a plus de vieux à entretenir. **Ses dépenses publiques devraient être plus élevées que celles de la France.**

La principale explication de notre excès de fonctionnaires est **que les fonctionnaires allemands travaillent davantage que les français** : 40 heures par semaine, contre moins de 35 en France. Leurs enseignants sont présents à temps plein dans leur école (43 heures dans le secondaire). **Ils partent en retraite trois ans plus tard que les français.** L'absentéisme dans la fonction publique y est inférieur à celui de la France. Sur une vie entière, **le temps de travail des fonctionnaires français est ainsi inférieur de 30 % à celui des allemands.**

Deuxième explication : le succès d'un ministre ou d'un directeur d'administration français tient à ses yeux à l'augmentation de son budget et de ses effectifs. Aucun ministre, aucun directeur n'a été promu pour avoir baissé ses effectifs.

Aussi, d'après l'INSEE, **la France embauche-t-elle chaque année 450 000 fonctionnaires**. Un gel des embauches pendant plusieurs années, comme l'ont fait les Anglais et les Italiens, permettrait le rapprochement avec l'Allemagne. **Mais le tabou du nombre de fonctionnaires nous empêche de suivre cette voie, puisque le budget 2023 augmente de 10 764 le nombre des fonctionnaires.**

Dans la concurrence internationale, la France manque d'un atout essentiel : des dirigeants politiques prêts à appliquer à leur pays les réformes qui ont fait leurs preuves en Allemagne et dans les pays développés qui ont réussi en quelques années à diminuer leurs dépenses publiques de plus de 10 % de leur PIB : Canada, Irlande, Suède, Pays-Bas, Finlande, Danemark.

Il faudra pour cela commencer par lever le tabou du nombre des fonctionnaires.

4 octobre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/sciences-nature/giorgio-parisi-la-science-ce-sont-des-phares-dans-la-nuit-03-10-2022-2492250_1924.php

Giorgio Parisi : « La science, ce sont des phares dans la nuit »

50 ANS DU POINT. Prix Nobel de physique en 2021, le scientifique italien évoque la notion d'échec et sa foi dans le progrès.

Propos recueillis par Chloé Durand-Parenti et [Guillaume Grallet](#)



Prix Nobel de physique 2021 Le scientifique italien est l'un des théoriciens les plus respectés des systèmes physiques complexes. Dernier ouvrage paru : « Comme un vol d'étourneaux » (Flammarion).

Publié le 03/10/2022 à 13h30

Récompensé par le prix Nobel de physique en 2021 aux côtés de deux experts de la modélisation du changement climatique, Giorgio Parisi, 74 ans, est l'un des théoriciens les plus connus et les plus respectés des systèmes physiques complexes. Autrement dit des ensembles constitués d'un grand nombre d'entités en interaction et dont le comportement ne peut pas être déduit simplement de celui de ses composants. Comme les bancs de poissons ou un vol d'étourneaux. Un regard aussi enthousiasmant qu'éclairant.

Le Point : En quoi la science de la complexité peut-elle donner une lecture du monde dans lequel nous vivons ?

Giorgio Parisi : Presque tout ce que nous voyons autour de nous est constitué de systèmes complexes. C'est le cas de tous les êtres vivants, comme de notre cerveau. Notre planète est également un système extrêmement complexe : nous savons qu'avec de petits changements externes, nous pouvons passer d'une période chaude à une période glaciaire.

Les différentes époques géologiques qui se sont succédé nous rappellent que les équilibres écologiques sont potentiellement fragiles et peuvent être détruits de manière irréversible. Mais aujourd'hui, l'homme a profondément modifié la nature et ses capacités constructives et destructives ont été amplifiées hors de

toute proportion ; il est donc crucial qu'il prenne conscience de la complexité du monde qui l'entoure. Très souvent, nous sommes confrontés à des systèmes qui reposent sur un réseau complexe de relations qui assurent l'équilibre entre les différents composants : si nous ne nous rendons pas compte de leur complexité, notre intervention peut modifier de manière incoercible certaines de ces relations ; au début, il semble que tout continue comme avant, mais si nous allons trop loin, le système peut s'effondrer.

Comment en êtes-vous venu à vous intéresser aux vols des étourneaux, comme dans votre dernier ouvrage ?

Par hasard ou plutôt par curiosité. Toutefois ma curiosité n'était pas dirigée vers ces phénomènes, mais vers les aspects techniques et mathématiques d'un modèle physique mathématique qui décrivait un système complexe, mais à l'époque personne ne le savait. En 1978, la complexité n'avait pas sa place dans les sciences dures. Mon modèle était un cas frappant de sérendipité, c'est-à-dire de découverte d'une chose invisible et inattendue alors qu'on en cherchait une autre. J'avais lu un article scientifique dans lequel il était mentionné qu'un modèle physique mathématique avait été étudié en détail : une théorie avait été élaborée pour expliquer le comportement de ce modèle. Cette théorie semblait absolument correcte, mais il devait y avoir quelque chose qui clochait, car dans certaines situations elle faisait des prédictions qui n'avaient aucun sens, mais personne ne savait pourquoi. Pour moi, cette situation était scandaleuse, car il n'était pas acceptable qu'il y ait une théorie qui était censée fonctionner, mais qui ne fonctionnait pas sans une explication. Sans m'intéresser aux raisons physiques du modèle, mais en me concentrant sur la partie mathématique, j'ai réussi à faire une théorie correcte, dont la signification n'était pas claire. Ce n'est qu'après quelques années de collaboration avec d'autres physiciens de l'ENS que nous avons réalisé que la théorie décrivait un système complexe. À ce moment-là, la complexité était pleinement entrée dans la physique : c'était un résultat totalement inattendu qui a eu une grande influence sur mes intérêts scientifiques ultérieurs.

Avez-vous douté à un moment dans vos recherches ?

Lorsqu'un scientifique s'attaque à de nouveaux problèmes, il n'a aucune garantie que ses études aboutiront à un résultat intéressant et à une solution au problème qui l'intéresse.

Personnellement, il y a beaucoup de problèmes que j'ai étudiés pendant longtemps, sur lesquels je n'ai pas pu faire de progrès, même en revisitant le problème plusieurs années plus tard - par exemple la forme détaillée de feuilles de papier froissées ou les taches d'encre sur un papier buvard ou entre deux feuilles de papier, comme dans le test de Rorschach. Ces exemples semblent triviaux, mais en réalité, il est extrêmement difficile de faire des prédictions précises. Il y a tellement de problèmes pour lesquels je me suis retrouvé dans une impasse. Même si, dans ces cas-là, je perdais l'espoir d'obtenir un résultat, je

ne m'affligeais pas non plus parce que je travaillais toujours sur plusieurs problèmes en même temps, donc au moins quelque chose allait bien. Bien sûr, dans de nombreux cas, la déception a été amère, mais il reste sans cesse l'espoir que quelqu'un d'autre sera capable de progresser, en s'appuyant sur de nouvelles idées.

Comment garder l'espoir face à la situation climatique actuelle ?

La situation climatique actuelle offre peu d'espoir. Depuis des décennies, la science nous avertit que le comportement humain jette les bases d'une hausse spectaculaire de la température de notre planète. Malheureusement, les mesures prises par les gouvernements n'ont pas été à la hauteur de ce défi et les résultats obtenus jusqu'à présent ont été extrêmement modestes. Notre génération doit parcourir une route pleine de dangers. C'est comme conduire de nuit : la science, ce sont les phares, mais la responsabilité de ne pas sortir de la route incombe ensuite au conducteur, qui doit aussi tenir compte du fait que les phares ont une portée limitée. En effet, les scientifiques ne savent pas tout. C'est un travail laborieux, au cours duquel les connaissances s'accumulent les unes après les autres et les poches d'incertitude sont lentement éliminées. La science fait des prédictions honnêtes sur lesquelles un consensus scientifique se forme lentement.

Nous avons également besoin d'investissements scientifiques : nous devons être en mesure de développer de nouvelles technologies pour conserver l'énergie, des technologies non polluantes basées sur des ressources renouvelables. Réussir à enrayer le changement climatique exige un effort monstrueux de la part de tous : le coût est colossal, non seulement financier mais aussi social, avec des changements qui affectent nos vies. Mais il n'est pas facile de trouver un consensus social. Le seul espoir réside dans les nouvelles générations, ce sont elles qui verront l'avenir, qui doivent agir et mettre ces questions au premier plan.

La situation géopolitique actuelle peut parfois nous faire vaciller...

Cette année, nous avons été confrontés à une énorme tragédie, dont il est difficile de voir la fin possible. Nous revenons à l'époque de la guerre froide et de la menace nucléaire. La guerre froide a également connu des périodes chaudes avec des millions de morts. Et je pense que nous devrions nous poser une question fondamentale. Pourquoi sommes-nous en vie ? Pourquoi ne sommes-nous pas morts dans la troisième guerre mondiale qui aurait pu être déclenchée ?

Le mérite en revient en grande partie à la prise de conscience qu'il fallait éviter une escalade incontrôlée et qu'il était essentiel que les armées du pacte de Varsovie et de l'Otan ne s'affrontent pas militairement. Il y avait une situation de destruction mutuelle assurée dans le cas de la guerre atomique. Il était et reste essentiel de désamorcer les conflits avant d'en arriver à un affrontement direct entre les armées respectives.

La science a joué un rôle direct dans la construction de la paix. Le Mouvement Pugwash [un rassemblement universitaire international, NDLR] a joué un rôle utile en ouvrant des canaux de communication à une époque où les relations officielles et officieuses étaient par ailleurs limitées. La science a aussi servi de base à de nombreux traités depuis le traité d'interdiction partielle des essais nucléaires adopté en 1963. Je suis très confiant dans le fait que les discussions entre scientifiques, politiciens, militaires et diplomates continueront à être extrêmement utiles pour construire une compréhension mutuelle sans laquelle nous ne pourrions pas rétablir une paix durable. Une paix sans laquelle nous ne pourrions pas relever avec succès les défis auxquels l'humanité est confrontée.

4 octobre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/postillon/un-bemol-au-decrochage-educatif-de-la-france-03-10-2022-2492315_3961.php

Éducation nationale : une lueur dans la débâcle

ÉDITO. Pour la première fois depuis 12 ans, la maîtrise de la langue en fin de primaire progresse. En mathématiques, même les meilleurs élèves faiblissent.

Par [Sébastien Le Fol](#)



Apprentissage de la langue française en classe de CP. © PHILIPPE DESMAZES / AFP / PHILIPPE DESMAZES/AFPPHILIPPE DESMAZES

Publié le 03/10/2022 à 20h00 - Modifié le 04/10/2022 à 09h10

Voici quelques études éclairantes ! **Elles auront suscité bien moins d'intérêt médiatique que les élucubrations de Sandrine Rousseau ou la rupture de tendon d'un député RN lors d'un match de football.** Le sujet de l'éducation, car c'est de cela qu'il s'agit dans ces documents, paraît désormais anecdotique. À moins que nous ayons renoncé à endiguer notre déclin dans ce domaine.

La première de ces études est porteuse d'espoir. Réalisée dans le cadre du dispositif Cedre (Cycle des évaluations disciplinaires réalisées sur échantillon), elle est consacrée à la **maîtrise de la langue en fin d'école primaire. Après douze ans de stabilité, ses résultats marquent une légère hausse du niveau global dans le secteur public hors éducation prioritaire.** L'enquête 2021 a été réalisée auprès d'élèves entrés majoritairement en CP en 2016, soit un an avant la mise en place, par l'ancien ministre **Jean-Michel Blanquer**, du dédoublement des classes.

« Déterminisme social »

Toutefois, 37,5 % des élèves n'ont toujours pas, à la sortie du primaire, une maîtrise satisfaisante des compétences exigibles. Les différences de niveaux observées sont toujours très marquées par l'origine sociale des élèves. C'est le grand échec de notre système éducatif. Laurence Boone et Antoine Goujard le soulignaient déjà dans **leur étude de**

2019 : « *De tous les pays de l'OCDE, seule la Hongrie affiche plus de déterminisme social que la France* », écrivaient-ils.

L'Éducation nationale a également analysé la maîtrise de la langue **à la fin du collège**. **Les résultats n'incitent guère à l'optimisme**. Sur les élèves inscrits en classe de troisième en 2020-2021, **plus d'un tiers se disent « rapidement découragés ou démunis de stratégies » face à la lecture** !

Notre pays subit bien un « *décrochage éducatif* », selon l'expression de Matia Guadalupe, Xavier Jaravel, Thomas Philippon et David Sraire dans leur note pour le Conseil d'analyse économique **sur les causes du ralentissement de la productivité en France par rapport aux États-Unis et à l'Allemagne**.

Même les meilleurs élèves sont atteints

Les auteurs rappellent à quel point **les compétences, notamment en mathématiques, jouent un rôle prépondérant sur le marché du travail et la croissance**. Bien davantage que le nombre d'années d'études supérieures.

D'après une idée répandue, les meilleurs élèves français demeuraient très performants en mathématiques. Or, ils n'échappent pas à la baisse générale de niveau, comme le démontrent toutes les données disponibles : enquêtes Pisa (pour les étudiants de 15 ans), Timms (fin d'école et de collège), études « Lire, écrire, compter » et Cedre. Les résultats de l'enquête Timms sur les élèves de CM1 sont particulièrement préoccupants : **sur 21 pays, la France est passée de la 7e à la 17e place entre 1995 et 2019**.

La France souffre d'un « *déficit de compétences* » dans les domaines suivants : coordination, perception sociale, négociation, jugement et prise de décision, gestion des ressources... Selon la dernière enquête Pisa, les élèves français s'avèrent **moins persévérants et coopératifs** mais aussi **moins efficaces** dans la résolution de problèmes.

« Capital humain »

« *Le capital humain doit devenir un levier prioritaire* », écrivent les auteurs de la note du Conseil d'analyse économique dans un style proche de la novlangue. **Mais leur constat mérite l'attention : une hausse de 10 points des compétences en mathématiques – équivalente à celle de l'Allemagne au milieu des années 2000 – « conduirait à une hausse de la croissance annuelle par habitant d'environ 0,2 point »**.

4 octobre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/editos-du-point/le-populisme-appauvrit-le-peuple-04-10-2022-2492339_32.php

Le populisme appauvrit le peuple

ÉDITO. De droite ou de gauche, nationaliste ou redistributeur, le populisme est mauvais pour la croissance. Mais cela ne l'empêche pas de séduire.

Par [Luc De Barochez](#)



Le président brésilien Jair Bolsonaro. © Joedson Alves/EFE/EPA via MAXPPP

Le « Trump tropical » Jair Bolsonaro se représente à la présidence du Brésil avec un bilan désastreux non seulement pour l'environnement et la protection des forêts amazoniennes, mais aussi pour l'économie. Après quatre ans de mandat de ce populiste d'extrême droite, la pauvreté est en forte hausse et touche près d'un Brésilien sur trois, l'inflation galope, les capitaux fuient le pays et même la faim fait son retour. Elle affecte 33 millions de personnes, chiffre en hausse de 75 % en moins de deux ans (étude Rede Penssan de juin dernier).

Au Royaume-Uni, le pays qui a mis en œuvre en 2020, avec le Brexit, la décision politique la plus populiste qui soit, les conséquences apparaissent aux yeux de tous aujourd'hui. Le taux d'inflation est le plus élevé des pays du G7, la productivité a chuté, les salaires réels reculent. Devant l'effondrement de la livre sterling et les avertissements alarmistes du Fonds monétaire international, le gouvernement de Liz Truss a dû effectuer le 3 octobre un humiliant virage à 180 degrés en abandonnant son projet de baisse de l'impôt sur le revenu pour les plus riches.

Les grands bonds en arrière effectués par le Brésil et le Royaume-Uni sont les derniers témoignages de l'appauvrissement engendré par le populisme, mouvement multiforme mais défini comme antiélites et antilibéral, généralement teinté d'autoritarisme, d'identitarisme et de xénophobie. Une étude publiée en 2020 par le think tank londonien Center for Economic Policy Research (CEPR) a passé en revue une cinquantaine d'expériences populistes dans le monde depuis un siècle. Il en ressort que, en moyenne, le produit intérieur brut par habitant est inférieur de 10 % environ au bout de quinze ans à ce qu'il aurait été si des politiques économiques conventionnelles avaient été menées. En d'autres termes, le coût du populisme au pouvoir se chiffre à 0,7 point de PIB par an.

Le nationalisme économique, le protectionnisme commercial, les politiques macroéconomiques insoutenables, l'érosion de la démocratie et l'affaiblissement des contre-pouvoirs entraînent un ralentissement durable de la croissance, qui n'est même pas compensé par une réduction des inégalités. Pourtant, ces expériences négatives, peut-être parce que leur impact n'est pas immédiat, ne découragent en rien les électeurs.

Les percées électorales que viennent de réaliser les populistes nationalistes en Italie et en Suède, après les 41 % recueillis par Marine Le Pen le 24 avril en France et la réélection triomphale de Viktor Orbán le 3 avril en Hongrie, en témoignent. Au Brésil, Jair Bolsonaro a fait bien mieux au premier tour le 2 octobre (43 % des voix) que les sondages le lui prédisaient. Aux États-Unis, le Parti républicain – désormais acquis en grande partie aux thèses et aux méthodes de Donald Trump – semble bien placé pour reprendre le pouvoir législatif aux démocrates de Joe Biden lors des législatives de mi-mandat, le 8 novembre prochain.

Les économistes Sergueï Gouriev (Sciences Po Paris) et Elias Papaioannou (London Business School) expliquent dans une passionnante étude publiée en septembre que les scores électoraux des populistes, quelle que soit la définition précise retenue, ont doublé depuis le début du XXI^e siècle, en gagnant entre 10 et 15 points de pourcentage. Les économies avancées sont les premières affectées par le phénomène, **surtout en Europe.**

Qu'il soit de droite ou de gauche, le populisme appauvrit le peuple mais cela n'empêche pas celui-ci de voter pour celui-là, car les émotions l'emportent sur la vérité statistique. L'attrait intense exercé par les promesses des démagogues est attesté depuis l'antiquité grecque. Si les démocraties libérales veulent renverser la tendance et convaincre qu'elles sont non seulement plus ouvertes et plus pacifiques que les autocraties populistes, mais aussi plus favorables au bien-être et à l'enrichissement de leurs populations, elles devront apprendre à jouer sur d'autres registres que la seule raison rationnelle.

4 octobre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/politique/article/2022/10/04/julien-bayou-il-ne-faut-pas-confondre-feminisme-et-maccarthysme_6144290_823448.html

Julien Bayou : « Le privé ne doit pas être instrumentalisé à des fins politiciennes »

Après sa démission de la direction d'Europe Ecologie-Les Verts et de la présidence du groupe écologiste à l'Assemblée nationale, le député de Paris, accusé de violences psychologiques sur son ex-compagne, estime être confronté à un « dévoiement » du féminisme et entend rester député.

Propos recueillis par [Sandrine Cassini](#) et [Julie Carriat](#)

Publié aujourd'hui à 06h58, mis à jour à 09h16



Julien Bayou répond aux questions du « Monde », dans les locaux du journal, à Paris, le 3 octobre 2022. AGNES DHERBEYS/MYOP POUR « LE MONDE »

Le 19 septembre, la députée (Europe Ecologie-Les Verts, EELV) de Paris Sandrine Rousseau déclenchait l'« affaire Bayou » en déclarant sur France 5 qu'une tentative de suicide avait été commise par l'ancienne compagne du secrétaire national du parti écologiste, sous-entendant des violences psychologiques de la part de ce dernier. Une semaine après avoir démissionné de la direction de son parti, Julien Bayou s'explique.

Des accusations de violences psychologiques ont été portées à votre rencontre, notamment par la voix de Sandrine Rousseau. Quelle est votre interprétation de cette affaire ?

Il n'y a pas d'affaire Bayou. Il n'y a pas d'accusation. Il n'y a pas de fait sous-tendant les anathèmes que j'ai pu entendre. Une cellule s'est autosaisie à la suite d'un e-mail qui lui a été adressé. Je suis dans la situation de quelqu'un innocent des faits dont on ne l'accuse pas.

Je relisais *Le Procès*, de Kafka. C'est vraiment cela. Il n'y a pas d'accusation, je ne peux pas m'en défendre, et pourtant je suis présumé coupable. Mes accusatrices disent elles-mêmes qu'il n'y a rien de répréhensible.

Pour définir les violences psychologiques, l'intention est un élément important. Cela repose sur des faits identifiables : des menaces, des intimidations, des moqueries, le fait de rabaisser la personne, de lui imposer des opinions. Il n'y a rien de tout cela. Il s'agit d'une rupture très douloureuse avec des souffrances partagées. Je ne suis pas l'auteur intentionnel des souffrances, réelles, de mon ex-compagne.

Votre ex-compagne vient de saisir la cellule, évoquant des « comportements toxiques ». Pouvez-vous maintenir qu'il n'y a pas d'accusation, pas de fait ?

C'est la confirmation que la cellule travaillait dans le vide depuis trois mois, parce qu'elle refusait jusqu'ici de témoigner, alors que de mon côté, j'ai demandé quatre fois à être auditionné. Si cela peut permettre

d'avancer... Reste que « comportement toxique » ne veut rien dire ou tout dire. Pour être factuel, je n'ai jamais commis de violence psychologique à l'égard de mon ex-compagne et je compte bien le démontrer.

Pourquoi avoir démissionné de vos fonctions au parti et à la coprésidence de l'Assemblée nationale ?

Pour parler librement sans engager le collectif que je respecte, il fallait que je démissionne. Pour pouvoir parler pour moi, il fallait d'abord que mon avocate, M^e Marie Dosé, éclaire et fasse le point sur la procédure. Je comptais sur sa parole. Pour autant, à ce stade, je ne prévois aucune action en justice.

Quel regard portez-vous sur le travail de la cellule, dont vous avez validé vous-même le fonctionnement lors de la dernière réforme, en février 2022 ?

La justice est défaillante. Nous avons donc été contraints d'inventer un cadre pour recueillir la parole des femmes. La société française doit affronter sa honte : 0,6 % des faits de viols rapportés par des majeurs débouchent sur des sanctions. Et je ne parle même pas des violences faites aux enfants... Les délais de traitement sont aberrants, les ordonnances d'éloignement insuffisantes, l'accueil des plaintes problématique. La cellule répond à une première nécessité : sortir du déni sur les violences.

Pour autant, ces cellules ne remplacent pas la justice. La sanction la plus grave qu'elle puisse prononcer est l'exclusion d'EELV. Elle ne peut prétendre ni dire le droit ni prononcer de réparation. Nous butons sur une impasse. La cellule était nécessaire, mais elle est fondamentalement insuffisante.

En outre, elle ne peut pas fonctionner pour un cas comme le mien, dirigeant du parti. Serais-je blanchi, qu'on dirait qu'il y a eu collusion. Serais-je sanctionné, ce serait interprété comme un règlement de comptes avant le congrès [*d'EELV en décembre*].

Y a-t-il eu, selon vous, des défaillances dans le travail de cette cellule, notamment dans sa capacité à préserver la confidentialité ? Votre avocate, elle-même, a dévoilé une partie de votre vie privée...

La cellule n'est pas étanche puisque, dès juillet, *Le Figaro* m'a demandé de confirmer ma mise en cause, ce que je n'avais d'autre choix que de faire. Pour autant, ma préoccupation c'était de me défendre, pas de le crier sur les toits.

J'ai demandé à quatre reprises à la cellule d'être auditionné. Le principe du contradictoire, c'est d'avoir les éléments dans la plus grande diligence pour pouvoir se défendre. Ce principe essentiel n'est pas respecté. Je sais que les bénévoles sont sous pression. Que recueillir la parole, c'est difficile, même si j'avais hâte que cela se déroule le plus tôt possible. Mais ce n'est pas moi qui ai décidé d'en faire un sujet politique et de polariser là-dessus.

Vous accusez Sandrine Rousseau ?

Elle est allée trop loin. Et tout le monde le mesure. Pour moi, il ne faut pas confondre féminisme et maccarthysme. Féminisme, oui évidemment, toujours. Le maccarthysme est un tout autre sujet. C'est dire : « J'ai des listes d'hommes », c'est porter des accusations que vous ne pouvez contredire, car il n'y a pas d'enquête. C'est aussi une tétanie qui frappe l'opinion publique et mon propre parti. Beaucoup à EELV m'écrivent pour me dire que c'est allé trop loin, mais ils n'osent le dire en public. Ce n'est pas un excès du féminisme, c'est un dévoilement. Le mouvement #metoo est une révolution nécessaire et inachevée.

Mais je ne confonds pas les soubresauts, les combats nécessaires, les avancées, le militantisme de cette génération qui compte et qui aspire à l'égalité, avec ce dévoilement. On ne balance pas à une heure de grande écoute la situation psychologique de quelqu'un qui souffre ou des accusations sans éléments. Moi, il m'arrive de dire que je ne vais pas répondre, quand il s'agit de vie privée et de protection des personnes.

Les féministes répètent que « le privé est politique », que l'éthique politique peut parfois exiger un standard plus élevé encore que celui de la justice. Le combat pour l'égalité doit-il s'arrêter à des comportements qualifiables dans le code pénal ?

Le privé ne doit pas être instrumentalisé à des fins politiciennes. Les écologistes se sont appliqués des règles plus strictes comme le non-cumul des mandats, la transparence des frais de mandats, de parité, pour faire bouger la société. Mais on n'était pas dans l'intime et la vie privée. Les organisations politiques au sens large peuvent se donner un cadre plus exigeant, mais dans le respect des personnes, de la vie privée, de la justice et de l'Etat de droit.

Selon une enquête de « Libération », vous auriez été mis « sous surveillance » par des militantes féministes. Adhèrez-vous à ce récit ?

C'est très dur de voir sa vie privée exposée. On ne devrait pas en passer par là. Mais oui, en 2019, j'ai dû demander à une femme militante de cesser d'enquêter sur moi, et surtout de colporter rumeurs et accusations sans preuves. Elle disait partout : « Le mec est pas "safe", il y a forcément un truc. » J'ai réfléchi à déposer une main courante, mais j'ai choisi de ne pas le faire. Ça devenait une croisade.

[Libération raconte un acharnement](#), qui a tourné à la souffrance y compris pour la personne qu'elle prétendait défendre. J'y vois une instrumentalisation en vue d'un règlement de comptes. Cette personne fait partie de la cellule, ce qui pose question.

Comment EELV peut-il surmonter cette crise ?

Nous pensons avoir surmonté la plupart des clivages. En fait, il y en a un : nous devons dire quelle écologie nous voulons. Le congrès peut être un moment de clarification. Excommunier ou rassembler, dresser des murs ou jeter des ponts.

Après l'été qu'on a connu, la France n'est pas prête, ni aux incendies ni à la pénurie d'eau. Face au climat comme enjeu de sécurité nationale, on est vulnérables. Est-ce qu'on organise la métamorphose pour privilégier le bien-être et la dignité humaine ou est-ce qu'on joue la polarisation et le clivage ? Les écologistes sont face à un choix.

On a longtemps été lanceurs d'alerte, des Cassandre. On doit maintenant passer aux travaux pratiques et enthousiasmer. Les maires le font à leur échelle ; on a manqué d'un plan pour passer à l'échelon national à la présidentielle. J'ai une pensée pour les militantes et militants qui voient ce spectacle pathétique. Il y a tant à faire.

Comment voyez-vous votre avenir au sein de votre parti et à l'Assemblée nationale ?

Je retourne à l'Assemblée nationale ce mardi. Pendant neuf ans, je me suis levé pour organiser mon parti. Je veux contribuer à l'avenir du pays. Il y a un congrès en décembre, c'est bien qu'il y ait une relève à la tête d'EELV.

Quant à mon rôle au sein du groupe à l'Assemblée nationale, on verra. Comment clore une accusation qui n'est pas portée, une rumeur qui est colportée ? Plus que jamais je continue à jouer mon rôle de député. Je n'ai pas quitté mon parti, je continue de penser que l'écologie est nécessaire, utile, qu'on a besoin d'incarner une écologie qui rassemble et qui fait, pas une écologie qui clive. Je suis investi d'un mandat, je compte bien le mener.

Sandrine Cassini et Julie Carriat

4 octobre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/politique/article/2022/10/04/fractures-francaises-le-portrait-contraste-d-un-pays-en-colere_6144274_823448.html

« Fractures françaises » : un pays mécontent mais qui montre les premiers signes de décrispation

La dixième vague de l'étude « Fractures françaises », réalisée par Ipsos-Sopra Steria pour « Le Monde », la Fondation Jean-Jaurès et le Cevipof, souligne que si la confiance de l'opinion dans le pouvoir politique s'améliore, le niveau de mécontentement général reste élevé.

Par [Abel Mestre](#)

Publié aujourd'hui à 06h00, mis à jour à 08h24



Manifestation interprofessionnelle pour le pouvoir d'achat, à Paris, le 29 septembre 2022. PALOMA LAUDET / PALOMA LAUDET / ITEM / HORS FORMAT POUR "LE MONDE"

Un pays en colère, beaucoup plus préoccupé par les sujets économiques et sociaux que par les questions identitaires et avec une demande de rééquilibrage des pouvoirs. La dixième vague de l'étude « Fractures françaises », réalisée par Ipsos-Sopra Steria pour *Le Monde*, la Fondation Jean-Jaurès et le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof), dresse un portrait contrasté d'une France massivement mécontente mais note, dans le même temps, les premiers signes d'une décrispation.

Cette enquête est d'une ampleur exceptionnelle et donne ainsi l'image la plus complète possible de l'état de l'opinion dans le pays. Cette année, l'échantillon a été multiplié par dix par rapport aux vagues précédentes, avec pas moins de 12 044 personnes, constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, interrogées du 16 au 20 septembre, selon la méthode des quotas.

Il ne s'agit pas de dire que tout va bien : 36 % des sondés se disent appartenir à une France très en colère et contestataire, 58 % à une France mécontente. De même, 89 % des Français estiment vivre dans une société violente, que cette dernière augmente (87 %). Un quart d'entre eux (26 %, + 8 points en un an) pense même que le recours à la violence peut parfois être justifié.

Cependant, et c'est un point positif, la crise du politique n'empire pas. Certes, les niveaux sont souvent mauvais, mais au regard des réponses de 2015 et 2016 – soit l'apogée de la défiance et du rejet du système politique traditionnel –, les choses vont un peu mieux.

Soutien à la démocratie

Ainsi, la demande d'autorité recule, même si elle reste haute : 79 % des Français voudraient un « vrai chef pour remettre de l'ordre » (stable sur un an, mais en baisse de 8 points par rapport à il y a dix ans). L'idée que la démocratie est « irremplaçable » et est « le meilleur système possible » est, elle, en augmentation

(70 %, + 2 points par rapport à 2021). La demande d'une démocratie plus directe est aussi importante (37 %, quand 44 % sont satisfaits du système représentatif).

Si elle demeure majoritairement négative, l'image du personnel politique s'améliore également : les Français sont moins nombreux à penser que les politiques sont corrompus (57 %, - 5 points en un an), 29 % considèrent que les hommes et les femmes politiques agissent principalement dans l'intérêt des Français (+ 8 points par rapport à 2021). Du jamais-vu depuis six ans. Dans le même sens, la confiance envers les députés (36 %, + 7 points) et les partis politiques (18 %, + 2 points) progresse.

Les personnes interrogées veulent aussi de la stabilité politique et demandent une forme de consensus : elles sont plus nombreuses (38 %) à refuser une dissolution, quand 22 % y sont favorables (40 % n'ayant pas d'avis sur la question).

Et si près de la moitié des sondés (48 %) estime que la majorité relative à l'Assemblée nationale n'a pas d'impact significatif sur le fonctionnement de la démocratie, il n'en demeure pas moins qu'il y a une demande d'un rééquilibrage des pouvoirs. Ainsi, 55 % d'entre eux pensent que le gouvernement ne fait pas assez de « *concessions* » aux oppositions. Ces dernières devraient d'ailleurs, selon 71 % des répondants, voter avec le gouvernement si les lois proposées se rapprochent de ce qu'elles défendent. En clair : une opposition, oui, mais constructive. Corollaire de cette demande : « *l'opposition ferme* » exercée par La France insoumise (LFI) est jugée comme trop radicale par 53 % des Français, quand 34 % le pensent pour le Rassemblement national (RN), qui a choisi, lui, d'être dans une opposition plus modérée que ses adversaires de gauche.

Par ailleurs, une large majorité (73 %) pense qu'il existe de vraies différences entre la droite et la gauche, quand 27 % estiment le contraire. C'est un plus haut depuis 2018. Mais, paradoxalement, 64 % voient dans les notions de droite et de gauche des concepts « *dépassés* » ne « *permettant plus de juger les prises de position politiques* ». Pour résumer, le clivage droite-gauche est toujours présent mais n'est plus aussi significatif qu'auparavant.

D'une certaine manière, ces réponses entrent en résonance avec [la tripartition politique](#) où les trois principales formations (Renaissance, LFI et le RN) cherchent toutes à dépasser les vieux clivages et ont toutes adopté, avec des variations dans le temps, une stratégie populiste, opposant un « eux » et un « nous ».

Préoccupations sociales et économiques

Enfin, dernier enseignement et non des moindres : les principales préoccupations ne se situent pas dans le domaine régalien (insécurité et immigration) mais sur les sujets économiques et sociaux.

Ainsi, les difficultés liées au pouvoir d'achat (54 %) arrivent loin devant la protection de l'environnement (34 %) et l'avenir du système social (26 %). L'immigration et la délinquance (18 % chacune) sont distancées.

D'ailleurs, les personnes interrogées sont largement conscientes des discriminations dans le pays et jugent très majoritairement (80 %) que le racisme est présent. Parmi les électeurs des partis d'extrême droite, RN et Reconquête !, cette proportion est moins forte mais est tout de même significative (respectivement 67 % et 50 %).

La question identitaire reste prégnante même si les résultats sont stables depuis plusieurs années. Le sentiment que l'on « *ne se sent plus chez soi comme avant* » reste majoritaire (62 %) et seules quatre personnes sur dix pensent que l'islam est compatible avec les valeurs de la société française, un chiffre qui varie très peu depuis 2016.

Concernant l'immigration, là aussi les résultats sont contrastés. Une majorité trouve qu'il y a trop d'étrangers en France (66 %, + 2 points en un an), mais que réduire le nombre d'immigrés n'aurait pas de conséquence sur le chômage (59 %, + 2 points) et que les immigrés font des efforts pour s'intégrer en France (45 %, + 2 points par rapport à 2021).

Critique accrue des aides sociales

L'inquiétude face à la situation économique et sociale du pays a également comme conséquence une critique accrue vis-à-vis de certaines aides sociales : 63 % des répondants affirment ainsi que « *l'on évolue vers trop d'assistanat* ». C'est notamment le cas du parti présidentiel (77 %), des Républicains (87 %) et de l'extrême droite (76 % pour le RN, 86 % pour Reconquête !). Mais une forte proportion de sympathisants de gauche et des écologistes (30 % chez les « insoumis » et les communistes, 39 % chez les Verts et 48 % chez les socialistes) pense la même chose.

De même, le sentiment que les chômeurs « *pourraient trouver du travail s'ils le voulaient* » progresse (67 %, un plus haut depuis 2013), y compris à gauche (39 % pour les « insoumis » et les communistes, 49 % chez les écologistes et 56 % chez les socialistes). Et, en termes de catégories socioprofessionnelles, 70 % des ouvriers et 66 % des employés partagent cet avis. Des chiffres qui donnent raison à Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, et à François Ruffin, député (LFI) de la Somme, qui entendent mettre en avant une « gauche du travail » pour reconquérir les classes populaires.

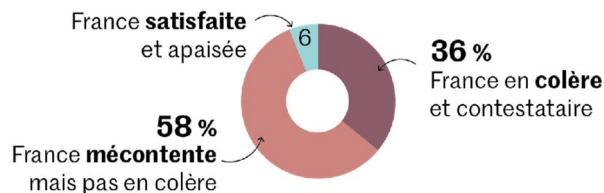
Pas question, pour autant, de demander des politiques plus libérales : la protection des salariés est ainsi préférée (49 %) à plus de flexibilité du marché du travail (39 %). Et une majorité (55 %) souhaite également un Etat interventionniste pour relancer la croissance. Là encore, des résultats nuancés qui traduisent une demande d'équilibre entre droits et devoirs.

Parmi les enjeux suivants, quels sont les trois qui vous **préoccupent** le plus à titre personnel ?



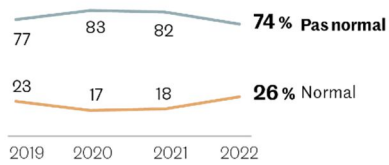
Infographie : Le Monde

Si vous deviez vous positionner, de quelle **France** vous sentez vous le plus proche ?



Infographie : Le Monde

Trouvez-vous normal que certaines personnes usent de la **violence** pour défendre leurs intérêts ?



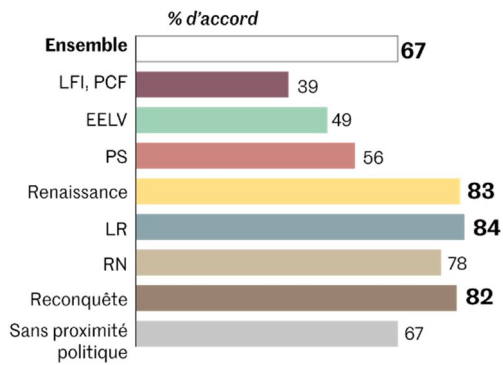
Avez-vous le sentiment que l'on vit dans une **société patriarcale** ?



Infographie : Le Monde

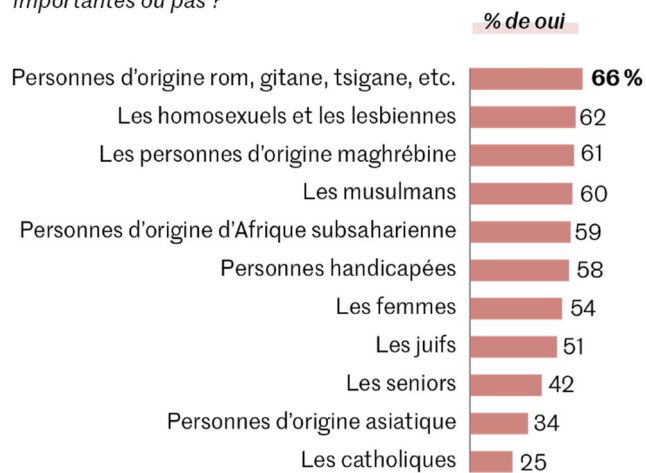
Etes-vous d'accord ou pas d'accord avec cette affirmation ?

« **Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment** »



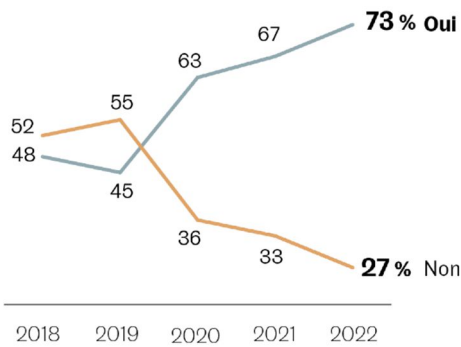
Infographie : Le Monde

Pour chacune des catégories suivantes, avez-vous l'impression qu'elle fait l'objet en France, de **discriminations importantes** ou pas ?



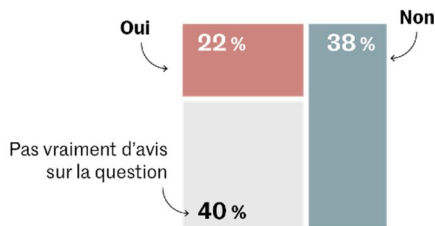
Infographie : Le Monde

Aujourd'hui, diriez-vous qu'il existe de vraies **différences** entre la gauche et la droite ?



Infographie : Le Monde

Souhaitez-vous que dans les mois à venir, E. Macron **dissolve l'Assemblée nationale** et qu'il y ait de nouvelles élections législatives ?



Infographie : Le Monde

Vis à vis des **oppositions**, estimez-vous qu'E. Macron et son gouvernement... ?



Infographie : Le Monde

La dixième enquête annuelle « Fractures françaises »

Il y a dix ans tout juste, Ipsos lançait avec *Le Monde*, la Fondation Jean Jaurès et le Cevipof une grande enquête nationale, chaque année reconduite. Nommée « Fractures françaises », cette étude est née de l'intuition qu'au tournant des années 2010-2011, quelque chose craquait dans notre pays : une polarisation croissante des opinions, une mise en tension toujours plus grande de la société, un rejet de l'autre de plus en plus manifeste, une critique de la démocratie de plus en plus forte et inquiétante. Il fallait le vérifier et se doter d'un outil permettant de balayer les perceptions, attentes, peurs et espoirs de la société française dans son ensemble. Très vite, « Fractures françaises » s'est imposé comme un outil de référence en matière d'analyse de la société. Pour sa dixième édition, notre étude change de dimension puisque l'échantillon interrogé passe de 1 000 personnes à plus de 10 000, ce qui permet une analyse exceptionnelle de tous les segments de la société.

Sondage Ipsos - Sopra Steria pour « Le Monde », la Fondation Jean Jaurès, l'Institut Montaigne et le Cevipof, effectué par Internet du 16 au 20 septembre selon la méthode des quotas, auprès de 12 044 personnes âgées de 18 ans et plus.

3 octobre (Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/la-semaine-de-quatre-jours-fait-son-chemin-dans-les-entreprises-20221003>

La semaine de quatre jours fait son chemin dans les entreprises

Par [Clara Galtier](#)

Publié il y a 3 heures, mis à jour il y a 2 heures



La semaine de travail de quatre jours est un atout - indéniable face aux difficultés de recrutement. *Sinsee Ho/sinseeho - stock.adobe.com*

DÉCRYPTAGE - Travailler moins pour gagner autant est une promesse alléchante pour les demandeurs d'emploi. Certaines entreprises n'ont pas attendu les difficultés de recrutement pour l'adopter.

Chaque semaine, Émilie Riou, cadre chez Elmy, fournisseur d'électricité verte, part en week-end le jeudi soir. «*À lundi!*» glisse-t-elle à ses collègues, après ses quatre jours de travail hebdomadaire. La jeune femme n'est pas employée à temps partiel mais bel et bien à temps plein, du lundi au jeudi. Depuis le 1er septembre 2022, les 100 salariés de l'entreprise lyonnaise testent la semaine de quatre jours, payée 39 heures, à raison de 32 heures hebdomadaire (35 heures pour les cadres). Sans baisse de salaire, donc. «*C'est agréable d'avoir un jour de repos supplémentaire qui permet de prendre du temps vraiment pour soi, témoigne-t-elle. En termes d'activités, le champ des possibles est immense.*»

Depuis le Covid et la généralisation du télétravail, certains employeurs n'hésitent pas à revoir l'organisation au travail. Face aux difficultés de recrutement, ils sont parfois contraints de céder à la demande de flexibilité pour fidéliser les salariés en poste. Dans ce contexte, la semaine de quatre jours est un atout indéniable pour recruter. «*C'est fulgurant*, acquiesce Camille Darde, DRH d'Elmy. *Sur les recrutements pénuriques, pour les développeurs IT par exemple, on a mesuré une grande différence.*»

Des équipes plus sereines et plus performantes

Selon un sondage d'ADP, éditeur de logiciels RH, publié en mai 2022, 5% des entreprises françaises seraient passées à la semaine de quatre jours. Laurent de la Clergerie, dirigeant fondateur de LDLC (vente de produits high-tech et de matériel informatique), y songeait bien avant la pandémie, guidé par sa politique sociale de bien-être au travail qu'il entend assurer auprès de ses collaborateurs. «*Toutes les semaines, c'est une journée de moins de pression liée au travail. Ce qui est important, pour moi, c'est de rééquilibrer vie professionnelle et vie personnelle*, souligne-t-il. *Car c'est cela qui enlève le stress au travail et contribue à améliorer l'efficacité de chacun.*» Selon ce dirigeant, grâce à ce repos supplémentaire d'un jour, les équipes sont plus sereines et plus performantes, les jours d'arrêt maladie moins nombreux.

Gérer le chantier des plannings

Après un premier semestre de semaines de quatre jours, le chef d'entreprise décrit *«un conte de fées»*: 6% de croissance, 20% de gain de résultat et un solde entre embauches et départs négatif. Depuis le 25 janvier 2021, conformément à l'accord d'entreprise signé avec les syndicats, tous les employés travaillent à temps plein 32 heures par semaine. Les salaires ont été réévalués de 10% pour les plus bas qui atteignent au moins 2050 euros brut et de plus de 3,5% pour les autres. Les jours de RTT, supprimés, sont intégrés aux 47 jours hebdomadaires non travaillés supplémentaires. *«Si la semaine de quatre jours avait existé, il n'y aurait jamais eu les "gilets jaunes"»*, lance le chef d'entreprise.

Une telle révolution du temps de travail implique une réorganisation juridique et administrative qui peut sembler vertigineuse. *«Il y a un chantier: les plannings, concède Laurent de la Clergerie. Il faut gérer les jours off de chacun. Pour le reste, cela n'a pas été si compliqué, on a le droit de déclarer un temps plein à 32 heures.»* L'astuce? Augmenter le taux horaire pour ne pas impacter les cotisations de retraite ou de chômage - le salaire final tenant compte de l'augmentation.

Un nombre encore limité

«Le nombre d'entreprises qui ont recours à cette organisation reste limité, mais on a le sentiment qu'elles attendent les retours d'expérience de cobayes avant de se lancer, analyse Dahlia Arfi, avocate associée en charge du pôle social du cabinet JDB Avocats. Certains de ces dispositifs conduisent à une baisse de rémunération, tandis que d'autres prévoient son maintien. La mise en place peut impliquer une réduction de la durée du travail ou, au contraire, un maintien de la durée hebdomadaire ou annuelle selon une répartition différente.»

Paradoxalement, si cela paraît plus compliqué pour de petites entreprises, *«la très grande majorité de celles qui ont franchi le pas - je dirais 95% - ont moins de 50 collaborateurs, précise Laurent de la Clergerie. La taille n'est pas un frein. Il y a des personnes qui travaillent seules sur quatre jours... La seule inconnue est la nature de l'activité: tous les métiers peuvent-ils s'adapter à la semaine de quatre jours?»*

3 octobre (Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/40-des-enfants-de-0-a-4-ans-sont-ils-issus-de-l-immigration-20221003>

40% des enfants de 0 à 4 ans sont-ils issus de l'immigration ?

Par [Amaury Coutansais Pervinquière](#)

Publié il y a 22 minutes



Près de 40% des 0 à 4 ans sont issues de l'immigration. AFP / PHILIPPE HUGUEN

LA VÉRIFICATION - Pierre Lellouche, ancien ministre, a ajouté que «la plus grande partie de cette population vient d'Afrique Noire et du Maghreb».

La déclaration a fait florès : plus de 140.000 vues sur Twitter. «40% des enfants de 0 à 4 ans sont immigrés ou d'origine immigrée au dernier recensement», a déclaré Pierre Lellouche, ancien secrétaire d'État de François Fillon, sur CNEWS citant un rapport de l'INSEE datant de juillet 2020. «Il y a une modification en profondeur de la population de ce pays et de la population scolaire avec un poids, évidemment, déterminant de l'Islam, puisque la plus grande partie de cette population vient d'Afrique Noire et du Maghreb», a-t-il ajouté. D'où ce chiffre de 40%, qui peut paraître extrêmement élevé, vient-il ?

Le ministre se réfère à une étude publiée le 5 juillet dernier par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), chargé de la production de l'analyse et de la publication des statistiques officielles. Contacté par *Le Figaro*, l'institut reconnaît que «près de 40% des enfants de 0 à 4 ans ont un lien à l'immigration sur 3 générations». En effet, selon l'étude, 39,4% des enfants de 0 à 4 ans ont un lien avec l'immigration sur trois générations. Dans le détail : 0,8% sont immigrés, c'est-à-dire né étranger à l'étranger ; 13,3% ont deux parents immigrés (de deuxième génération donc) ; 11,3% ont un parent immigré (de deuxième génération) ; 1,8% ont quatre grands-parents immigrés (troisième génération) ; enfin, 12,2% ont au moins un grand-parent immigré (troisième génération).

Quant à l'origine des immigrés ou descendants d'immigrés dans cette population infantile, elle est effectivement majoritairement africaine. Ainsi, les descendants d'immigrés de 2^e génération représentent 24,7 % des personnes de 0 à 4 ans, dont 10,9 % sont originaires du Maghreb et 5,6% proviennent du reste de l'Afrique, contre 1,3% pour l'Espagne, l'Italie et le Portugal. Les descendants d'immigrés de 3^e génération représentent, pour leur part, 13,9 % des personnes de 0 à 4 ans, dont 5,3 % sont originaires du Maghreb et 1,5 du reste de l'Afrique, contre 4,5% d'Espagne, d'Italie ou du Portugal.

On notera au passage que, si les immigrés à proprement parler sont peu nombreux parmi les 0-4 ans (contrairement aux enfants ou petits-enfants d'immigrés), en revanche, ils le sont bien davantage parmi les 30 et 50 ans. «Cette singularité s'explique par la surreprésentation des immigrés arrivant en France en âge de travailler et par des retours dans le pays d'origine lors de la retraite : la part des immigrés est de l'ordre de 8 % après 80 ans, ne dépasse pas 3 % avant 18 ans, mais atteint 15 % entre 40 et 44 ans», décrypte l'étude. Les immigrés de deuxième génération

reproduisent le même schéma, mais avec un décalage : *«les descendants de 2^e génération actuellement âgés de moins de 18 ans sont nés dans les années 2000, tandis que ceux de plus de 60 ans sont enfants des années 1960 et avant, à une époque où les immigrés représentaient 6 % de la population française»*, décode l'INSEE.

Cette part plus importante des immigrés et de leurs descendants s'explique en partie par un taux de fécondité plus important. *«En 2016, l'indicateur conjoncturel de fécondité (c'est-à-dire le nombre d'enfant que peut avoir une femme, NDLR) des immigrées est de 2,72 enfants par femme et celui des non immigrées de 1,79 enfant par femme, soit un écart de 0,93 enfant par femme. Cet indice total des femmes, immigrées ou non, est de 1,91 enfant par femme. Sans les immigrées, le niveau de la fécondité en France en 2016 serait donc inférieur de 0,12 enfant par femme (1,91 moins 1,79)»*, indique l'Institut. Néanmoins, selon une étude de 2010, le taux de fécondité des femmes descendantes d'immigrés et non-descendante d'immigrés est similaire (environ 1.85 enfants par femme, NDLR).

En résumé, près de 40% des enfants de 0 à 4 ans ont bien un lien avec l'immigration «sur trois générations», comme l'affirme Pierre Lellouche. De plus, une part significative provient bien d'Afrique noire ou du Maghreb.

3 octobre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/psychologin-anna-baumert-im-interview-ueber-zivilcourage-18314147.html?premium>

GESPRÄCH ÜBER ZIVILCOURAGE:

„Wer sich schneller ärgert, greift eher ein!“

VON [RAINER SCHMIDT](#)

-AKTUALISIERT AM 03.10.2022-08:08



„Zivilcouragierte Menschen ärgern sich leichter, stärker und über mehr“: Anna Baumert in ihrem Büro an der Uni Wuppertal. Bild: Jasper Bastian

Alle finden Zivilcourage wichtig. „Aber bei den Tests, die wir gemacht haben mit gestellten Diebstählen und Betrug, hat maximal ein Viertel irgendwie reagiert“, sagt Anna Baumert. Die Psychologin erforscht, warum das so ist.

Frankfurter Allgemeine Quarterly: Frau Baumert, wie definieren Sie Zivilcourage?

Anna Baumert: Wenn Personen Zeuge werden, dass moralische oder soziale Normen verletzt werden, und sie aktiv werden, um die Normverletzung zu stoppen, zu ahnden oder wiedergutzumachen, obwohl sie dabei ein persönliches Risiko eingehen. Sie haben also keinen persönlichen Nutzen davon, im Gegenteil, ihr Eingreifen bringt sie in eine Situation, in der sie entweder einer physischen Gefahr ausgesetzt sind oder soziale oder finanzielle Nachteile haben können.

Für manche sind banalste Sachen schon eine Art Normverletzung, etwa wenn jemand in der Bahn die Schuhe auf die Bank legt. Wie nennen Sie das?

Soziale Kontrolle. Der Übergang zur Zivilcourage ist fließend. Soziale Kontrolle bedeutet: Wir wollen, dass andere sich an Regeln halten. Und wenn sie das nicht tun, sorgen wir dafür, dass sie sich an Regeln halten. Der Unterschied ist, dass es für die eingreifende Person um eine moralisch relevante Norm gehen muss. Da ist ein subjektives Element drin, deswegen ist eine klare Unterscheidung erschwert. Aber es bedeutet, dass diese Situation, die Sie geschildert haben, potentiell unter das Konstrukt Zivilcourage fallen kann.

Mussten Sie, die Expertin, persönlich in Ihrem Leben auch schon einmal Zivilcourage zeigen?

Ich habe Situationen erlebt, die in diesem Grenzbereich von Zivilcourage und sozialer Kontrolle liegen. Und Situationen, in denen ich inaktiv geblieben bin und das im Nachhinein bereut habe. Wir erleben etwa, dass Leute sich nicht an die Maskenpflicht halten. Da muss ich auch überlegen: Will ich da etwas sagen? Wie wichtig ist es mir?

War es mal wichtig genug für Sie, um etwas zu sagen?

Ja. (lacht) Aber das ist halt dieser Graubereich.

Manche Situationen sind ganz klar: Wir sehen, wie ein Mann ein Kind schlägt. Oder einen Skinhead, der Menschen mit Migrationshintergrund beleidigt. Wie würden die meisten Menschen reagieren?



Psychologin Anna Baumert: „Die meisten bleiben inaktiv und verlassen die Situation.“ :Bild: Jasper Bastian

Wir wissen aus empirischen Untersuchungen, dass in den meisten Fällen Personen, die solche Situationen beobachten, inaktiv bleiben und nach einem Überraschungsmoment die Situation verlassen.

Welche Abwägungsprozesse, ob wir eingreifen sollen oder nicht, laufen dabei ab?

Die Szene muss als eine relevante Situation erkannt und als Normverletzung interpretiert werden. Dann muss die Person Verantwortung übernehmen, sich also als jemand identifizieren, der etwas tun sollte – und zu der Überzeugung kommen, dass sie selbst in der Lage ist, etwas zu tun. Schließlich eine Kosten-Nutzen-Abwägung: Was sind die Risiken für mich? Was könnte passieren, wenn ich eingreife? Was, wenn ich nicht eingreife? Und was wären positive Konsequenzen, wenn ich eingreife?

Das klingt überlegter als der „Fliehen-oder-Kämpfen-Reflex“, den man automatisch unterstellen würde?

Befragt man Leute im Nachhinein, warum sie nicht eingegriffen haben, kommen diese Stufen zur Sprache. Normverletzung bedeutet ja auch, es ist nicht das Normale. Das heißt, es ist eine überraschende Situation. Und das führt archaisch gesehen zu einer Orientierungsreaktion. Die Leute stehen mit offenem Mund da und erstarren. Dann folgt die recht automatische, auch archaische Reaktion: „Kämpfen oder Fliehen?“ Hier ist die Fluchttendenz wahrscheinlicher, weil man die Möglichkeit hat, der Situation zu entweichen, weil man ja nicht direkt Opfer ist. Und es fehlt meist eine direkte Verhaltensaufforderung: Möchtest du jetzt hier eingreifen? Deswegen ist die wahrscheinlichste Reaktion zunächst eine Orientierungsreaktion, mit der wahrscheinlichsten Folge, die Situation zu verlassen oder abzuwarten, dass sie einfach vorbeigeht.

Welche Rolle spielt die Zahl der Umstehenden? Sind viele gut, weil man sich stärker fühlt? Oder schlecht, weil man denkt, die anderen können ja was machen?

Umstehende sind in verschiedenerlei Hinsicht relevant. Zunächst als Informationsquelle, ob das überhaupt eine Situation ist, die Eingreifen erfordert.

Auch wenn die geschilderten Situationen so eindeutig zu sein scheinen?

Wir stellen Situationen sprachlich oft eindeutiger dar, als wir sie tatsächlich erleben. Informationen dringen nur schrittweise zu uns. Da ist ein Skinhead. Der brüllt was: Habe ich wirklich richtig verstanden, was der brüllt? Wen meint der eigentlich? Waren die das da vorne? Oder haben die vorher was gesagt zu dem? Situationen haben oft einen relativ hohen Grad an Ambiguität. Was hat man wirklich gehört, was hat jemand wirklich gesagt? Deshalb bekommen andere Anwesende eine hohe Relevanz. Wenn es unklar ist, gucke ich: Was machen die anderen?

Nimmt die Anwesenheit der vielen Verantwortung von unseren Schultern? Ich bin klein und schwach, soll doch der Muskelprotz da vorne lieber was sagen?

Dieser Effekt, den Forscher „Bystander-Effekt“ nennen, wurde vor allem im Kontext von Hilfeverhalten untersucht, wenn eine Person, die in Not ist, der Unterstützung bedarf. Zivilcourage-Situationen sind manchmal eine Mischung aus beidem, aus Notsituation und Normverletzung. Dazu gibt es noch keine umfangreiche Forschung, aber Hinweise, dass bei Normverletzungen diese Verantwortungsdiffusion – wenn die anderen nichts machen, muss ich wohl auch nichts machen – eine kleinere Rolle spielt. Letztendlich ist das empirisch noch nicht geklärt.

Andersherum: Warum greifen Leute überhaupt ein, obwohl es gefährlich werden könnte? Wie etwa beim Messerangriff auf die Kölner Bürgermeisterin, der spontan eine ältere Passantin zu Hilfe eilte, die dann selbst schwer verletzt wurde ...?

Diese Frage treibt uns natürlich besonders um. Wie kommt es dazu, dass Personen in ganz extremen Situationen aktiv werden, obwohl sie diese Risiken dabei auf sich nehmen? In unserer Forschung hat sich das Gefühl des Ärgers oder der Empörung als besonders relevant erwiesen. Personen, die sich in bestimmten Situationen eher oder stärker ärgern, sind am ehesten diejenigen, die eingreifen.

Zivilcourage finden alle lobenswert und wichtig, theoretisch sind alle bereit dazu. In der Praxis sieht es oft ganz anders aus. Wie sind Ihre Befunde dazu – und wie testen Sie das?

Da wird viel mit hypothetischen Szenarien gearbeitet. Es gibt Beschreibungen von Situationen, und man bittet Versuchspersonen, sich zu überlegen: Wie würde ich wahrscheinlich reagieren? Im Vergleich dazu bringt man andere Leute tatsächlich in so eine Situation, dann kann man vergleichen: 1.) Wie unterscheidet sich der Anteil der Personen, die eingreifen? Und 2.), haben wir bestimmte Prädiktoren dafür, wer eingreift? Also Angst, moralische Werte und andere.

Wie sieht so ein Test aus?

Wir haben Versuchspersonen ins Labor eingeladen und eine von ihnen vor den Augen der anderen Nichteingeweihten ein Handy stehlen lassen. Wer sagt was? Wer spricht den Dieb an? Anderen wurde so eine Situation nur als Fall schriftlich vorgegeben. In einem anderen Test haben wir die Leiter einer Testgruppe Geld unterschlagen lassen, und zwar so, dass die Testpersonen das mitbekommen mussten. Andere bekamen diesen Fall wiederum schriftlich vorgelegt. Bei allen hypothetischen Fällen sagen praktisch alle: Ja, da schreite ich irgendwie ein. Bei den „realen“, wenn auch gestellten Diebstählen und Unterschlagungen hat maximal ein Viertel überhaupt reagiert. Die anderen sagen und machen gar nichts. Und wirklich eingreifen, in dem Sinne, dass der Diebstahl gestoppt oder das Geld gerettet wird, das waren immer nur zwei oder drei Leute.

Gibt es Gemeinsamkeiten bei den Leuten, die echte Zivilcourage zeigen?

Ja, wir haben einmal rund 50 Personen eingeladen, die für ihr zivilcouragiertes Verhalten ausgezeichnet worden sind. Über die Medien haben wir zudem Leute rekrutiert, die nach eigener Einschätzung mal Zivilcourage gezeigt haben. Eine weitere Vergleichsgruppe waren Leute, die noch nie derart gehandelt hatten, eine andere war eine Zufallsgruppe. Die beiden zivilcouragierten Gruppen sahen im Alltag viel mehr Situationen als moralisch relevant an als die beiden Vergleichsgruppen. Und sie haben eine deutlich stärkere Neigung zu Ärger: Sie ärgern sich leichter, stärker und über mehr.

Was bedeutet das für ihre Zivilcourage?

Wenn jemand spontan eine Situation als moralisch relevant wahrnimmt und sich nicht lange fragt: Was ist hier jetzt wirklich los?, hat Ärger offensichtlich, das kann man nach unseren Befunden sagen, die Funktion, den motivationalen Treibstoff für ein Eingreifen zu geben, um die moralischen Werte zu verteidigen oder wiederherzustellen.

Interessant, wer leichter zu triggern ist, zeigt also tendenziell schneller Zivilcourage. Gibt es dabei relevante geschlechtsspezifische Unterschiede? Man kann sich Situationen vorstellen, in denen zuschauende Frauen vielleicht eher zu aggressiven Männern durchdringen, weil diese sich durch andere Männer noch mehr provoziert fühlen würden. Andererseits aber auch Situationen, in denen körperlich unterlegene Frauen gar nichts ausrichten können.

Die Frage kann ich leider noch nicht beantworten. Die empirischen Daten, die wir zur Verfügung haben, erlauben noch keine ausreichend gesicherte Antwort. In Bezug auf die Preisträger und Preisträgerinnen gibt es eine bestimmte Geschlechtsverteilung, aber daraus können wir nicht einfach schließen, dass Männer oder Frauen mehr zu Zivilcourage tendieren.

Ihre Mutmaßung?

Ich bin da sehr zurückhaltend. Es könnte, wie in Ihrer Frage formuliert, sehr unterschiedliche Mechanismen geben, die widerstrebend sind. Oft entsprechen Forschungsergebnisse nicht dem, was man vorher darüber denkt. Zum Beispiel scheint Ängstlichkeit nicht so ein relevanter Faktor zu sein, obwohl man das immer denken würde.

Das klingt überraschend.

Ängstlichkeit ist ein hochrelevanter Faktor dafür, wie die Leute sich selbst in hypothetischen Situationen einschätzen. Aber es hat sich bisher noch nicht als relevanter Faktor für tatsächliches Eingreifen erwiesen. Im Vergleich zwischen den Zivilcouragierten und den Nichtzivilcouragierten spielt Ängstlichkeit nicht so eine große Rolle. Auch bei der Risikoneigung finden wir keine klaren Unterschiede.

Welche Bedeutung hat die Erziehung, das Verhalten und Vorbild der Eltern, dabei?

Bei der Beurteilung der moralischen Relevanz von Situationen im Alltag spielt die Erziehung eine Rolle: Wie wichtig ist mir Moral, wie stark reagiere ich darauf emotional? Dabei geht es nicht nur um frühkindliche Erfahrungen, sondern auch um Erfahrungen in der Jugend, auch in den schulischen Institutionen. Das sind wichtige Kontexte, in denen sich das moralische Urteil und die moralische Emotionalität herausbilden.

Welche Rolle spielt persönlicher Mut? Und die Fähigkeit, Risiken ausblenden zu können?

Mut ist begrifflich knifflig: Müssen die Leute sich des Risikos bewusst sein und vielleicht sogar Angst empfinden und dann die Angst überwinden, damit wir von „Mut“ sprechen? Oder würden wir auch von Mut sprechen, wenn Leute trainiert haben, gefährliche Situationen zu meistern, und deswegen gar nicht mehr so große Angst haben? Bei den hypothetischen Situationen „Skinhead“ oder „Mann schlägt Kind“ erfordert ein Eingreifen schon Mut. Die Personen, die eingreifen, zeigen Mut, weil sie Risiken in Kauf nehmen und ihre Angst überwinden. Aber auch die Preisträger waren nicht weniger ängstlich als andere, haben aber trotzdem gehandelt.

Wir sehen viel Hass und Angriffe im Netz. Braucht man dort eine andere Zivilcourage als offline?

Online gibt es einen größeren Grad an Anonymität, zudem eine viel größere Reichweite, was ich schreibe, bleibt stehen. Diese Aspekte beeinflussen die Verarbeitung der Situation, deswegen können Online-Situationen anders wirken als Offline-Situationen. Aber wir glauben, dass es auch hier letztlich

um die Frage geht: Ist eine moralische Verletzung gegeben? Finde ich das schlimm, habe ich die Motivation, was dagegen zu tun?

Wenn ich jemand auf seinen Normenverstoß hinweise, ist das nicht auch wiederum ein Normenverstoß, weil ich in dessen Leben eingreifen will?

Ja, zivilcouragiertes Eingreifen hat fast immer auch Aspekte einer Normverletzung. Wir lernen eigentlich, dass wir anderen Leuten nicht sagen, was sie zu tun und zu lassen haben. Wir reden Eltern beispielsweise nicht rein, wie sie ihr Kind erziehen sollen. Aber wenn Eltern ihr Kind schlagen, ist eine Grenze überschritten, wo man sagt: Hier gilt diese Norm nicht mehr. Trotzdem bleibt diese Konstellation bestehen, dass man in der Situation, um eine Norm zu schützen, eine andere Norm verletzen muss.

Kann ich Zivilcourage lernen?

Es gibt verschiedene Formen des Trainings, auch wissenschaftlich fundierte. Der Grad der Absicherung der Wirksamkeit des Trainings ist allerdings mindestens ausbaufähig. Die Idee ist, dass man sich auf solche Situationen vorbereiten kann. Die Polizei etwa gibt sehr klare Verhaltensempfehlungen für Situationen im öffentlichen Raum: Man soll sich nicht in Gefahr bringen, aber genau hinschauen und als Zeuge später zur Verfügung stehen. Man soll auf jeden Fall die Polizei rufen und möglichst Umstehende ansprechen. Das sind niedrigschwellige Handlungsmöglichkeiten, zum Beispiel direkt explizit die nebenstehende Person anzusprechen und zu sagen: Ich bin mir nicht sicher, was hier passiert, haben Sie das mitbekommen? Oder: Das ist doch nicht in Ordnung, was da passiert – oder Ähnliches. So, dass man dadurch nicht nur sich selbst aus der Inaktivität befreit, sondern auch noch möglicherweise andere Umstehende.

Gefühlt wird das gesellschaftliche Klima rauer, nicht nur im Netz, auch offene Formen des Antisemitismus und Rassismus nehmen zu. Werden wir in Zukunft viel mehr Zivilcourage brauchen und zeigen müssen?

Im Netz entstehen neue rechtliche Normen, aber auch die sozialen Normen dort sind in der Verhandlung, da kann Zivilcourage ein wichtiger Aspekt sein. Während der Corona-Pandemie haben wir gesehen, wie schnell und stark sich soziale Normen verändert haben. In solchen Phasen spielt das Eingreifen gegen Verletzungen neu entstehender Normen eine wichtige Rolle in der Regulation des gesellschaftlichen Zusammenlebens – und damit auch die Zivilcourage. Allerdings wird die von vielen in Anspruch genommen, oft auch mit gegensätzlichen Absichten.

Was meinen Sie damit?

Der Begriff „Zivilcourage“ wird von Forschenden üblicherweise so eingegrenzt, dass demokratische Werte und Menschenrechte den Bezugsrahmen bilden. Aber das Phänomen, dass ein Beobachter seine eigene Moralvorstellung verletzt sieht, sich darüber sehr stark empört und dann eingreift – das Phänomen findet man natürlich auch da, wo es nicht um demokratische Werte geht, sondern gegen sie. Auch das kann das gesellschaftliche Klima aufheizen. Weil beispielsweise Personen, die gegen coronabedingte Maßnahmen demonstrieren, sich möglicherweise als zivilcouragiert wahrnehmen, weil sie aus ihrer Sicht soziale Ablehnung und andere Risiken in Kauf nehmen, aber Werte wie Freiheit und individuelle Entscheidungsfreiheit in Gefahr sehen und sich dafür einsetzen. Das wäre sozusagen das Gegenstück.

Wie behandeln Sie diese Gruppe als Forscherin?

Das haben wir bisher noch nicht gemacht. Wir haben noch keine Studien zu dieser, ich weiß gar nicht, ob man sagen kann, Kehrseite von Zivilcourage, also diesen möglicherweise parallelen Prozessen, gemacht. Aber es gibt Forschungen, dass deren moralische Vorstellungen, dass Ärger und Empörung eine wichtige Rolle spielen bei Radikalisierungstendenzen.

Diese wütenden „Querdenker“ bringen also beste Voraussetzungen für eine Art von Zivilcourage mit, die gegen die Demokratie gerichtet ist?

Jeder findet Zivilcourage richtig. Aber ich würde sagen, je nachdem, welche politische Orientierung und moralische Orientierung man hat, ist damit sehr Unterschiedliches gemeint.

Anna Baumert ist Professorin für Sozialpsychologie und Persönlichkeitspsychologie an der Bergischen Universität Wuppertal. Einer ihrer Forschungsschwerpunkte ist, wie Menschen auf Ungerechtigkeit reagieren. Bis April leitete sie eine Max-Planck-Forschungsgruppe zum Thema Zivilcourage.

Quelle: Frankfurter Allgemeine Quarterly

3 octobre (Economist)

<https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2022/09/29/losing-the-language-of-the-koran>

Middle East & Africa | Tongue in retreat

Losing the language of the Koran

Arabic is being swamped by English



Sep 29th 2022 | DUBAI

It might have been a party just for Westerners. Young men snogged in the corridor. Girls downed tumblers of wine. The real shock, though, was the hubbub of voices. Though this was a gathering of young Emiratis, almost everyone was chatting in English. Nowadays it is becoming the dominant tongue of the Gulf.

On paper Arabic is one of the world's most successful languages. Over 400m people speak it. But Arabs speak a plethora of dialects. Poor education in Arabic is eroding its purity, as English spreads. Many primary-school children chatter in a hybrid of English and Arabic. "Within a century it may be a dead language," laments a British former diplomat who is expert in Arabic.

The language's decline reflects recent history. Civil wars have forced millions out of education. Baghdad and Damascus, once citadels of Arab nationalism and culture, have been ravaged by violence. "Language reflects how powerful you are," says Ebtesam al-Ketbi, an Emirati scholar. "The Chinese, Japanese and Koreans have all kept their languages. We haven't." "People running our countries often don't speak good Arabic any more," laments a Bahraini.

English is the gravest threat. In 2017 the Arab Youth Survey, taken by a pollster in Dubai, found that Gulf Arabs already use it more than Arabic. Saudi Arabia has become the most recent Gulf state to teach schoolchildren English from the bottom class up. A large minority of Gulf citizens' children go to private schools where English is the main language of tuition. Ms Kebti says "no one can stop" the spread of English. A World Bank study reported last year that even by the time they are in their fourth year at school, many Arab children struggle to write a coherent sentence in Arabic.

The fragmentation of Arabic is a feature of Arab disunity. An array of dialects with their different vocabularies, syntax and accents has infiltrated such bastions of standard Arabic as parliaments, television shows and publishing houses. To bolster circulation, publishers are printing more books in dialect. In 2019 Nadia Kamel won a top literary prize in Egypt for a novel in dialect. Television news channels still broadcast in standard Arabic, so many Arabs prefer to get their news from social media, often in dialects written in Latin characters. Disney now dubs its films in Egyptian dialect. Expressions of love are said to sound stilted in the official lingo.

Champions of Arabic are trying to fight back. Arabic will, of course, remain the language of the Koran. "We think Arabic is more living than Latin because of its presence in the media, sermons and speeches," says Hossam Abouzahr, founder of The Living Arabic Project, an online platform that strives to revive the language. "Latin survived in the churches for centuries despite having no native speakers," he notes hopefully.

3 octobre (Economist)

<https://www.economist.com/europe/2022/09/29/europes-next-energy-crunch>

Europe | Shiver for longer

Europe's next energy crunch

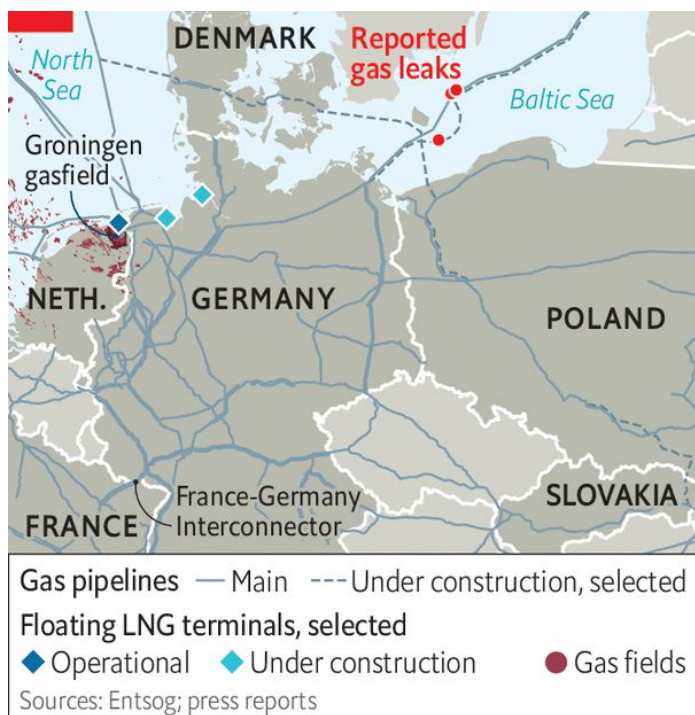
The winter of 2023 could be worse than 2022



Sep 29th 2022

The dutch province of Groningen sits on Europe's biggest proven gasfield. Decades of extraction have caused small earthquakes that have left thousands of houses unstable, leading the government to reduce gas flows to a minimum and promise to shut the field by 2024. Gas prices are now so high that if it allowed regular pumping, the government could make every owner of a wobbly home a millionaire. But that is politically impossible. Even in the midst of an energy crisis, which could get worse in 2023, support for boosting energy production is shaky.

Most businesses and households are understandably focusing on staying warm (and solvent) through this winter, not the next one. Policymakers are scrambling to help them with billions of euros. In early September, the German government coalition agreed on a new package of measures worth €65bn (\$62.5bn), and then added another €200bn at the end of the month. Italy's incoming government will come under immediate pressure to raise the country's aid packages, already worth 3% of gdp.



The Economist

Here is the bad news, though. Europe's crisis will not end come spring. Goldman Sachs, a bank, recently projected gas prices in summer next year to be around €235 per mwh, higher than they are today (the pre-pandemic price was around €20). German electricity futures for the fourth quarter of 2023 are more expensive than for the fourth quarter of this year. Even in France, where policymakers hope that the many nuclear reactors currently shut for maintenance and repairs will return in 2023, the real worry is next winter, not this one, according to one energy boss.

There are several reasons why prices are likely to remain high. If the winter is particularly cold, Europe's gas storage facilities could be virtually empty by March. In 2022 Russian gas helped fill them, until Russia cut supplies over the summer in response to sanctions. Unless these resume in 2023, gas to replenish European stores will have to come from elsewhere. But little additional supply is expected to hit global markets before 2024, say analysts. This week's sabotage of undersea pipelines, possibly by Russia, is another reason to worry that supply may be constrained next year, as are overdue closures for maintenance of facilities in Norway.

The Netherlands' Groningen gasfield is the only potential game-changer in Europe, say experts. It pumped out 42bn cubic metres in 2014, and could still produce 20-25bn, around 5% of Europe's gas needs, according to the firms that own the concession to exploit the field. But the politics is fraught. The government has been slow to reinforce houses and compensate owners. Now it is putting their safety first.

Happily, the capacity to handle imports is improving. A floating lng terminal in Eemshaven on the Dutch coast has just come online, and Germany is on course to add two more this year. A long-awaited pipeline connecting Norway to Poland via Denmark will begin operations in October, pumping up to 10bn cubic metres per year in the future. A new pipeline of about half that capacity from Poland to Slovakia will also start pumping, and the French-German interconnector is being retrofitted to allow eastward flows soon.

But competition between European countries for these supplies will be fierce. Poland has not secured supplies beyond the current heating season to fill its share of the new pipeline in full, according to its national gas company pgnig. Germany is struggling to sign so-called solidarity agreements with some of its neighbours to secure supplies in case of shortages this winter. In the meantime, Berlin is unwilling to sign longer-term lng contracts to secure supplies from abroad, and instead seems to trust its spending power to redirect lng shipments to its shores as needed, at the expense of poorer countries. The eu's platform to facilitate joint gas purchases to help those countries secure better prices has yet to come online.

High gas prices are also a major reason why electricity in Europe will continue to be expensive. Getting French nuclear power back to full capacity is crucial, as France is typically an exporter of electricity, but on current government projections that will take time. Germany is only reluctantly planning to extend the life of two of its three remaining nuclear power plants, and only until mid-April, despite its own analysis showing that it would save some gas. Poland has already restricted electricity exports to Germany, to lower its own electricity prices and to avoid burning too much coal, though officially it says it is to ensure security of power supply. The Swedish government is under pressure to do the same.

The longer the crisis drags on, the more difficult the political conflicts within and between countries will become. Home owners in Groningen, nuclear-power opponents in Germany and politicians across Europe shielding consumers from high prices all have their reasons to do so. But the collective result will be limited energy supply, excess demand and high prices all round in 2023.

3 octobre (Economist)

<https://www.economist.com/europe/2022/09/29/europes-plans-for-laxer-spending-rules-shows-german-influence-is-waning>

Europe | Charlemagne

Europe's plans for laxer spending rules shows German influence is waning

Auf Wiedersehen, stability and growth pact



Sep 29th 2022

There is no dog in hot dog, a koala bear ain't no bear, and let us not speak of urinal cakes. **What of the eu's "Stability and Growth Pact" (sgp)? The agreement limiting how much debt national governments can run up has achieved neither of its stated objectives:** Europe endured a prolonged currency crisis and decades of economic torpor. Thus few bemoaned the pact's suspension in 2020 as Europe splurged its way through the pandemic and now scrambles to offset soaring energy bills. **Germany is now pushing for the old straitjacket to be reintroduced, but only a much looser arrangement looks likely.** That hawks in Berlin are likely to be defied shows how much **German influence has waned.**

No fault line in the eu is as deep as that separating the frugal northerners from their supposedly spendthrift southern neighbours. The sgp was an attempt to bridge the divide. Devised in the run-up to the introduction of the euro in 1999, it capped annual budget deficits at 3% and overall debt at 60% of gdp. **Italy and Greece would share a currency with Germany and the Netherlands, but only if they also shared their sober approach to public finances.** It was never really thus: **the pact was soon broken willy-nilly, even by Germany, in its first few years.** Many countries ended up with debts over 100% of gdp as the global financial crisis unfolded. By the 2010s the bail-outs the pact was designed to avoid became unavoidable.

Despite its failure, the sgp still matters. It has nudged governments to ensure spending somewhat matches revenues, at least in good times. The principles behind it guided the response to the euro-zone crisis of 2009 onwards, which **southerners still feel imposed a pointless fiscal drag on their recovery.** If that was a **mistake,** it was not repeated two years ago: as the pandemic struck, all sides agreed the old rules had to be shelved. The European Commission, the bloc's executive arm, will in October unveil its ideas for a refreshed version as the sgp comes back into force by 2024.

Brussels has been bracing for a rerun of familiar rows pitting countries with Mediterranean coastlines against those with colder beaches. In fact early discussions between finance ministers seem to point to nearly everyone wanting to bin the old approach. **Germany stands essentially alone in pushing for a return to the way things were.** There is still much late-night haggling to be done. But as things stand it looks unlikely to get its way.

The key word to the commission's proposed new approach is **"flexibility"** in the application of the sgp. **The 3% deficit and 60% debt rule will remain: those figures are enshrined in eu treaties and tweaking them is basically impossible.** The focus is thus on enforcing them in an altogether **gentler fashion.** Gone will be the year-after-year nagging by Eurocrats of countries with "excessive deficits". Instead, national finance

ministries will propose ideas of how to balance their books over many years. **Pledging reforms viewed as sensible in Brussels**—spending on renewable energy, say, or pushing back the retirement age—will result in a country being allowed, in effect, to ignore those pesky budget limits.

This is music to the ears of southern Europeans; most imagine that “flexibility” will mean a kinder hearing from Eurocrats. **France** also likes this approach, as one might expect of **a country now in its 48th year without a balanced budget**. But **Germany** would in the past have been able to derail a push towards such potential profligacy. **How has it ended up so isolated?**

For one thing, **the position of its own government is unclear**. Christian Lindner, Germany’s finance minister, has made hawkish sounds about the need for fiscal prudence both at home and in Europe. But his is the third-biggest party in a three-party coalition, which also includes Greens who favour big spending to decarbonise the economy. Olaf Scholz, the chancellor, has other priorities: he pledged €100bn (\$97bn) for the armed forces in response to the war in Ukraine. The bonanza will not be included in German national accounts, the kind of sleight-of-hand Berlin would once have frowned upon. **When Germans wobble, others feel less obligation to tighten their own corsets.**

Germany is also short of allies these days. **Many traditional penny-pinchers in northern Europe wonder if strict budget rules are compatible with ambitious carbon-cutting plans.** Few want to discuss divisive budget rules when eu unity is at a premium. **Many eastern Europeans have low debt, but want to spend lots more on defence—if only to replace kit they have sent to Ukraine.** They blame Germany for having mollycoddled Russia for years and becoming hooked on cheap gas; they think it could do more to help Ukraine now. **Few are in the mood for lessons from Berlin.**

Fiscal rules, ok?

Germany’s insistence on budgetary rectitude still carries heft. Most wonks think a reform of budget rules should include a central fiscal capacity, along the lines of the temporary €750bn fund set up during the pandemic. **That is not on the cards, thanks to German and Dutch resistance.** Even absent nagging from Brussels, many countries with wobbly public finances are enacting reforms. Emmanuel Macron in France is pushing for a higher retirement age. Giorgia Meloni, the incoming Italian prime minister, has made reassuring sounds about public finances.

And if the commission does not impose balanced budgets, others might. Markets are capable of swiftly turning against governments they deem profligate, as Britain discovered this week. On the continent the bond vigilantes are held at bay by **the European Central Bank, which is buying up the bonds of Italy and others; it has promised to do more if needed.** Its president, Christine **Lagarde**, has warned finance ministers that loose public finances could drive up inflation, forcing the bank to raise rates quickly. Few will doubt she is serious. **If Germany can no longer be Europe’s budgetary bad cop, at least someone else is ready to take up the baton.**

3 octobre (Economist)

<https://www.economist.com/europe/2022/09/29/france-unveils-a-stable-budget-for-2023>

Europe | Steady on

France unveils a stable budget for 2023

But the government has yet to get a grip on public spending



Sep 29th 2022 | PARIS

Amid market turmoil in Britain and political uncertainty in Italy, **France looks like an oasis of relative stability**. On September 26th Bruno Le Maire, the finance minister, unveiled the government's budget for 2023, which was broadly in line with previous ones. It was his sixth; indeed Mr Le Maire now holds the record for the longest consecutive period in office for a finance minister under the French Fifth Republic. **Such consistency, however, will not spare France a difficult autumn, nor close scrutiny of its public finances.**

The budget focuses on protecting the French from soaring energy prices. France will spend €45bn (\$43bn) next year on state subsidies to keep energy costs down. Already this year the government has frozen gas prices and capped the rise in electricity prices to 4%. In 2023 this cap will rise by an additional 15% for both gas and electricity bills. **Direct subsidies for petrol at the pump will end, as aid becomes more targeted at those who need it.** There will be extra help for those on low incomes, as well as tax tweaks costing €6.2bn that are designed to help poorer households.

Mr Le Maire has not done everything he had on his list. **Mindful of the deficit, he has postponed inheritance-tax cuts.** A small cut in business taxes has been spread over two years. **The budget, as he pointed out, still does “a little too much” to support the use of fossil fuel.** But it also, he argued, **marks the end of the philosophy of spending *quoi qu'il en coûte* (whatever it costs),** which characterised public spending during the pandemic.

Not everyone agrees. French public finances will remain stretched. Next year sees no drop in the expected budget deficit, which will remain at **5% of gdp**, or €159bn, the same level as in 2022. **Public debt will remain at an alarmingly high 111% of gdp.** medef, a business lobby, criticised the budget for a “lack of ambition” on public spending. Mr Le Maire has promised to curb the deficit to 3%, in line with euro-zone rules, but not **until 2027.** The current deficit level puts France closer to Spain than to Germany.

Whether the government manages to achieve its own objective next year is uncertain. **Public spending may turn out to be underestimated, warned the official public-finances watchdog this week.** The government's growth forecast for 2023 of 1% could also prove optimistic. So far the French economy has proved robust. Yet inflationary pressures on firms and slower growth elsewhere will dampen it. **The Bank of France expects growth in 2023 to reach 0.8% at best.**

Ultimately, says Mujtaba Rahman of Eurasia Group, a political-risk consultancy, **deficit reduction “cannot be achieved without pension reform”.** **France spends about 14% of gdp on public pensions, compared with an oecd average of 8%.** The European Commission, which has suspended its fiscal rules for now, is

looking closely for signs that France is serious about getting a grip on public spending. During his re-election campaign, President Emmanuel Macron promised to raise the pension age from 62 years to 64 or 65. He then lost his parliamentary majority, so that pledge looks hard to fulfil. **If he tries to force it through, the opposition and unions will take to the streets.** If he delays the plan for yet more talks, he risks losing his credibility as a reformer.

3 octobre (Economist)

<https://www.economist.com/leaders/2022/09/29/irans-tired-regime-is-living-on-borrowed-time>

Leaders | On shaky ground

Iran's tired regime is living on borrowed time

A wave of protests portends more to come



Sep 29th 2022

The most poetic scenes are sometimes the most powerful. A young woman dances in front of a bonfire, then tosses her headscarf into the flames. A lone old lady, her white hair uncovered, shuffles down the street waving her headscarf in tune to the words “Death to Khamenei!” Such [acts of defiance](#) against Iran’s supreme leader and his regime, prompted nearly a fortnight ago by the murder of a young woman arrested by the “[morality police](#)” for not covering all her hair, have spread to dozens of Iranian cities. They mark the most menacing threat to the ayatollahs’ dictatorial rule for many years.

Revolutions are often sparked by individual acts of courage. Witness the self-immolation of a vegetable-seller in Tunis that started the [wave of rebellions](#) that raced across the Arab world in 2011. Several times in the past dozen or so years Iranians have erupted against their regime, only for huge demonstrations to fizzle out under the lash of a well-practised system of repression. **Might this time be different?**

It is impossible to predict, as Iran is closed to the world’s press. Anger is certainly more widespread than ever before. The unrest has drawn in young and old. It has encompassed Iranians from every corner of the country, including Kurds and other minorities. **So far it is women who have shown the most exhilarating bravery. But if Iran’s men weigh in with equal valour, the removal of a vile system, though still unlikely in the short run, may no longer be inconceivable.**

The dominant part played by women in the protests is new. Another difference is that the demands are more drastic. Young people, connected to their contemporaries elsewhere on social media, are chafing more furiously than ever under the rule of grey-bearded clerics. **Since 2012 income per head has stagnated, leaving legions of Iran’s 85m-plus people destitute. Inflation has soared. The environment has palpably suffered. Rivers have run dry. Farmland is parched. For many Iranians the only path to a decent life is emigration.**

And the regime is more rotten than ever. It is keen to blame Iran’s ills on foreigners. For sure, American-led sanctions have deepened the economic distress, but **the chief perpetrator of the people’s poverty is the regime itself.** Under its **corrupt** theocracy swathes of the economy are controlled by military men and ayatollahs whose policies, even at the best of times, seem designed to scare off foreign investors. Hardliners dominate Iran’s parliament, and most relatively reform-minded politicians have been barred from running in elections.

Moreover, after decades of aggressive foreign policy, **Iran is isolated.** It backs militias in Iraq and Lebanon and brutal leaders in Syria and Yemen. It menaces the Gulf states. And it persists with nuclear plans that terrify Israel and unnerve the region. Recent efforts to revive the un-backed deal that curbed Iran’s nuclear

programme look doomed. While protests continue, President Joe Biden would be unwise to re-engage with the regime or risk seeming to offer the ayatollahs a lifeline.

To be candid, there is little the West can do to encourage the rebellion, especially at a time of turmoil elsewhere in the world. **Sanctions have weakened the regime, but have plainly failed to bring it down.** Enough of Iran's oil leaks into countries that care nothing for human rights, particularly China, which has long been a buttress of Iran's economy. The most vital help that Western governments can give to Iran's brave resisters is to ensure that sanctions do not bar them from access to internet services or to tools such as vpns that help them evade censorship and surveillance.

It will be up to Iranians to get rid of their rotten regime. So far the protests have been spontaneous and disorganised. **No potential leader has emerged.** More than a decade after the opposition Green Movement was suppressed, its champions remain muzzled. Real change may yet come from within the ranks of disgruntled clerics, though that scenario has often failed to materialise. **This latest revolt may eventually fade, as previous ones did. But one day Iranians will cast off not just their veils but also their joyless overlords. It cannot come too soon.**

3 octobre (Economist)

<https://www.economist.com/leaders/2022/09/29/how-to-make-sense-of-xi-jinping-chinas-enigmatic-ruler>

Leaders | The Prince

How to make sense of Xi Jinping, China's enigmatic ruler

His project to restore the Communist Party's overbearing role has grim implications for China and the world



Sep 29th 2022

Xi Jinping was 31 when he arrived in Iowa in 1985. A junior [Communist Party](#) official at the time, he was on a two-week tour to learn about animal feed. His hosts liked him and he liked them. The highlight of his trip was a two-night stay with families in the small town of Muscatine. [Mr Xi](#) slept in a room decorated with posters from “Star Trek” and “Star Wars”. He tried popcorn for the first time. By all accounts, he loved Iowa.

Embroidered stories like this led many observers to be optimistic in 2012, when Mr Xi became China's leader. His father was a revolutionary pioneer, who later backed economic opening and reform as a provincial boss. Mr Xi grew up as a “princeling”, a child of party royalty. Some guessed he would follow in his father's pragmatic footsteps. But he has taken a different path.

Far from being a reformer, Mr Xi sees himself as a restorer—of the party and its central role in society, and of China and its [role in the world](#). He has amassed more power and wielded it more ruthlessly than any Chinese leader since Mao Zedong. As his power has grown, so has [China's ambition](#). At the party's five-yearly congress, starting on October 16th, Mr Xi will almost certainly be given another term as supreme leader, possibly setting him up as ruler for life. Understanding his origins and his beliefs has never been more important.

That is the aim of our eight-part podcast series, “[The Prince](#)”, and of this week's [Briefing](#). In dozens of interviews, people who have studied Mr Xi up close and from afar explained to us what motivates him. The result is a portrait of an enigmatic man whose plans hold troubling implications for China and the world alike.

The heart of Mr Xi's plan is to restore the Communist Party, which had faded from the lives of many people. He came of age in the Cultural Revolution, when Mao upended society by mobilising the Red Guards to attack intellectuals and officials deemed insufficiently loyal. Mr Xi's father was tortured. His half-sister took her own life. Mr Xi was sent to live in a cave in the countryside for seven years to learn the virtues of hard work.

According to party mythology, the experience transformed Mr Xi from an entitled princeling into a man of the people. A source quoted in an American diplomatic cable saw it another way: Mr Xi survived “by becoming redder than red”. Rather than reject the party after Mao's purges, he dedicated himself to restoring it. The party, to his mind, was the only institution able to prevent such chaos from recurring. So it made

sense for its leaders to turn to him in 2012, when many thought the party had again lost its way. To save it, they believed, it needed discipline and a renewed sense of purpose.

China's president has given it that in spades. His anti-corruption campaign set a new tone—and doubled as a purge of his rivals. He has since reinjected the party into all aspects of life. Party committees have been set up in private firms and reinvigorated at the neighbourhood level, where grassroots members help enforce his “zero-covid” policy. Mr Xi has created party bodies with new powers to oversee government ministries. As he says, “Government, the army, society and schools, east, west, south, north and centre—the party leads them all.”

Mr Xi wants to restore China, too. In 2018 a new revelation of the president's philosophy laid out ten principles for diplomats to follow. Top of the list was maintaining the authority of the party. Second was “realising the rejuvenation of the Chinese nation”. Whereas Mao united the country and Deng Xiaoping helped it prosper, Mr Xi believes he will be the one to make it great again. He talks of a West that is in decline and of the world experiencing “great changes unseen in a century”. The phrase has roots in the late Qing era, when China was humiliated by foreign powers. Mr Xi has turned it on its head.

There is nothing odd about a big power wanting a big say in global affairs. But China's regime sees today's world order as a Western imposition, and wants to rewrite the rules. “The Chinese people will never allow any foreign forces to bully, oppress or enslave us,” he said last year, marking the centenary of the party's founding. “Anyone who dares to try to do that will have their heads bashed bloody against the Great Wall of Steel forged from the flesh and blood of over 1.4bn Chinese people.”

That is music to the ears of nationalists, who revere Mr Xi and revile foreign critics. Many of them believe the West is racist and self-centred. Their hubris, paranoia and frustration are a combustible mix. In August, when America's Speaker of the House of Representatives, Nancy Pelosi, visited Taiwan, nationalists called for her plane to be shot down. They believe America and a growing nato alliance provoked Russia's invasion of Ukraine, which Mr Xi tacitly backs as a challenge to the West. Today's China reminds some Western diplomats of Japan in the 1920s and 1930s.

The contest between China and the West is, above all, one between competing philosophies. Western governments believe success comes from letting people choose their own destiny. China's rulers believe that individuals must sacrifice their liberties, privacy and dignity for the greater good—as defined by the party. Mr Xi espouses a maximalist version of this. Lately it has not been going well. Under the fuzzy banner of “common prosperity”, he has reasserted state control over the economy and hobbled some of China's most successful firms. His plan to tame the property market lies in tatters and bad loans weigh perilously on the economy. Another pressing problem is his zero-covid policy. To keep most of China virus-free, officials impose [draconian lockdowns](#) on huge areas with tiny outbreaks. At first that saved many lives, but it has now become yet another drag on output. Fed up with the rules, people have begun to flout them.

Restoration tragedy

When Mr Xi took over in 2012, China was changing fast. The middle class was growing, private firms were booming and citizens were connecting on social media. A different leader might have seen these as opportunities. Mr Xi saw only threats. At home he is assembling a high-tech apparatus of incentives and coercion designed to restore party control. Abroad, he is posing a challenge to the American-led order that the world should resist. .

3 octobre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/campus/article/2022/09/22/ralentir-ou-perir-la-decroissance-theme-de-rentree-a-hec_6142734_4401467.html

« Ralentir ou périr » : la décroissance, thème de rentrée à HEC

Lundi, l'école de commerce de Jouy-en-Josas invitait Thimothée Parrique, chercheur en économie écologique et spécialiste de la décroissance et de la post-croissance.

Par [Marine Miller](#)

Publié le 22 septembre 2022 à 14h00 Mis à jour le 22 septembre 2022 à 17h34



Thimothée Parrique lors de sa conférence à HEC, Jouy-en-Josas, lundi 19 septembre 2022. MARINE MILLER / « LE MONDE »

*« La première fois que j'ai entendu parler, lors d'une conférence, de la décroissance, j'étais étudiant en deuxième année d'économie à l'université de Versailles-Saint-Quentin. J'avais votre âge, et j'ai ricané. Je me suis dit : **c'est qui ce plouc, ce guignol qui n'a pris jamais pris un seul cours d'économie ? Depuis, j'ai fait pas mal de chemin.** »*

C'est avec cette mise en abyme que l'économiste **Thimothée Parrique, 33 ans, auteur de *Ralentir ou périr. Une économie de la décroissance (Seuil, 2022, 20 euros)*** commençait sa conférence devant un parterre d'étudiants et de salariés de HEC Paris, lundi 19 septembre. Une heure pour exposer les thèmes de **son livre sorti le 16 septembre, déjà en rupture de stock : l'impossible croissance verte, les fausses promesses de la croissance économique, le projet de société de la post-croissance...**

L'économiste actuellement en poste à l'université de Lund (Suède) était aussi invité à dispenser un cours sur « **les fondements de la décroissance** » aux 380 étudiants de première année. Depuis 2021, tous les élèves suivent un séminaire de 18 heures d'enseignements sur le **dérèglement climatique** – un parcours mis en place en réponse à une demande pressante des étudiants.

« Justice sociale et bien-être »

Parler de décroissance au sein de l'école de l'élite économique, qui forme chaque année une armée de jeunes à **rendre les entreprises encore plus profitables ?** Un drôle de **paradoxe** qu'évacue rapidement l'économiste, qui assume aller « *là où l'on l'invite* ». « **En tant qu'universitaire, je participe au débat public.** Mon rôle pendant ces quelques heures à HEC est d'équiper les étudiants d'un cadre théorique auquel ils n'ont pas accès. Ils seront amenés à prendre des décisions dans dix ans, ils ont donc besoin d'avoir tous les cadres analytiques en leur possession. Si je viens, c'est pour les étudiants. Je ne dilue rien du contenu, et je raconte exactement la même chose à mes étudiants en Suède et dans mes recherches ». Le « **cadre théorique** » dans lequel s'inscrit son intervention, il en donne une définition simple : « **la décroissance est une réduction de la production et de la consommation pour alléger l'empreinte écologique, planifiée démocratiquement dans un esprit de justice sociale et de bien-être** ».

Née dans les années 1970, l'idée de décroissance prend son envol notamment grâce à des intellectuels français comme Serge **Latouche** (économiste), Paul **Ariès** (politologue), André **Gorz**, (philosophe et

journaliste). Aux Etats-Unis, le rapport sur « **Les limites à la croissance** » (1972) de Dennis et Donella Meadows, chercheurs du MIT, est **un best-seller vendu à 12 millions d'exemplaires et traduit dans 37 langues**. Pour la première fois, une nouvelle technique de modélisation simule douze scénarios prospectifs portant sur la production industrielle, la croissance démographique, la production de nourriture la raréfaction des ressources et la pollution. **La conclusion : la croissance exponentielle de la production et de la population dépasse les limites planétaires.**

Depuis 2010, dans le monde académique, la décroissance est un thème en pleine ascension, 600 articles en anglais depuis 2007, dont 100 publiés en 2022. Selon des chiffres cités par Timothée Parrique, il y aurait en ce moment 79 mémoires et 33 thèses de doctorat sur la décroissance. Mais ce sont les scientifiques du **Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)** qui, dans leurs deux derniers rapports, ont donné à l'idée une autre dimension, **sortant la décroissance des cercles académiques et militants.**

Refonte des programmes en 2023

A HEC, c'est cette caution scientifique qui a convaincu Julie Thinès, directrice des études pré-expérience, **d'inviter le chercheur.** « *J'avais un peu peur au début, mais le sujet [de la décroissance] monte dans les débats et dans les médias, cela devient un sujet central, donc les étudiants doivent en entendre parler.* » **« Il n'y a pas de sujet interdit ou politiquement incorrect, nous sommes un lieu où nous devons faire vivre ces débats »**, abonde François Collin, directeur de la transition écologique de l'école, qui explique que **même les entreprises veulent entendre parler de décroissance.** Lors du séminaire de rentrée, après un séjour à Chamonix, les étudiants de première année ont pu assister à d'autres conférences de chercheurs comme le biologiste Gilles Boeuf, l'ingénieur spécialiste des matières premières Philippe Bihoux ou encore le politologue François Gemenne, membre du GIEC.

Si certains étudiants se réjouissent de ce nouveau programme, ils s'interrogent sur l'intégration des enjeux sociaux et écologiques dans leurs cours fondamentaux : finance, comptabilité, microéconomie, droit, *supply chain* (« chaîne logistique »), gouvernance, marketing, etc. Dans un rapport rendu à l'administration en février sur la refonte des maquettes, des étudiants des associations Esp'r et des alumni du collectif HEC Transition écrivaient avoir **l'impression d'être « dans une école de profit davantage que dans une école de commerce ».** « *Les cours se limitent, suivant Milton Friedman, à l'apprentissage du “comment bien gérer son entreprise pour qu'elle soit profitable”, comment produire plus de richesses sans jamais interroger le pourquoi et les autres finalités et apports de l'entreprise.* »

« C'est très facile d'ajouter des cours sur la transition, ça l'est beaucoup moins de revoir en profondeur les cours obligatoires du business as usual », explique Louis Fidel, étudiant en master et membre de HEC Transition. D'autant que selon l'étudiant, cette juxtaposition de cours aux contenus théoriques opposés crée de la « dissonance » et du « désengagement ». « *Quand vous entendez que les théories économiques étudiées sont neutres ou indiscutables et que, dans la même journée, vous entendez que d'autres théories existent, ça délégitime les idées des uns ou des autres* », estime-t-il. En septembre 2023, l'école engagera la refonte intégrale de ses cursus : l'enjeu pourrait être d'adapter les cours obligatoires à la prise en compte des enjeux écologiques tout en laissant une liberté académique totale aux enseignants-chercheurs de l'école.

La dernière question adressée à Timothée Parrique par une étudiante lors de sa conférence fut celle de **« l'idéologie » politique de la décroissance.** De gauche ou de droite ? « *Si la décroissance est une idéologie, alors qu'est-ce que la croissance ?* », lance Timothée Parrique à la salle. **On comprendra peut-être dans vingt ans que la théorie du ruissellement n'avait pas plus de fondements que le “There is no alternative” [de Margaret Thatcher au sujet de capitalisme]. Soyez les architectes de ces nouveaux systèmes économiques !** » A l'issue de cette conférence très applaudie, les étudiants se sont rués sur le stand du libraire pour y acquérir les derniers exemplaires disponibles de *Ralentir ou périr*.

3 octobre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/10/03/baptiste-lanaspeze-editeur-l-ideologie-du-developpement-ne-peut-pas-etre-ecologique-il-faut-en-sortir_6144132_3232.html

Baptiste Lanaspeze, éditeur : « L'idéologie du développement ne peut pas être écologique. Il faut en sortir »

Philosophe et fondateur de la maison d'édition Wildproject, spécialisée dans les questions environnementales, Baptiste Lanaspeze esquisse, dans un entretien au « Monde », un tour d'horizon des alternatives au paradigme du développement forgé par l'Occident.

Propos recueillis par [Séverine Kodjo-Grandvaux](#)

Publié aujourd'hui à 06h15



Portrait dessiné de Baptiste Lanaspeze. YANN LEGENDRE

Auteur d'un court essai, *Nature* (Anamosa, 102 pages, 9 euros), qui vise à réhabiliter une notion critiquée par certaines pensées de l'écologie comme étant une invention occidentale, le philosophe et éditeur Baptiste Lanaspeze fait paraître chez Wildproject, sa maison d'édition, la traduction de *Plurivers. Un dictionnaire du post-développement* (550 pages, 25 euros). Une critique radicale du développement qui, à travers une centaine d'entrées, explore, sur les cinq continents, d'autres modalités de vivre comme autant de pistes pour façonner des sociétés écologiques.

Les auteurs de « Plurivers » invitent à renoncer au développement, pourquoi ?

L'une des premières fois où le terme de « développement » a été employé officiellement, c'est par Truman, en 1949. Il paraît inoffensif, mais il s'adosse à une description de l'ordre mondial postcolonial qui, en fait, repose sur la reconduction industrielle de la relation coloniale. Le monde proposé pour succéder aux empires coloniaux a gardé l'essentiel de la structure du monde d'avant, la même brutalité, la même destruction des savoirs vernaculaires et des peuples indigènes. Adossé au diagnostic du désastre écologique, on ne peut plus se référer à l'idéologie du développement comme un point de repère stable et sérieux.

Est-ce la raison pour laquelle, dans votre essai « Nature », vous liez combat écologique et lutte décoloniale ?

Dans *La Mort de la nature* (Wildproject, 2021), la philosophe et historienne Carolyn Merchant montre comment, aux XVI^e et XVII^e siècles, des savants masculins ont fait de la nature un amas de particules inertes que l'on peut manipuler et exploiter. Cette idée est contemporaine de l'apparition des théories du contrat social selon lesquelles il faut s'arracher de l'état de nature pour devenir civilisé. De même que l'on a tué en Europe cent mille sorcières garantes des relations magiques avec le monde, on a apporté la civilisation aux indigènes en les colonisant. La modernité met en œuvre la destruction simultanée de la nature et des cultures vernaculaires. Cela vaut autant pour la France de l'intérieur que pour les colonies. **Les pensées écologiques ont toujours porté en elles une graine décoloniale, car elles détruisent le cosmos de l'homme blanc moderne, en réhabilitant pleinement l'idée de nature**, y compris chez des penseurs comme Henry David Thoreau [1817-1862], Arne Næss [1912-2009], lecteur fasciné de Gandhi et proche de Nehru, ou John Baird Callicott, qui a passé sa vie à critiquer le concept de *wilderness* notamment parce qu'il était colonial...

Les contributeurs de « Plurivers » soutiennent qu'il n'est pas possible de réformer le système actuel. Pourquoi ?

Le livre propose, en effet, une critique des solutions réformistes qui laissent croire que la technique pourrait résoudre les problèmes écologiques et que l'on pourrait concilier développement et durabilité (le fameux développement durable). Il aborde ainsi les notions d'économie verte, de smart city, d'économie circulaire, de géo-ingénierie, qui imagine la gestion des flux de carbone à l'échelle mondiale, de transhumanisme... Pour les auteurs de *Plurivers*, **le système du développement ne peut pas être écologique. Il faut en sortir.**

Faut-il alors abandonner l'idée d'un progrès bénéfique aux sociétés humaines ?

Les auteurs de *Plurivers* nous invitent à renoncer non pas à toute industrie et à toute technique, mais à l'idée d'un sens unique de l'histoire, c'est-à-dire à l'idée qu'il n'y aurait qu'une seule solution pour les sociétés du monde entier, qui consisterait à avancer vers davantage d'industrialisation. Une part de nous peine à croire en la possibilité d'un monde postdéveloppement mais il faut y réfléchir sérieusement, car les deux premières causes de la sixième extinction de masse sont l'agriculture industrielle et l'automobile. Les contributeurs de *Plurivers* ressaisissent d'une multitude d'endroits, des pays du Sud mais aussi du Nord, des situations vécues à partir desquelles on peut penser un meilleur rapport entre les sociétés humaines et leurs milieux. Les alternatives au développement ne sont pas toujours médiatisées, car elles se situent souvent au niveau microlocal. Mais elles sont très nombreuses.

Ces alternatives constituent ce que les auteurs appellent le « plurivers ». S'oppose-t-il à l'universel ?

La notion de plurivers – et de pluriversel – est clairement une réponse à l'universel et à l'idée de monde unique. Mais elle ne s'oppose pas du tout à l'idée de faire monde tous ensemble puisque la définition même de plurivers, tel que les **zapatistes** l'entendent, c'est un monde fait de plusieurs mondes. **Il s'agit bien de penser radicalement la variété interne de notre monde commun.**

Ce monde empli de différents mondes ne risque-t-il pas de concourir à fragmenter l'humanité davantage et d'engendrer un communautarisme généralisé ?

Penser que, en homogénéisant tout, les choses iraient mieux est une erreur. L'humanité est, de fait, pluriverselle tout simplement parce qu'elle est liée à des déplacements et à des lieux où elle s'établit. Elle s'est, de tout temps, exprimée à travers une très grande variété de traditions, de cultures, de langues. **Avoir peur du pluriversel, c'est-à-dire d'une organisation mosaïque de l'humanité, c'est avoir peur in fine de l'humanité.**

3 octobre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/10/03/reforme-des-retraites-une-methode-contre-productive_6144147_3232.html

Réforme des retraites : une méthode contre-productive

ÉDITORIAL

Emmanuel Macron, en donnant le sentiment qu'il transforme le dossier des retraites en une démonstration de prépotence présidentielle, ne fait rien pour décrier les esprits ni favoriser la coresponsabilité.

Publié aujourd'hui à 09h45

En ces temps troublés, sauver le régime des retraites par répartition devrait être considéré comme une grande cause nationale. Pour des raisons démographiques et parce que la conjoncture s'assombrit, l'équilibre du régime est de nouveau menacé, selon les dernières prévisions du Conseil d'orientation des retraites, qui prévoit un déficit de l'ordre de 12,5 milliards d'euros en 2027 et de 20 milliards à l'horizon 2032.

Personne n'envisageant de remettre en cause les fondements du système, qui repose sur l'étroite solidarité entre actifs et retraités, il semblerait assez logique que tous les acteurs politiques et syndicaux s'impliquent sans arrière-pensée dans une cause qui n'est pas que financière.

Le sujet est éminemment social parce que de fortes inégalités restent à débusquer dans un système qui est encore loin d'être unifié. Il est aussi sociétal, au moment où, à la fois la valeur travail n'a jamais été autant vantée et le rapport au travail aussi questionné. Si, comme la plupart de nos voisins européens, nous sommes voués à travailler plus longtemps parce que l'espérance de vie a augmenté au cours des dernières décennies, alors il faut remettre au premier plan la question du mieux-vivre au travail. Il faut aussi mobiliser les entreprises autour du maintien des seniors, après des années d'usage abusif des préretraites.

Inquiétudes sur un passage en force

Le second quinquennat d'Emmanuel Macron, qui s'était ouvert sur la promesse d'une gouvernance moins verticale, aurait pu être l'occasion d'une nouvelle approche. Or, le chef de l'Etat a délibérément choisi de faire du dossier des retraites une démonstration de force, la preuve qu'il est encore capable de réformer en dépit de l'absence de majorité absolue à l'Assemblée nationale. Les concessions qu'il a faites, mercredi 28 septembre, à sa propre majorité, inquiète des conséquences d'un passage en force au Parlement dès les prochaines semaines, ne doivent pas masquer le fait qu'il a concédé le minimum.

Le président de la République veut toujours que la réforme entre rapidement en vigueur, dès l'été 2023. Il se dit prêt à une concertation avant Noël mais n'entend pas bouger sur la mesure-phare de son projet présidentiel, qui consiste à allonger de quatre mois chaque année l'âge de départ à la retraite avec 65 ans pour horizon.

Cela revient à assumer une opposition frontale avec les syndicats, tous opposés à cette mesure, à ouvrir la voie à des manifestations de rue dont personne ne sait prédire l'issue, à se couper un peu plus de la gauche pour tenter de rallier une partie de la droite et à prendre à revers la majorité des Français. L'addition est lourde.

Certes, aucune réforme d'envergure des retraites n'a été adoptée sereinement en France. Les points de vue de départ sont trop divergents, notamment avec La France insoumise, qui promet encore le retour à la retraite à 60 ans. Mais, en donnant le sentiment qu'il transforme le dossier des retraites en une démonstration de prépotence présidentielle avec à la clé [une menace de dissolution pour faire plier les rétifs](#), Emmanuel Macron ne fait rien pour décrier les esprits ni favoriser la coresponsabilité.

Le report de l'âge légal a pour premier effet de pénaliser ceux qui sont entrés tôt sur le marché du travail. Il n'est pas supportable pour ceux qui exercent des métiers pénibles, il est injuste pour ceux, les femmes notamment, qui connaissent des carrières hachées. Peut-on traiter sérieusement en quelques semaines ces cas particuliers ? Les syndicats les mieux disposés, comme la CFDT, ont quelques bonnes raisons de considérer qu'une fois de plus on leur met le couteau sous la gorge.

3 octobre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/debats/signes-religieux-faut-il-reconsiderer-l-obligation-scolaire-22-06-2022-2480653_2.php

Signes religieux : faut-il reconsidérer l'obligation scolaire ?

CHRONIQUE. Face à la multiplication des tenues islamiques dans certains lycées, la loi n'est pas la solution. Il faut se donner la possibilité d'exclure certains élèves.

Par Lisa Kamen-Hirsig



Les signes religieux à l'école augmentent, selon plusieurs rapports. © DeeDee DeGelia & Brent Winebren / moodboard / picture alliance / moodboard

Publié le 22/06/2022 à 15h00

Printemps 2004 : une loi interdit les signes et tenues manifestant ostensiblement une appartenance à une religion dans les établissements scolaires. Printemps 2022 : les enseignants courent les radios et plateaux télé pour signaler la recrudescence des entorses à cette loi. Ils ne sont malheureusement pas victimes d'hallucinations collectives : leurs dires sont corroborés par la publication d'une note « confidentielle » signée du service central du renseignement territorial (SCRT). Une conseillère principale d'éducation est même la cible de menaces de mort depuis qu'elle a refusé à une jeune femme l'accès à une salle d'examen.

Ne tournons pas autour du pot : voiles, abayas et kamis pullulent aux portes des collèges et lycées. Et ce sont bien ces vêtements islamiques qui font polémique car ils sont le signe d'un wahhabisme rigoriste. Les lois successives visant à les interdire n'ont eu comme effet que de pousser ceux qui voulaient les porter vers des établissements confessionnels ou de les radicaliser davantage. Vous l'aurez compris, à titre personnel, je suis opposée au fait que la loi se mêle de la tenue des gens. Toutefois, si le règlement d'un établissement scolaire exige le port d'une tenue particulière, les élèves se doivent de le respecter.

Le ministre de l'Éducation, monsieur Pap Ndiaye, avait ponctué sa visite au collège de Samuel Paty, à Conflans-Sainte-Honorine, d'un « c'est la République qui gagne, malgré tout ». La République, cette super-héroïne qui triomphe de tout... Pourtant, la réalité est un peu différente. Cette victoire-là ne s'autoproclame pas. C'est peut-être pour cela que, quelques semaines plus tard, à l'issue du conseil des ministres du 14 juin, notre ministre frais émoulu a déclaré au sujet de la prolifération des signes religieux devant les lycées : « Nous sommes très bien équipés pour répondre à ce phénomène. »

Une adresse électronique !

Ah, enfin un ministre qui ne fait pas dans l'inflation législative ! Enfin un homme politique qui ne se jette pas sur l'occasion pour faire voter une loi portant son nom ! Enfin un responsable qui va mettre en œuvre les solutions existantes ! Écoutons la suite attentivement. Qu'entend-il par « bien équipés » ? « Il y a des équipes valeurs de la République dans chaque rectorat. » Ah. Bon. Mais encore : de qui, de quoi s'agit-il ? Comment ces équipes empêcheront-elles nos islamistes en herbe de parader habillés en imams ?

Pour en avoir le cœur net, je pars immédiatement surfer sur les eaux bleu-blanc-rouge du site de l'Éducation nationale, qui me donne quelques pistes : les équipes valeurs de la République sont « mobilisées sur le terrain » et « apportent "un soutien concret" aux écoles et établissements, notamment en situation de crise ». Concret ? Concret comment ?

Eh bien, tenez-vous bien : elles disposent d'une adresse électronique permettant aux chefs d'établissement de les saisir directement et peuvent même « solliciter la cellule ministérielle de veille et d'alerte, l'équipe nationale valeurs de la République ou le Conseil des sages de la laïcité en cas de fait grave. Un coordinateur laïcité du ministère rappelle le demandeur sous 24 heures ».

En parallèle, un plan de formation aux valeurs de la République et à la laïcité a été lancé et a permis de former 300 000 enseignants. Le ministère a équipé les classes de plusieurs guides et coffrets républicains différents. Inutile de se faire du mal en estimant la dépense correspondante...

Pourquoi s'échiner à éduquer des jeunes qui n'en ont pas le désir ?

Avec un tel dispositif, nul doute que les petites frappes de banlieue n'oseront plus braver les règlements. Voyant que tous les « acteurs de la communauté éducative » font tant d'efforts pour se former puis transmettre les valeurs de la République, ils cesseront immédiatement leurs provocations, remplis de respect et d'émotion citoyenne...

Foin de persiflage. Que faire ? Je crois qu'il est temps de reconsidérer l'obligation scolaire, en tout cas son amplitude : pourquoi s'échiner à vouloir éduquer de jeunes gens qui n'en ont pas le désir ? Quel intérêt supérieur justifie que les bons élèves, ceux qui respectent leurs professeurs et le savoir, ceux qui ont envie d'apprendre et de progresser, subissent les agressions et les menaces de ceux qui les méprisent ?

Pourquoi prendre le risque de dégoûter les professeurs au point de les pousser à démissionner en masse, comme cela se produit depuis quelques années ? Il faut exclure ces élèves intenable, ceux qui refusent de respecter les règles des établissements qu'ils entendent fréquenter. À eux, à leurs parents de trouver une alternative : emploi, apprentissage, établissement privé, année de césure... On ne peut pas faire le bonheur des gens contre leur gré.

Foin de management !

Il est également urgent de reconsidérer l'offre scolaire. Il y a quelques jours, j'ai pris le temps d'observer deux lycéens, jogging oversize et baskets dernier cri, qui chahutaient

comme des enfants sur l'aire de jeux d'un parc du 17^e arrondissement de Paris, balançant leurs sacs à dos, l'un humiliant l'autre, visiblement bien moins sportif. Leur vocabulaire ainsi que leurs attitudes étaient ceux de tout petits enfants, la vulgarité en plus. L'un d'eux a fini par s'exclamer : « Hey, fais gaffe, mon cahier de management ! »

Quelle urgence y a-t-il à enseigner le management à des gamins qui ne maîtrisent ni leur langue ni les codes du comportement en public, ce que mes parents auraient appelé la bienséance ? L'autorité s'appuie sur l'exemple : il faut que les établissements scolaires fassent preuve d'exigence. Reprenons les bases avec ces élèves ou ceux-ci seront de toute façon disqualifiés pour trouver un emploi mais bien assez qualifiés pour vendre leur âme au premier diable idéologique qui passera. Foin de management ! La langue française, le calcul, l'histoire et la géographie...

En Bretagne, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, les enfants des côtes étaient en moyenne plus instruits que ceux de l'intérieur du pays. Les premiers étaient destinés à commercer avec des étrangers, activité nécessitant la maîtrise du calcul et un bon niveau de langue. A contrario, les enfants de l'intérieur n'avaient pas besoin de cette instruction mais aidaient aux travaux des champs. C'est la raison pour laquelle ils fréquentaient moins l'école. Louis Pergaud évoque ce phénomène dans *La Guerre des boutons*. L'école doit être désirable et non obligatoire. Elle se rendra désirable lorsqu'elle saura à nouveau élever et instruire ceux qui lui sont confiés.

On peut ainsi espérer repêcher quelques élèves. Quant à ceux qui, malgré tout, s'entêteront à braver la loi et les règlements, c'est à la police qu'ils doivent être confiés, quelle que soit leur tenue.

3 octobre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/religion/le-soft-power-islamiste-voila-l-ennemi-03-10-2022-2492218_3958.php

Le soft power islamiste, voilà l'ennemi

CHRONIQUE. Si la violence terroriste semble avoir baissé en intensité ces derniers temps, l'islamisme, lui, connaît une progression fulgurante en France.

Par Éric Delbecque



Des manifestants mobilisés place de la République à Paris, le samedi 3 septembre 2022, pour s'opposer à l'expulsion de l'imam Iquioussen. © Jean-Christophe Verhaegen - AFP

Publié le 03/10/2022 à 11h00

Quelque chose caractérise aujourd'hui très fortement l'Europe en général et la France en particulier : l'incapacité à appliquer une grille de lecture alliés/adversaires aux réalités internationales, idéologiques ou géoéconomiques. Ce qui implique bien sûr de ne pas savoir déterminer qui sont nos amis et qui sont nos ennemis, en comprenant par ailleurs que ces caractérisations évoluent avec le temps. L'allié d'hier peut devenir un rival après-demain, même si l'on souhaite que les rapports de force ne mutent pas de cette manière.

En réalité, la fin de la guerre froide dilua notre aptitude à la lucidité intellectuelle et stratégique, comme si nous n'étions pas en mesure psychologiquement et culturellement, d'assumer le fait que l'Histoire s'avère loin de sa fin, contrairement à ce que crurent les théoriciens américains les plus optimistes, et leurs dirigeants d'après la chute du Mur. Ces derniers, en revanche, dépassèrent plus rapidement que les Européens ces illusions puérides de paix perpétuelle, l'univers humain étant toujours déchirées par d'innombrables querelles. Beaucoup de nations démontrent qu'elles persistent à voir dans la confrontation armée un instrument de règlement pertinent et légitime des conflits.

Des erreurs d'appréciations dramatiques

Bien sûr, cela conduit l'Hexagone à des erreurs d'appréciations dramatiques dans le jeu diplomatique mondial (on le constata en ex-Yougoslavie, en Libye, et en Ukraine aujourd'hui), ainsi qu'à des conséquences catastrophiques dans la politique de défense et de sécurité nationale, mais aussi dans le diagnostic des menaces qui pèsent sur nous de manière encore plus rapprochée.

Ce point se voit tout spécialement dans notre cécité collective concernant l'analyse du phénomène islamiste. Nous sommes toujours en retard d'un train. Nous avons d'abord nié le danger durant les années 1990. En témoigne la première affaire du voile à Creil en 1989. Nos élites claironnaient au mieux que l'islam politique ne présentait aucun risque sérieux, et au pire que les moudjahidine afghans comptaient au rang des soldats de la liberté puisqu'ils avaient combattu l'Union soviétique. Similairement, on nous présenta les Frères musulmans comme de sympathiques spiritualistes modernistes (des démocrates-chrétiens en somme !) éminemment respectables, bienveillants, amis du compromis et responsables ; Tariq Ramadan et Recep Tayyip Erdogan se haussant ainsi au rang d'interlocuteurs souriants, élégants et constructifs...

Vint l'époque des attentats, du sang et des morts, et l'on finit par comprendre après 2012 (Mohammed Merah) que les djihadistes – qui sévissaient déjà depuis quinze ans et qui s'étaient spectaculairement dévoilés au globe le 11 septembre 2001 – ne constituaient pas un simple problème géopolitique mineur. Ils chevauchaient une idéologie qui revêtait diverses formes matérielles (Al-Qaïda ou Daech) et prospérait en de multiples pays de la planète.

Quand de petites complicités mènent à des boucheries abominables

Dorénavant, puisque la violence terroriste a baissé en intensité en France, nous nous trompons une fois encore en imaginant que l'islamisme est moins dangereux. De ce fait, nous nions ce que nous avons sous les yeux : un soft power islamiste (salafite-frériste) plus agressif que jamais. Iquioussen en témoigne... Toutes les informations recueillies par les services de l'État – CIPDR* en tête – prouvent pourtant que nous sommes plongés dans une vaste offensive de conquête des esprits, donc de prise en main des comportements sociaux. En particulier au sein de l'école républicaine, les Frères musulmans et salafistes de tout poil engagent les plus jeunes à provoquer le modèle laïc et à créer des situations de fait en misant sur notre peur de réagir.

Alors que le film Novembre sort en salle mercredi, il me semble qu'il y a là une occasion de réfléchir à cette répétitive disposition à l'erreur stratégique. Ce récit articulé autour de l'enquête sur les attentats du 13 novembre 2015 devrait nous inciter à garder en mémoire la dynamique fatale que Cédric Jimenez met en lumière : la fabrication du mal au cœur même de notre société, par un réseau de complicités petites et moyennes qui finissent en boucheries abominables.

Des agitateurs professionnels animés par une doctrine de haine façonnent des assassins qui pensent tuer au nom de Dieu, alors même qu'ils trahissent de manière absolue n'importe quelle forme de tradition religieuse. Cette dynamique mortifère grandit chaque jour au sein même de nos territoires. C'est aussi cela que nous dit l'enquête de la Sdat mise en scène par le film, et excellemment illustrée par le jeu de l'équipe dirigée par Jean Dujardin. Celui-ci incarne parfaitement l'état d'esprit qui devrait désormais être le nôtre : une obstination sans faille pour parvenir à débusquer les mille connexions entre l'ensemble des assassins et leurs soutiens, une volonté totalement politique, au sens noble, de défendre la République, la paix civile et l'État de droit contre toutes les variantes du totalitarisme, et une expertise acérée capable de mener une guerre d'usure à des lâches qui

ne puisent de l'influence que dans notre manque de puissance d'affirmation de nos valeurs, de nos lois et de notre résolution à demeurer ce que nous sommes, tels que nous forgea notre histoire.

Contrairement à ce que pensent des commentateurs ou des décideurs manquant de profondeur, l'islamisme progresse depuis le début de la crise du Covid à une vitesse fulgurante. Il serait grand temps que nous lui signifiions que sa route s'arrête ici, en y consacrant tous les moyens et les énergies nécessaires. Il y va de l'avenir de la démocratie : les femmes d'Iran nous l'enseignent avec une belle dignité et un infini courage.

****Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation.***

3 octobre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/editos-du-point/le-voile-est-un-feminicide-03-10-2022-2492196_32.php

Le voile est un féminicide

Le voile tue. La démocratie, non. La mort de Mahsa Amini et la vague de protestations qu'elle provoque en Iran rappelle une fois de plus cette évidence.

par [Kamel Daoud](#)



Un portrait de Mahsa Amini brandi lors d'une manifestation de soutien à la révolte des Iraniennes contre le voile, le 20 septembre 2022.

Publié le 03/10/2022 à 09h00 - Modifié le 03/10/2022 à 10h01

Voici la réalité : une femme, Mahsa Amini, meurt à la suite de son arrestation par la police des mœurs iranienne parce qu'elle ne portait pas « correctement » le voile. Des manifestations éclatent, des femmes brûlent leur voile, coupent leurs cheveux pour rappeler au monde leur tragédie, le courage, le coût de la liberté et le sens de cet uniforme totalitaire.

Cela suffit à tout dire et à tout démentir. Ce n'est pas un événement rare, d'ailleurs. Une femme harcelée, violentée, menacée, tuée ou excommuniée parce qu'elle refuse de porter le voile est chose banale dans le monde dit « musulman ». Une femme qui ose arracher ce linceul confessionnel, c'est encore pire que l'apostasie, c'est le choix de la pornographie, de la prostitution, de la désobéissance civile. Il faut être femme dans ces territoires pour le vivre, en mourir et sourire de celles et ceux qui, en Occident, prétendent que le voile est une liberté.

L'enthousiasme n'est pas l'état d'âme d'un écrivain, et peut-être encore moins la colère, mais l'auteur de ces lignes ne peut rester impartial. Parce que, **vivant dans le « Sud confessionnel »**, il sait que **ce morceau d'étoffe est une prison et une condamnation à mourir une vie entière, un enterrement vertical, le renoncement acclamé à son propre corps**. Il sait ce que cela coûte pour les femmes et combien elles le paient. **Et écouter l'« engineering de l'islamisme » occidental présenter cela comme une liberté et un choix et rameuter les opinions et les médias pour geindre sur une présumée confiscation de droits provoque la rage.**

Un bout de territoire cédé, pas un bout de tissu choisi. Il faut donc rappeler les évidences coûteuses : **le voile n'est pas une liberté, mais sa fin**. Le voile n'est pas un épiderme qui souffre d'un racisme adverse, mais **un uniforme d'enrôlement**. Le voile n'est pas le signe d'une identité communautaire, mais **un renoncement à toute identité et communauté au bénéfice d'un refus de vivre ensemble, de partager, de s'ouvrir, de s'enrichir mutuellement.**

Le voile n'est pas une « origine », mais **un effacement de soi**, des siens, de ses généalogies au bénéfice d'un recrutement. Le voile n'est pas seulement un petit foulard, c'est surtout ainsi qu'il commence. Le refuser, le combattre, n'est pas un acte néocolonial, l'ordre d'un colon. Le dévoilement n'est pas une violence de colonisation reconduite, et l'accepter, c'est concéder le territoire et le corps de ses propres citoyens au bénéfice d'une autre loi. **Le voile a bénéficié de la « culpabilité » en Occident, de l'intelligence de l'islamiste occidental expert en droits, ONG et architectures associatives.** Il a profité de l'histoire mal soldée des colonisations et recycle les procès en arnaques rusées, les dénis en séparatismes. **Il a surtout recyclé le communautaire en confessionnel et le confessionnel en stratégie de conquête.**

Le voile est un bout de territoire cédé, pas un bout de tissu choisi. Il prétextera la « vertu » pour recruter le malaise, il se présentera comme une « culture » pour entamer la déculturation. Il y a presque réussi : **aujourd'hui, au sud du monde, une femme non voilée est une prostituée et, au nord, une femme non voilée est une traître à sa culture, à ses ancêtres.**

Et il s'en trouvera pour le défendre, naïfs ou fourbes, électoralistes ou populistes. Des exilés ayant fui les islamistes d'Algérie défendent le voile et les islamistes en France parce que cela sied à la « colère » professionnelle, à l'identité que l'on pense défendre, à la lutte des classes ou au « décolonial » fantasmé, à la rancœur ou à l'aigreur, ou parce que cela fait « joli » dans le CV des convictions faciles, dites militantes.

Mais qu'on arrête une femme en Iran, qu'on la torture, qu'elle meurt à cause de ce « tissu » qui n'est qu'une camisole et tout reprend sens, s'ordonne selon ces évidences à qui on fait une guerre sournoise : le voile n'est pas la liberté, ni l'identité, ni un choix. Il est prétendu choix dans le pays qui a le respect des choix, c'est-à-dire des libertés, c'est-à-dire dans les démocraties. Dans les dictatures, il se montre pour ce qu'il est : un assassinat. Car on aura beau jouer sur les mots, le voile tue. La démocratie, non. Des Iraniennes auraient donné beaucoup pour venir vivre leur liberté en France. Pas pour y renoncer§

3 octobre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/10/02/439840-gustave-le-bon-annonciateur-du-peril-etatiste>

Gustave Le Bon, annonciateur du « péril étatiste »

Matthieu Creson

Gustave Le Bon fut un observateur des phénomènes politiques et sociaux de son temps, de même qu'un penseur de la psychologie de l'être humain et des sociétés humaines que l'on peut rattacher au courant intellectuel de l'individualisme libéral.

Gustave Le Bon (1841-1931), souvent réduit de nos jours à l'auteur d'un seul livre, la *Psychologie des foules* (1895), fut aussi un observateur des phénomènes politiques et sociaux de son temps, de même qu'un penseur de la psychologie de l'être humain et des sociétés humaines que l'on peut rattacher au courant intellectuel de l'individualisme libéral.

Face à l'extraordinaire montée en puissance des États de par le monde depuis le début de la crise sanitaire, et devant la recrudescence d'un anticapitalisme et d'un antilibéralisme nourris aussi bien par le *wokisme* que par le nouvel *écolo-socialisme* (à distinguer d'une nécessaire écologie non idéologique), Matthieu Creson souligne comment la mise en garde de Gustave Le Bon contre le « péril étatiste » retrouve toute sa pertinence et toute son actualité dans le contexte politique et culturel du moment.

Gustave Le Bon et la Psychologie des foules

Le nom de *Gustave Le Bon* est généralement associé à son ouvrage considéré comme fondateur de la psychologie sociale moderne, paru pour la première fois en 1895 : la *Psychologie des foules*. Or loin d'être l'homme d'un seul livre, Le Bon en écrivit *près d'une quarantaine*, voire plus (sans compter ses articles), en soixante ans de carrière !

Parmi l'ensemble de ces ouvrages, mention doit notamment être faite de sa *Psychologie du socialisme*, parue pour la première fois en 1898, et qui constitue sans doute l'une des réfutations les plus précocement lucides des impasses et des méfaits du socialisme, du communisme (près de 20 ans avant la révolution bolchevique de 1917), du collectivisme et de l'étatisme. Se dessine dans cet ouvrage le profil d'un Le Bon pourfendeur sans concession de la « religion socialiste », laquelle, nous dit-il, n'engendre *que le contraire* des buts qu'elle s'était initialement proposés, au mépris des faits les plus aisément vérifiables depuis que les idées de Marx eussent commencé à être appliquées. On est d'ailleurs d'autant plus frappé, au gré de la lecture de la *Psychologie du socialisme*, de la clairvoyance que Le Bon y manifeste de très bonne heure concernant la réelle nature du socialisme d'État que l'on sait comment, dans la deuxième moitié du XXe siècle jusqu'à la veille de *la déroute finale du communisme en 1989-1991*, nombre d'intellectuels de gauche se sont au contraire voilés la face à ce sujet avec une opiniâtreté à toute épreuve.

La critique faite par Le Bon du socialisme est indissociable de sa critique de l'étatisme et du collectivisme, disséminée un peu partout dans son œuvre, mais concentrée notamment dans tout un chapitre de son ouvrage *La Psychologie des temps nouveaux* (1920), et dont l'intitulé – « Le péril étatiste » – expose d'emblée la teneur fondamentalement libérale du propos de l'auteur.

Le péril étatiste

Le Bon commence par souligner comment la France n'a peut-être jamais été autant menacée de disparition qu'à l'aube de la Première Guerre mondiale.

« La France a traversé bien des crises graves depuis les lointains débuts de son histoire. Aucune, peut-être, ne menaça autant son existence que les deux périls qu'elle a vus surgir depuis quelques années : le péril allemand et le péril étatiste » (Gustave Le Bon, *Psychologie des temps nouveaux*, Paris, Flammarion, 1920, p. 241.)

Traçant ces lignes, Le Bon a peut-être considéré à tort que la France avait réussi à neutraliser pour de bon la menace que faisaient planer sur elle les velléités expansionnistes de l'Allemagne d'alors. Reste que Le Bon anticipe de manière étonnamment précoce sur le constat que devaient dresser les économistes libéraux quelques décennies plus tard sur la tendance fondamentale de l'État à l'hypertrophie, non seulement dans les pays du socialisme réel, mais aussi dans les sociétés ouvertes assises sur l'économie de marché et la démocratie politique.

Ce que Le Bon nomme le péril étatiste est d'autant plus préoccupant pour lui qu'il est moins manifeste aux yeux de tous.

« Grâce à quatre années de prodigieux efforts, à la mort de quatorze cent mille hommes et à 200 milliards de dépenses, nous avons pu triompher du péril allemand. Reste maintenant le péril étatiste. Moins visible que le premier, il pourrait devenir aussi dangereux en amenant d'irréremédiables défaites économiques » (p. 242)

En effet, Le Bon insiste souvent sur le fait que les luttes auxquelles les sociétés humaines vont être de plus en plus confrontées désormais seront d'ordre économique et commercial. L'essor des « *sentiments humanitaires* », comme Le Bon les appelle, sentiments qui s'étaient déjà largement développés à son époque (philanthropie, charité, etc.), tend selon lui à nous faire oublier qu'en dépit de tous nos efforts pour atténuer les effets des luttes que se livrent les sociétés humaines entre elles, ce sont ces mêmes luttes qui caractérisent la vie de l'Homme en société, tout comme elles caractérisent les rapports existant entre diverses sociétés.

Gustave Le Bon sur la mondialisation

En plusieurs passages de son œuvre, Le Bon anticipe avec une perspicacité déconcertante l'essor de la mondialisation économique et commerciale du XXe siècle, impliquant l'émergence de nouvelles concurrences émanant des pays en développement, et obligeant par là même les pays développés à réagir en conséquence. Pour Le Bon, la tendance grandissante à l'étatisation de la vie économique d'un pays comme la France ne peut que constituer un sérieux handicap futur dans les luttes économiques et commerciales qu'elle aura à mener contre ses nouveaux rivaux, avec à la clef l'amorce d'un déclin dont elle pourrait ne jamais se remettre.

Le Bon se montre en outre très perspicace dans sa perception du phénomène étatiste en tant que danger d'ordre structurel et non uniquement conjoncturel : loin d'être une simple tendance passagère, l'étatisme, nous dit Le Bon, avec ses réglementations en tous genres et sa bureaucratie, ne va pas cesser de s'accroître dans tous les domaines, au risque d'en venir à miner la condition sans laquelle il ne saurait exister d'économie ni de société bien-portantes : l'initiative privée.

« Toutes les lois restrictives qui se multiplient, en France, montrent [...] que, loin de s'atténuer, notre politique étatiste va s'aggraver et peser lourdement sur le travail national » (p. 244).

En psychologue des lois de l'esprit humain, Le Bon n'a guère de mal à établir l'évidente raison de l'infériorité de l'étatisme par rapport au [capitalisme libéral](#) :

« La base psychologique fondamentale de la production est l'initiative stimulée par le risque et le profit. Dès que la responsabilité s'évanouit, comme dans l'organisation anonyme de l'État, l'initiative disparaît » (p. 245)

Et Le Bon d'énoncer cette vérité qui finira bien par être acceptée en France plus de 60 ans après qu'elle eut été formulée par lui, à la suite de la débâcle du socialisme mitterrandien :

« Dès que l'État intervient dans une industrie, cette industrie dépérit » (Ibid)

L'étatisme ne peut jamais réussir selon le Bon pour cette double raison psychologique simple : une entreprise ne peut espérer prospérer que si ceux qui en sont à l'origine et qui la dirigent sont directement liés à sa réussite, et s'ils savent qu'ils seront tenus personnellement pour responsables en cas d'échec.

Face à l'élargissement constant des prérogatives de l'État dans d'innombrables branches de l'économie, Le Bon peut ainsi écrire :

« L'État moderne représente en réalité une grande maison de commerce gérée par des employés anonymes et irresponsables et où, depuis le chef jusqu'au dernier des agents, personne ne s'intéresse au succès de l'entreprise » (p. 247)

Les dépenses publiques

L'une des conséquences de l'étatisme est évidemment [la dilapidation de l'argent public](#), dont le niveau déjà alarmant atteint à l'époque de Le Bon suscitait l'inquiétude de ce dernier :

« Le gaspillage des deniers publics dans les gestions étatistes dépasse toute imagination. Conséquences: renchérissement général des produits; difficulté croissante d'existence pour les travailleurs libres; hausse artificielle de la main-d'œuvre » (p. 248-249)

Certes, l'État, après s'être octroyé de nouvelles missions en tant qu'État-providence, et après s'être propagé dans d'innombrables secteurs de l'économie des décennies durant, a bien été contraint depuis les années 1980, bon gré mal gré, d'opérer sous le poids des réalités un certain désengagement, qui reste en France somme toute très partiel. L'histoire de l'étatisme au XXe siècle, y compris dans nombre de pays capitalistes, reste celle d'une irrésistible ascension, dont les pernicieux excès ne pouvaient plus continuer à être éternellement occultés sous peine de devoir s'acheminer vers une faillite généralisée.

Concernant les bureaucrates d'État, si Le Bon ne les ménage guère, c'est parce qu'il pressent qu'on est en train de vouloir remplacer la spontanéité sociale, seule véritable source de création de richesses et de développement, par ce que [Karl Popper](#) devait appeler l'« ingénierie sociale » : d'après les partisans de celle-ci, la société peut être entièrement reconstruite d'en haut suivant un plan d'ensemble qui ne dérive jamais de l'expérience, et qui doit au contraire s'imposer à elle suivant un schéma purement descendant.

Le Bon préfigure à cet égard [Ortega y Gasset](#), qui, dans sa *Révolution des masses* (1930), devait écrire quelques années plus tard :

« Voila le plus grand danger qui menace aujourd'hui la civilisation ; l'étatisation de la vie, l'interventionnisme de l'État, l'absorption de toute spontanéité sociale par l'État, c'est-à-dire l'annulation de la spontanéité historique qui, en définitive, soutient, nourrit et entraîne les destins humains » (Ortega y Gasset, *La Révolte des masses*, Paris, Les Belles Lettres, 2020, p. 196.)

Pour Le Bon, nous devrions donc au contraire faire confiance avant tout aux acteurs sociaux (entrepreneurs, industriels, commerçants, etc.), et non remettre le destin de nos sociétés, comme nous tendons à le faire, entre les mains d'une nouvelle classe bureaucratique, décidant de tout à notre place.

« Réquisitionner, taxer, ordonner, interdire suivant le bon plaisir des plus incompetents agents, enfermer chaque entreprise dans un inextricable et paralysant réseau de formalités tracassières, destructrices de toutes les initiatives, tel est l'avenir dont on nous menace » (p. 244)

Le Bon établit ici une distinction entre peuples anglo-saxons et peuples latins.

Les premiers ont toujours été habitués à ne compter que sur eux-mêmes et ne se tournent jamais vers l'État pour résoudre leurs propres problèmes.

Les seconds en sont l'antithèse exacte : l'initiative privée tend chez eux à être fort réduite, et la disposition à déléguer dans une large mesure, jusqu'à la conduite de leur propre existence, fort grande.

C'est en raison de l'existence de ces tendances fondamentales qui seraient propres, selon Le Bon, aux peuples latins, que celui-ci en vient à considérer qu'il n'existe en vérité en France, par-delà la pluralité apparente de partis politiques censés s'opposer les uns aux autres, qu'un seul parti, qu'il nomme le parti étatiste.

« Malheureusement pour notre avenir l'étatisme constitue chez les peuples latins un besoin mental fort ancien. Il est peu de partis politiques en France qui ne réclament sans cesse l'intervention de l'État. Cette constatation m'a fait écrire autrefois que notre pays, si divisé en apparence, ne possède, sous des étiquettes diverses, qu'un seul parti politique, le parti étatiste, c'est-à-dire celui qui demande sans trêve à l'État de nous forger des chaînes » (p. 245)

Le Bon perçoit ainsi très clairement que l'étatisme a pour principal moteur non la volonté de puissance inhérente à l'État lui-même mais le désir de servitude exprimé par les masses.

Préfigurant Hayek, Le Bon va jusqu'à écrire que le « régime étatiste » constitue la « forme moderne de l'esclavage » (p. 249). On pourrait tout au plus éventuellement tolérer cette situation, ajoute-t-il, si l'étatisme avait clairement donné la démonstration de sa supériorité dans la gestion des entreprises placées sous sa coupe. Or la constatation de la faillite pratique de l'étatisme dans tous les secteurs de l'économie où il s'est implanté ne peut que s'ajouter à la réprobation morale dont il faisait déjà l'objet.

À l'étatisme, écrit-il, « on pourrait se résigner si l'État avait, du moins, manifesté dans la gestion des entreprises une capacité supérieure à celle des citoyens. Or, c'est précisément (...) le contraire qu'enseigne l'expérience. Des faits innombrables ont surabondamment démontré que la gérance de l'État, qu'il s'agisse de chemins de fer, de monopoles, de navigation ou d'une industrie quelconque, est toujours très coûteuse, très lente et accompagnée d'incalculables désordres » (Ibid)

Si Le Bon s'en prend avec autant de verve à l'étatisme, c'est aussi et peut-être avant tout parce que ses méfaits outrepassent le strict domaine de l'économie pour s'étendre à la vie des citoyens dans son ensemble. En assujettissant les individus à son joug, il tend à les déposséder de leur autonomie et à annihiler leurs facultés créatrices.

L'étatisme n'est pas seulement dispendieux et inefficace, il est aussi consubstantiellement liberticide et déresponsabilisant. Sa victoire marquerait ainsi sans doute un point de non-retour sur le chemin du déclin des sociétés ouvertes. C'est là le sens de la mise en garde que nous adresse Le Bon sur les ravages futurs de l'étatisme, mise en garde que l'Homme du XXI^e siècle aurait sans doute grand tort de considérer comme périmée :

« L'étatisme représente l'autocratie d'une caste anonyme et, comme tous les despotismes collectifs, il pèse lourdement sur la vie des citoyens obligés de le supporter. Son nouveau développement n'engendrerait pas seulement la faiblesse de nos industries, mais la disparition de toutes nos libertés. [...] Si nous n'arrivons pas à réfréner sa marche nous serons [...] rapidement vaincus dans la lutte économique qui va s'engager. Il apparaîtra alors à tous les yeux que l'étatisme, si pacifique en apparence, peut être plus désastreux que les plus destructives invasions. Son triomphe définitif chez un peuple engendrerait pour lui une irrémédiable décadence » (p. 254)

3 octobre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/10/03/301053-eolienne-offshore-naufage-sens>

Éolienne offshore : le naufrage du bon sens

[Michel Gay](#)

L'éolienne flottante « Floatgen » inaugurée à Saint-Nazaire représentera le premier totem en mer matérialisant le naufrage du bon sens.



Publié le 3 octobre 2022

A+

La première éolienne flottante en mer (dite *offshore*) en France a été inaugurée en grande pompe à Saint-Nazaire le 12 octobre 2017 par le secrétaire d'État à la Transition énergétique Sébastien Lecornu et quelques célébrités locales.

Coût de l'éolienne offshore

Le coût total de l'aventure nommée *Floatgen* est estimé à environ **40 millions d'euros, dont la moitié pour l'éolienne elle-même**. L'autre moitié se répartit entre le flotteur en béton, les divers raccords et les ancrages. Le projet bénéficie d'une subvention de 10 millions d'euros apportés par l'Union européenne, et de 8 millions par le Programme d'investissements d'avenir de l'État.

En clair, près de la moitié du coût prévisionnel de ce projet est financé par les impôts des Français alors que les principaux bénéficiaires sont étrangers (allemands et danois).

Bien que cette éolienne de 140 mètres de haut en bout de pale soit censée alimenter de 2000 à 4000 foyers selon les sources, qu'en est-il exactement ?

Quelle alimentation pour l'éolienne offshore ?

Tout d'abord, les jours sans vent, ce qui arrive aussi de temps à autre en mer au large de Saint-Nazaire, cette éolienne offshore n'alimentera strictement personne.

Ensuite, ses concepteurs annoncent un facteur de charge prévu de 32 %. Donc cette éolienne est censée fonctionner un jour sur trois à sa puissance nominale. Et ce chiffre est optimiste puisque même en Écosse (où il y a beaucoup de vent...), les éoliennes atteignent à peine ce rendement (le parc de Robbin Ring atteint 30 %).

Mais admettons. La puissance de l'éolienne étant de 2 MW, la production annuelle serait d'environ 5600 MWh.

Pour produire autant de MWh que le futur réacteur nucléaire EPR de Flamanville (11 millions MWh par an, même s'il n'y a pas de vent ni de soleil), il faudra plus de 2000 éoliennes *Floatgen* pour un coût de 40 à 80 milliards d'euros !

Le coût pourrait être divisé par deux par un effet d'échelle. Mais même en divisant par deux... le prix du kilowatt-heure payé par le consommateur augmentera rapidement.

Enfin, cerise sur le gâteau, la production de cette machine sera officiellement achetée obligatoirement à 240 euros/MWh quand elle produira, soit six fois le prix actuel du marché qui est d'environ 40 euros/MWh. Là encore, la différence sera payée par le consommateur / contribuable via une taxe (la Contribution au Service Public de l'Électricité, CSPE) sur sa facture d'électricité.

Avec ce prix d'achat préférentiel (et démentiel) de 240 euros/MWh, pourquoi faut-il encore des subventions pour la construction ?

Une rentabilité très discutable, surtout en temps de crise budgétaire

En Allemagne, de récents appels d'offres ont été attribués sans subvention pour des éoliennes en mer. Le prix d'achat très élevé et obligatoire de la production éolienne payé par les Allemands suffira à rentabiliser l'investissement des lauréats. Il faut souligner qu'en Allemagne, le prix de l'électricité est deux fois plus élevé qu'en France...

L'EPR est prévu pour durer 60 ans. Quelle sera la durée de vie pour cette éolienne en mer ? Faudra-t-il la changer dans 20 ans ou 30 ans, si elle a résisté jusque là aux assauts des tempêtes maritimes ?

Alors que l'économie de la France est dans une phase critique, des milliards d'euros vont être dilapidés pour fabriquer quelques pourcents d'une électricité intermittente, inappropriée à la demande de l'utilisateur, et donc de mauvaise qualité.

De plus, elle est cinq à six fois plus chère que le prix du marché actuel (rappel : 240 euros/MWh contre 40 euros/MWh).

Ces sommes démentielles seront prélevées sur la facture d'électricité des Français pour être englouties en mer. Une hausse vertigineuse du tarif de l'électricité a déjà commencé via la CSPE, alors que 9 millions de consommateurs sont déjà en situation énergétique précaire et doivent être socialement assistés.... Ce qui contribue aussi à l'augmentation de la CSPE dont c'était l'objectif à l'origine !

Le naufrage du bon sens

Le coût complet de mise en place des moyens complémentaires (réseau électrique, aménagement d'infrastructure portuaire, subventions, construction de nouvelles centrales thermiques de production d'électricité pour compenser l'intermittence) est aujourd'hui encore mal identifié. Il représente cependant, à l'horizon 2030, plusieurs dizaines de milliards d'euros que devra supporter le contribuable français. La commission de régulation de l'énergie (CRE) a déjà prévu [un surcoût de 8 milliards d'euros](#) dû aux énergies renouvelables (incluant le solaire) pour la seule année 2018.

Le développement de l'éolienne offshore, encore moins compétitive que l'éolienne terrestre, est un non sens économique qui conduit à une destruction d'emplois par atteinte de la compétitivité des entreprises de notre pays. Comment des idéologues œuvrant habilement en coulisses (gouvernement, Commission européenne...) sur le dos des citoyens contribuables ont-ils pu gangréner l'esprit de nos dirigeants à ce point ?

Le développement programmé de l'éolien *offshore* va contribuer à l'appauvrissement de la France pour satisfaire des intérêts privés et des accords électoraux avec [les Verts](#) au détriment de l'intérêt national.

L'éolienne flottante *Floatgen* inaugurée à Saint-Nazaire représentera le premier totem en mer qui matérialise le naufrage du bon sens.

3 octobre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/10/03/439836-energies-renouvelables-ou-etes-vous>

Énergies renouvelables, où êtes-vous ?

Sébastien Richet

Non seulement les dirigeants sont terrorisés d'avoir abandonné l'électricité fiable et pilotable au profit de l'aléatoire coûteux, mais qui plus est les menaces de blackouts sont réelles.

Il y a juste quelques mois, les renouvelables se targuaient de faire descendre le prix de l'électricité dans le négatif (c'est-à-dire que le producteur doit payer pour la vendre), assimilant cette situation à un futur eldorado des énergies intermittentes éoliennes et solaires.

On n'entend plus parler des renouvelables

Curieusement, on n'entend plus personne en parler !

Non seulement les dirigeants sont terrorisés d'avoir abandonné l'électricité fiable et pilotable au profit de l'aléatoire coûteux, mais qui plus est les menaces de blackouts sont réelles, car au niveau du réseau européen des quantités importantes d'énergies aléatoires sont injectées que le réseau doit subir alors que des quantités encore plus gigantesques de pilotables (charbon, gaz et nucléaire) ont été supprimées (l'équivalent de 13 réacteurs nucléaires rien que pour la France).

Le réseau est devenu instable car il dépend de l'inertie des machines tournantes (alternateurs) dont beaucoup ont disparu.

Pire encore, chacun des gouvernements compte passer l'hiver en achetant chez le voisin, lequel a fait la même opération... Il ne reste plus qu'à allumer des cierges pour que l'hiver ne soit pas rigoureux. À titre d'exemple, la France peut passer le cap de 75 GW cet hiver... mais plus les 1000 GW que nous avons connus par le passé.

Ainsi, non seulement à l'échelle européenne, nous avons déjà dépensé 1000 milliards d'euros pour rien (150 milliards en France pour les éoliennes et le solaire, argent qui aurait pu être dépensé dans l'amélioration de l'habitat et des transports, avec un effet positif sur la balance commerciale, les prix de l'énergie et le climat), mais de plus, au moment où nous en avons besoin, ces énergies coûteuses et non bénéfiques pour le climat puisqu'il faut une redondance gaz et charbon, ne sont pas au rendez-vous.

Même les médias semblent avoir oublié ces énergies inutiles mais coûteuses, tant en argent qu'en aménagement du territoire qui mutilent la France rurale.

3 octobre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/10/03/439827-comment-letat-vous-fait-croire-que-vous-travaillez-moins-pour-gagner-plus>

3 octobre 2022

Comment l'État vous fait croire que vous travaillez moins pour gagner plus

Claude Goudron

Macron prend le contrepied de Sarkozy qui préconisait aux Français de travailler plus pour gagner plus.

Depuis la crise du covid et son « [quoi qu'il en coûte](#) », nous assistons à une transgression économique sans précédent.

En effet « [l'argent magique](#) » coule à flots et les Français ont été nettement plus indemnisés avec le chômage partiel lié au covid, qui s'élevait en France à 84 % du salaire net et sans descendre en dessous du SMIC, contre 60 % (67 % pour enfants à charge) en Allemagne.

Le fait que pendant cette période les Français ont économisé 175 milliards d'euros de plus grâce au chômage partiel (sur un total de 267 milliards) démontre, lorsque l'on sait que ce seront nos enfants qui paieront la note, que l'indemnisation a été largement surestimée.

Le gouvernement a donc laissé croire aux Français que l'on pouvait gagner davantage, ou en tout cas économiser plus, en ne travaillant pas.

Une année sabbatique, voire plus

C'est un phénomène que l'on rencontre également aux États-Unis, mais pour d'autres raisons et principalement la valorisation de la bourse qui a permis à de nombreux Américains d'anticiper leur retraite par capitalisation.

Grâce à l'importante augmentation de leur bas de laine, de nombreux Français y ont vu l'opportunité de prendre une période sabbatique après une période stressante de confinements.

Alors, on y prend vite goût à être payé sans travailler et c'est certainement la raison pour laquelle le retour à l'emploi est plus lent.

Après le covid, pourquoi pas le chômage ?

Une autre spécificité française c'est l'indemnisation du chômage. Un nombre significatif de Français, à raison lorsque leur entreprise n'a pas survécu à la crise, y ont eu recours.

Mais les statistiques ayant démontré que le nombre de défaillances d'entreprises a fortement chuté ces deux dernières années, il semble clair qu'un certain nombre a choisi de démissionner pour profiter encore un peu plus du système.

C'est sans doute la raison pour laquelle le ministre du Travail veut réformer rapidement le système beaucoup trop laxiste d'indemnisation de [Pôle emploi](#).

L'érosion de la valeur du travail

Nous pouvons remonter à la mise en place des 35 heures, voire des 39 heures sous le gouvernement Mitterrand qui les avait accompagnées de la retraite à 60 ans, pour constater le désintérêt grandissant de nos compatriotes pour la valeur du travail.

En effet, en France, un employé comme un fonctionnaire travaille 30 % de moins que son homologue allemand et certains syndicats prônent [la semaine à 32 heures](#) alors que l'industrie française s'écroule et que la France perd régulièrement des places dans les classements mondiaux.

Je rappelle la réaction de Gérard Schroeder qui, au sujet de la mise en place des 35 heures en 2002 a déclaré :

« Je suis pour les 35 heures... en France, c'est une bonne nouvelle pour notre industrie. »

À quand un président qui réveillera les Français ?

Les Français ont élu un président intelligent alors que nous avons besoin d'un courageux. Il est temps de dire la vérité, toute la vérité et d'arrêter de les caresser dans le sens du poil. Des jours très compliqués et très dangereux nous attendent, alors réveillons notre pays avant qu'il ne soit trop tard.

Le temps de se retrousser les manches est venu, tant pis si certains ne suivent pas. Il ne faut certes pas les abandonner mais réduire fortement ces indemnités, la seule façon de les remettre au travail car de nos jours, le travail n'est pas de l'esclavagisme, bien au contraire : il permet de s'épanouir et de trouver sa voie. Encore faut-il la chercher.

3 octobre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/politique/jacques-julliard-au-secours-monsieur-xi-jinping-20221002>

Jacques Julliard: «La gauche et le travail»

Publié hier à 20:18, mis à jour hier à 20:18



Jacques Julliard. *Le Figaro*

CHRONIQUE - L'historien et essayiste, que les lecteurs du *Figaro* retrouvent chaque premier lundi du mois, s'inquiète de voir une partie de la gauche renoncer à défendre la valeur du travail. Et il souligne la différence entre avoir des militants et disposer d'une clientèle.

(...)

• La faute à Rousseau

Sur le front de la pensée socialiste, avouons-le, nous commençons à nous ennuyer. Proudhon était mort en 1865, Marx en 1883, Bernstein en 1932, depuis, plus rien, ou pas grand-chose. Comme si les bases de la doctrine, commune aux théoriciens les plus opposés, étaient définitivement établies. L'opposition entre le capital et le travail n'était contestée par personne, quitte pour chacun à en tirer des conclusions différentes. Enfin Sandrine Rousseau vint. De quelques formules hardies, de quelques jugements rageurs, elle révolutionna le secteur un peu sommeillant de la pensée sociale. L'Histoire retiendra à coup sûr la plus novatrice de ces propositions: «Le travail est une valeur de droite.» Tiens donc! Marx avait beau s'être évertué à démontrer que la force du travail du prolétaire était non seulement sa richesse propre, mais qu'elle était seule à produire de la richesse. C'était justement là l'objet de la lutte des classes: en payant le travail de l'ouvrier au-dessous de sa valeur réelle, le capitaliste s'appropriait une plus-value qui ne lui appartenait pas. En cela consiste l'exploitation de celui-ci par celui-là.

L'action ouvrière, qu'elle fût réformiste ou révolutionnaire, politique ou syndicale, avait pour effet de limiter cette exploitation, voire de l'abolir. Le socialisme, en somme, consistait à rendre à chacun ce qui lui appartenait. Quant aux syndicats ouvriers, ils se faisaient de façon pratique les défenseurs de la valeur travail possédée par les ouvriers. Comme l'a rappelé Antoine Prost, l'un des meilleurs de nos historiens sociaux, la CGT, fondée à Limoges en 1895, s'était intitulée Confédération générale du travail (et non des travailleurs, ou des syndicats). Mieux encore, la CFTC, qui jusqu'alors entendait regrouper les travailleurs chrétiens, profita de sa déconfessionnalisation (1964) pour substituer le travail aux travailleurs eux-mêmes dans sa nouvelle appellation: CFDT, ou Confédération française démocratique du travail (et non des travailleurs). Parlons maintenant sérieusement. La cause est entendue: le travail est dans l'esprit des travailleurs et de leurs représentants une valeur de gauche, ou mieux, la leur propre, et non une valeur de droite, celle, par hypothèse, des patrons.

Cela est si vrai que lorsque, à la fin du XIX siècle et au début du XX, une poignée d'anarchistes s'essaya à préconiser le sabotage, c'est-à-dire la négation même du travail ouvrier, comme moyen de la lutte des classes, ils se heurtèrent à l'opposition résolue de la masse ouvrière, qui n'entendait pas renier ce qui faisait sa dignité: le travail, et même le travail bien fait. Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, a abondé dans ce sens (*Libération*, 27 septembre): «*Le travail, c'est essentiel dans la vie. Demandez aux chômeurs ce qu'ils pensent de n'avoir pas de travail... Il faut soigner le travail...*» On ne saurait mieux dire. Il y a un honneur ouvrier comme il y a un honneur aristocratique: le travail est son expression même. Je ne crois pas que M^{me} Rousseau l'ait compris. Cela n'empêchera pas les médias qui, comme on dit, ont repéré en elle la «bonne cliente», celle qui fait de l'écoute, en raison même de l'énormité de ses propos, de faire appel à elle en toutes circonstances, au-delà de son combat légitime pour la dignité des femmes. Je ne désespère donc pas de connaître demain son avis, sur tout sujet d'actualité ou non, du théorème d'Euclide à la précession des équinoxes, de la musique atonale aux traités de Westphalie. Ainsi va de nos jours le système médiatique: ce n'est pas la nature de son contenu qui fait la valeur de l'information, mais la personnalité de l'informateur.

• Parti de classe et parti de déclassés

Et maintenant, une devinette. Qui a écrit: «*Je redoutais qu'on transformât ainsi le socialisme, parti de classe, en un parti de déclassés. Je redoutais qu'en procédant, comme le fascisme, par un rassemblement des masses confuses, en faisant appel, comme lui, à toutes les catégories d'impatiences, de souffrances, d'avidités, on ne noyât l'action de classe du Parti socialiste sous ce flot d'"aventuriers" - aventuriers, bien souvent par misère et par désespérance - qui a porté toutes les dictatures de l'Histoire.*» Ne cherchez pas. L'auteur de ces admirables formules, qui règlent leur compte à ce qu'on n'appelait pas alors couramment populisme, c'est Léon Blum, leader du Parti socialiste SFIO. C'est ainsi qu'il répond le 19 juillet 1933, dans *Le Populaire*, à Marcel Déat, qui avait préconisé l'abandon par les socialistes du rôle dirigeant de la classe ouvrière. Je me garderai bien de comparer la personnalité du chef des «néos», au sein du Parti socialiste, à quiconque aujourd'hui, tant sa dérive collaborationniste et même nazie sous l'Occupation a d'insupportable. Ce que je compare, ce sont des situations.

D'un côté, un monde des travailleurs organisé autour des valeurs de classe, notamment la valeur travail ; de l'autre, la cohue indifférenciée de tous les malheureux, de tous les paumés, aujourd'hui de tous les assistés, que rien d'autre ne réunit que leur dénuement et qui sont disponibles pour n'importe quelle aventure, sous la direction de démagogues. En raison même de ce qui vient d'être dit plus haut au sujet de la valeur travail, dans le débat qui oppose, chacun à sa manière, Fabien Roussel, communiste, et François Ruffin, Insoumis, à la grande majorité des dirigeants de la Nupes, sur le rôle respectif du travail et de l'assistance, ce sont les deux francs-tireurs qui ont raison, cent fois raison, dans la droite ligne de la pensée ouvrière et socialiste la plus orthodoxe. On ne leur fera pas l'injure de les rapprocher de la critique droitière de l'assistanat: ce qu'ils mettent en cause, ce ne sont pas les bénéficiaires de l'assistance ni son bien-fondé, mais un système qui réduit l'être humain à un ayant droit, en dehors de tout accomplissement personnel.

Une gauche qui parviendrait au pouvoir sur la base d'un assistanat généralisé serait dépourvue de tout ressort moral, de tout idéal d'émancipation, et livrée aux inspirations de ses meneurs. Faut-il rappeler que l'idée d'une redevance universelle attribuée à chacun sans aucune contrepartie en matière de travail est une idée ultralibérale de l'école de Chicago, non une idée socialiste? Il est clair en effet qu'une telle redevance ne confère aucun droit, sinon celui de la subsistance, et abandonne la direction de la société aux assistants, non aux assistés. Les populistes ont une clientèle ; les socialistes ont des militants. Une société d'assistés ne sera jamais une société d'«*hommes fiers et libres*» (Fernand Pelloutier).

3 octobre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/podcast/wehrpflicht-diskriminiert-die-schweiz-ihre-maenner-nzz-akzent-ld.1662284>

Wehrpflicht nur für Männer? «Diskriminierung!», sagt ein Berner Jurist und verklagt die Schweiz in Strassburg

Dass in der Schweiz nur Männern die Wehrpflicht obliege, widerspreche dem Diskriminierungsverbot in der Verfassung, sagt der Schweizer Martin D. Küng. In letzter Instanz klagt er vor dem Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte gegen seine Wehrpflichtersatzabgabe.

3 octobre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/meinung/fachkraeftemangel-in-europa-die-loesung-liegt-auch-in-afrika-ld.1704553>

KOMMENTAR

Mehr Afrika für Europa: Die Lösung für den Fachkräftemangel liegt auch südlich des Mittelmeers

Weil Europas Bevölkerung schrumpft und älter wird, bleiben immer mehr Stellen unbesetzt. Mittelfristig sind wir daher auf deutlich mehr Arbeitsmigration aus Drittstaaten angewiesen – besonders aus Afrika.

Fabian Urech

03.10.2022, 05.30 Uhr



Europa gehen die Arbeitskräfte aus: «Stellenausschreibung» an einem Schaufenster in Österreich.

Tobias Steinmaurer / APA / Keystone

Meint er das ernst? Die Idee, die Daniel Schöni voriges Jahr erstmals in den Medien äusserte, klingt für viele wie ein ausgemachtes Hirngespinnst: Um dem Fachkräftemangel in der Logistikbranche beizukommen, brauche die Schweiz Lastwagenchauffeure aus Afrika.

Schöni ist Chef einer Schweizer Speditionsfirma, und er kämpft seit Jahren mit einem Phänomen, das nicht nur seine Branche betrifft: Ihm gehen die Mitarbeitenden aus. Selbst an den Rändern Europas sei es inzwischen schwierig, Lastwagenfahrer anzuheuern, sagt er. «Wir können vor diesem Problem die Augen verschliessen. Oder wir anerkennen, dass es in Europa bald zu wenige Arbeitskräfte gibt und wir sie anderswo suchen müssen.»

Aber in Afrika? Wenn es um unseren südlichen Nachbarkontinent geht, denken viele Europäer zuallererst an Kriege, Krisen und überfüllte Schlauchboote auf dem Mittelmeer.

Doch diese negative Sicht ist verzerrt, zumal in dieser Pauschalität. Sie verstellt den Blick für die Chancen, die Afrika bietet – auch für Europa. Schönis Idee mag unkonventionell sein, abwegig ist sie beim Blick auf die demografische Entwicklung keinesfalls.

Europa hat ein Demografie-Problem

Was für die Logistikbranche zutrifft, gilt inzwischen für fast alle Wirtschaftszweige: **Europa gehen die Arbeitskräfte aus. Die Babyboomer gehen in Pension, aufgrund der tiefen Geburtenraten rücken zu wenige Menschen im arbeitsfähigen Alter nach.** Das erhöht den Druck auf die Altersversorgung, und es führt dazu, dass immer mehr Stellen unbesetzt bleiben.

In den letzten Monaten hat sich dieses Problem so deutlich gezeigt wie nie zuvor. Von weit im Osten bis ganz in den Westen Europas fehlt es an Fachkräften. **Betroffen sind nicht nur Stellen für Akademiker. In vielen Ländern werden auch Handwerker, Pflegekräfte und Mitarbeiter in Hotellerie und Gastronomie händeringend gesucht.**

In den kommenden Jahren wird sich dieser Mangel noch deutlich verschärfen. In Deutschland etwa werden im laufenden Jahr rund 300 000 Personen mehr in den Ruhestand gehen, als in den Arbeitsmarkt eintreten. Bereits heute ist dort **jedes zweite Unternehmen vom Fachkräftemangel betroffen.** In den EU-Staaten werden allein im Pflegesektor **bis 2030 sieben Millionen zusätzliche Stellen** zu besetzen sein.

Der europäische Arbeitsmarkt mit seinen knapp 200 Millionen Erwerbstätigen reicht schon heute nicht mehr aus, um solche Lücken zu stopfen. Das gilt inzwischen auch für die reichsten Länder: Erst im Juli kam **eine Seco-Studie** zu dem Schluss, dass die innereuropäischen Rekrutierungsmöglichkeiten für die Schweiz praktisch ausgeschöpft seien und «Arbeitskräfte häufiger auch von weiter weg angezogen werden müssen».

Afrika hat, was Europa fehlt: Arbeitskräfte

Sofern nicht Roboter in die Bresche springen, um die Wirtschaft am Laufen zu halten, braucht Europa also bald deutlich mehr Arbeitskräfte aus Drittstaaten.

Von wo aber sollen sie kommen? Bis jetzt waren es vor allem Menschen aus dem **Balkan, aus Ländern in Osteuropa und aus gewissen asiatischen Staaten**, die Arbeitsvisa für EU-Staaten oder die Schweiz erhielten. Allein: **Die meisten dieser Länder kämpfen inzwischen selbst mit einer alternden Bevölkerung und tiefen Geburtenraten.** Die Zahl der Auswanderungswilligen nimmt dort seit Jahren ab.

Nur eine Weltregion ist von dieser Entwicklung bis anhin noch nicht betroffen: Afrika. Der Kontinent hat **die mit Abstand jüngste Bevölkerung der Welt**, fast jeder zweite Afrikaner ist minderjährig; nirgendwo sonst machen sich jährlich so viele junge Menschen auf Jobsuche wie hier.

Statistiken belegen **die «Afrikanisierung» des globalen Arbeitsmarkts** eindrücklich: Während die Zahl der Personen im erwerbsfähigen Alter praktisch auf allen Kontinenten im Abnehmen begriffen ist, wird sie in Afrika bis ins Jahr 2035 um rund 70 Prozent – oder jährlich um 22,5 Millionen Menschen – wachsen. **Bereits in zehn Jahren stammt weltweit jede zweite Person, die neu auf den Arbeitsmarkt kommt, aus Afrika.** Und in fünfzehn Jahren werden mehr Menschen im Alter zwischen 15 und 65 Jahren in Afrika leben als in China oder in Indien.

Die Wirtschaft der meisten afrikanischen Staaten hält mit diesem rasanten Bevölkerungswachstum **nicht mit.** Vielerorts fehlt es an Jobs – und zwar in dramatischem Ausmass. **Nur rund ein**

Drittel der jungen Menschen finden auf dem Kontinent eine Stelle. Selbst Akademikerinnen und Akademiker müssen sich oft mit Gelegenheitsjobs durchschlagen.

Ausbildung im Heimatland, Arbeiten im Ausland

Afrika hat also, was Europa braucht: Menschen, die arbeiten wollen. Und Europa hat, wovon es in Afrika zu wenig gibt: Jobs. **Eine engere Zusammenarbeit liegt deshalb auf der Hand.** Wie aber könnte diese aussehen?

Der Logistikfachmann Daniel Schöni hat sich das für die **Lastwagenfahrer** bereits überlegt. **Ihm schwebt vor, in ausgewählten Ländern Afrikas Trainingseinrichtungen zu erstellen, etwa mit Geldern der Entwicklungszusammenarbeit.** Bevor die Chauffeure in die Schweiz kämen, würden ihnen dort die nötigen technischen Fertigkeiten sowie die sprachlichen Kenntnisse vermittelt. «Ich glaube, dass das so klappen könnte», sagt Schöni.

Neu ist die Idee nicht. Länder wie **Kanada** und **Australien** haben für den Gesundheitssektor bereits vor Jahren sogenannte **Fachkräfte-Partnerschaften** mit ausgewählten Entwicklungs- und Schwellenländern abgeschlossen. **Deren Prinzip ist ähnlich: Ausbildung im Heimatland, Arbeiten im Ausland – zuerst für einige Jahre, mit Option auf Verlängerung.**

Im besten Fall profitieren dadurch alle: Im Zielland wird der Fachkräftemangel gemindert. Die Zugewanderten verbessern ihr Einkommen und ihre berufliche Perspektive. Das Herkunftsland profitiert durch Geldsendungen und – bei einer Rückkehr der Fachkraft – von einem Know-how-Transfer.

Nicht zuletzt senken legale Zugangswege zum europäischen Arbeitsmarkt in Afrika den Druck, illegal auszuwandern. **Wer ein Arbeitsvisum bekommt, muss nicht ins Schlauchboot steigen.**

Im Kopf liegt die grösste Hürde

Nicht wenige werden hier einwenden, dass **die Sache in der Praxis komplizierter ist als in der Theorie. Sie haben recht.**

Die Frage, ob die Losung «mehr Afrika» für Europas Arbeitsmarkt nicht mindestens so viele Probleme schafft, wie durch sie gelöst werden, ist legitim – und zwar von allen Seiten her gedacht.

Europa hat nur dann ein Interesse an einer Vertiefung der Beziehungen, wenn sich die Arbeitsmigration auf Personen beschränkt, die klar definierte Anforderungen erfüllen: Eine abgeschlossene Ausbildung, die nötigen Sprachkenntnisse, die Bereitschaft, sich zu integrieren. Die afrikanischen Länder wollen ihrerseits verhindern, ihre cleversten Köpfe ans Ausland zu verlieren. Und die Migranten wollen Planungssicherheit, eine faire Vergütung und anständige Arbeits- und Lebensbedingungen.

Nur wenn es gelingt, diese **legitimen Interessen in Einklang zu bringen, ist eine für alle Seiten gewinnbringende Partnerschaft möglich. Das ist schwierig, aber machbar.**

Die grössere Hürde für eine vertiefte Migrationspartnerschaft mit Afrika dürfte ohnehin in unseren Köpfen liegen. **Die Einsicht, dass wir zur Wahrung unseres Wohlstands und zur Sicherung unserer Pensionssysteme künftig auf deutlich mehr Migration aus nichteuropäischen, oft weniger entwickelten Ländern angewiesen sind, muss sich in der Mitte der Gesellschaft erst noch setzen.**

Migration, davon wollten viele in Europa in den letzten Jahren lieber weniger als mehr. Bei Migration denken nicht wenige zuerst an eine Bedrohung, an Überfremdung und Einwanderung in die Sozialsysteme.

Die Einwanderung als Chance, ja als Notwendigkeit zu sehen – bis dahin ist es noch ein weiter Weg. Wenn es um Afrika geht, gilt das sogar in besonderem Masse. Immerhin war die europäische Migrationspolitik gegenüber Afrika ja lange ausschliesslich vom Gegenteil einer Partnerschaft gekennzeichnet: durch **Zäune, Abschreckung und Repression.**

Der Brexit lässt Grossbritannien nach Afrika blicken

Trotzdem ist das, was hier in groben Strichen skizziert wird, keine Phantasterei, sondern längst im Entstehen begriffen.

Die EU arbeitet seit längerem daran, mit mehreren afrikanischen Ländern Fachkräfte-Partnerschaften abzuschliessen. Sie fokussiert sich dabei zuerst auf Nordafrika, später will sie die Initiative auf Länder wie Senegal oder Nigeria ausweiten.

Verschiedene europäische Staaten, darunter Deutschland, haben in den letzten Jahren zudem Reformen ihrer Einwanderungsgesetze vorgenommen. Deren Ziel: die erleichterte Zuwanderung nichteuropäischer Fachkräfte.

Gar einen Schritt weiter ist **Grossbritannien**. Weil das Königreich nach dem vollzogenen Brexit deutlich weniger Arbeitskräfte aus EU-Staaten anzieht als früher, hat sich London in den letzten Jahren nach Alternativen umschauchen müssen. Fündig geworden ist man vor allem in Afrika. Zuletzt ist die Zahl der in afrikanischen Staaten ausgestellten britischen Arbeitsvisa um über 400 Prozent angestiegen – stärker als in jeder anderen Weltregion.

Auf der Insel ist damit bereits Tatsache, was andernorts bald folgen dürfte: **Europas Arbeitsmarkt wird afrikanischer.**

3 octobre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/meinung/gegen-eine-vermischung-von-politik-und-religion-ld.1702283>

GASTKOMMENTAR

Gegen eine Vermischung von Politik und Religion

In den gescheiterten und noch existierenden Experimenten des real existierenden Sozialismus wurde der Staat jeweils immer totalitärer. Die Bereitschaft zur mitmenschlichen Hilfe und zur Hilfe zur Selbsthilfe nimmt in diesen Systemen der Zwangsumverteilung ab.

Robert Nef

03.10.2022, 05.30 Uhr



Muss die Politik den religiösen Wunschtraum nach mehr sozialer Gerechtigkeit pauschal erfüllen?

Ennio Leanza / Keystone

Politik, Religion und Moral werden heute immer sorgloser miteinander verknüpft. Wenn Zwang, Solidarität, Sympathie und Liebe nicht mehr klar voneinander unterschieden werden, verschwinden auch die damit verknüpften persönlichen Verantwortlichkeiten in einem kollektiven Einheitsbrei.

Der Sozialstaat hat die Tendenz, vom mitmenschlichen sozialen Engagement zu dispensieren. Man muss nicht mehr vom Eigenen geben, sondern der Staat verteilt das um, was anderen «weggesteuert» wird. Es ist doch viel angenehmer, wenn via Steuern und staatsangestellte Funktionäre das anspruchsvolle Ermitteln von mitmenschlichen Bedürfnissen und Zuwendungsdefiziten wenigstens teilweise wegfällt. Die Politik soll aus dieser Sicht den letztlich religiösen Wunschtraum nach mehr sozialer Gerechtigkeit pauschal und generell erfüllen.

Christsein und der Staat

Weit verbreitet ist die These, das Christsein müsse sich im Staat durch sozialistisches oder sozialdemokratisches Engagement bewähren, da nur dieses die Politik mit Solidarität und Mitmenschlichkeit verknüpfe.

Diese Auffassung blendet aus, dass der Sozialismus ideengeschichtlich im Materialismus und im naturwissenschaftlichen Determinismus wurzelt, in dem ursprünglich weder die Religion noch die Freiheitsidee Platz hatte. Wenn das (materielle) Sein das (ideelle) Bewusstsein abschliessend bestimmt, geht es in der Politik nur darum, die Gesetze der Menschen mit den Gesetzen, die den Gang der Natur und den Gang der Geschichte bestimmen, in Einklang zu bringen. Für Phänomene

wie Freiheit, Barmherzigkeit und Nächstenliebe oder gar für das Wagnis der Feindesliebe gibt es in diesem Weltbild wenig Raum.

Ob man als Sozialist die einzige mit der Natur und mit dem «richtigen Bewusstsein» des Menschen kompatible soziale Ordnung auf demokratischem Weg (bei dem die Mehrheit eine Minderheit zwingt) oder auf diktatorischem Weg (bei dem die einsichtige Minderheit die uneinsichtige Mehrheit zwingt) verwirklichen will, ist lediglich eine methodische Frage, die bekanntlich zur Spaltung des Sozialismus in einen revolutionär klassenkämpferischen und einen evolutionär demokratischen Flügel geführt hat.

Weit verbreitet ist die These, das Christsein müsse sich im Staat durch sozialdemokratisches Engagement bewähren.

Selbstverständlich hat es unter Sozialisten verschiedene Versuche gegeben, die zunächst zwingend aus dem naturwissenschaftlichen Sein abgeleiteten sozialen Bedürfnisse und Ansprüche auch mit dem christlichen Liebesgebot in Übereinstimmung zu bringen. Man hat das Ideal der klassenlosen Gesellschaft mit dem Ideal einer Gesellschaft verknüpft, in der jeder dem andern aus Liebe und in Liebe dient.

Aus dieser Sicht ist es aber in einer politischen Gemeinschaft unabdingbar, dass – mindestens in einer Übergangsphase – jene, die nicht aus einer im Glauben verwurzelten christlichen Liebe, sozial, hilfsbereit und solidarisch sind, notfalls eben durch politischen Zwang dazu gebracht werden.

Der Staat als Zwangsmotor

Die christliche Liebe wirkt als der Wind in den Segeln, der das Gesellschaftsschiff ans Ufer des sozialistischen irdischen Paradieses bringen soll, und der Staat ist der Zwangsmotor, der bei allfälligen Flauten aushilft, die Fahrt beschleunigt und erträglicher macht, unter anderem durch erzwungene Umverteilung und steuerfinanzierte Sozialpolitik.

Das tönt plausibel, ist aber höchst fragwürdig, weil sich Liebe und Zwang in letzter Konsequenz gegenseitig ausschliessen. Das ist auch der polit-psychologische Grund, warum in den gescheiterten und noch existierenden Experimenten des real existierenden Sozialismus der Staat alles andere als abgestorben ist, sondern immer totalitärer wurde.

Bisher haben alle sozialistischen Experimente, auch das chinesische, dazu geführt, dass der Staat mächtiger, zentralistischer und nationalistischer geworden ist und die für Christen wichtige Bereitschaft zur mitmenschlichen Hilfe und zur Hilfe zur Selbsthilfe deutlich abgenommen hat.

Robert Nef ist Publizist; er war Mitbegründer des Liberalen Instituts und ist heute Mitglied des Stiftungsrates.

2 octobre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/economie/nicolas-baverez-la-remontee-du-risque-france-20221002>

Nicolas Baverez:

«La remontée du risque France»

Par Nicolas Baverez

Publié il y a 1 heure, mis à jour il y a 1 heure



Nicolas Baverez. *François BOUCHON/Le Figaro*

CHRONIQUE - La France est particulièrement vulnérable face à un nouveau choc qui la saisit au terme de quatre décennies d'un interminable décrochage.

La guerre d'Ukraine constitue pour la France un choc majeur. Notre économie, à peine convalescente après la pandémie de Covid, est touchée de plein fouet par la stagflation et le choc énergétique.

En apparence, la France paraît relativement préservée. La croissance s'établira à 2,7 % en 2022 ; l'inflation a bondi jusqu'à 5,6 % mais reste largement inférieure à celle de la zone euro qui atteint 9,1 % ; les créations d'emplois se poursuivent. Dans le même temps, les États-Unis et le Royaume-Uni sont entrés en récession ; l'Allemagne stagne et voit s'effondrer le modèle mercantiliste fondé sur l'énergie russe bon marché, le travail à bas coût d'Europe centrale et orientale, les exportations vers les BRICS ; l'Italie est très fragilisée par sa crise démographique, par sa dépendance énergétique à la Russie, par sa dette publique de 152 % du PIB, et, désormais, par l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite.

La résistance de l'économie française est cependant trompeuse. Elle s'explique par les plans de relance liés à l'épidémie qui ont abondé l'épargne des ménages et la trésorerie des entreprises, ainsi que par la prolongation de la stratégie du «quoi qu'il en coûte», étendue de la santé à l'énergie et à la protection des ménages contre l'inflation. En réalité, le retournement est déjà effectif, comme le montre la diminution de l'activité industrielle.

Le choc énergétique est très violent et sera durable. Du côté de l'offre, les entreprises sont prises en étau par les pénuries d'énergie, de matières premières et de travail, l'envolée des prix de l'électricité, la hausse des salaires, la réduction des débouchés. Du côté de la demande, la consommation ralentit avec la baisse du pouvoir d'achat, notamment pour les 20 % des ménages les moins aisés qui ont mobilisé toute l'épargne accumulée durant l'épidémie. Ainsi 2023 s'annonce comme une année très difficile, marquée par la récession de l'activité, une inflation de 5 à 7 %, la remontée du chômage vers 7,9 % de la population active.

Perte de contrôle

Par ailleurs, la France constitue une exception au sein de la zone euro en raison de la perte de contrôle de ses finances publiques et de son commerce extérieur. Le déficit public est prévu à 159 milliards l'an prochain sur 500 milliards de dépenses. Avec la récession, il augmentera jusqu'à représenter 6 % du

PIB, portant la dette autour de 112,5 % du PIB. Le Trésor devra emprunter un montant record de 270 milliards d'euros, avec une charge de la dette qui s'élèvera à 52 milliards d'euros contre 23 milliards en 2020. Dans le même temps, le déficit commercial dépassera 155 milliards d'euros, soit près de 6 % du PIB. Cette dérive est insoutenable. Le creusement du déficit budgétaire alimente l'inflation, contraignant la BCE à accélérer la hausse de ses taux pour casser les anticipations au prix d'une amplification de la récession. Il dégrade la balance commerciale, car la consommation se tourne majoritairement vers les importations, compte tenu du blocage de la production nationale. Enfin le bouclier énergétique, qui mobilise 1,7 % du PIB, est incompatible avec la transition écologique.

La politique économique de la France cherche une nouvelle fois à protéger l'économie et la société d'un choc majeur en les plaçant sous le parapluie de la dépense et de la dette publiques, présumées illimitées. Cela n'empêchera pas la récession. En revanche, cela enferme notre pays dans le déni de la nouvelle donne qui émerge de l'épidémie et de la guerre d'Ukraine. Avec quatre changements majeurs. Le ralentissement synchronisé de l'activité dans les grands pôles qui structurent les échanges mondiaux. L'installation durable de l'inflation autour de 5 % par an en raison du vieillissement démographique, de l'éclatement de la mondialisation et de la transition écologique. Le durcissement des politiques monétaires et la remontée des taux d'intérêt indissociables d'un risque de krach financier. La montée en flèche de la conflictualité.

Loin d'être épargnée, la France est particulièrement vulnérable face à ce nouveau choc qui la saisit au terme de quatre décennies d'un interminable décrochage. Elle combine le risque économique avec le blocage de la croissance potentielle et des gains de productivité, le risque social avec la poussée de la colère et des violences de toute nature, le risque financier avec la perte de contrôle de l'endettement public et privé qui représente 361 % du PIB, le risque politique issu d'une faible gouvernabilité et d'une forte poussée des populismes.

La France est pour l'heure protégée par l'euro, par la force de l'Allemagne et par la faiblesse de l'Italie. Mais cette protection est très fragile et en grande partie fictive. Faute d'une transformation radicale de son modèle de décroissance à crédit, la France n'échappera pas à un violent choc financier au cours de la décennie 2020.

2 octobre (Europe 1)

<https://www.europe1.fr/societe/cest-la-bienveillance-a-sciences-po-grenoble-les-etudiants-divises-sur-le-wokisme-4137632>

«C'est la **bienveillance**» : à Sciences Po Grenoble, les étudiants divisés sur le «wokisme»



A Sciences Po Grenoble, le mot "woke" n'a pas la cote. © JEAN-PHILIPPE KSIAZEK / AFP

Jean-Luc Boujon, édité par Yanis Darras 07h23, le 30 septembre 2022, modifié à 07h26, le 30 septembre 2022

Sciences Po Grenoble serait-il le temple du wokisme en France ? Régulièrement au cœur de polémiques, l'établissement est pointé du doigt par certains médias pour les idées véhiculées à l'intérieur de ses murs. Sur le campus, rare sont les étudiants à se dire "wokistes", même si beaucoup d'entre eux reconnaissent être en accord sur certaines idées.

C'est un terme qui ne rappelle pas de bons souvenirs sur le campus de Sciences Po Grenoble. [Au cœur de plusieurs polémiques ces dernières années](#), l'établissement est régulièrement pointé du doigt dans les médias. Certains des professeurs de Sciences Po Grenoble se montrent aussi très critique, comme en 2021 où un enseignant avait accusé certains de ses collègues de diffuser [les théories "wokes"](#) et d'endoctriner les étudiants.

Un sujet compliqué à aborder avec les étudiants

Il est désormais très difficile aujourd'hui de parler wokisme dans les couloirs de l'établissement. Lorsque le sujet est abordé avec les étudiants, ils se ferment ou détournent le regard. Les responsables des syndicats étudiants eux, ont tout simplement refusé de rencontrer Europe 1. Car l'étiquette "woke", personne ne la veut.

"On a souvent eu cette étiquette d'étudiants wokistes, de dégénérescence, alors que pas du tout. On va essayer de s'intéresser à sa portée politique. Nos enseignements ici nous permettent de le questionner et justement en évitant des simplifications", insiste Thomas, en troisième année à Sciences Po Grenoble.

"Il y a quelque chose de péjoratif avec ce mot"

Idem pour Pierre, en cinquième année, qui, même s'il reconnaît être en accord avec certaines idées, réfute le terme. "Le wokisme, c'est pas un truc dans lequel je me reconnais personnellement. C'est plutôt une façon de voir les choses qui est d'essayer de veiller à ce que les discriminations soient les moins présentes possible", explique-t-il. Et d'ajouter : "Ça peut concerner les discriminations ethnique, des discriminations sexuelles. C'est la bienveillance en fait", résume-t-il.

Parmi tous les étudiants rencontrés sur le campus, Fiona est finalement la seule à assumer son wokisme, même si elle déplore l'usage qui est fait aujourd'hui de ce mot. "Il y a quand même quelque chose de péjoratif derrière ce mot. Il est souvent utilisé pour disqualifier des comportements qui veulent un changement positif de la société, c'est-à-dire, une société plus écologique, plus sociale, plus inclusive, sans opprimer des peuples". Et Fiona a même sa définition personnelle : **le wokisme c'est l'humanisme du 21ème siècle.**

2 octobre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/die-proteste-gegen-das-regime-in-iran-betreffen-den-gesamte-islam-18355420.html?premium=0x6faa0299735a1c456598a77314f52d06&GEPC=s5>

PROTESTE IN IRAN:

Die Welt steht an einem Wendepunkt

VON ALI SADRZADEH

-AKTUALISIERT AM 01.10.2022-17:17



Löste die großen Proteste in Iran aus: die im Polizeigewahrsam ums Leben gekommene Masha Amini. Bild: AP

Die Proteste in Iran nach dem gewaltsamen Tod von Mahsa Amini haben das Zeug, nicht nur das Regime in Teheran zu Fall zu bringen. Sie fordern den gesamten politischen Islam heraus. Ein Gastbeitrag.

Es nicht Iran, es ist die Welt, die dieser Tage an einem historischen Wendepunkt angekommen ist. Mahsa Aminis Tod hat Iran längst und unwiderruflich verändert. Vier Tage nach dem Beginn der Proteste sagte der kranke vierundachtzigjährige Religionsführer [Ali Chamenei](#) in seiner bisher letzten Rede folgenden Satz, und ihm war beim Sprechen die Mühe anzusehen: „Wenn man inmitten der Ereignisse steht, kann man nicht überblicken, was sich gerade ereignet.“

Wie wahr. Dieser Satz ist gerade eine Woche alt. Und es ist der einzige Satz, den der Mächtigste des Landes über diesen Tod, der die Welt bewegt, bisher gesagt hat. Dieses Schweigen kann man verstehen, wie man will. Als Ausdruck von Angst, von Überraschung oder, wie Chamenei selbst sagt, von fehlendem Überblick. Die „Ereignisse“ ereignen sich jedenfalls weiter, unvermindert und täglich blutiger. Doch wie das auch enden mag, das Gesicht [Irans](#) wird nicht mehr jenes sein, das wir vor Mahsas Tod kannten. Auch das Gesicht des Nahen Ostens und das der islamischen Welt werden nach diesem Tod andere sein.

So wie die islamische Revolution vor 43 Jahren die gesamte islamische Welt erschütterte, so wird auch diese Revolte, deren Parole „Frau, Leben, Freiheit“ ist, vieles jenseits der iranischen Grenze verändern. Die Taliban, der Islamische Staat, Al-Qaida und sogar die jüngste Islamisierung der Türkei durch [Erbakan](#) und [Erdogan](#), sie alle waren und sind sunnitische Antworten, politische Gegenmodelle zur schiitischen Revolution in Iran mit ihrer globalen Ausstrahlung.



Ein Motorrad der iranischen Polizei brennt während eines Protests. (Symbolbild) :Bild: via REUTERS

Mit der aktuellen Revolte nähert sich die Welt dem Ende des politischen Islams, wie wir ihn bisher kennen. Vieles bleibt trotzdem ungewiss. Wie werden sich die Dinge durch die Proteste auf der Straße entwickeln? „Die Straße“ ist ein Begriff, unter dem sehr unterschiedliche Menschen mit vielfältigen Motiven zusammengefasst werden. Sie vereint die Wut, die sich in vier Dekaden mannigfaltiger und gesetzlich verankerter Diskriminierungen aufgestaut hat. Sie steht auf gegen ein apartheidähnliches System, in dem Frauen, religiöse und nationale Minderheiten sowie jene Menschen leiden, die eine andere Lebensvorstellung haben. Eine Ordnung, in der sich unfähige, durch und durch korrupte Herrscher mit Lügen, Propaganda, Brutalität und „Taqiah“, der schiitischen Verstellungskunst, an der Macht halten wollen, koste es, was es wolle.

Bisher bestimmt Chamenei

Ob „die Straße“ dieses System der Erniedrigungen und Benachteiligungen überwinden wird, hängt von Ali Chamenei ab, seit 33 Jahren offiziell der Führer der „Islamischen Republik“ und Oberkommandierender aller Streitkräfte des Landes. Unruhen und Proteste gegen seine Herrschaft hat er in diesen drei Jahrzehnten viele erlebt. Friedliche ebenso wie radikale. 2009 fand in [Teheran](#) gegen die Wiederwahl Ahmadineschads ein Schweigemarsch von mehr als drei Millionen Menschen statt. „Wo ist meine Stimme“ war damals die Hauptparole der Proteste. Es war mehr oder weniger ein systemimmanenter Protest. Doch am Ende des mehrmonatigen Aufbegehrens ordnete Chamenei hartes Durchgreifen an. Es gab hunderte Tote und Verletzte sowie Tausende Verhaftete. Und zehn Jahre später, als in über achtzig Städten Zehntausende Menschen gegen Preiserhöhungen mit radikalen Parolen auf die Straße gingen, zögerte Chamenei nicht, sondern ordnete sehr schnell an, das Internet im gesamten Land zu sperren und mit massiver Gewalt gegen die Demonstranten vorzugehen. Innerhalb von zehn Tagen töteten die Sicherheitskräfte annähernd 1700 Protestierende, Tausende waren verhaftet.

Der Wille des Führers ist also maßgebend, wo und wie ein Protest endet. Chameneis Machtbefugnis ist gemäß der Verfassung fast ebenso wenig eingeschränkt wie sein Machtwille. Wie lange er diesen Willen durchsetzen kann, ist ungewiss, sehr lang wird es jedenfalls nicht mehr sein. Am Tage von Mahsas Tod meldete die „New York Times“, Chamenei habe seit einer Woche alle Treffen und öffentlichen Auftritte abgesagt, er sei schwer krank und befinde sich unter ständiger Beobachtung eines Ärzteteams. Dies hätten vier Personen, die mit seinem Gesundheitszustand vertraut sind, darunter eine mit engen Verbindungen zu den Revolutionsgarden, bestätigt. Er sei vor einer Woche wegen eines Darmverschlusses operiert worden, nachdem er unter extremen Bauchschmerzen und hohem Fieber gelitten habe.

Der brutale Lieblingssohn

Die Meldung verbreitete sich über das Internet in Windeseile. Nach zwei Tagen offiziellen Schweigens kündigten die Presseorgane der Garden eine baldige Audienz des Führers an. Weitere zwei Tage

später erschien Chamenei und hielt stehend und mit schwacher Stimme eine kurze Rede, in der er von den Ereignissen sprach, die man nicht überblicken könne, solange man in ihnen stehe. Anschließend feierte die Presse diesen Auftritt als Beweis dafür, wie die westlichen Medien lügen. Die „New York Times“ schrieb, trotz oder gerade wegen dieses eigenartigen Auftritts beharre sie auf der Richtigkeit ihrer Darstellung über Chameneis Zustand. Wie krank oder gesund er auch sein mag und wie lange er noch am Leben bleiben wird, der Dreiundachtzigjährige will nicht nur seine wenigen Herrschaftsjahre, die ihm vielleicht bleiben, retten, ihm geht es auch um seine islamische Ordnung und noch wichtiger um die Zukunft seines Nachfolgers.

Mojtaba Chamenei ist der Lieblingssohn des Religionsführers, und sein Machtwille scheint so grenzenlos zu sein wie der des Vaters. Mojtaba wird nachgesagt, dass er seine Interessen mit großer Brutalität verfolgt. Im Alter von 16 Jahren nahm er am Krieg gegen den Irak teil. Seine Mitkämpfer von einst sind heute seine engsten Mitarbeiter – eine hartgesottene Gruppe von Revolutionsgarden und Geheimdienstlern, mit deren Hilfe er das Alltagsgeschäft seines Vaters regelt. Er besuchte zunächst in Teheran Religionsseminare, 1999 ging er nach Ghom und wurde Schüler von Ayatollah Muhammad Taqi Mesbah-Yazdi, einem Traditionalisten, den manche den reaktionärsten Theoretiker der schiitischen Geistlichkeit nennen. Vater Chamenei bezeichnete den inzwischen verstorbenen Mesbah einmal als einen der größten Philosophen aller Zeiten. Was Mojtaba in Ghom tatsächlich gelernt und welche Stufe der schiitischen Gelehrsamkeit er erreicht hat, ist ungewiss. Manche ihm nahestehenden Websites titulieren ihn schon als Ayatollah: dieser Rang ist eine Voraussetzung dafür, Revolutionsführer zu werden. Mojtaba hat nie ein offizielles Amt bekleidet, die meiste Zeit verbrachte er in den Geheimdienstapparaten. Viel mehr ist über ihn nicht bekannt. Er sei genauso fanatisch antiwestlich wie sein Vater, heißt es lediglich.

Vater Chamenei erlebt dieser Tage eine neue Phase seiner Herrschaft, mit der er nicht gerechnet hat. Nicht nur er, sondern fast alle Kenner der iranischen Gesellschaft, darunter anerkannte Soziologen und Politologen, sind überrascht, woran sich die Proteste festmachen. Angesichts der grassierenden Inflation, steigenden Arbeitslosigkeit und fehlenden Perspektiven rechnete man allgemein mit einer baldigen Hungerrevolte der Ärmsten der Armen. Doch in den Protesten dieser Tage ist weder von Arbeit und Brot noch von Inflation die Rede.

Mahsa war ein kurdisches Mädchen, die Parole „Frau, Leben, Freiheit“ ging vom iranischen Kurdistan aus und findet im ganzen Land Widerhall. Auch in Regionen mit anderen Minderheiten, etwa Belutschen, Araber und Azeris. Das sagt viel aus über Solidarität jenseits der ethnischen Zugehörigkeiten.

2 octobre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/kann-deutschland-sich-diese-staatsschulden-noch-leisten-18355096.html?premium>

STAATSSCHULDEN:

Können wir uns das alles leisten?

VON [PATRICK BERNAU](#) UND [ALEXANDER WULFERS](#)

-AKTUALISIERT AM 02.10.2022-14:09



Gegen die Energiekrise, für eine bessere Bundeswehr und mehr Klimaschutz: Deutschland nimmt hunderte Milliarden an neuen Staatsschulden auf. Zeit für einen Kassensturz.

Krisenbekämpfung scheint ein neues Motto zu haben: Je mehr, desto besser. „Doppel-Wumms“ nannte es Bundeskanzler Olaf Scholz in der vergangenen Woche stolz, als er das neue Programm gegen hohe Energiepreise vorstellte. Bis zu 200 Milliarden Euro stehen zur Verfügung – und zwar an neuen Schulden. Da kann Finanzminister [Christian Lindner](#) noch so lange versprechen, dass im nächsten Jahr die Schuldenbremse wieder eingehalten wird – dieses Jahr nimmt er erst mal eine riesige Summe Geld auf.

Doch inzwischen sind Schulden ja in Mode gekommen. In Großbritannien hat der neue Finanzminister eine Steuersenkung angekündigt, die in den nächsten fünf Jahren das Staatsdefizit umgerechnet ebenfalls um insgesamt fast 200 Milliarden Euro vergrößern wird. In Italien wiederum bekennt sich die neue Regierungschefin zum ausgeglichenen Budget, hat aber gleichwohl Steuersenkungen angekündigt, die bisher nicht gegenfinanziert sind.

Am Ende wird der deutsche Staat wahrscheinlich nicht die vollen 200 Milliarden ausgeben. Doch der neue Rettungsschirm ist auch nicht das erste Schuldenprogramm dieses Jahres: Die Ampelkoalition steckte 100 Milliarden Euro in einen Fonds für die [Bundeswehr](#), 60 Milliarden Euro in einen Energie- und Klimafonds, und die Vorgänger-Regierung hatte zu Corona-Zeiten auch schon so angefangen.

Schulden-Rhetorik hat Erfolg – zur falschen Zeit?

Da hatte die Rhetorik der vergangenen Jahre Erfolg. Der Staatshaushalt war solide, die Verschuldung des Landes ging zurück, die Zinsen waren nahe null oder zum Teil sogar darunter, die Inflation eher zu niedrig. In so einer Situation war es kein Wunder, dass viele Leute nach Schulden riefen: Der Staat solle doch seine Ausgaben eher über Kredite finanzieren, das Geld vielleicht in Investitionen stecken. Doch jetzt ist die Lage anders. Die Inflation ist auf zehn Prozent gestiegen, die Zinsen steigen schon wieder spürbar an. Ist so eine Kreditaufnahme auch jetzt der richtige Schritt?

So viel steht fest: Mit Steuern ließe sich das Ausgabenprogramm der Bundesregierung nicht stemmen. Insgesamt 360 Milliarden Euro an Schulden hat sich die Ampelkoalition genehmigen lassen für Fonds, die neben dem normalen Haushalt her laufen. Dazu die sowieso schon aufgeblähten regulären

Ausgaben des Staates – da kommt man auf mehr als das Doppelte der Ausgaben aus den Jahren vor Corona. Anders gesagt: 360 Milliarden, um das in diesem Jahr zu decken, müsste der Staat die gesamte Lohn- und Einkommensteuer verdoppeln.

Oder noch mal anders gerechnet: Wenn das Aufkommen per Vermögensteuer eingezogen werden sollte, müsste jeder Deutsche fünf Prozent entrichten – ohne Ausnahme für Omas kleines Häuschen. Alternativ müsste der Staat die 17 reichsten Deutschen komplett enteignen, ihre Unternehmen an die Börse bringen und ihre Aktien verkaufen – und dann bliebe noch die Frage, wer all das kaufen soll.

Mit Schulden sieht dagegen alles erst mal einfacher aus. Selbst nach all den Corona-Hilfen liegt Deutschlands Schuldenstand derzeit bei tolerablen 70 Prozent der Wirtschaftsleistung. Die 360 Milliarden Euro sind fast genau zehn Prozent der deutschen Wirtschaftsleistung und werden über mehrere Jahre geholt werden. Die zehn Prozent Inflation allerdings machen nicht nur Sorge: Sie helfen auch, den alten Schuldenberg zu relativieren. Da scheint es kaum noch ins Gewicht zu fallen, dass der Staat inzwischen wieder zwei oder drei Prozent Zinsen zahlen muss.

Treiben Schulden die Inflation?

Die Gefahr allerdings ist eine andere: Könnten die hohen Staatsdefizite die ohnehin schon hohe Inflation noch weiter antreiben? Sicher: Im ersten Moment wird die Inflation sinken, wenn der Staat die Energiepreise deckelt. Doch das muss nicht lange so bleiben. Die vergangenen Jahre haben der Welt diese Gefahr schließlich deutlich vor Augen geführt. In den USA ist die Inflation deutlich früher und deutlich schneller gestiegen als in Europa – dafür wird auch ein großes schuldenfinanziertes Konjunkturpaket von Präsident [Joe Biden](#) verantwortlich gemacht.

Die Notenbanker der Welt sind dabei, daraus zu lernen. Erst Anfang September ließen sie sich bei ihrem jährlichen Treffen in Jackson Hole [eine Studie erläutern](#), die zeigt: Staatsverschuldung hat wenig Einfluss auf die Inflation, solange die Menschen glauben, dass die Notenbank die Preissteigerungen im Zweifel wieder einfangen kann und das auch tun wird. Wenn dieser Glaube aber verloren geht, dann haben Staatsschulden sogar noch mehr Einfluss auf die Inflation als die Politik der Zentralbanken, die eigentlich für die Inflationsbekämpfung zuständig wären.

Die Jackson-Hole-Studie ist [nicht die einzige derartige](#). In den vergangenen Jahren sind Dutzende Untersuchungen erschienen, die zeigen: Wichtig ist, ob in der Praxis der Staat oder die Notenbanken das Geschehen dominieren. Wie es im Moment in Europa ist, das ist nicht ausgemacht. Die Bundesregierung gibt sich jedenfalls alle Mühe, den Schuldenberg zu steigern. Der Notenbank macht sie damit das Leben schwer.

Und was ist mit diesen Schulden und dieser Inflation?

Doch es gibt auch eine Gegenposition, vertreten zum Beispiel von Philippa Sigl-Glückner. Sie war vor kurzem Referentin von Kanzleramtsminister Wolfgang Schmidt, als der noch mit [Olaf Scholz](#) im Finanzministerium war. Heute arbeitet sie in einer Denkfabrik und gehört zu den größten Befürwortern der Verschuldung. Sie glaubt: In der speziellen Situation, in der Deutschland sich gerade befindet, kann das Geld die Inflation gar nicht antreiben – schon allein weil es nicht im Land bleibt. Im Prinzip fließt alles an die Gaslieferanten außerhalb Deutschlands. Die Bürger hätten also nicht mehr Geld, den Unternehmen fielen Preiserhöhungen schwer, und Lohnerhöhungen in der Nähe der Inflation seien sehr unwahrscheinlich.

Da trifft sich die progressive junge Ökonomin mit einem erfahrenen liberalen Professor, nämlich mit [Lars Feld](#), dem ehemaligen Mitglied des Sachverständigenrats und heutigen Berater von Finanzminister Lindner. Auch er sieht eine Inflationsdämpfung dadurch, dass das Geld ins Ausland fließt.

Aber nimmt nicht die Gaspreisbremse den Deutschen ihren Anreiz, Gas zu sparen? Und würde dann nicht das Gas umso teurer? Das fürchtet Feld nicht, weil wahrscheinlich nur der Preis für einen Basisverbrauch gedeckelt wird – die zusätzlichen Kilowattstunden werden mehr kosten. Selbst wer etwas weniger Gas verbraucht als der Durchschnitt, wird in diesen Bereich kommen und soll entsprechend einen Anreiz zum Sparen haben. „Gaspreiserhöhungen sollen ja nicht in der Gesamtheit verhindert werden“, sagt Feld.

Deutschland hat noch eine ganz eigene Inflation

Ganz vermeiden lässt sich eine zusätzliche Inflation aber vermutlich nicht. Das sieht beispielsweise der Princeton-Ökonom Markus Brunnermeier so: „Die Unsicherheit, die im Moment im Markt besteht, wirkt inflationsdämpfend. Sie würgt aber auch die Realwirtschaft ab.“ Nimmt der Staat mit seinem Rettungsschirm diese Unsicherheit heraus, könnten mit der Nachfrage auch Löhne und Preise steigen.

Schon vor der Energiekrise hatte sich der Trend in Gang gesetzt: Arbeitskräfte waren knapp, Lieferketten stockten – also stiegen die Preise und Löhne. „Auch wenn die stark steigenden Energiepreise derzeit die Teuerungsdynamik dominieren, ist die gegenwärtige Inflationsphase keine reine Energiepreisstory“, sagt Stefan Kooths, Konjunkturforscher des Kiel Instituts für Weltwirtschaft (IfW). „Auch die heimischen Preisauftriebskräfte sind längst in Gang gekommen und liegen deutlich jenseits der Zwei-Prozent-Marke.“

Da ist das Dilemma: Wenn der Staat nichts tut, steigt die Inflation wegen der hohen Energiepreise. Wenn der Staat mit Schulden eine Gaspreisbremse finanziert, dann werden die Deutschen vielleicht wieder zuversichtlicher, und die Inflation steigt deshalb.

Gleichzeitig habe Deutschland aber gegenüber anderen Ländern immer noch einen großen Vorteil, betont Markus Brunnermeier: Bundesanleihen gelten in den internationalen Finanzmärkten als sicherer Hafen in Krisenzeiten. Die Schulden auf dem Markt zu platzieren, dürfte also kein Problem für Christian Lindner sein. Am Donnerstag reagierte der Anleihemarkt dann auch kaum auf die Ankündigung des Rettungsschirms – ganz anders als einige Tage zuvor in Großbritannien. Brunnermeier sieht Deutschland gut aufgestellt, warnt aber auch: „Man muss aufpassen, dass man diese Position nicht verliert, und solide haushalten.“

Und da kommt die Frage nach der Schuldenbremse. Drei Jahre in Folge hat die Bundesregierung sich jetzt eine Ausnahme eingeräumt. Ist die Schuldenbremse damit in der Praxis am Ende? Das könnte vom nächsten Jahr abhängen. Bisher versucht Finanzminister Lindner, sich in einer Art Torschlusspanik noch Hunderte Milliarden zu sichern und sie für die kommenden Jahre zu bunkern. Und bei dieser Strategie wird es selbst der Schuldenfreundin Philippa Sigl-Glöckner unwohl. Sie bemängelt, dass die Bundesregierung jetzt „mit sehr kreativer Buchführung Geld in einen Nebenhaushalt stellt, nur um im nächsten Jahr die Schuldenbremse einzuhalten“.

Lindner-Berater Lars Feld hält hingegen die Auslagerung der Neuverschuldung aus dem regulären Haushalt für einen wichtigen Schritt, um das richtige Maß zu wahren: „Wenn statt des Sondervermögens die Ausnahmeregelung der Schuldenbremse für 2023 gelten würde, dann bliebe es nicht bei der Verschuldung für die Gaspreisbremse. Alle Ressorts würden wieder in die Vollen gehen.“

Da ist das Entscheidende: Es herrscht viel Einigkeit darüber, dass sich Deutschland das viele Geld erst mal leisten kann. Die offene Frage ist, ob Deutschland seinen Ruf als guter Schuldner bewahrt.

2 octobre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/le-conseil-d-etat-valide-la-circulaire-autorisant-les-eleves-transgenres-a-utiliser-le-prenom-de-leur-choix-20220930>

Le Conseil d'État valide la circulaire autorisant les élèves transgenres à utiliser le prénom de leur choix

Par [Jeanne Durieux](#)

Publié le 30/09/2022 à 17:35, mis à jour le 30/09/2022 à 18:16



Les élèves transgenres pourront bien utiliser leur prénom d'usage correspondant à leur genre au sein de leur établissement scolaire. *Vasy1 / stock.adobe.com*

La juridiction administrative a souligné que cette mesure permettrait une meilleure intégration des élèves transgenres à l'école, et que l'Éducation nationale n'enfreignait pas la loi.

Les élèves transgenres pourront bien faire usage du prénom de leur choix dans leur établissement scolaire. Le Conseil d'État a en effet rejeté mercredi 28 septembre une requête demandant l'annulation de la circulaire du 29 septembre 2021 les y autorisant.

Celle-ci, prise sous Jean-Michel Blanquer, prévoyait la mise en œuvre de cette possibilité pour les élèves qui le souhaitent, soulignant qu'il s'agit de «*veiller à ce que le prénom choisi soit utilisé par l'ensemble des membres de la communauté éducative*», dans le cadre du respect de l'identité de genre de l'élève, sous condition que la demande soit faite «*avec l'accord des deux parents de l'élève mineur*».

La requête contestant cette circulaire avait été formulée pour «*excès de pouvoir*», au motif que la loi française de 1794 mentionne qu'«*aucun citoyen ne pourra porter de nom ni de prénom autres que ceux exprimés dans son acte de naissance : ceux qui les auraient quittés seront tenus de les reprendre*». Il est également «*expressément défendu à tous fonctionnaires publics de désigner les citoyens dans les actes autrement que par le nom de famille*» et les «*prénoms portés en l'acte de naissance*».

Le Conseil d'État a néanmoins tranché, en affirmant que cette circulaire était bien conforme à la loi. Ainsi, le prénom d'usage des élèves transgenres pourra être utilisé par le personnel de l'Éducation nationale «*dans le cadre de la vie interne des établissements et pour les documents qui en relèvent*», affirmant cependant que «*seul le prénom inscrit à l'état civil doit être pris en compte pour le suivi de la notation des élèves dans le cadre du contrôle continu pour les épreuves des diplômes nationaux* ».

Les personnes trans choisissent souvent un nouveau nom «d'usage» qui convient davantage à leur identité de genre : elles peuvent ensuite choisir d'en changer à l'état civil. L'élève transgenre qui n'a pas encore changé de nom à l'état civil pourra être appelé par le nom qu'il a choisi, en classe et sur des

documents internes comme le carnet de correspondance et la carte de cantine. En revanche, les diplômes et relevés de notes seront délivrés sous son prénom d'état civil.

La circulaire du 29 septembre 2021 s'inscrivait dans la volonté d'une scolarisation *«inclusive»*, afin de *«prendre en compte les élèves transgenres (...) et faciliter leur accompagnement et les protéger, sans préjudice de ce que seront par ailleurs leurs parcours personnels.»* L'objectif est de garantir à ces élèves *«l'intégrité»* et le *«bien-être»*, en comprenant *«les besoins exprimés par les jeunes concernés»*.

2 octobre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/culture/vous-petez-les-plombs-accuse-de-transphobie-booba-sort-les-griffes-contre-caroline-de-haas-20221001>

«Vous pétez les plombs !» : accusé de transphobie, Booba sort les griffes contre Caroline De Haas

Par Le Figaro

Publié hier à 18:55



Le rappeur Booba, en concert à Nanterre, en octobre 2018, et la féministe Caroline De Haas lors d'une manifestation à Paris, en septembre 2019. *Berzane Nasser/ABACA / Berzane Nasser / AFP / ZAKARIA ABDELKAFI*

Le rappeur a provoqué un tollé en ligne, vendredi, en tournant en dérision un jugement du Conseil d'État relatif à l'emploi par les élèves transgenres de prénoms de leur choix à l'école.

La dernière décision du Conseil d'État fait des remous chez les géants du rap français. La validation de la circulaire autorisant les élèves transgenres à utiliser le prénom de leur choix à l'école, avec l'accord des deux parents, a interpellé Booba, lui-même père de deux enfants. «*Si mon fils rentre de l'école un jour et me dit qu'il s'appelle Mireille on va avoir un sérieux problème*», s'est amusé vendredi le rappeur sur Twitter, dans un message qui a aussitôt provoqué des réactions indignées en raison de son caractère jugé transphobe. Dans la masse des internautes s'étant catastrophé au tweet de Booba ou lui ayant, au contraire, apporté un soutien, la féministe Caroline De Haas a réagi avec concision en répondant : «*La transphobie tue*», avant d'enjoindre l'artiste, suivi par près de 5,8 millions d'abonnés sur la plateforme, à supprimer son message. Une interjection à laquelle ne s'est pas plié l'intéressé.

«*À qui tu donnes des ordres? Vous pétez les plombs !*», a chargé Booba quelques heures plus tard, en récusant d'être transphobe. Dans un autre tweet publié dans la nuit de vendredi à samedi, le musicien a précisé qu'il ne souhaitait pas «*que des inconnus fassent l'éducation sexuelle de nos enfants en pleine construction physique et mentale*», en ajoutant «*LGBT c'est super mais ça doit être interdit aux mineurs*». La circulaire validée vendredi par le Conseil d'État ne porte pas, toutefois, sur la question de l'éducation sexuelle.

À la tête d'un cabinet de formation et de communication sur l'égalité femmes-hommes, Caroline De Haas a signé un contrat en février avec le Conseil d'État, afin de notamment former son personnel à la lutte contre les violences sexuelles et sexistes ainsi qu'à la lutte contre les discriminations. Dont les discriminations transphobes. En 2020, la militante s'était retirée quelque temps de Twitter, jugeant le réseau social américain «*profondément, structurellement malveillant*». Hasard du calendrier, le Conseil d'État envisage également de réguler les réseaux sociaux.

2 octobre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/laicite-l-abaya-est-interdite-a-l-ecole-rappelle-la-secretaire-d-etat-a-la-citoyennete-20221001>

Laïcité : l'abaya est «interdite» à l'école, rappelle la secrétaire d'État à la Citoyenneté

Par Le Figaro avec AFP

Publié hier à 16:25, mis à jour hier à 16:31



La secrétaire d'État à la Citoyenneté, Sonia

Backès. *RAPHAEL LAFARGUE / AFP*

Celles qui arborent cette tenue traditionnelle qui se porte au-dessus des habits «le font en provocation», a déclaré Sonia Backès.

Les personnels de l'Éducation nationale peuvent «refuser» l'accès de l'établissement aux élèves portant une abaya, «un marqueur religieux», et doivent signaler les atteintes à la laïcité, a rappelé samedi la secrétaire d'État à la Citoyenneté Sonia Backès.

«*Bien sûr que les abayas sont des marqueurs religieux*», et celles qui portent ce vêtement (tenue traditionnelle qui se porte au-dessus des habits) «*le font en provocation*», a déclaré Sonia Backès sur Franceinfo. «*Nous ne devons avoir absolument aucune tolérance*» car la loi de 2004 «*interdit les marqueurs religieux à l'école*».

Le ministre de l'Éducation Pap Ndiaye a rapporté vendredi «une hausse des signalements d'atteintes à la laïcité à l'école» depuis la rentrée scolaire, «*en particulier les signalements de port de vêtements*», tels que «*les abayas, qui semblent se multiplier*», avait-il dit.

Pour la secrétaire d'État à la Citoyenneté, «*il faut être pragmatique*». «*Est-ce que quand on n'est pas de religion musulmane, on porte des abayas? La réponse est "non". Donc on ne met pas de marqueur religieux à l'école*».

Les abayas sont «interdites» et les chefs d'établissement «peuvent refuser» l'accès aux jeunes filles qui les portent, a-t-elle encore dit. Il est «important que tout remonte» et de «faire passer le message "quand vous voyez des comportements pas conformes aux règles de la République, il faut le signaler"». «*Je veux que les enseignants sachent que l'État sera là pour les protéger*», a déclaré Sonia Backès.

Interrogée sur les dérives sectaires, la secrétaire d'État, qui a précisé avoir été elle-même «élevée par une mère membre de l'Église de Scientologie», a déclaré que l'on devait «mener un travail de sensibilisation des personnes elles-mêmes et (un travail) de signalement» par les représentants de l'État et par l'entourage. «*Quand j'avais 13 ans, une amie m'a dit: "est-ce que tu sais que c'est une secte?" Non, je ne savais pas. Cela permet justement de déclencher l'esprit critique*».

2 octobre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/politique/le-blanc-quitte-ma-ville-apres-11-agressions-en-2-ans-un-elu-des-mureaux-demissionne-20221001>

«Le blanc, quitte ma ville» : après 11 agressions en 2 ans, un élu des Mureaux démissionne

Par [Jeanne Sénéchal](#)

Publié hier à 11:59, mis à jour hier à 12:00



Citoyen depuis 14 ans et élu depuis huit ans aux Mureaux, Boris Venon a décidé de remettre sa démission après plusieurs agressions, dont des insultes homophobes et racistes.

«Oui, les citoyens d'origine européenne peuvent faire l'objet de racisme. Et c'est un homme dont tout le parcours politique s'inscrit à gauche qui vous le dit.» Lors du dernier Conseil municipal de [la ville des Mureaux](#) le 28 septembre dernier, l'élu socialiste Boris Venon a annoncé sa démission. L'homme de 38 ans, qui était deuxième adjoint au maire en charge de la mission Cœur de Ville et rénovation urbaine, ne reconnaît plus sa ville.

S'il avait toujours trouvé *«un bon équilibre»* et *«une certaine cohésion sociale»* dans cette commune d'un peu plus de 30.000 habitants, il a observé, depuis deux ans, *«un délitement du lien social»*.

À l'appui, l'élu évoque une série de menaces dont il a été victime : *«J'ai subi 11 agressions, ou moi-même et ma famille nous nous sommes sentis menacés jusque dans notre intégrité physique, là ou pendant 12 ans je n'ai jamais connu d'épisode de cette nature. Ces derniers épisodes, je ne vous le cache pas, ont été violents et ont profondément remis en cause le lien que j'avais avec la commune et avec ces habitants.»*

«Je me suis vu reprocher d'être qui je suis, poursuit-il. Ces épisodes, et encore plus le dernier en date, ont été marqués par de la violence verbale, de la violence physique, allant jusqu'à la menace de mort, et aux insultes homophobes et racistes. "Le blanc quitte ma ville, on est chez nous ici", c'est ce que je me suis entendu dire avant qu'on ne me poursuive jusque devant mon domicile pour me menacer de mort ensuite.»

D'après le site d'information [Actu 78](#), Boris Venon a confié que sa démission n'était pas liée à un désaccord politique avec l'équipe en place. *«Au contraire, tout se passe bien en mairie. C'est juste que je ne me retrouve plus dans cette ville qui a beaucoup changé»,* a-t-il tenu à préciser.

2 octobre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/bourgeois-votre-tranquillite-est-finie-un-collectif-saccage-le-golf-de-saint-cloud-au-nom-de-l-ecologie-et-de-la-lutte-des-classes-20221001>

«Bourgeois, votre tranquillité est finie»: un collectif saccage le golf de Saint-Cloud au nom de **l'écologie et de la lutte des classes**

Par [Clara Hidalgo](#)

Publié hier à 16:53, mis à jour hier à 17:03



Le Golf de Saint-Cloud, situé sur les communes de Garches, Rueil-Malmaison et Vaucresson dans les Hauts-de-Seine. *Jean-Christophe Marmara / Le Figaro*

Des militants regroupés au sein du collectif «Sangliers syndicalisé.es**» ont retourné la terre et tagué les pelouses du golf parisien.**

Pelouse arrachée, taguée et retournée... Dans la nuit de jeudi à vendredi, le [golf de Saint-Cloud](#) (Hauts-de-Seine) a été vandalisé. Au milieu des dégâts, une banderole a volontairement été déposée au sol : «*Encore un coup des sangliers syndicalisé.es*». Sept des dix-huit greens ont été dégradés par ce collectif fraîchement constitué affichant des revendications politiques et écologiques.

«*Nous revendiquons ce sabotage au nom de la lutte pour l'écologie et en soutien à la mobilisation syndicale du 29 septembre*», a déclaré le collectif dans un communiqué envoyé à [TF1-LCI](#). Dès la découverte du champ de bataille, la direction du golf a contacté la police, qui s'est déplacée pour faire les constatations d'usage, et a porté plainte, selon les informations du [Parisien](#). La remise en état des greens «*coûtera plusieurs milliers d'euros et prendra plusieurs semaines*», a détaillé le directeur du lieu.

«Communautarisme de la classe bourgeoise»

«*Bourgeois = parasites*», «*riche = voleur*», «*le séparatisme c'est vous*» étaient tagués à la bombe noire sur la pelouse, encore verdoyante la veille. Le **symbole anarchiste** (un "A" cerclé) a également été gravé dans le sol, d'après les photos consultées par *Le Figaro*. Une rhétorique révolutionnaire qui vise directement les classes aisées. «*Nous ciblons ce golf privé, l'un des plus selects de Paris, car il est un exemple éclatant du communautarisme de la classe bourgeoise qui s'amuse tranquillement tout en détruisant notre environnement et nos acquis sociaux*», défend le collectif. Les «*Sangliers syndicalisé.es*» s'en prennent aussi à la réforme des retraites, qui selon eux «*n'a aucun sens économique*».

Ces revendications, Antoine* membre régulier du golf, ne les comprend pas. *«L'ambiance est très familiale, ce n'est pas le genre de lieu où les nouveaux riches se cloîtent entre eux. Au contraire, il accueille souvent des compétitions ouvertes»*, s'indigne ce trentenaire. Face aux banderoles sur lesquelles est écrit que le golf *«n'est même pas un vrai sport»*, Antoine rétorque qu'il s'agit de *«l'un des sports les plus populaires au monde»*. En 2021, la [Fédération française de golf \(FFgolf\)](#) a enregistré un record historique du nombre de ses licenciés, soit plus de 400.000 adhérents.

Des dégâts durables

En ce qui concerne l'empreinte écologique dénoncée par le collectif, Antoine assure que le golf a arrêté *«l'utilisation de pesticides»* et que l'eau est *«uniquement réservée à l'arrosage des pelouses»*.

Des informations confirmées par le golf de Saint-Cloud, qui précise que l'eau utilisée provient *«de la Seine»* et non des *«réseaux d'eau potable»*. Alors que l'été 2022 a été l'un des plus secs jamais enregistrés, ***l'État a appelé les Français et les collectivités à restreindre leur consommation d'eau. Toutefois, les golfs ont bénéficié d'une dérogation et pu continuer à arroser leurs greens.*** Bon nombre de structures ont cependant veillé [à réduire leur consommation](#).

Antoine dénonce des actes d'une violence injustifiée qui *«ont détruit le travail de 70 jardiniers en deux secondes»*. *«En tant que golfeur, j'ai conscience du travail que représente l'entretien des greens. Il faut au moins trois ans pour le remettre en état»*. La direction du golf ne souhaitait pas commenter davantage ces dégradations.

Le collectif *«Sangliers syndicalisés.es»* avait déjà procédé à un [acte de vandalisme similaire au golf du château d'Humières](#), dans l'Oise, début septembre. Dans son communiqué, il a annoncé de prochaines actions : ***«Les sangliers ont décidé de s'attaquer aux loisirs des riches pour qu'ils ne trouvent pas le repos. Bourgeois, votre tranquillité est finie : nous ne vous lâcherons pas. Tant que nous n'aurons pas la justice, vous n'aurez jamais la paix.»***

**Le prénom a été modifié.*

1 octobre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/03/09/exiger-l-annulation-des-dettes-publiques-detenu-par-la-bce-est-une-bataille-politique-importante_6072409_3232.html

« Exiger l'annulation des dettes publiques détenue par la BCE est une bataille politique importante »

TRIBUNE

Thomas Coutrot

Pierre Khalifa

Jacques Rigaudiat

Economistes, membres d'Attac et de la Fondation Copernic

Les trois économistes Thomas Coutrot, Pierre Khalifa et Jacques Rigaudiat réfutent, dans une tribune au « Monde », les arguments de quatre-vingts de leurs collègues opposés à l'annulation de la dette des Etats détenue par la Banque centrale européenne.

Publié le 09 mars 2021 à 04h30 Temps de Lecture 4 min.

Tribune. Un certain nombre d'économistes, dont par ailleurs nous partageons usuellement les analyses et les combats, viennent, [dans une tribune au Monde](#), de prendre position contre l'annulation par la Banque centrale européenne (BCE) des dettes publiques que cette dernière détient.

Rappelons que, dans le cadre de sa politique dite « non conventionnelle », la BCE achète régulièrement sur le marché secondaire des obligations d'Etat. Elle possède ainsi, par l'intermédiaire de la Banque de France (BdF), environ 20 % de la dette publique française.

Il y a un premier paradoxe dans leur prise de position. En effet, dans les propositions qu'ils mettent en avant pour s'opposer à l'annulation des titres de dette publique par la BCE, figure celle de « *transformer ces titres en dette dite perpétuelle* ».

Or cette modalité n'est jamais que l'une des façons possibles d'annuler la dette, puisque l'Etat n'aurait plus alors à réemprunter afin de rembourser ces titres lorsqu'ils arrivent à échéance, cette dernière étant indéfiniment repoussée dans le temps. Est-ce donc simplement l'utilisation du mot « annulation » que refusent nos amis ?

Au-delà de cette contradiction, un de leurs arguments porte sur le fait que le capital de la BdF étant détenu à 100 % par l'Etat, « *il s'agirait donc d'annuler une dette que nous avons envers nous-mêmes* ». C'est d'abord oublier que cette propriété ne vaut pas contrôle, la BdF étant intégrée au Système européen des banques centrales (SEBC), gouverné par la BCE. Affirmer que cette dette est « *envers nous-mêmes* », c'est donc tout simplement oublier le cadre institutionnel, pourtant particulièrement contraignant, que fixent les traités européens.

Risque récurrent d'implosion

Cet oubli est aussi manifeste dans un autre argument étrange : annuler la dette de la BCE renforcerait la dépendance des Etats envers les marchés, car on supprimerait « *la dette détenue hors marché, pour la remplacer ensuite par une nouvelle dette, certes "verdier", mais recontractée sur les marchés financiers* ».

C'est d'abord faire bien peu de cas de l'intérêt vital qu'il y aurait à « *verdier* » la création monétaire au lieu de la déverser aveuglément sur le système bancaire. Mais c'est aussi oublier que les obligations détenues par la BCE ne sont « hors marché » que temporairement, en attendant leur échéance, à laquelle les Etats devront

les rembourser en se finançant sur les marchés s'ils le peuvent (c'est-à-dire si leurs politiques reçoivent la bénédiction de la finance privée), ou par des plans d'austérité comme on l'a vu pour la Grèce.

Certes, le niveau de la dette publique n'est pas un problème en soi si les taux d'intérêt réels sont faibles. Mais si les taux sont négatifs pour la France et quelques pays de la zone euro, certains restent à la merci des humeurs des marchés financiers. La zone euro connaît un risque récurrent d'implosion, raison pour laquelle la BCE s'est vue contrainte d'intervenir par des mesures de *quantitative easing* depuis 2015.

De plus, si comme ils l'écrivent, les taux d'intérêt « *peuvent varier pour des raisons institutionnelles, économiques et politiques* », n'est-il pas bien hasardeux de tout miser sur une perpétuation sans fin de la situation actuelle ?

C'est d'ailleurs ce dont ils conviennent, en s'inquiétant de « *la prime de risque que les marchés ne manqueraient pas d'imputer sur la signature des États membres de la zone euro* » en cas d'annulation de la dette détenue par la BCE. Mais cela ne signifie-t-il pas, justement, que, loin de constituer, comme le disent nos collègues, un tour de passe-passe inutile ou une « *illusion technique* », l'annulation représenterait bel et bien une brèche importante dans les dogmes de la finance ?

Contradictions

En fait, le fond de leur argumentation n'est pas économique, mais politique. En effet nous disent-ils, l'annulation des dettes détenues par la BCE, ne coûtant rien à personne (tous en conviennent), conduirait à « *vider le message d'une annulation de sa force subversive* ». Il s'agirait d'une « *illusion technique* », car « *on n'annule pas les rapports de force d'un trait comptable* ».

Mais c'est là un argument qui se retourne : si ces rapports de force ne permettent pas une annulation de la dette détenue par la BCE, comment pourraient-ils permettre de sortir le financement de l'Etat de l'emprise des marchés financiers et autoriser la mise en œuvre des mesures audacieuses qu'ils préconisent, qui vont d'une reprise en main de la finance en passant par une réforme fiscale ambitieuse et la constitution d'un « *circuit du Trésor* » permettant le financement hors marché des Etats ? Et en quoi toutes ces propositions, que nous partageons, seraient-elles contradictoires avec l'exigence d'une annulation de la dette publique détenue par la BCE ?

Le néolibéralisme met la création monétaire au service des marchés et instrumentalise la dette publique pour imposer des politiques d'austérité. L'annulation de la dette des Etats détenue par la BCE serait un geste politique fort qui ouvrirait une brèche dans ce dispositif.

Prendre la BCE pour cible en exigeant l'annulation des dettes publiques qu'elle détient, alors même qu'elle inonde les marchés financiers de liquidités, c'est agir sur ses contradictions et pointer concrètement sa responsabilité dans la situation actuelle. Au-delà de l'analyse économique, c'est une bataille politique importante qui se joue là.

1 octobre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/01/22/la-monnaie-helicoptere-permettrait-a-la-politique-monetaire-de-retrouver-un-impact-direct-sur-l-economie-reelle_6067221_3232.html

« La monnaie hélicoptère permettrait à la politique monétaire de retrouver un impact direct sur l'économie réelle »

TRIBUNE

Jézabel Couppey-Soubeyran Economiste

L'économiste Jézabel Couppey-Soubeyran suggère, dans une tribune au « Monde », que la BCE abonde directement les comptes des ménages et des entreprises plutôt que de passer par l'écran des banques commerciales.

Publié le 22 janvier 2021 à 12h28 Mis à jour le 22 janvier 2021 à 14h57 Temps de Lecture 4 min.

Tribune. L'économie réelle voit peu la couleur des tombereaux de liquidités déversés par les banques centrales sur les banques et les marchés financiers. Normal, cette monnaie de banque centrale n'est pas celle qui est inscrite sur nos comptes bancaires. Elle ne circule pratiquement que dans l'espace financier (marchés monétaires, obligataires, boursiers, etc.). Il y aurait pourtant un moyen de la transférer directement aux ménages et aux entreprises. C'est la « monnaie hélicoptère », un instrument permettant d'inoculer instantanément le vaccin monétaire à l'économie réelle.

Depuis mars 2020, la Banque centrale européenne (BCE), comme les autres grandes banques centrales, abreuve les banques et les marchés financiers de liquidités. Elle a créé plus de 1 700 milliards d'euros de monnaie centrale depuis le début de la crise sanitaire pour les prêter aux banques ou racheter sur les marchés des titres, de dette publique notamment, aux investisseurs. Dans le même temps, la monnaie inscrite sur les comptes bancaires (les dépôts) ainsi que les billets en circulation dans la zone euro ont augmenté, mais beaucoup moins, d'environ 800 milliards d'euros. Cette monnaie additionnelle sert à acheter des biens et services, des biens immobiliers, ainsi qu'à des transactions financières, dans des proportions respectives difficiles à déterminer et avec des contributions à la reprise très inégales.

Quoi qu'il en soit, les pays de la zone euro restent en récession, avec une inflation un peu en dessous de zéro. La BCE a beau créer beaucoup de monnaie centrale, les banques commerciales ne créent pas autant de dépôts supplémentaires, et il n'est même pas certain que le supplément de monnaie qu'elles créent tout de même profite autant à l'économie réelle qu'aux marchés financiers. La Banque de France s'en justifiait même, fin décembre, en indiquant que la politique monétaire actuelle ne cherche pas à augmenter la quantité de monnaie en circulation proportionnellement à celle de la banque centrale, mais à faire baisser les taux longs pour améliorer les conditions de financement des ménages et des entreprises ([Le Bulletin de la Banque de France n° 232/8](#)). Reste que la baisse des taux longs n'a pas non plus l'effet d'entraînement attendu.

Quand l'économie trinque

La monnaie hélicoptère permettrait à la politique monétaire de retrouver un impact direct sur l'économie réelle et, ce faisant, d'atteindre les cibles qu'elle prétend poursuivre : l'inflation stabilisée à un niveau proche de 2 % n'est plus qu'un lointain souvenir, le niveau potentiel de production un vœu pieux, la stabilité financière aussi difficile à tenir qu'un « *dry january* » qui débiterait les yeux rivés sur une caisse de Meursault...

Si ne serait-ce que la moitié de la monnaie centrale créée par la BCE, soit environ 800 milliards d'euros, était, le temps de la relance, directement transférée sur un compte en monnaie centrale numérique, à raison de 200 euros chaque mois pour chacun des 288 millions de citoyens de la zone euro, et de 10 000 euros en une seule fois pour chacune des 20 millions d'entreprises, la dépense globale des ménages et des entreprises augmenterait alors d'à peu près 800 milliards d'euros aussi. En supposant que la moitié des sommes

transférées soit dépensée et que ces dépenses aient un effet multiplicateur d'un facteur deux (c'est la fourchette moyenne des études empiriques sur les transferts budgétaires), on obtiendrait environ 100 euros de dépenses additionnelles pour 100 euros de transferts.

Il ne s'agirait pas d'en faire un instrument permanent, mais de l'utiliser à chaque fois que la transmission de la politique monétaire donne des signes de faiblesse ou doit être accélérée, comme dans le cas de la crise sanitaire ([La « monnaie hélicoptère » contre la dépression dans le sillage de la crise sanitaire, note de l'Institut Veblen, avril 2020](#)).

Augmenter le revenu global

Ce ne serait pas une nouvelle façon de créer de la monnaie centrale, mais une façon différente de la distribuer dans l'économie, sans la faire passer par les canaux des banques et des marchés financiers mal connectés à l'économie réelle. Bien sûr, cela n'exclut pas de chercher à réparer ces canaux, c'est-à-dire de réorienter l'activité des banques et des marchés vers le financement des entreprises, et de décourager la part d'activités purement spéculatives préjudiciables à l'économie réelle. Mais cette réorientation, si tant est qu'il existe une volonté politique de le faire, prendra des décennies. Faut-il alors pendant tout ce temps se priver d'un instrument efficace de politique monétaire ?

Activer la monnaie hélicoptère à destination des ménages et des entreprises n'en fait pas non plus un instrument de politique budgétaire, car les deux ne se confondent pas, et c'est pour cela que la banque centrale n'aurait pas à calibrer ses transferts en fonction des conditions de ressources des ménages ou de chiffre d'affaires des entreprises. Son objectif serait exclusivement d'obtenir une augmentation sans délai du revenu global et de ramener l'inflation à sa cible, alors que celui de la politique budgétaire est d'œuvrer à la répartition et aux investissements publics nécessaires. A quand le décollage de cet avion-cargo monétaire ?

Jézabel Couppéy-Soubeyran est maîtresse de conférences à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne et conseillère scientifique à l'Institut Veblen.

1 octobre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/02/05/la-bce-peut-offrir-aux-etats-europeens-les-moyens-de-leur-reconstruction-ecologique-sociale-economique-et-culturelle_6068861_3232.html

« L'annulation des dettes publiques que la BCE détient constituerait un premier signal fort de la reconquête par l'Europe de son destin »

TRIBUNE

Collectif

Près de cent cinquante économistes de treize pays européens, dont Thomas Piketty et l'ancien ministre belge Paul Magnette, signent un appel à l'annulation des dettes détenues par la Banque centrale européenne, en échange d'un plan d'investissement européen.

Publié le 05 février 2021 à 08h41 Mis à jour le 05 février 2021 à 13h53 Temps de Lecture 5 min.

Tribune. Le débat sur l'annulation des dettes détenues par la Banque centrale européenne (BCE) connaît un fort retentissement en France, mais aussi en Italie, au Luxembourg, en Belgique, dans les couloirs des institutions européennes, auprès des représentants de la BCE elle-même et des différents ministères des finances de la zone euro.

Ce débat est sain et utile. Pour la première fois depuis bien longtemps, les enjeux monétaires font l'objet d'une discussion publique. La monnaie cesse pour un instant d'être cet objet soustrait à la délibération collective et confié à une banque centrale indépendante des pouvoirs politiques mais dépendante des marchés financiers.

Les citoyens découvrent, pour certains avec effarement, que près de 25 % de la dette publique européenne sont aujourd'hui détenus par leur Banque centrale. Nous nous devons à nous-même 25 % de notre dette et si nous remboursions cette somme, nous devons la trouver ailleurs, soit en réempruntant pour faire « rouler la dette » au lieu d'emprunter pour investir, soit en augmentant les impôts, soit en baissant les dépenses.

Il y aurait pourtant une autre solution. En tant qu'économistes, responsables et citoyens engagés de différents pays, il est de notre devoir d'alerter sur le fait que la BCE pourrait aujourd'hui offrir aux Etats européens les moyens de leur reconstruction écologique, mais aussi de réparer la casse sociale, économique et culturelle, après la terrible crise sanitaire que nous traversons.

Près de 2 500 milliards d'euros

Non pas que les Etats n'aient pas agi, car des mesures de protection ont bien été adoptées. Mais elles demeurent très insuffisantes. Le plan de relance européen, fondé sur une enveloppe de 300 milliards d'euros à peine de subventions sur trois ans, est bien loin des 2 000 milliards d'euros demandés par le Parlement européen.

Faut-il rappeler qu'avant la crise sanitaire, la Cour des comptes européenne, en 2018, indiquait déjà un besoin minimal de 300 à 400 milliards d'euros d'investissements supplémentaires par an pour financer la transition écologique en Europe ? Nous sommes loin du compte, encore plus avec la crise sanitaire.

Nous ne prenons pas l'annulation de dettes publiques, fussent-elles détenues par la BCE, comme un événement anodin. Nous savons que les annulations de dette constituent des moments fondateurs. Ce fut le cas à la [Conférence de Londres](#), en 1953, quand l'Allemagne bénéficia d'un effacement des deux tiers de sa dette publique, lui permettant de retrouver le chemin de la prospérité et d'ancrer son avenir dans l'espace européen. Mais l'Europe ne traverse-t-elle pas aujourd'hui une crise d'une ampleur exceptionnelle qui appellerait des mesures tout aussi exceptionnelles ?

Par ailleurs, nous avons la chance d'avoir un créancier qui ne craint pas de perdre son argent : la BCE. Notre proposition est donc simple : passons un contrat entre les Etats européens et la BCE. Cette dernière s'engage à effacer les dettes publiques qu'elle détient (ou à les transformer en dettes perpétuelles sans intérêt), tandis que les Etats s'engagent à investir les mêmes montants dans la reconstruction écologique et sociale. Ces montants s'élèvent aujourd'hui, pour l'ensemble de l'Europe, à près de 2 500 milliards d'euros. De quoi répondre enfin aux attentes du Parlement européen, et surtout à la sauvegarde de l'intérêt général.

Pas d'interdiction explicite

La BCE peut se le permettre sans aucun doute. Comme le reconnaît un très grand nombre d'économistes, même parmi ceux qui s'opposent à cette solution, une banque centrale peut fonctionner avec des fonds propres négatifs sans difficulté. Elle peut même créer de la monnaie pour compenser ces pertes : c'est prévu par le protocole n° 4 annexé au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Ensuite, juridiquement, contrairement à ce qu'affirment certains responsables d'institutions, notamment de la BCE, l'annulation n'est pas explicitement interdite par les traités européens.

D'une part, toutes les institutions financières au monde peuvent procéder à un abandon de créances et la BCE ne fait pas exception.

D'autre part, le mot « annulation » ne figure ni dans le traité ni dans le protocole sur le système européen de banques centrales (SEBC). Peut-être serait-ce « contraire à l'esprit du traité », mais n'était-ce pas le cas également du *quantitative easing* [« assouplissement quantitatif », achat de dette] voulu par Mario Draghi ? En cette matière, seule la volonté politique compte : l'histoire nous a maintes fois montré que les difficultés juridiques s'effacent devant les accords politiques.

Dissipons enfin un malentendu : il est évident que l'annulation des dettes publiques détenues par la BCE, même conditionnée à des réinvestissements, ne saurait constituer l'alpha et l'oméga de toute politique économique.

Endettement réduit

D'abord, la BCE n'interviendrait que pour libérer des marges de manœuvre budgétaires aux Etats et n'investirait évidemment pas elle-même. Certains pensent que les taux d'intérêt faibles ou négatifs à travers l'Europe sont suffisants pour pousser les Etats à s'endetter pour investir. Ce n'est pas ce que montre la réduction constante du niveau de dette publique moyenne dans l'Union européenne entre 2015, date d'apparition des taux négatifs, et le début de la crise sanitaire. Beaucoup d'Etats ont réduit leur niveau d'endettement au lieu d'emprunter pour investir, malgré les taux négatifs. Pourquoi cela changerait-il ?

Le pacte conclu entre les Etats et la BCE empêchera cette stratégie de fuite devant les responsabilités. Mais il ne faudra bien sûr pas s'en contenter : d'autres mesures doivent être prises en matière de réforme des critères de dette et de déficit, de protectionnisme écologique et solidaire, de réformes fiscales visant à réduire le niveau des inégalités et à changer les comportements, d'impulsion donnée aux banques publiques d'investissement et de réforme des règles relatives aux aides d'Etat. Une nouvelle gouvernance européenne, notamment par le passage à la majorité qualifiée en matière fiscale, doit aussi être mise en œuvre.

L'Europe ne peut plus se permettre d'être systématiquement bloquée par ses propres règles. D'autres Etats dans le monde utilisent au maximum leur politique monétaire, en appui de la politique budgétaire, comme la Chine, le Japon ou les Etats-Unis. La Banque du Japon va même jusqu'à utiliser son pouvoir de création monétaire pour acheter des actions directement sur le marché via des fonds indiciels cotés (ETF), étant ainsi devenue le plus grand investisseur du pays.

Nous devons nous aussi réfléchir à nous servir du pouvoir de création monétaire de la BCE pour financer la reconstruction écologique et sociale, sous contrôle démocratique. L'annulation des dettes publiques qu'elle

détient, en échange d'investissements par les Etats, constituerait un premier signal fort de la reconquête par l'Europe de son destin.

1 octobre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/feuilleton/ruud-koopmans-das-heutige-asyssystem-ist-marode-ld.1704811>

Ruud Koopmans: «Es gibt kein Migrationssystem in der Welt, das so tödlich ist wie das europäische»

Der Soziologe Ruud Koopmans war einst links-grüner Aktivist und glaubte an die niederländische Multikulti-Politik. Heute gehört er zu den schärfsten Kritikern der europäischen Migrationspolitik. Im Interview spricht er über Bevölkerungswachstum, Tote im Mittelmeer und warum wir oft die falschen Leute aufnehmen, statt echten Flüchtlingen zu helfen.

Benedict Neff, Lucien Scherrer

29.09.2022, 05.30 Uhr



«Grenzschutz kann das Problem nicht lösen», sagt Ruud Koopmans. (Migranten warten in einem Boot im Mittelmeer auf Rettung, August 2022).

Juan Medina / Reuters

Herr Koopmans, die Schweiz wird bald 9 Millionen Einwohner zählen, allein dieses Jahr könnten bis zu 200 000 Menschen einwandern, Flüchtlinge, Arbeitsmigranten. Sollte uns das Sorgen bereiten?

Relevant ist die Nettozuwanderung. Wo viele einwandern, wandern meistens auch viele aus.

Vor dem Ukraine-Krieg betrug die Nettozuwanderung etwa 60 000 Personen im Jahr.

Da sind wir also schon bei einem Drittel. Das Zweite ist die Frage, wie hoch das natürliche Wachstum ohne die Zuwanderung wäre. In Deutschland würde die Bevölkerung ohne Zuwanderung stark schrumpfen. In den Niederlanden ist es anders, da wäre die Entwicklung relativ stabil ohne Migration. Wenn Migration zu schnellem Wachstum führt in einem Land, das dicht besiedelt ist, führt das zu starkem Druck auf den Wohnungs- und den Arbeitsmarkt. Da stellt sich die Frage: Wie viel Nettozuwanderung kann man verkraften, ohne dass dies die ansässige Bevölkerung zu viel belastet?

Zuwanderung, so hört man oft, ist ein Gewinn, auch finanziell. Stimmt das?

Das kann man weder pauschal bejahen noch verneinen. Das hängt von der Situation des Landes und der Zusammensetzung des Migrationsstroms ab. Allgemein kann man sagen, dass es für Europa nicht stimmt. Vor allem stimmt es nicht für die Zuwanderung von ausserhalb des europäischen Wirtschaftsraumes. Die Zuwanderung aus Drittstaaten, das zeigen viele Studien, ist im günstigsten Fall ein Nullsummenspiel. In den meisten Berechnungen ist sie ein Kostenfaktor. Meist geht es um Flüchtlinge oder um Heiratsmigration. Das sind in der Regel eher schlecht ausgebildete Leute. Aus Ländern, die eine grosse, wenn nicht gar die grösstmögliche kulturelle Distanz zu Europa haben.

In der Schweiz kamen 2021 die meisten Asylsuchenden aus Afghanistan, der Türkei, Eritrea und Algerien. Sprechen Sie diese Länder an?

Ja, das grösste Gefälle gibt es zwischen den Ländern Nordwesteuropas und den Ländern der Subsahara und des Nahen Ostens. Kein anderer Teil der Welt ist kulturell so weit entfernt von uns. Die Kombination von niedriger Bildungsqualifikation und kultureller Distanz führt dazu, dass diese Migranten oft nur schwer in den Arbeitsmarkt integrierbar sind. Die Frauen leben in patriarchalen Strukturen und dürfen nicht arbeiten. Viele beziehen Sozialleistungen und tragen damit auch nicht in positivem Sinne zur Gesellschaft und zur Wirtschaft bei.

Bei welchen Werten sehen Sie die grösste Differenz?

Ich beziehe mich auf die World Values Survey, diese Umfragen gibt es seit den 1970er Jahren. Es geht vor allem um Werte, die mit dem Verhältnis der Geschlechter, mit sexueller Freiheit, mit Meinungsfreiheit, mit der Religion, der persönlichen Autonomie zu tun haben. Das gilt für muslimische Länder in Afrika und den Nahen und Mittleren Osten. Zu China oder Vietnam oder den osteuropäischen Ländern sind die Differenzen geringer als beispielsweise zu Pakistan und Marokko. Das macht die Integration einfacher.

Die Probleme bei der Integration sind schon lange bekannt. In Schweden scheint die migrantische Bandenkriminalität ausser Kontrolle, Frankreich diskutiert seit Jahren über islamistische Agitation in Schulen, No-go-Zonen und Terrorismus. Allerdings wurden diese Phänomene lange verdrängt. Wie müsste man sie Ihrer Meinung nach angehen?



Ruud Koopmans, 2018.

Thomas Bartilla / Imago

Die Ansätze in Europa sind sehr unterschiedlich, auch historisch. Frankreich hatte einen assimilationistischen Ansatz, alle sollten Franzosen werden und Französisch sprechen, Religion Privatsache sein. Grossbritannien, Schweden oder die Niederlande hatten einen multikulturellen Ansatz, jeder soll seine eigene Kultur pflegen, denn, so dachte man, gerade das sei gut für die Integration. In Deutschland wollte man lange gar nicht erkennen, dass man ein Einwanderungsland ist. Man hat gehofft, dass die Leute wieder zurückgehen, was sie bekanntlich nicht getan haben. Man kann jedoch nicht sagen, dass der eine Ansatz besser war als der andere.

Das Resultat war also immer ähnlich, egal, was man getan hat? Gibt es kein Modell, das besser funktioniert?

Nein, und ich habe mich lange mit vergleichenden Studien befasst. Der multikulturelle Ansatz hat sicher nicht funktioniert, deshalb sind Grossbritannien, die Niederlande und Schweden auch von ihm abgekommen. Auch das französische Modell ist gescheitert, man musste einsehen, dass Religion sehr wohl eine Rolle spielt. Integrationserfolge hängen weniger von der Integrationspolitik, sondern massgeblich von der Zusammensetzung der Migration ab.

Es gibt doch auch Länder, die eine offene Migrationspolitik betreiben, ohne dass sie wegen Bandenkriegen Schlagzeilen machen, Kanada zum Beispiel.

Ja, Kanada wird immer wieder als leuchtendes Beispiel gelungener Integrationspolitik genannt. Der Erfolg kommt jedoch nicht von der Integrationspolitik, sondern von der Einwanderungspolitik. Man gibt sich zwar multikulti, aber an der Pforte wird extrem streng selektiert. Da kommt man nur hinein, wenn man hohe Bildungsqualifikationen hat und andere Kriterien erfüllt. Kanada hat zudem den Vorteil, dass es weit entfernt ist von den Krisenherden der Welt. Es gibt kaum Menschen, die spontan an der Grenze auftauchen. Stattdessen werden sie in Flüchtlingslagern ausgesucht, man klärt ab, ob sie die Sicherheit gefährden, ob sie überhaupt Anspruch auf Asyl haben. Man macht all das im Voraus, was in Europa erst passiert, wenn die Leute eingewandert sind. Logisch, funktioniert die Integration besser.

Was Sie beschreiben, ist in Europa schwieriger umzusetzen, weil die geopolitische Lage anders ist, aber auch die Skrupel viel höher sind. Sie haben ja auch das Wort Selektion benutzt, das historisch belastet ist. Was würde denn passieren, wenn Italien sagte, wir nehmen nur Ukrainer, aber keine Somalier, weil die sich nicht integrieren?

Einem Somalier würde es leichterfallen, sich in einem muslimischen Land zu integrieren als in Westeuropa. Leider ist die Lage in der Welt so, dass auch die reichen muslimischen Länder kaum bereit sind, andere aufzunehmen, wir sehen das im Fall von Syrien, dem Irak und Jemen. Diese Länder sind umgeben von ultrareichen Ölstaaten, aber die nehmen keinen einzigen Flüchtling auf. Die ganze muslimische Welt beklagt sich immer über das Schicksal der Rohingya, aber ich glaube nicht, dass Länder wie Saudiarabien oder die Türkei grosse Kontingente aufgestellt haben, um diese Leute aufzunehmen.

Aber die Türkei hat rund vier Millionen Syrer aufgenommen.

Ja, weil die Leute einfach über die Grenze geflohen sind, genauso wie die Ukrainer nach Polen geflohen sind. Doch es stimmt, die Türkei war grosszügig, Jordanien auch. Aber was ich sagen wollte: Für Somalier gibt es nicht viele Alternativen, deshalb grenzt es an Rassismus, wenn man in Europa sagen würde: Wir nehmen nur Christen. Man muss auch sehen: 90 Prozent aller Flüchtlinge werden in den Nachbarländern aufgenommen.

In Frankreich ist schon vieles aus dem Gleichgewicht geraten. Können Sie sich vorstellen, dass ein Land an einen Punkt gelangt, wo es sagt: Jetzt können wir nicht noch mehr Migranten aus Nordafrika aufnehmen, weil es die Sicherheit des Landes gefährdet?

Ich glaube, dass man das lösen kann, ohne dass man nach Religion oder Herkunft unterscheidet. Wenn es um die Wirtschaftsmigration geht, reicht es, eine kluge Politik zu verfolgen, wie jene in Kanada. Da darf man auch selektiv sein und das Eigeninteresse betonen.

Das klingt einfach. Aber im Mittelmeer ertrinken jedes Jahr Tausende Menschen, in Kanada ertrinken sie nicht. Der moralische Druck ist also viel grösser, zudem kann man schlecht zwischen Wirtschaftsmigranten und Flüchtlingen unterscheiden. Die meisten dürfen bleiben, weil man sie nicht zurückschicken kann.

Das Problem ist, dass wir zu 90 Prozent ungesteuerte Migration haben. Nach geltendem Recht müssen wir die Asylanträge prüfen, viele werden abgelehnt, werden aber in irgendeiner Form geduldet, man kann jahrelang prozessieren, Dokumente wegschmeissen oder behaupten, man sei minderjährig. In Kanada ist es genau umgekehrt, da sind 90 Prozent der Migration gesteuert. Dazu habe ich gerade ein Buch geschrieben, das im Februar herauskommt. Es heisst «Die Asyllotterie». Da geht es genau um die Frage, wie man die Asylpolitik so umgestalten kann, dass sie für beide Seiten Gewinn bringt: Die europäischen Länder erhalten mehr Leute, die sie brauchen und integrieren können, Arbeitsmigranten mehr Möglichkeiten und echte Flüchtlinge mehr Schutz.

Das klingt gut. Aber wie soll das umgesetzt werden?

Das geht nicht ohne Kooperation mit Drittstaaten ausserhalb Europas. Zuerst müssen wir uns fragen, was wir diesen Ländern anbieten können. Zum Beispiel legale Wege für Wirtschaftsmigration oder die Aufnahme von Flüchtlingskontingenten. Es gibt zwar mit Ländern wie Marokko bereits Rücknahmeabkommen, aber die Umsetzung klappt meistens nicht. Wenn aber ein Land oder auch die ganze EU den Marokkanern sagt, wir geben jedes Jahr so und so vielen Bürgern ein Arbeitsvisum, dafür müsst ihr abgewiesene Asylbewerber zurücknehmen, wäre das eine Grundlage.

Das heutige System ist für Marokko doch viel attraktiver: Junge Männer zwischen 15 und 27 Jahren, für die es zu Hause keine Arbeit gibt, kommen nach Europa. Das heisst: Heute kann Marokko Probleme nach Europa auslagern, in Ihrem Modell würde es gute Arbeitskräfte verlieren.

Sie dürfen nicht unterschätzen, dass Auswanderung für diese Länder auch eine wichtige Einnahmequelle ist. Die Regierungen wollen, dass Leute auswandern: Migranten überweisen Geld an ihre Familien, subventionieren Dörfer, beteiligen sich an Unternehmen. Das ist ein wichtiger Wirtschaftsfaktor in Ländern wie Senegal, Nigeria oder Marokko. Deshalb wird die Kontrolle irregulärer Migration nur funktionieren, wenn man den betroffenen Ländern und ihren Bürgern andere Migrationswege eröffnet. Das Prinzip wäre, ungewollte, ungesteuerte Zuwanderung durch gewollte, gesteuerte Zuwanderung zu ersetzen. Auch bei der Fluchtmigration: Aufnahme von grösseren Kontingenten, aber kein Anspruch mehr auf Asyl für irreguläre Asylbewerber. Die Asylverfahren müsste man in Drittstaaten durchführen, wie das Grossbritannien und Dänemark planen.

Beide Staaten stossen mit ihren Plänen auf massiven Widerstand, Politiker und Vertreter afrikanischer Länder kritisieren sie als rassistisch, Gerichte halten sie für rechtswidrig.

Das stimmt, der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte hat das im Fall von Grossbritannien und Rwanda gestoppt, aber das heisst nicht, dass es in anderen Ländern nicht möglich wäre, etwa in Tunesien, Senegal oder Albanien. Es gibt keine grundsätzlichen rechtlichen Hindernisse gegen die Auslagerung von Asylverfahren in Drittstaaten. Das internationale Flüchtlingsrecht besagt nicht, dass jemand das Recht hat, in Deutschland, Italien oder der Schweiz Asyl zu beantragen.

Aber es gibt internationale Standards, die eingehalten werden müssen.

Wenn uns Tunesien zusichert, dass Asylverfahren nach diesen Standards durchgeführt werden, sehe ich keine Probleme. Vor allem würde es den Strom irregulärer Flüchtlinge massiv reduzieren. Nur wenige werden sich noch auf den Weg machen, wenn sie wissen, dass sie zwar Flüchtlingsschutz bekommen können, aber in Tunis oder Tirana, nicht in Berlin oder Zürich. Mittels Kontingentaufnahmen könnte man sich zudem auf die am meisten bedrohten Menschen konzentrieren, Familien mit kleinen Kindern, Angehörige von verfolgten Minderheiten wie die Jesiden. Jene, die man aufnimmt, könnten sogleich mit Sprachkursen und Arbeitsmarktintegration beginnen, ohne jahrelanges Warten.

Aus Ländern wie Nigeria dürfte dann niemand mehr kommen?

Auch hier müssen wir durch kluge Rücknahmeabsprachen mit Nigeria irreguläre Migration durch Arbeitsmigration ersetzen. Nigerianer werden in Europa als Problem-Migranten wahrgenommen, weil sie als Asylbewerber meistens abgelehnt werden. Sie verharren jahrelang in Duldungssituationen, oder sie gehen in die Illegalität, manche verfallen in die Kriminalität, die Frauen in die Prostitution. In den USA dagegen sind viele Nigerianer hochgebildet, sie haben sogar ein höheres Durchschnittseinkommen.



Polen hat an der Grenze zu Weissrussland eine 186 Kilometer lange Mauer errichtet.

Kacper Pempel / Reuters

Die Kooperation mit Drittstaaten setzt gute Beziehungen voraus. Gerade hier hapert es. Der türkische Präsident Erdogan etwa missbraucht Migranten als politisches Druckmittel. Brauchte es nicht auch einen effektiveren Grenzschutz?

Grenzschutz kann das Problem nicht lösen. Denn im heutigen System gibt es keinen legalen Weg, jemanden daran zu hindern, an den europäischen Grenzen Asyl zu beantragen. Die einzige Antwort, die wir momentan auf die Erpressung durch Diktatoren wie Erdogan, Lukaschenko und Putin haben, sind sogenannte Pushbacks an der Grenze oder auf hoher See.

Sie meinen, wenn Grenzwächter Migranten an der Einreise hindern oder ihre Boote abdrängen, etwa in der Ägäis.

Ja, und das ist ein klarer Verstoss gegen das Flüchtlingsrecht. Es hat auch nicht dazu geführt, dass die Flüchtlingsströme wesentlich abnehmen, im Gegenteil, es sterben immer noch Tausende Leute jedes Jahr. Das ist ein grausames Massensterben. Es gibt kein Migrationssystem in der Welt, das so tödlich ist. Wir sprechen von mehr als 20 000 Toten in den letzten zehn Jahren. Das heutige System ist schlecht in jeder Hinsicht. Schlecht aus Gesichtspunkten der Integration, schlecht aus Sicherheitsgründen, weil es Kriminalität fördert, und es ist schlecht für die Migranten selbst, weil Menschen, die tatsächlich verfolgt sind, eine gefährliche Reise antreten müssen und viele der Hilfebedürftigsten es niemals nach Europa schaffen können.

Politisch wird die Umsetzung Ihrer Ideen nicht einfach, zumal es Hunderte Anwälte, Aktivisten und Politiker gibt, die illegale Migration legitimieren.

Ja, es wird viel Widerstand geben, NGO werden Sturm laufen, Asylanwälte auch. Die wären ja brotlos, oder sie müssten nach Tunesien ziehen, wenn sich meine Vorschläge durchsetzen. Ich zähle aber darauf, dass es einen Kompromiss gibt zwischen Konservativen und Progressiven. Die Konservativen müssten anerkennen, dass die Migration nicht begrenzt, sondern umgesteuert wird. Die Progressiven, dass es eine gesteuerte und selektive Migration braucht. Beide müssen über ihren Schatten springen. Einig sind sich immerhin alle, dass das Asylsystem marode ist.

Die deutsche Regierung hat angekündigt, dass sie den Familiennachzug erleichtern, die Einbürgerungen fördern, die Sozialleistungen erhöhen und Sanktionen abschaffen will, selbst wenn sich jemand nicht um Arbeit bemüht. Nach mehr kontrollierter Migration klingt das nicht.

Wenn man andere Aspekte nicht ändert, ja. Mit dem existierenden Asylsystem wird Deutschland damit noch attraktiver. Die Regierung hat eine Abschiebungsoffensive angekündigt, aber die wird ins Leere laufen. Denn abgewiesene Asylbewerber wissen: Ich kann tun, was ich will, und man kann mich nicht loswerden.

Schweizer und deutsche Russland-Appeaser behaupten derzeit, dass Putins Krieg eine grosse Fluchtwelle aus Afrika auslösen werde, weil die Getreidelieferungen aus der Ukraine blockiert sind. Ist das Propaganda oder ein realistisches Szenario?

Ich glaube, das ist tatsächlich eine russische Strategie, nicht erst seit dem Überfall auf die Ukraine. Als Lukaschenko letztes Jahr Migranten an die EU-Grenze schickte, haben die Russen auch mitgemischt, Aussenminister Lawrow war sehr aktiv, übte Druck auf Europa aus, die Leute hereinzulassen. Das war eine reine Destabilisierungsoffensive. Putin hat es auch schon in Norwegen und Finnland versucht, wo plötzlich Tausende Asylsuchende auftauchten, aus einer Sicherheitszone Russlands, in die sonst kein Mensch kommt. Auch bei der Bombardierung Aleppos, auf dem Höhepunkt der Flüchtlingskrise, könnten solche Überlegungen eine Rolle gespielt haben. Diese Drohungen wirken, weil seit 2015 nichts passiert ist und wir nach wie vor keine wirksame Strategie gegen massenhafte Migration in das Asylsystem haben.

Sie haben die Kriminalität angesprochen, die häufig als Argument gegen Migration angeführt wird: mehr Zuwanderung gleich mehr Kriminalität. Was sagen Sie als Statistikexperte dazu?

Es ist sonnenklar, auch wenn das von vielen Wissenschaftern verneint wird: Migranten aus Drittstaaten sind überproportional stark in den Kriminalitätsstatistiken vertreten. Und dies nicht nur bei Ladendiebstahl, sondern vor allem bei schweren Gewalttaten. Da geht es um Mord, Totschlag, Vergewaltigung, Raub. In Deutschland liegt die Überrepräsentationsrate von Flüchtlingen bei schweren Gewalttaten bei einem Faktor 5 bis 6. Das heisst natürlich nicht, dass die meisten Flüchtlinge Schwerverbrecher sind.

Zudem dürfte die Überrepräsentation auch damit zusammenhängen, dass junge Männer übervertreten sind, die generell mehr auffallen.

Ja, aber das erklärt nur einen Teil der Überrepräsentierung. Die starke Vertretung junger Männer ist eine Folge des heutigen Asylsystems. Es geht vor allem um Asylbewerber aus Ländern mit einer niedrigen Anerkennungsrate oder um jene, die nur einen Duldungsstatus haben. In der Kriminalitätsstatistik spiegelt sich die Untauglichkeit des heutigen Asylsystems. Wir lassen Leute herein, für die das Recht gar nicht gedacht ist, und die verursachen dann auch noch die meisten Probleme. Die Syrer sind in der deutschen Kriminalitätsstatistik zwar auch überrepräsentiert, aber lange nicht so wie Nigerianer, Afghanen und Marokkaner.

Welche Rolle spielen die Religion und der kulturelle Hintergrund?

Bei bestimmten Arten von Delikten spielt das eine Rolle, vor allem bei Sexualdelikten. Leute aus islamischen Ländern sind hier stark übervertreten. Das hängt mit Vorstellungen über Sexualität und die Rolle der Frau zusammen.

In Deutschland hat kürzlich ein Tschetschene lesbische Frauen beschimpft und einen Transmann getötet. 2021 hat ein Islamist in Dresden einen Homosexuellen erstochen. Gemäss deutschen Statistiken schlagen Rechtsextreme am häufigsten zu, die meisten Taten werden jedoch gar nicht zugeordnet. Gibt es einen Zusammenhang zwischen homophoben Attacken und Migration?

Das ist so. In Münster und Dresden waren die Täter Flüchtlinge aus islamischen Ländern. Die Studien aus Deutschland sind wenig aussagekräftig, in anderen Ländern wie den Niederlanden hat man das detaillierter untersucht. In Amsterdam etwa geht der weitaus grösste Teil der gewalttätigen Angriffe – wir sprechen hier nicht von Beleidigungen oder Beschimpfungen – von Tätern aus islamischen Ländern aus. In Wien kam eine Studie zu ähnlichen Schlüssen.

Sie beschäftigen sich seit Jahren mit Islamismus, sind Anfang der 1990er Jahre aus der grün-linken Partei der Niederlande ausgetreten, weil der damalige Vorsitzende «Die Satanischen Verse» von Salman Rushdie verbieten lassen wollte. Hat sich in den letzten 30 Jahren etwas getan im Umgang der Linken mit Islamismus?

Nicht viel . . .

Sie seufzen.

Ja, das muss man leider feststellen. Vermutlich haben Sie das Buch gelesen von Salman Rushdie, in dem er beschreibt, wie er im Stich gelassen wurde, als diese Fatwa gegen ihn ausgesprochen wurde. Dies nicht nur von linker Seite. Auch viele britische Konservative haben sich gegen ihn gestellt und gesagt, er sei selber schuld. Von Leuten, die sich «progressiv» nennen, würde man allerdings mehr erwarten. Das ist leider bis zum heutigen Tag so, auch wenn es Ausnahmen gibt, etwa Cem Özdemir von den deutschen Grünen.

In der SPD dagegen pflegen einige eine auffällige Nähe zu Islamisten. Der Bundestagsabgeordnete Helge Lindh etwa hofiert islamistische Verbände wie die türkische Ditib.

Die SPD ist in Sachen Islamismus klar das grösste Problem in Deutschland. Da gehen die Islamisten ein und aus, etwa jene vom Zentralrat der Muslime in Deutschland. Dessen Mitglieder haben Verbindungen zu den rechtsextremen Grauen Wölfen, zur Muslimbruderschaft und zum iranischen Regime. Der Umgang der SPD mit den Islamisten ist genauso problematisch wie jener mit den Russen.

Was sagen Sie dazu, dass diese Partei in Deutschland den Kanzler stellt?

Ja, das ist dramatisch (lacht). Zum Glück sind die Grünen in der Regierung und steuern das zumindest in der Russland-Frage ein bisschen in die gute Richtung.

Sie waren in einem Expertenkreis zum politischen Islam, Nancy Faeser hat angekündigt, dass die Gruppe aufgelöst werde. Anerkennt die deutsche Regierung die Gefahr nicht, die vom Islamismus ausgeht?

Offiziell sagt man das natürlich nicht. Man sagt, man schätze unsere Arbeit, wolle sich dem Thema auch künftig widmen. Implizit ist es aber eine politische Entscheidung.

Inwiefern?

Während der Expertenkreis zum Islamismus nach nur einem Jahr geschlossen wurde, wurde der Expertenkreis zu «Muslimfeindlichkeit» um ein drittes Jahr verlängert. Damit meine ich nicht, dass Muslimfeindlichkeit kein Problem ist. Aber der Islamismus ist global gesehen eine grössere Gefahr als der Rechtsextremismus. Der Islamophobie-Diskurs wird von genau jenen Islamisten gefüttert, die die SPD hofiert. Dass man diese Verbindungen untersucht, ist kaum im Interesse der SPD.

Sie haben gesagt, das Asylsystem sei marode, darin seien sich alle einig. Allerdings ist es schon seit Jahren marode, und wenig hat sich getan. Sehen Sie Ansatzpunkte, dass sich Europa der Problematik wirklich annimmt? Oder anders gefragt: Verbinden Sie mit Ihrem Buch irgendwelche Hoffnungen?

Na ja, man soll die Hoffnung nie aufgeben (lacht). Die AfD oder die extreme Linke werde ich wohl nicht erreichen, aber hoffentlich die moderaten Kräfte. Aber ja, wahrscheinlich greifen beide Seiten heraus, was sie gerne hören möchten. Die Rechten werden sich auf das Kapitel zur Kriminalität stürzen, die Linken werden sagen: Das ist ein Rassist, der Wasser auf die Mühlen der Rechtsextremisten, leitet, er ist islamophob, und den Rest lesen wir gar nicht erst. Wenn ich aber die Hoffnung verloren hätte, würde ich nicht mehr arbeiten. Wenn man nur ein kleines bisschen in die richtige Richtung schiebt, ist schon etwas gewonnen.

Ruud Koopmans, 1961 in Uithoorn geboren, ist Soziologe und forscht seit Jahren zu Migration, Integration und Islamismus. Er leitet die Abteilung Migration, Integration und Transnationalisierung am Wissenschaftszentrum Berlin für Sozialforschung. Seit 2013 ist er Professor für Soziologie und Migrationsforschung an der Humboldt-Universität zu Berlin. Koopmans hat zahlreiche Aufsätze geschrieben, 2019 ist sein Buch «Das verfallene Haus des Islam» erschienen. Er gehört zu den meist zitierten Sozialwissenschaftlern in Europa, seine Beiträge lösen regelmässig Kontroversen aus.

1 octobre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/feuilleton/islamdebatte-nein-es-liegt-nich-alles-an-der-religion-ld.1571752>

Ist der Islam der entscheidende Faktor, warum viele muslimische Länder Entwicklungsrückstände aufweisen? Nein, so einfach ist die Sache nicht

Ruud Koopmans sieht die Religion als zentrales Entwicklungshindernis der islamischen Weltgegenden. Eine Replik.

Pascal Gemperli

18.08.2020, 05.30 Uhr



Welche Rolle spielt der Islam für den Fortschritt? Minarett in Jerusalem.

Imago

Der Soziologe Ruud Koopmans hat mit «Das verfallene Haus des Islam» kürzlich eine empirische Analyse muslimischer Länder vorgelegt, mit der er zu beweisen versucht, dass deren Misere vor allem auf einem Faktor beruhe: der Religion.

Sein Buch sei islamkritisch, aber nicht islamfeindlich, schreibt er, und die NZZ in ihrer [Besprechung](#). Und mehrmals bedauert er die Polarisierung der Islamdebatte, welche dem Islam alle oder keine Verantwortung für Gewalt, Rückständigkeit und Unfreiheit zuschreibt. Man kann sich allerdings bei der Lektüre seines Buches dem Verdacht nicht entziehen, dass Koopmans sich selber in dieses Muster einreihet.

Versucht er doch aufzuzeigen, dass der entscheidende Unterschied zwischen demokratischen und autoritären Ländern, zwischen stagnierenden und prosperierenden Wirtschaften genau einer sei: der Islam. Geschichtliche Dynamiken, geopolitische Machtstrukturen, soziale und wirtschaftliche Entwicklungen blendet er aus und identifiziert eine direkte und monokausale Beziehung zwischen dem Islam und dem Zustand der Nationen.

Aussagen wie «Selbst in den ärmsten nichtmuslimischen Ländern gibt es viel mehr Freiheit als in der islamischen Welt» halten jedoch in dieser exklusiven Form einer Überprüfung mit dem Freedom-House-Index nicht stand. So sind zum Beispiel Marokko, Mali, Senegal, Tunesien, Kuwait und Albanien allesamt muslimisch – und teilweise bedeutend freier als zum Beispiel Eritrea, Äthiopien, Burundi, Kamerun, China, Russland, Kuba und so weiter.

Weniger Autokratie

Seit der islamischen Revolution von 1979 in Iran habe der Autoritarismus in der islamischen Welt zugenommen. Koopmans gibt zwei gleichwertige Quellen für diese Vergleichsmessung an: Freedom House und das Polity-Projekt. Er bezieht sich danach auf die Daten von Freedom House, welche seine Aussagen zu stützen scheinen.

Nimmt man jedoch das Polity-Projekt als Referenz, stellt man fest, dass sich die Anzahl der Autokratien in der muslimischen Welt seit 1979 mehr als halbiert hat. Die Anzahl der Demokratien hat sich ungefähr verfünffacht. Die Anokratien, eine Mischform, haben sich verdreifacht. Die Aussage, dass die Autokratie in der islamischen Welt seit 1979 zugenommen habe, wird von dieser – ebenfalls von Koopmans beworbenen – Studie nicht gestützt.

Weiter meint Koopmans, Gewalt sei durchgehend verbreiteter in der islamischen Welt. Nils Petter Gleditsch, Forschungsprofessor am PRIO Friedensforschungsinstitut, auf dessen Daten sich Koopmans beruft, stellt jedoch nüchtern fest, dass muslimische Länder nach Bereinigung der politischen, sozialen und wirtschaftlichen Entwicklungsrückstände nicht gewalttätiger sind als andere. Folglich kann die Religion nicht der entscheidende Faktor für die Gewalt sein.

Faktor Kolonialismus?

Am aufreibendsten zu lesen ist jedoch das Kapitel über den Kolonialismus. Aufoktroyierte Grenzen, Ausbeutung oder die Installation autoritärer Regime – nichts dergleichen erklärt für Koopmans den desolaten Zustand treffsicherer als der Islam. «Im Gegenteil, je länger der westliche Kolonialismus gedauert hat, desto grösser ist die Wahrscheinlichkeit, dass ein Land heute ganz oder, wie Indonesien und Malaysia, teilweise demokratisch ist.»

Zur Falsifikation dieser Aussage kommen spontan Algerien und seine direkten Nachbarn Marokko und Tunesien in den Sinn. Ersteres wurde über 130 Jahre lang von Frankreich besetzt, die beiden anderen «lediglich» 44 und 75 Jahre lang. Trotzdem gehören Letztere heute zu den am weitesten entwickelten Demokratien in der Region und der arabischen Welt. Das teilweise freie Jordanien, 26 Jahre lang unter Fremdherrschaft, und sein autoritärer Nachbar Ägypten, 40 Jahre unter der Herrschaft der Briten, wären ein weiteres Beispiel.

Iran und Oman sind laut Koopmans die zwei einzigen muslimischen Länder, die nie von fremden Mächten beherrscht wurden. Bei Iran kann man, abgesehen von den westlichen Regime-Changes, der britisch-sowjetischen Invasion und der Aufrüstung der beiden Parteien im Irak-Iran-Krieg, damit noch einverstanden sein. Oman jedoch wurde von Portugiesen, kurz von den Persern und schliesslich lange von den Briten kolonisiert.

Starres koloniales Rechtssystem

Einen weiteren wichtigen Einfluss auf die Unfreiheit hatte die Kolonialisierung, indem sie zur Verknöcherung der islamischen Rechtslehre führte. Dies bleibt bei Koopmans unberücksichtigt. Die Kolonisatoren überführten die Dynamik und die Ambiguitätstoleranz des islamischen Gewohnheitsrechts, bei dem Gelehrte sich nicht scheuten, rivalisierende islamische Rechtstraditionen zu Rate zu ziehen, in ein starres, kodifiziertes Rechtssystem.

Fatwas wurden fortan als rechtlich verbindlich definiert. So geschehen bei britischen Kolonien in Südasien, bei französischen in Nordafrika und bei niederländischen in Indonesien. Es waren auch europäische Juristen, die das Schwarz-Weiss-Denken in die islamischen Rechtslehren einführten. Zusammenfassend muss man feststellen, dass Koopmans seine Argumente selektiv (Freedom House contra Polity-Projekt-Studie) und verkürzt (wichtige geschichtliche, politische und weitere Argumente ausblendend) vorbringt, und dass sich viele seiner Thesen (wie beim Thema Dauer der Kolonialisierung) falsifizieren lassen.

Pascal Gemperli hat Friedens- und Konfliktwissenschaften studiert und arbeitet seit 15 Jahren in der Entwicklungszusammenarbeit zum Mittleren Osten und zu Nordafrika. 2007 publizierte er «Politischer Islam: zwischen politischer Kultur und Terrorismus». Er engagiert sich im Waadtländer Dachverband (UVAM) und in der Föderation Islamischer Dachorganisationen der Schweiz (FIDS).

1 octobre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/wegen-200-milliarden-paket-deutschland-steht-in-der-eu-am-pranger-18355489.html?premium>

WEGEN 200-MILLIARDEN-PAKET:

Deutschland steht am Pranger

VON [WERNER MUSSLER](#), [HENDRIK KAFSACK](#) UND [CHRISTIAN SCHUBERT](#)

-AKTUALISIERT AM 30.09.2022-18:57



Weiß, wo es langgehen soll: Wahlsiegerin Giorgia Meloni Bild: Reuters

Etliche EU-Regierungen sind irritiert über den „Doppelwumms“ aus Berlin. Darf Deutschland sich solche Ausgaben leisten?

Mario Draghi ist der prominenteste, aber keineswegs der einzige EU-Politiker, der über das Berliner 200-Milliarden-Ausgabenpaket wenig amüsiert ist. Europa dürfe sich nicht „aufspalten gemäß der jeweiligen Spielräume in den nationalen Haushalten“, sagte der noch amtierende italienische Ministerpräsident kurz nach Bekanntwerden des Berliner „Doppelwumms“ am Donnerstagabend.

Die Energiekrise verlange „eine europäische Antwort, die gefährliche und ungerechtfertigte Verzerrungen des Binnenmarktes vermeidet“, fügte Draghi hinzu. Guido Crosetto, ein einflussreicher Verbündeter der designierten Ministerpräsidentin [Giorgia Meloni](#), schrieb auf Twitter, das deutsche Paket sei „ein nicht abgesprochener und nicht kommunizierter Akt, der die Logik der Union an ihren Wurzeln untergräbt“.

Solche Kritik, die auf den Schutz des Binnenmarktes abzielt, steht im Widerspruch zur traditionellen Haltung im rechten Lager der italienischen Politik, das sich für Italien immer jede Einmischung von außen – speziell von [Brüssel](#) – verbittet. Auch inhaltlich widerspricht die Kritik an Berlin der traditionellen italienischen Position, speziell des rechten Lagers. In der Vergangenheit wurde Deutschland immer wieder für seine vermeintliche „Austerität“ kritisiert – jetzt ist es umgekehrt.

Auch Kritik aus Spanien

Doch nicht nur Italien missfällt der „Doppelwumms“. Die spanische Ressortchefin Teresa Ribera kritisierte am Rande eines Sondertreffens der EU-Energieminister in Brüssel, bei allem Verständnis für die wegen der Abhängigkeit vom russischem Gas besondere deutsche Lage dürfe das deutsche Vorgehen nicht dazu führen, dass die jahrzehntelange Arbeit am Binnenmarkt zerstört werde.

Ribera forderte die [Europäische Kommission](#) auf, sich das deutsche Vorgehen unter diesem Gesichtspunkt genau anzuschauen. Der Luxemburger Claude Turmes verlangte, den gegenseitigen Überbietungswettbewerb der Staaten bei der Unterstützung der eigenen Wirtschaft zu beenden. „Wir müssen diesen wahnsinnigen Wettbewerb stoppen“, sagte er. Auch er forderte die EU-Kommission auf, einen einheitlichen Rahmen zu setzen, um eine Verzerrung des Wettbewerbs im EU-Binnenmarkt zu verhindern.

Genehmigung aus Brüssel nötig?

Die Berufung auf Binnenmarkt und Wettbewerb enthält eine schwer bestreitbare Logik. Wenn ein Mitgliedstaat seinen Bürgern – und vor allem seinen Unternehmen – Subventionen gewährt, die sich andere Staaten aus finanziellen Gründen nicht leisten können, dann sind die „eigenen“ Unternehmen gegenüber den Gesellschaften in anderen Mitgliedstaaten prinzipiell bevorzugt. Deshalb ließe sich das Berliner Paket als Beihilfe einstufen, die von der EU-Kommission jedenfalls genehmigt werden muss. Eine Kommissionssprecherin sagte am Freitag, sie erwarte eine Anmeldung des Pakets in Brüssel; die Brüsseler Behörde werde den Antrag dann wohl prüfen. Sie fügte aber hinzu, dass die Kommission ein spezielles Beihilfen-Regelwerk vorbereite, das Energiehilfen großzügig beurteilen dürfte. Diese Regeln würden noch im Oktober vorgestellt.

Die Energie-Beihilferegeln dürften jenen Sonderregeln ähneln, welche die Kommission in der Corona-Pandemie 2020 einführte. Sie ermöglichten allen Mitgliedstaaten großzügige Hilfen, die den Unternehmen die Einnahmeausfälle wegen der Lockdowns ausgleichen halfen. Freilich wurde schon damals darüber gemurrt, dass Deutschland für diesen Zweck wesentlich mehr ausgab als andere Staaten. EU-Wettbewerbskommissarin [Margrethe Vestager](#) wies im Mai 2020 im Gespräch mit der F.A.Z. darauf hin, dass die Hälfte der bis dato angemeldeten Beihilfen aus Deutschland gekommen sei. Das stelle „ein Problem“ dar, das „jenseits des Wettbewerbsrechts“ zu lösen sei.

Die Dänin verwies damals ausdrücklich auf den über EU-Schulden finanzierten Corona-Wiederaufbaufonds, den Kommissionschefin [Ursula von der Leyen](#) kurz davor vorgestellt hatte und den die EU-Staats- und Regierungschefs zwei Monate später beschlossen. Damals wurde festgehalten, dass ein über EU-Schulden finanzierter Fonds einmalig bleiben sollte. Doch schon jetzt zeichnet sich ab, dass neue EU-Schulden angesichts der Energiekrise abermals auf den Tisch kommen. „Ein Wiederaufbaufonds 2.0 ist ohnehin schon in der Diskussion, und das Berliner Paket ist ein willkommener Anlass für manche Staaten, ihn unter Berufung auf den Binnenmarkt wieder zu fordern“, sagt ein EU-Diplomat.

„Selektives Verständnis von Solidarität“

Neben das Binnenmarkt-Argument tritt ein zweiter Aspekt. Der Unwillen anderer Staaten über das Berliner Vorpreschen beruht auch darauf, dass Deutschland im Sommer „Solidarität“ von anderen Ländern eingefordert hatte, die nicht so stark von Energie aus Russland abhängen wie Deutschland. In Berlin herrsche offenbar ein „selektives Verständnis von Solidarität“ vor, hieß es etwa in Paris.

Janis Emmanouilidis von der Brüsseler Denkfabrik European Policy Center vermutete schon am Donnerstag, dass genau die Diskussion über einen neuen Fonds nicht mehr aufzuhalten sei. Es werde interessant sein zu sehen, ob sich von der Leyen die politische Gelegenheit nehmen lasse, ein „koordiniertes, schuldenfinanziertes Paket“ vorzuschlagen, schrieb er auf Twitter. Am vehementesten fordert ein solches Paket das hoch verschuldete Italien, das aus dem Corona-Fonds die meisten Mittel erhält. Die Kommissionschefin selbst ist sicher nicht abgeneigt. Emmanouilidis fügte freilich hinzu, Berlin sei wohl „erst einmal dagegen“.

Ob das so bleibt, steht in den Sternen. Bundesfinanzminister [Christian Lindner](#) (FDP) hat zwar mehrfach versichert, es bleibe dabei, dass der schuldenfinanzierte Aufbaufonds eine einmalige Angelegenheit sei und nicht verstetigt werde. Auch im Koalitionsvertrag ist das so festgehalten. Doch zeigt die Erfahrung, dass nicht immer alles so kommt, wie Lindner es ankündigt. Und Bundeskanzler Olaf Scholz (SPD) hat in seiner europapolitischen Grundsatzrede vor vier Wochen in Prag schon angedeutet, dass er sich ein dem EU-Kurzarbeitergeld „Sure“ nachempfundenen Programm gut vorstellen kann. „Sure“ ist ebenfalls schuldenfinanziert.

Lindner hat einstweilen ein anderes Problem. Wenn er am Montag und Dienstag seine EU-Kollegen in Luxemburg trifft, wird er erklären müssen, warum er seine Meinung geändert hat. Noch vor drei Wochen auf dem letzten Finanzministertreffen in Prag hatte er erklärt, dass die Energiekrise durch

Angebotslücken bedingt und dass deshalb eine staatliche Stützung der gesamtwirtschaftlichen Nachfrage genau das falsche Mittel sei. Für das Luxemburger Treffen der Eurogruppe ist in diesem Sinne auch eine Erklärung vorbereitet, wonach die Hauptsorge der Eurostaaten derzeit nicht eine drohende Rezession sei, sondern die überschießende Inflation. Deshalb sei eine expansive Fiskalpolitik derzeit nicht angezeigt.

Noch ist offen, ob sich Lindner ein Argument zu eigen macht, das am Freitag in Brüssel zu hören war. Da die Bundesregierung das Paket nicht in den regulären Haushalt einstelle, bleibe es von europäischen Erwägungen unberührt.